

@PresseFr vec **STEPHANE BERN**
Une B.D. pour Notre-Dame

Marc MENANT
RACONTE ...

Histoire magazine

Histoire magazine



**EXÉCUTION
POUR L'EXEMPLE**

SPÉCIAL
176 pages
TÉMOIGNAGES
ET DOCUMENTS
INÉDITS

LES VÉRITÉS CACHÉES DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

N°6 - Trimestriel - Avril - Mai - juin 2021 - BEL: 9,20€

L 18043 - 8 - F - 8,90 € - RD



LE PACTE DES DIABLES - LA GUERRE DES ALLIÉS CONTRE LA FRANCE - PASCAL BRUCKNER
LE CINÉMA DES PAYS VAINCUS - OSTROW - CHARS FRANÇAIS CONTRE PANZERS ALLEMANDS

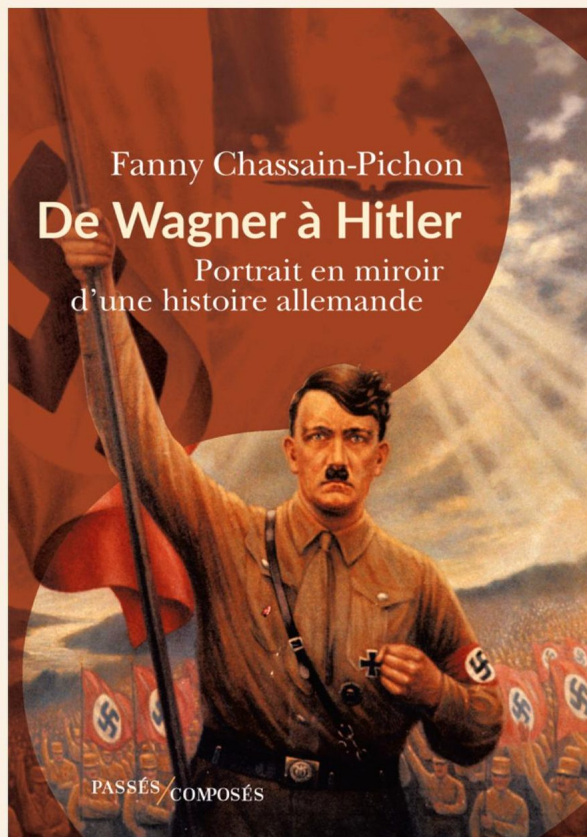
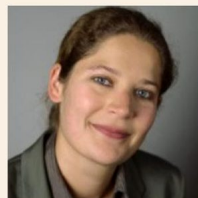
VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

DE WAGNER À HITLER

Portrait en miroir
d'une histoire allemande

PAR FANNY CHASSAIN-PICHON*



Éditions PASSÉS COMPOSÉS

Broché. 304 pages (22 € prix public)

Si Richard Wagner est célébré pour le génie de sa musique, il est également l'auteur de textes en prose profondément antisémites, rassemblés dans ses *Œuvres complètes*. Or ces essais eurent un puissant impact, tout comme l'esthétique de ses opéras, sur Adolf Hitler. Né six ans après la mort du compositeur, il avait pris, depuis l'adolescence, l'auteur de *L'Anneau du Nibelung* pour modèle.

Pour mieux cerner la place du compositeur dans l'idéologie nazie et la pensée du Führer, et dans le sillage des analyses selon lesquelles l'histoire allemande a pris « un chemin particulier » entre 1850 et 1950 au sein de la modernité occidentale, Fanny Chassain-Pichon croise les parcours des deux hommes. Elle montre comment chaque période de la vie de Wagner a pu être, à l'âge équivalent, une inspiration pour Hitler, et ce jusque dans la mise en scène de sa propre mort. On comprend ainsi comment la passion esthétique d'Hitler, née à la source wagnérienne, eut une influence considérable sur l'idéologie du IIIe Reich.

* Docteure en histoire contemporaine de Paris IV Sorbonne, Fanny Chassain-Pichon a travaillé au Mémorial de la Shoah avant de rejoindre l'association Yahad - In Unum du Père Patrick Desbois en tant que chercheuse, puis l'université Paris Sciences et Lettres. Elle est actuellement responsable éditoriale du programme Game - In Lab de l'Innovation Factory.

**ABONNEZ-VOUS À Histoire Magazine
ET RECEVEZ LE LIVRE « De Wagner à Hitler » EN**

CADEAU

*1 an d'abonnement (4 n° + 2 hors-séries) + le livre « De Wagner à Hitler » (dans la limite des stocks disponibles) pour 35 € au lieu de 75,40 € soit 46.42 % DE RÉDUCTION (voir bulletin d'abonnement en page intérieure et encart)

Édité par Histoire Multimédia Production
Tél. : 09 66 86 13 74
Directeur de la publication et de la rédaction :
Sylvie Dutot

sylvie.dutot@histoiremagazine.fr
Rédactrice en chef: Sylvie Dutot
Tél. : 09 66 86 13 74 redaction@histoiremagazine.fr
Conseiller de rédaction : Jean-Philippe de Garate
Rédacteurs des chroniques de ce numéro : Sylvie Dutot,
Jean-Philippe de Garate, Marc Menant, Guy Stavrides,
Clémentine Portier-Kaltenbach, Cécile Berly,
Michel Chamard, Paul-Marie Lesbats, Nathalie Héral,
Luc Courlouër.

Rédaction : redaction@histoiremagazine.fr
PUBLICITE & PARTENARIATS
Régie publicitaire : HMP - Tél. : 09 66 86 13 74
pub@histoiremagazine.fr (publicité et partenariat)
FABRICATION

Maquettiste : HMP - Tél. : 06 88 62 66 88

Impression : S-K - Lt (U.E)

COUVERTURE : HMP

Photo : Terresdhistoire images.

DIFFUSION PRESSE

Distribution : MLP - Tondeur (Belgique)

Suisse

ABONNEMENT

Histoire Magazine

BP 80306 29393 QUIMPERLÉ cedex

SITE : histoiremagazine.fr et histoire-magazine.store

HISTOIRE Magazine est édité par Histoire Multimédia
Production, sarl au cap. de 1000 euros. RCS Quimper
50010474000013 APE 7220 Z

Toute reproduction, même partielle, des articles et
iconographies publiés dans HISTOIRE Magazine sans
l'accord écrit de la société éditrice est interdite, conformé-
ment à la loi du 11 mars 1957 sur la propriété litté-
raire et artistique. Les propos tenus par les intervenants
néengagent que leur seule responsabilité.

N° de commission paritaire : 0222K94178

N°ISSN : 2646-0777

Dépôt légal à parution



ÉDITORIAL

par
SYLVIE DUTOT
rédactrice en chef

Ce numéro consacré aux « vérités cachées » de la Seconde Guerre mondiale est particulièrement riche, et aurait pu l'être davantage encore. À vrai dire, le sujet à lui seul pourrait constituer la ligne éditoriale d'un magazine durant des décennies, tant il paraît inépuisable. Winston Churchill dont il sera souvent question au fil de ces pages avait dit « l'histoire me sera indulgente, car j'ai l'intention de l'écrire ». Or, c'est justement ce à quoi les historiens et le cinéma américains se sont employés à faire des décennies durant. Livrer une version de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale parsemée de zones d'ombres. Le mythe selon lequel l'aviation américaine et britannique n'aurait frappé que des cibles allemandes perdure encore dans l'historiographie américaine, oubliant que dans leur opération de libération du continent européen occupé, des villes en France, en Italie, en Belgique, aux Pays-Bas furent détruites, occasionnant des centaines de milliers de déplacés et plus de 60 000 victimes civiles françaises dues aux bombardements alliés.

Dans l'interview qui ouvre notre dossier, à propos de *l'An 40, la bataille de France*, le premier opus d'une grande fresque sur la Seconde Guerre mondiale, signé Éric Teyssier, celui-ci est las de voir Américains et Britanniques se tailler la part du lion au cinéma dans l'évocation des événements, Éric Teyssier rêve de voir un jour le point de vue « français » sur la Seconde Guerre mondiale porté à l'écran. Et pourquoi pas avec une adaptation de son roman ! Si on connaît l'issue de la bataille de France, en revanche rien n'était joué côté « chars » où la France avait une longueur d'avance. Éric Teyssier nous livre une brillante analyse de la bataille. François Delpla lève le voile sur les dessous de l'appel du général de Gaulle en juin 1940, et le duel au sommet du Royaume-Uni que se livrent Churchill et Halifax entre mai et décembre 1940 et qui décida du destin de l'Europe, loin de la légende du « Tous unis derrière Churchill ». Mais je vous laisse découvrir les multiples vérités cachées évoquées dans ce numéro. Bonne lecture à tous !

PRATIQUE : S'ABONNER EN LIGNE !



soit plus de 67.7 % de RÉDUCTION

35 €
au lieu
de 108,40 €

6 NUMÉROS PAPIER
+ 1 LIVRE OFFERT
+ VERSION PDF

JE M'ABONNE EN LIGNE sur **www.histoire-magazine.store**

- Étape 1** RENDEZ-VOUS DIRECTEMENT sur le site www.histoire-magazine.store
- Étape 2** Cliquez sur l'onglet "ABONNEMENT" et abonnement 6 n° + livre
- Étape 3** Complétez les informations demandées et VALIDEZ.

Paiement sécurisé en ligne par carte bancaire

* voir conditions contractuelles en page abonnement et sur le site



Histoire magazine

Sommaire

N° 8 avril mai juin 2021



03 L'ÉDITO

LE DOSSIER

08 L'ENTRETIEN avec Eric Teyssier
L'an 40 la bataille de France

14 CHARS FRANÇAIS CONTRE PANZERS ALLEMANDS. Trop peu ou trop tard ? E. Teyssier

24 L'APPEL DU GÉNÉRAL DE GAULLE. La fin d'une légende d'un texte unique François Delpla

27 Le duel Churchill-Halifax. F. Delpla

32 REVUE DE PRESSE des années de guerre. Emmanuel Thiébot

42 Le blanchiment de l'Armée française à l'automne 1944. E. Thiébot

44 Les soldats alliés de la bataille de Normandie. Héros ou simples soldats Emmanuel Thiébot

53 Au delà des plages. La guerre des Alliés contre la France S. Bourque

60 PEARL HARBOR Un complot Roosevelt-Churchill ? Nicolas Bernard

62 MARTIN BORMANN Sept erreurs et une vérité. François Delpla

67 4 QUESTIONS À FRANÇOIS DELPLA
-Hitler surpris qu'on lui déclare la guerre ?
-Hitler et ses chefs militaires sidérés par la rapidité de l'effondrement français ?
-Himmler at-il trahi Hitler ?
-Pétain aggrave de sa main le statut des Juifs. Pourquoi ?

70 LE PACTE DES DIABLES L'alliance Hitler-Staline Roger Moorhouse

76 OSTROW Marie Moutier-Bitan et Michal Chojak

82 L'ENTRETIEN avec Frank Prazan
"Thérèse Léopold, je lui dois la vie"

85 L'ENTRETIEN avec Bruno Haloua. Leur Sde Guerre mondiale

90 ORADOUR-SUR-GLANE Nicolas Bernard

92 Pourquoi les Américains ont-ils largué deux bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki ? N. Bernard

94 MARC MENANT raconte ...
Exécuté pour l'exemple !



ACTUALITÉS LIVRES

- 105** Chronique de Michel CHAMARD.
La dernière guerre de Vendée.
- 106** L'ACTUALITÉ DES LIVRES
- 112** Chronique de Guy STAVRIDES.
Les soldats de 40
- 116** **Fanny Chassain-Pichon**
DE WAGNER À HITLER
- 122** **PASCAL BRUCKNER**
La France de 2021 ? C'est
Byzance en 1453
- 129** **ACTU B.D.**
- 132** **STÉPHANE BERN**

Notre-Dame de Paris. La nuit du feu

- 136** Chronique de Cécile BERLY.
Frida KAHLO

- 138** **Jean-François ALLILAIRE**
Le dilemme de la psychiatrie

IMAGES D'HISTOIRE

- 141** SUR LES ÉCRANS
- 142** LA SECONDE GUERRE MON
DIALE : LE CINÉMA DES PAYS
VAINCUS Paul-Marie Lesbats
- 154** FORTUNES DE MER par Luc
CORLOUER La plus grande tragé
die de tous les temps



GASTRONOMIE

- 160** LA GUERRE DES APPÉTITS par
Nathalie HELAL



LES GRANDES BATAILLES

- 164** LA BATAILLE DES ARDENNES
De l'histoire à la mémoire, 75
ans après Emile KERN
- 174** Chronique de Clémentine
PORTIER KALTENBACH
Willkommen ou welcome ?

■ Le dossier





LES VÉRITÉS CACHÉES

DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE





L'An 40

La bataille de France

ENTRETIEN

AVEC

ÉRIC TEYSSIER

Propos recueillis par Sylvie Dutot

On connaît Éric Teyssier historien, auteur de plusieurs ouvrages de référence, de biographies remarquées (*Spartacus*, *Commode*), ce passionné de reconstitution historique se révèle aussi excellent romancier. Avec *L'An 40 la bataille de France*, il signe le premier opus d'une grande fresque sur la Seconde Guerre mondiale. Las de voir Américains et Britanniques se tailler la part du lion au cinéma dans l'évocation des événements, Éric Teyssier rêve de voir un jour le point de vue « français » sur la Seconde Guerre mondiale porté à l'écran. Et pourquoi pas avec une adaptation de son roman ? Entretien ...

Votre ouvrage relate les événements entre le 15 mai et le 1er juillet 1940. Pourquoi avez-vous opté pour la forme romanesque ?

Éric Teyssier : Il y a plusieurs raisons. Tout d'abord, j'ai déjà goûté à ce genre avec mon premier roman « Napoléon est revenu » et cela m'a beaucoup plu. Le roman donne une liberté que ne permet pas l'ouvrage historique classique. Il permet d'entrer dans le secret des discussions entre dirigeants. Voir le rôle que peuvent avoir les personnages réels de leur entourage et certains anonymes que j'ai imaginés. Leurs destins témoignent de ce qu'ont vécu une multitude d'hommes et de femmes que l'Histoire oublie parfois. Et puis, il y a eu un déclencheur. J'ai beaucoup aimé deux films anglo-saxons, « Dunkerque » et « Les heures sombres ». Ces deux longs métrages traitent de la période mai-juin 1940 du point de vue des Anglais. Comme toujours, le rôle des Français y est ignoré ou caricaturé. En France, cela a irrité de nombreux internautes.

Vous en faisiez partie ?

Éric Teyssier : Oui parce que parler de *Dunkerque* avec seulement deux plans consacrés au Français constitue une réécriture malhonnête de l'Histoire. Non, parce que ce sont deux bons films, notamment « Les heures sombres » qui montre Churchill face au pire moment de l'Histoire de l'Angleterre. En fait, l'Histoire est une question de point de vue. Il ne faut pas demander aux Anglo-Saxons de s'intéresser à notre Histoire, c'est à nous de le faire. Alors j'ai pris ma plume.

Votre récit sonne juste. Sur quelles sources vous êtes-vous appuyé ?

Éric Teyssier : Même dans mes romans, je demeure avant tout un historien. Je suis parti des récits familiaux. J'ai eu

la chance d'avoir bien connu mes quatre grands-parents. Ils me parlaient souvent des deux guerres. Leurs témoignages ont été une source d'inspiration, notamment cette référence aux chars, car mon grand-père paternel avait combattu en 1918 dans ces engins. Cela a suscité chez moi un intérêt très précoce pour l'histoire des guerres mondiales, et notamment pour 1940 avec cette question, « pourquoi avons-nous été vaincus vingt-deux ans après la victoire de 1918 ». Cet intérêt m'a conduit à enseigner l'histoire de la Seconde Guerre mondiale à l'université de Nîmes afin de transmettre la connaissance de ce conflit. Sur ces bases, j'ai fait des recherches approfondies. J'ai relu les mémoires des grands que je connaissais déjà. Les écrits de Reynaud, Weygand de Gaulle et Churchill étaient déjà dans ma bibliothèque. Mais ces grands acteurs écrivent après coup pour défendre, valoriser ou justifier leur action. J'ai alors découvert des récits moins connus qui émanent de leurs proches conseillers qui ont publié leurs journaux intimes de l'époque. Ces personnages n'ont rien à justifier ou à défendre et livrent des impressions au jour le jour. C'est le cas de Rolland de Margerie. Ce conseiller diplomatique de Paul Reynaud est au cœur des décisions et son regard est d'une lucidité étonnante. Son témoignage, croisé avec celui d'autres acteurs, offre de véritables pépites avec des scènes que l'on croirait inventées, mais qui sont authentiques.

Quel genre de scène par exemple ?

Éric Teyssier : Il y a notamment ce moment tragique du dernier conseil des ministres à Paris, juste avant l'évacuation de la capitale. Pétain qui est un peu sourd comprend mal ce qui se dit et fait une réflexion complètement décalée. La tension est telle que tous les ministres éclatent d'un fou rire nerveux que le Président Lebrun ne parvient pas à calmer. Seul le roman historique permet de rendre cette ambiance parfois tragi-comique de l'Histoire qui, à mon sens, possède





Ci-dessus : R35 avec ses deux hommes d'équipage. Association France 40 Véhicules Photo Olivier Debras
Page de droite : Char B1 bis musée des blindés de Saumur. Photo E Teyssier.

une intensité toujours supérieure aux meilleures fictions.

Le portrait que vous dressez des élites nous éclaire sur leurs nombreuses défaillances. Quelles sont celles qui furent déterminantes dans cette défaite ?

Éric Teyssier : Il y a bien sûr l'impréparation morale plus que matériel, car l'armée française est loin d'être démunie sur ce plan. Des oppositions héritées du temps de paix, entre Daladier et Reynaud notamment, empêchent de prendre les bonnes décisions. Et puis, il y a la panique. Le coup de fil de Reynaud à Churchill sur lequel j'ouvre mon livre est révélateur. Après cinq jours de combats, le président du conseil français dit déjà à son homologue que la bataille est perdue. Cet effondrement psychologique que l'État-major transmet aux décideurs politiques contraste avec le courage des troupes sur le front, mais aussi des civils qui doivent affronter des situations hors normes.

Quelle est l'analyse des « politiques » et de l'État-major à ce moment-là ?

Éric Teyssier : Très vite, les militaires parviennent à convaincre les politiques qu'il n'y a plus rien à faire et que les Allemands ont gagné la partie. Dès le 16 mai, Churchill débarque à Paris et assiste, comme beaucoup de Parisiens, au spectacle des fonctionnaires des Affaires étrangères qui brûlent les archives sur les pelouses du ministère. Lorsqu'il demande au généralissime d'engager ses réserves, Gamelin répond qu'il n'y en a pas et que les Allemands peuvent être à Paris dans moins de 48 heures. Pourtant, sur le terrain, les soldats français se battent avec courage. D'autres solutions peuvent être imaginées, mais la tentation de baisser les bras domine chez les politiques. Les exceptions comme Churchill sont rares. Dans cette tourmente, le Premier anglais joue un rôle crucial que je souligne car à Londres aussi certains pensent déjà à cesser le combat.



« Tandis que Churchill ordonne le rembarquement de ses troupes à Dunkerque, le colonel de Gaulle se bat sur le champ de bataille avec des moyens souvent dérisoires. »

De Gaulle et Churchill ont une autre vision...

Éric Teyssier : Oui, et il est intéressant de croiser leur parcours durant ces journées. Tandis que Churchill ordonne le rembarquement de ses troupes à Dunkerque, le colonel de Gaulle se bat sur le champ de bataille avec des moyens souvent dérisoires. Devenu secrétaire d'État début juin, il rencontre Churchill à Londres. Le courant passe entre ces deux hommes. Ils sont à la fois proches et très différents, ils partagent la ferme conviction que la guerre n'est pas perdue, mais ils sont bien seuls.

On suit les péripéties de ces cinq « compagnons de lutte » embarqués dans un char de combat et qui constituent, en quelque sorte, une micro-société de l'époque...

Éric Teyssier : Parallèlement au vécu des « grands », j'ai voulu mettre en contre point le sort des combattants. Les récits de mes grands-pères m'ont influencé. J'ai effectivement

voulu reconstituer une microsociété à l'intérieur du meilleur char de l'époque. Ce B1 bis emporte un équipage de cinq hommes venus des quatre coins de France. Ils sont de milieux sociopolitiques très différents, à l'image de cette France de l'An 40. Au-delà de leurs différences, ils ont tous été marqués dans leur enfance par la guerre de 14 encore si proche. Ils ont aussi la conviction de se battre pour une juste cause contre un envahisseur. Dans ce char, ils vivent une sorte de « road movie » qui leur fait traverser la France depuis Sedan jusqu'à Périgueux. Sur ce parcours, ils combattent sans cesse avec parfois de francs succès. Tous les affrontements que je raconte sont authentiques. Ils s'inspirent directement des carnets de route de tankistes français et des journaux de marche des unités de chars. Ils présentent des combattants qui luttent avec courage dès le 10 mai 1940. Dans leur parcours, mes cinq personnages voient aussi l'effondrement moral du pays jeté sur les routes l'Exode. Eux aussi sont parfois saisis par le doute.



Ci-dessus : Char R35. A droite un vénérable Renault FT de 1917, encore en ligne en 1940.
Association France 40 Véhicules. Photo Philippe Charbonnier.

Votre récit met en scène un autre personnage, l'épouse d'un des soldats de ce char, restée à Dunkerque, offrant un autre regard sur ces événements...

Éric Teyssier : Pour donner un portrait complet des Français dans la guerre, il faut parler des civils et notamment des femmes souvent oubliées. Elles se retrouvent face à des situations inimaginables alors que leurs maris sont sur le front. Claudine, symbolise ces Françaises plongées du jour au lendemain dans la tourmente. Elle aussi montre du courage alors qu'elle est coincée à Dunkerque, l'un des épicentres du tremblement de terre de mai et juin 1940. Elle vit la terreur des civils sous les premiers bombardements, la peur d'une mère pour son enfant. Elle entend les rumeurs qui circulent dans les files d'attente et assiste au départ des Anglais. Comme son mari, elle croise parfois certains grands personnages, ce qui permet de faire le lien entre ces deux visions du même événement.

On ne peut refaire l'histoire, mais, selon vous, la victoire était-elle possible ?

Éric Teyssier : C'est un vaste débat qui me tarabuste depuis très longtemps. Mon opinion a pu varier au fil du temps. Je pense qu'il était possible d'arrêter Hitler jusqu'en 1938, même sans l'appui des Anglais qui se méfiaient alors plus de la France que de l'Allemagne nazie. Il aurait alors fallu un courage que nos hommes politiques de l'époque n'avaient pas. À leur décharge, il faut dire qu'ils avaient vécu l'horreur de 14-18 et qu'ils voulaient à tout prix l'éviter pour la génération suivante. Il n'en demeure pas moins que le mot de Churchill après Munich est une vérité toujours d'actualité. « Vous avez préféré le déshonneur à la guerre. Vous aurez le déshonneur et la guerre ». En 1940, il aurait fallu peu de chose pour éviter le désastre. Gamelin par exemple, décide d'envoyer l'excellente XV^e armée du général Giraud en Hollande. C'est une erreur criminelle. Au mois de mars, cette grande unité était pratiquement sur le parcours que Guderian allait emprunter en mai dans un vide presque total. Tout n'était pas joué. Les Allemands ont inventé la Blitzkrieg sur le terrain,

« Les Allemands ont inventé la Blitzkrieg sur le terrain, grâce au coup d'œil du général Guderian qui a pris un risque énorme. L'armée allemande en mai 1940 est une pointe de lance avec « un manche pourri ». Ce fer pouvait être brisé. L'histoire aurait pu encore être différente en juin. »

grâce au coup d'œil du général Guderian qui a pris un risque énorme. L'armée allemande en mai 1940 est une pointe de lance avec « un manche pourri ». Ce fer pouvait être brisé. L'histoire aurait pu encore être différente en juin. Je pense, pour avoir bien tout soupesé, qu'une poursuite de la lutte en Afrique était possible. On y oppose souvent le fait que les Allemands seraient passés à travers l'Espagne pour conquérir une Afrique française presque désarmée. Mais le prudent Franco s'est opposé à ce passage en octobre, alors que l'Angleterre est seule contre une Allemagne alliée à l'Italie et à l'URSS. Il n'aurait certainement pas accepté de s'allier à Hitler en juillet face à l'Empire britannique soudé dans la lutte avec l'empire français et sa flotte. De plus, l'univers mental d'Hitler est Européen, l'Afrique n'entre pas dans ses calculs. Il aurait donc entrepris la bataille d'Angleterre en août 1940, avec l'échec que l'on connaît et la France aurait été... à Yalta. Mais on ne peut pas refaire l'Histoire ni juger trop durement ses acteurs. Une poursuite de la lutte en Afrique aurait eu des conséquences terribles pour la France métropolitaine dès l'été 1940.

Une suite est-elle prévue ?

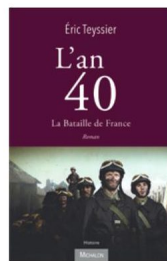
Éric Teyssier : Oui, elle est déjà presque terminée et devrait sortir en 2021. Dans le même esprit, elle apportera un regard sur la période juillet 1940-juillet 1941 avec des épisodes terribles et souvent oubliés comme Mers-el-Kébir et la guerre fratricide que se livrent les Français à Dakar et en Syrie.



Agrégé et docteur en histoire, diplômé en sciences politiques, Éric Teyssier est maître de conférences HDR à l'université de Nîmes. Il enseigne l'histoire romaine, l'histoire de l'art antique mais aussi l'histoire de la seconde guerre mondiale. Auteur de nombreux ouvrages, de biographies remarquées, *Spartacus*, *Pompée*, *Commode*, il a publié en 2018 un premier roman *Napoléon est revenu* (Ed. Lemme Edit) et prépare une suite à *L'an 40 la bataille de France* (Ed. Michalon).

Votre roman qui présente la vision côté français de cette période pourrait être porté à l'écran. Avez-vous déjà quelques contacts en ce sens ?

Éric Teyssier : Ce serait mon souhait le plus cher. Car un film, ou un téléfilm permettrait à un grand nombre de Français d'avoir une autre vision de cette catastrophe dont nous payons encore le prix psychologiquement. Malheureusement, nous n'avons pas, ou pas encore, en France des producteurs assez courageux pour aborder ce thème. Pourtant, je suis sûr que nous pourrions réaliser ce genre de grande fresque et qu'elle aurait un grand succès. Nous avons pourtant des atouts. Des créateurs 3D parmi les meilleurs, de nombreuses troupes de reconstituteurs, des engins d'époque qui existent et qui fonctionnent encore grâce à des passionnés comme ceux de France véhicule 40. Il ne manque, comme en l'an 40, que la volonté et l'audace. Elles viendront peut-être. ~



L'AN 40
LA BATAILLE DE FRANCE
D'ÉRIC TEYSSIER
Ed. Michalon, 2020
Collection Histoire
464 p. 25 €



Char B1 bis. Photo Nara.

1940

Chars français contre panzers allemands

Trop peu ? Trop tard ?

par Éric Teyssier. Professeur d'histoire. Université de Nîmes.

En France les idées reçues ont la vie dure. On entend encore souvent que l'armée française de 1940 n'avait rien vu venir. Qu'elle n'avait pas assez de chars et que ces derniers étaient moins bons que ceux de l'adversaire. Mais qu'en est-il vraiment ? En 1940, la France a déjà une longue expérience en matière de blindés. Si les Anglais sont les premiers à utiliser les « tanks » en 1916, les Français sortent dès 1917 le Renault FT de six tonnes. Armé d'un canon de 37 mm ou d'une mitrailleuse, il possède surtout la toute première tourelle orientable à 360°. Il est aussi le premier à être fabriqué et utilisé en masse. En 1918, les unités disposent de 2700 Renault FT qui contribuent largement à la victoire finale face à l'Allemagne qui n'a produit que 20 panzers. Si la France victorieuse est ruinée, l'armée française apparaît comme la grande spécialiste des chars d'assaut. Le monde entier lui envie ses petits FT. Les Américains en produisent 950 sous licence, tandis que Renault les exporte dans 25 pays à travers le monde. Quant à l'Allemagne vaincue, le traité de Versailles lui interdit formellement de construire ou de posséder le moindre char.

Dans les années trente, des chars français modernes conçus et produits à temps.

Malgré le retour à la paix, les différents fabricants français continuent à mener des études pour imaginer les chars du futur. L'arrivée au pouvoir d'Hitler et le réarmement de l'Allemagne leur donnent raison. Dès le mois d'avril 1935, l'armée peut passer une première commande de 300 Renault 35. Ce char léger de moins de 8 tonnes constitue une évolution du Renault FT. Comme son prédécesseur, le R35 n'a que deux hommes d'équipage. Armé du même canon de 37 mm que le Renault FT, il possède aussi une mitrailleuse et un excellent blindage. S'il ne fait que 20 km/h en tout terrain, cette vitesse est adaptée pour un engin que les Français destinent à l'accompagnement des fantassins. Mais d'autres chars plus puissants et plus modernes ont déjà été conçus par les ingénieurs français. Parmi eux deux blindés apparaîtront en 1940 comme les meilleurs au monde. Le prototype du char moyen de 20 tonnes, le Somua S35 sort dès 1935. Doté d'un équipage de trois hommes, il est

rapide avec une vitesse de 37 km/h en tout terrain. Bien protégé et bien armé grâce à son redoutable canon antichar de 47 mm, ce char est destiné à la cavalerie. Mis en production dès 1936, une cinquantaine d'engins sont déjà livrés en 1938. Mais de tous les chars français de cette époque, le plus redoutable est sans conteste le char lourd B1 bis. Issu d'un prototype réalisé dès 1929, le B1 bis pèse 30 tonnes et possède un équipage de quatre hommes. Armé d'un canon de 75 mm dans la caisse et d'un 47 mm en tourelle, il dispose également de deux mitrailleuses. Au regard de son poids, sa vitesse de 21 km/h en tout terrain est très correcte, mais son principal atout repose sur son blindage de 60 mm. Cette protection le rend totalement invulnérable au tir de n'importe quel char contemporain. Lorsque s'ouvre la conférence de Munich en 1938, 70 B1 bis ont déjà été livrés.





Ci-contre : Somua S 35. Musée des blindés de Bonvington.

Ci-dessous : Panzer I suivi par deux panzers II en 1939. photo Bundesarchiv.

Page de droite : la conférence de Munich le 29 septembre 1939, Hitler au centre, entouré à gauche du premier ministre britannique Neville Chamberlain et Edouard Daladier, à droite de Benito Mussolini.

Les blindés français tiennent la route face aux panzers allemands.

En 1938, l'armée française compte environ 500 chars modernes, un chiffre faible en comparaison des milliers de chars Renault FT qu'elle alignait en 1918. Mais il faut le confronter à ce dont l'Allemagne dispose au même moment. En 1938, les Allemands possèdent environ 2000 panzers. Hitler ne manque jamais de les exhiber lors de grands défilés destinés à effrayer des dirigeants européens attachés à la paix. Pourtant, dans la réalité des faits, ces panzers n'ont rien de redoutable. La majorité d'entre eux sont des Panzers I de seulement six tonnes. Armés de deux modestes mitrailleuses, ils ne peuvent rien contre les chars

français. Ces minuscules blindés sont même inférieurs aux automitrailleuses que la France possède en grand nombre et qui sont généralement équipées de canons de 25 mm. En dehors de ce char très léger, Hitler possède aussi des Panzers II. Si ce dernier est un peu plus puissant, il n'est guère mieux armé. Il dispose d'une mitrailleuse et d'un canon de 20 mm qui ne peut percer aucun blindage des chars français contemporains. À cette époque, malgré quelques modèles de présérie de Panzer III et Panzer IV, la Wehrmacht est largement dominée par les blindés français. C'est dans ce contexte que s'ouvre la conférence de Munich.





Munich, une occasion manquée pour les chars ?

Au mois de septembre 1938, Hitler se dit prêt à faire la guerre contre la Tchécoslovaquie. Cette petite nation est la seule République démocratique d'Europe centrale. Son indépendance a été voulue par la France qui est liée à elle par une alliance militaire. Malgré seulement 15 millions d'habitants, elle dispose de nombreux atouts. Tout d'abord, sa frontière face à l'Allemagne est défendue par un système de fortifications comparable à la ligne

Maginot. De plus, si Hitler a réintroduit le service militaire trois ans plus tôt, l'armée tchécoslovaque dispose de cadres et de réservistes entraînés depuis vingt ans. Mais surtout, les Tchèques possèdent une industrie d'armement qui compte parmi les premières exportatrices au monde et ses usines Praga et Skoda produisent d'excellents chars. Face aux 2000 blindés légers allemands, elle possède 350 engins moyens des modèles LT 34 et

LT 35 nettement supérieurs aux Panzers I et II. Ainsi, Français et Tchèques possèdent une incontestable supériorité en matière de blindés, mais Daladier renonce à défendre son alliée. Les causes de ce renoncement sont connues. Au premier chef, le refus de Chamberlain de s'engager pèse lourd. En effet, la France de 1938 a subi une horrible hécatombe vingt ans plus tôt et ne se sent pas prête à faire la guerre sans son alliée britannique. Daladier renonce aussi à se lancer dans l'aventure, car il sait que l'armée de l'air française aura du mal à faire seule face à la Luftwaffe. Il faut dire que la propagande allemande, à force de parades et de visites d'usines a complètement intoxiqué les alliés en montrant une Wehrmacht pour plus forte qu'elle n'est. Mais ce qui manque le plus à l'armée française, c'est une doctrine offensive. En effet, comment venir au secours de son alliée en étant retranché derrière la ligne Maginot ?



Ci-contre : Char tchèque LTM 35 de 11 tonnes. Récupéré par les Allemands et renommé Panzer 35.



Après Munich, la course contre la montre.

Contrairement à ses promesses, six mois après Munich, Hitler occupe Prague et la Bohême Moravie sans avoir à se battre. Il fait alors main basse sur les chars de l'armée tchèques, mais aussi sur les usines qui les fabriquent. Si la capitulation de Munich a permis de renforcer la Wehrmacht, elle a aussi le mérite de faire prendre conscience aux alliés que la guerre est inévitable. Contrairement à l'aviation, la France possède dès 1938 une gamme de chars modernes qui sont déjà en fabrication. En revanche, elle a davantage de retard sur le plan de la doctrine d'emploi. Dès 1934, dans « *Vers l'armée de métier* », le lieutenant-colonel de Gaulle préconisait la constitution d'un corps de soldats professionnels constituant six divisions cuirassées fortes chacune de 500 chars. À cette époque, d'autres généraux européens ont les mêmes idées et certains insistent beaucoup plus que de Gaulle sur le couple char/avion. En Allemagne le général Guderian voit ses théories mises en œuvre par Hitler, alors que de Gaulle doit faire face au mur des politiques. À l'exception de Paul Reynaud qui le soutient, les autres responsables de la III^e république retiennent seulement de son ouvrage le danger supposé d'une armée de métier. Certains, comme Léon Blum, y voient même le spectre du 18 Brumaire et du Boulangisme. Si de Gaulle avait été écouté en 1934, l'existence de divisions cuirassées françaises aurait pu peser sur la politique européenne. Elles auraient fait réfléchir Hitler lorsque ce dernier a remilitarisé la Rhénanie en 1936, annexé l'Autriche ou menacé la

Tchécoslovaquie en 1938, mais après Munich il n'est plus temps d'avoir des regrets.

Entre septembre 1938 et mai 1940, l'Allemagne accélère sa production de chars. Les modèles trop légers de 1938 sont renforcés par des modèles plus puissants comme le Panzer III. Avec son canon de 37 mm et ses 20 km/h en tout terrain, ce panzer n'a rien d'impressionnant pour les chars français équivalents. Son grand frère le Panzer IV est plus sérieux avec son canon de 75 mm, mais son blindage de 30 mm est deux fois plus faible que celui du B1bis. En mai 1940, l'Allemagne aligne un total de seulement 700 engins de type III et IV. Cette faiblesse rend indispensable l'utilisation de 334 chars moyens tchèques (Panzer 35 et Panzer 38), soit un tiers de sa force de frappe. Mais la puissance des panzers ne repose pas sur le nombre ou sur la qualité, mais sur leur organisation. Dès 1935, les panzers sont tous réunis en grandes unités autonomes. Ces panzerdivisions sont fortes de deux régiments de chars, un régiment d'infanterie motorisée, un régiment d'artillerie motorisée. Elles possèdent aussi leurs propres moyens de reconnaissance et de génie. De plus, ces grandes unités communiquent directement avec la Luftwaffe qui assure ainsi un soutien tactique rapide. Au mois de mai 1940, l'Allemagne possède dix divisions de ce type. Elles se sont fait les griffes en écrasant l'armée polonaise en trois semaines au mois de septembre 1939. Malgré ce succès, les généraux allemands savent qu'il sera plus difficile de vaincre l'armée française.



Le 30 octobre 1939, le colonel de Gaulle présente un de ses chars D2 au président Lebrun.



Deux visions différentes de la guerre.

De 1938 et 1940, la France accentue son avance sur le plan quantitatif. Son industrie permet d'aligner 2000 chars légers R35 et H39, 430 Somua S35 et 370 B1bis. Sur le plan de l'organisation, de Gaulle commence enfin à être écouté. Une timide tentative a déjà été initiée pour réunir les chars en grandes unités. En 1938, deux divisions légères mécaniques (DLM) existent déjà qui réunissent près de 400 blindés. Mais il faut attendre le mois de janvier 1940 pour voir enfin se réaliser le vœu de De Gaulle avec la

création de deux divisions cuirassées (DCr). Au mois de mai, celles-ci sont renforcées par une troisième DLM et une troisième DCr que les Britanniques épaulent par une seule division blindée. En tout, les six grandes unités françaises ne concentrent qu'un tiers des chars de l'armée, car la majorité des moyens blindés français reste dispersée dans une multitude de bataillons de chars de combat. Une autre faiblesse vient du fait que seule une partie des chars français est attribuée aux unités. Le 10 mai 1940, des cen-

taines d'engins modernes sont gardés en réserve dans les dépôts. Beaucoup y resteront.

Ce constat surprenant provient de la vision qu'Allemands et Français ont de la guerre. Face à deux grandes puissances industrielles, coloniales et maritimes, Hitler n'a pas la possibilité de faire une guerre longue. Les Français sont dans la position exactement inverse. Ils espèrent une guerre longue, car ils disposent de toutes les richesses du monde tandis que les Allemands sont soumis à un sévère blocus maritime. Citant Napoléon en préambule de *Vers l'armée de métier*, de Gaulle disait justement que « la politique d'un État est dans sa géographie ». Hitler l'a compris en mettant en action tous ses chars dès le premier jour, quitte à manquer de réserve si l'offensive échoue. L'armée française préfère garder beaucoup de chars dans ses dépôts, au risque de ne pas en avoir suffisamment à l'endroit où la Wehrmacht choisira d'attaquer.

Ci-contre : Les panzers franchissent les Ardennes. Les trois premiers sont des Pz38 tchèques. Ils auraient pu combattre les Allemands mais se retrouvent contre les Français en 1940.





Panzer III détruit en 1940.

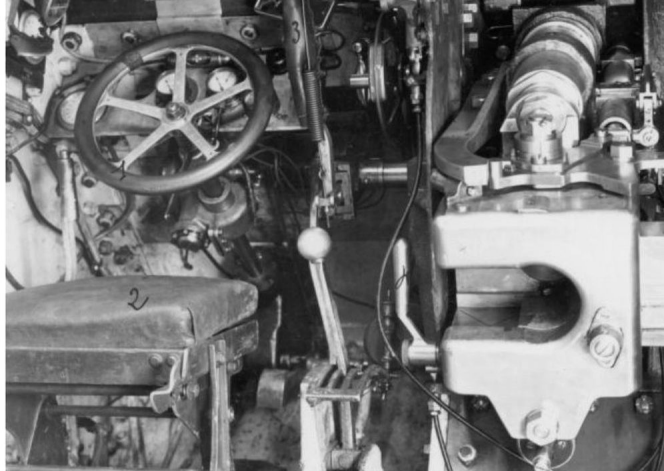
Hannut et Gembloux. La première grande bataille de chars.

Le 10 mai, Hitler envahit brutalement la Hollande et la Belgique. Le général Gamelin, commandant en chef des armées alliées est ravi, car les Allemands font exactement ce qu'il avait prévu. Aussitôt, les meilleures unités franco-britanniques volent au secours de la Belgique. À leur tête se trouvent les 360 chars des 2^e et 3^e divisions légères mécaniques. Du 12 au 15 mai, le choc a lieu autour de Hannut et Gembloux contre près de 600 blindés des 3^e et 4^e panzerdivisions. Dans cette première grande bataille de chars de l'histoire, les Français s'en tirent avec les honneurs. Si les canons des R35 sont insuffisants, le Somua domine ses adversaires. Malheureusement, l'épreuve du combat fait ressortir certaines faiblesses graves des chars français. Dans sa tourelle à une seule place le chef de char doit observer, commander son engin, charger, viser, tirer au canon et à la

mitrailleuse. Au contraire, ses homologues allemands sont à trois pour exécuter les mêmes tâches dans des tourelles beaucoup plus grandes. Plus handicapant encore, les chars français sont sous-équipés en moyens radios. Ils ont du mal à coordonner leurs mouvements sur le champ de bataille contrairement aux panzers qui communiquent entre eux, mais aussi avec leur aviation. Car le principal danger vient d'un ciel dominé par la Luftwaffe. Alors que les Français ne bénéficient d'aucun soutien aérien tactique, les stukas attaquent en piqué les formations françaises. Le 15 mai, les DLM peuvent se replier. Leur mission qui consistait à freiner l'avance allemande a été remplie. Les coups portés aux panzers ont été sévères et les pertes des deux camps s'équilibrent. Mais le sort de la bataille est en train de basculer plus au sud.



Un Panzer II pendant la campagne de France



Ci-dessus : Char B1bis de la 3^e DCr. Site chars-français.net.

À droite : Intérieur d'un B1bis avec à gauche le poste de pilotage et la culasse du redoutable 75 mm à droite.

La percée de Sedan.

Alors que deux DLM affrontent deux panzerdivisions en Belgique, sept panzerdivisions, soit 70 % des blindés allemands, sont en train de traverser les Ardennes. La surprise est totale pour les Français qui pensaient ce massif forestier infranchissable pour les chars. Dès le 14 mai, les premiers panzers ont franchi la Meuse en provoquant localement un vent de panique. Les 1^{er} et 2^e DCr tentent bien de s'opposer à la ruée des panzers, mais elles sont mal utilisées. Leurs chars sont dilapidés par petits paquets sans pouvoir mettre à profit leur puissance de feu. Mal ravitaillés, de nombreux engins tombent en panne d'essence

à la suite de marches et de contre-marches incohérentes. Au sud de Sedan, la 3^e DCr tente également une contre-attaque. Là aussi, les excellents B1bis sont envoyés par petits groupes de deux ou trois, sans soutien d'infanterie ni couverture aérienne. C'est pourtant à Stonne, sur les hauteurs de Sedan, qu'un de ces chars réalise l'un des plus beaux faits d'armes de la campagne. Le 16 mai, le B1 bis Eure, commandé par le capitaine Billotte, tombe nez à nez avec treize panzers III et IV. Ces chars sont en colonnes des deux côtés de la rue principale du village. Aussitôt, le canon de 75 mm du blindé français détruit le char le

plus éloigné tandis que le 47 mm de sa tourelle incendie le premier de la colonne. Incapable de manœuvrer, les panzers sont tous détruits les uns après les autres. À la suite de cet engagement, on comptera 140 impacts sur la cuirasse impénétrable du B1bis. Cet épisode montre qu'aucun panzer allemand n'est capable de stopper ce type de char, même à courte distance. Pourtant, l'Eure doit abandonner Stonne faute de soutien d'infanterie. Après avoir pris Sedan, les Allemands eux-mêmes sont surpris par l'ampleur de leur succès qu'il n'avait pas prévu. Suivant ses plans, l'État-major veut attendre que les divisions d'infanterie rejoignent les divisions de panzers avant de poursuivre l'offensive. Mais sur place, Guderian décide de foncer tant qu'il ne trouve pas de résistance. Il court alors le risque d'être attaqué de flanc par une réserve de chars français. Malheureusement, face à Churchill stupéfait, Gamelin avoue le 16 mai qu'il n'a plus de réserve.



Ci-contre : B1bis l'Eure et son équipage commandés par le capitaine Billotte. Il détruit 13 panzers le 16 mai 1940. Site chars-français.net.



Ci-contre de haut en bas : Panzer IV en 1940.
 Char Renault D2. Ce bon char moyen ne sera livré qu'à
 50 exemplaires dès 1938. Site chars-français.net.
 Ci-dessus : Panzer III de la Ve panzer-division. Détruits
 à la suite de nombreux impacts.

Montcornet et Arras sèment le doute.

La seule division cuirassée qui peut encore faire quelque chose n'existe pratiquement que sur le papier. C'est la 4e DCr du colonel de Gaulle. Une unité créée le 11 mai 1940. À partir du 15 mai, cette grande unité se constituera peu à peu tout en combattant. Car malgré la faiblesse de ses moyens, de Gaulle attaque le flanc sud de l'avancée allemande les 16 et 17 mai à Montcornet près de Laon. Après deux jours de combats, un convoi allemand a pu être anéanti et les Français font une centaine de prisonniers. De Gaulle a perdu 23 chars sur 85 engagés, dont plusieurs B1bis. Face à ces monstres de 30 tonnes, la Wehrmacht trouve la parade en utilisant comme antichar un puissant canon de 88 mm anti aérien. Cette solution sauvera souvent les Allemands face aux chars français. Sans soutien sur ses ailes, de Gaulle doit se replier. Ce demi-succès montre que des chars, si bons soient-ils, ne peuvent rien sans l'appui d'une infanterie motorisée et de l'aviation. Deux éléments qui font défaut à une 4e DCr incomplète dont les différentes composantes se rencontrent pour la première fois en pleine bataille.

Un autre problème provient des terribles carences logistiques de l'armée française. Sur le champ de bataille, les chars sont très gourmands en essence, mais la plupart du temps le ravitaillement est chaotique. À Montcornet, des side-cars doivent transporter de lourds bidons de 50 litres dans leur baquet jusqu'aux premières lignes. En face, les Allemands bénéficient d'une meilleure organisation. Ils disposent notamment de nourrices de 20 litres que les Anglais surnommeront les « bidons boches », avant de copier ces très pratiques jerrycans. Faciles à manipuler et à transporter, ils permettent de refaire rapidement le plein avant de

repartir au combat.

Si le coup d'épingle de Montcornet n'arrête pas la poussée de Guderian, il constitue un succès moral tout en contribuant à entretenir l'inquiétude d'Hitler. Pour le führer, la ruée de Guderian risque de se terminer en désastre. Il pense que les alliés peuvent encore couper le couloir qui rattache ses panzers au gros de l'armée allemande. Celle-ci tente de suivre comme elle peut le rythme infernal des panzers. Car, contrairement à un autre mythe, l'armée allemande de 1940 est très loin d'être complètement motorisée. Comme l'armée française, l'essentiel de ses divisions marche encore au pas lent des soldats et des chevaux.

Pourtant, Guderian atteint la Manche à Abbeville dès le 20 mai. Il encercle ainsi les meilleures divisions alliées et remonte vers le nord pour fermer la nasse. Le lendemain, une timide contre-attaque franco-anglaise est enfin tentée à Arras. Les blindés français de la 3e DLM y infligent des pertes significatives aux panzers de Rommel qui pense avoir cinq divisions face à lui. Si les Anglais renoncent rapidement, le mordant des blindés alliés renforce les inquiétudes d'Hitler. Alors que les 200 000 Britanniques de Lord Gort se replient vers Dunkerque, le 24 mai le führer ordonne à Guderian d'arrêter ses panzers à quelques heures de marche du dernier port encore libre. Cet ordre étonnant permet aux Anglais de transformer un désastre en miracle en sauvant l'essentiel de leurs soldats. Les motivations d'Hitler sont multiples, mais les équipages de chars français y ont pris leur part en semant le doute dans son esprit.



Ci-dessus : Panzer IV. À droite : Heinz Guderian (1888-1954) en 1941.

Ci-dessous : B1 bis l'Adroit 8e Bataillon de Chars de Combat. Suite à des avaries ou de simples pannes d'essence, beaucoup de chars français tombent intacts aux mains des Allemands. Site chars-français.net

Abbeville, le dernier sursaut.

Profitant de ce répit inespéré et grâce au sacrifice des troupes françaises qui défendent le port et ses environs, les Anglais rembarquent un maximum de soldats à Dunkerque. Pendant ce temps, Weygand, qui a remplacé Gamelin le 19 mai, tente de rétablir une ligne de défense sur l'Aisne et la Somme. Sur ce fleuve, les Allemands ont déjà ménagé une solide tête de pont au sud d'Abbeville. C'est de Gaulle, général à titre provisoire qui doit la réduire avec une 4^e DCR à peu près complète, soutenue par une

division d'infanterie coloniale. Du 28 au 30 mai, il multiplie les assauts contre la 2^e division d'infanterie allemande. Après des débuts prometteurs qui provoquent un début de panique chez les Allemands, l'attaque échoue sur le mont Caubert. Sur cette colline qui domine le champ de bataille, les Allemands ont placé leurs redoutables canons de 88 mm qui détruisent un grand nombre de chars français. Au soir du 30 mai, de Gaulle doit renoncer après avoir perdu les deux tiers de ses 170 chars. Malgré ses objectifs limités, Abbeville constitue la dernière tentative de contre-attaque organisée. Dès le 8 juin, la « ligne Weygand » est percée. Désormais, la France ne pourra plus que subir. Ses derniers chars seront pour la plupart abandonnés et sabordés après être tombés en panne d'essence.

Le 4 juin, de Gaulle est appelé par le président du conseil Paul Reynaud, le seul homme politique à avoir cru à ses théories. Pour avoir eu raison avant les autres et parce qu'il a combattu sur le front, Reynaud fait de ce général de 49 ans son sous-secrétaire d'État au ministère de la Défense nationale et de la guerre. Deux semaines plus tard, de Gaulle s'envole pour Londres en devenant « l'homme du destin ».

En dépit de quelques défauts de conceptions, les chars français étaient plus nombreux et plus performants que leurs homologues allemands. Au combat, les équipages ont souvent fait preuve d'une bravoure exceptionnelle, mais celle-ci ne pouvait pas compenser l'erreur fatale du haut commandement. Saupoudrés sur l'ensemble du front, ils n'ont rien pu faire face à un ennemi qui a concentré ses meilleures forces sur un point précis. Juste après la campagne de France, le général Delestraint schématisera ainsi la situation, les Allemands... formaient trois paquets de mille (chars), et nous mille paquets de trois. Bénéficiant aussi d'un soutien aérien supérieur et d'une parfaite coordination entre l'aviation et les chars, les panzers ont pu donner une impression de toute puissance. Pourtant, rien n'était écrit d'avance. D'après l'historien allemand Karl-Heinz Friesse, l'armée allemande de 1940 ressemblait à une lance avec une pointe d'acier trempé, dont le manche en bois paraissait d'autant plus pourri qu'il était long. Un échec des panzerdivisions face à des chars français mieux employés était possible et aurait eu des conséquences incalculables... mais on ne peut pas refaire l'Histoire. 



B1bis ADROIT n°250 8e BCC 2e Compagnie



L'APPEL DU GÉNÉRAL DE GAULLE EN JUIN 1940 :

la fin de la légende d'un texte unique

par François Delpla, historien

La tradition politique et historique veut que Churchill ait invité De Gaulle à faire son allocution le 18 juin 1940 sur la BCC et que le général n'ait eu qu'à se rendre dans la grande maison radiophonique britannique pour faire son allocution. Rien n'est moins vrai. Les débats politiques entre *appeasers* et « bellicistes » britanniques se poursuivaient au sommet de l'État britannique. Churchill n'avait pas le dessus. L'allocution manqua de passer à la trappe. De Gaulle comme Churchill ont dû s'adapter au jeu des *appeasers*.

Duel politique au sommet du royaume-uni



Ci-dessus de gauche à droite : Edward Frederick Lindley Wood (16 avril 1881 – 23 décembre 1959), vicomte d'Halifax, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères (Foreign Office), Sir Winston Churchill (30 novembre 1874 - 24 janvier 1965) et le général de Gaulle (22 novembre 1890 – 9 novembre 1970).

Churchill est déterminé

Depuis l'irruption en force du nazisme sur la scène allemande lors des élections de septembre 1930, Churchill s'efforce de réaliser une très large union contre ce fléau politique.

La débâcle des forces alliées en mai-juin 1940, en Belgique et en France, loin de le faire changer d'idée, l'encourage à persévérer. Si le récent premier ministre britannique ne peut maintenir la France entière dans le combat, Churchill s'efforce de maintenir la plus grande partie possible de celle-ci dans la lutte.

De Gaulle émerge

À partir du 9 juin 1940, date de la première visite à Londres de Charles De Gaulle, depuis peu général et ministre, Winston Churchill mise sur cette personnalité pour retenir la France de

s'engager sur la pente d'une paix séparée, et pour combattre le défaitisme au sein du gouvernement britannique qu'il dirige. Le jour même, il fait devant le cabinet de guerre l'éloge de ce Français qui veut poursuivre la lutte.

En effet, depuis que De Gaulle a pris, le 6 juin 1940, ses fonctions de secrétaire d'État à la Défense nationale, il s'efforce de retenir la France sur la voie de l'armistice. Dès qu'il apprend, le 16 juin au soir, le remplacement de Paul Reynaud à la tête du gouvernement par le maréchal Pétain, De Gaulle manifeste au député anglais Edward Spears, envoyé personnel de Churchill auprès de Reynaud, son intention de se rendre à Londres le lendemain, pour appeler les Français à continuer le combat. Spears contacte aussitôt par téléphone Churchill, qui donne son accord à cette idée. Spears est un conservateur totalement

bilingue français-anglais et, depuis 1915, un ami personnel de Churchill.

Churchill fait face à ses opposants

Churchill entrevoit probablement que De Gaulle a l'étoffe d'un chef d'État et celle d'un équivalent de Jeanne d'Arc. Churchill admire deux personnalités françaises, Jeanne d'Arc et Napoléon, ainsi que Clemenceau dont il va tant s'inspirer pendant toute la guerre et particulièrement dans cette période. Cependant, Churchill ne peut pas faire assaut de trop de romantisme face aux membres de son gouvernement qui se prétendent réalistes. Ils ont désormais pour chef de file Edward Halifax, le ministre des Affaires étrangères qui règne au Foreign Office et qui est un ami personnel du Roi.

C'est pourquoi Churchill, après avoir



reçu De Gaulle en présence de Spears, le 17 juin vers 15 h, ne lui ouvre pas immédiatement les studios et les micros de la BBC.

Lors de la séance du cabinet de guerre britannique qui se tient en fin d'après-midi du 18 juin, Churchill présente prudemment le motif de l'arrivée de De Gaulle à Londres. Il s'agissait d'assurer sa sécurité car le français était menacé d'arrestation par son gouvernement installé à Bordeaux. C'est une crainte on ne peut plus fondée, témoin l'arrestation pendant quelques heures, de Georges Mandel et du général Bührer au cours de cet après-midi-là.

Churchill est au four et au moulin

Alfred Duff Cooper, ministre conservateur de l'Information, joue un rôle essentiel. Lors de la réunion suivante du cabinet britannique qui se tient le 18 juin vers 12 h 30, c'est lui qui présente un texte que De Gaulle doit prononcer à la radio. Churchill est absent de cette réunion parce qu'il est retenu par la préparation de son discours de combat aux Communes. Ce discours de Churchill est d'après ses derniers mots, celui « de la plus belle heure ». C'est Neville Chamberlain qui préside la réunion du cabinet. La décision s'avère négative, probablement sous l'influence de lord Halifax, le chef de file des appeasers. Il apparaît aux membres du cabinet britannique qu'il n'est pas opportun que De Gaulle parle « tant que le gouvernement français peut encore agir dans le sens des intérêts de l'alliance ». En d'autres termes, on attend que la situation se décante à Bordeaux, lorsque seront connues les conditions allemandes d'armistice et de paix.

Les amis de Churchill maintiennent De Gaulle à flot

Cooper et Spears reviennent à la charge dans l'après-midi du 17 juin et obtiennent de Churchill que la décision puisse être revue s'ils convainquent un par un les membres du cabinet. Halifax en profite pour faire amender plusieurs fois le texte de De Gaulle, jusqu'à une version finale qui le dénature complètement, en affirmant dès sa première phrase que Pétain recherche « un armistice dans l'honneur ».

Le général cède, sans doute, pour arriver à lancer son appel, mais la bataille se poursuit dans la nuit, sans qu'on en connaisse les détails mais seulement le résultat.

Le début du texte publié par les journaux anglais le 19 juin a été changé par rapport à celui qui a été prononcé et

que nous connaissons par une écoute des services secrets suisses. Ce texte est conforme à ce que nous connaissons, et ne parle plus d'armistice honorable. Cependant, la fin aussi diffère, par l'ablation de la phrase « demain comme aujourd'hui je parlerai à la radio de Londres ». Voilà qui ressemble au résultat d'un troc. Si on ne parle plus de Pétain comme d'un homme d'honneur, de Gaulle perd son droit à une émission quotidienne. En définitive, la version officielle de l'appel du 18 juin, fixée et publiée en août 1940, reproduira le texte des journaux anglais tout en rétablissant la dernière phrase.

De Gaulle émerge une seconde fois

De Gaulle est effectivement privé de micro jusqu'au 22 juin, date de sa première allocution connue par un enregistrement. On avait appris alors à Londres la teneur des conditions d'armistice et le gouvernement britannique, inquiet notamment par les conditions concernant la flotte de guerre française, essayait par-là de dissuader les Français de signer l'armistice avec les Allemands.

Lorsqu'on apprend à Londres dans la soirée que l'armistice est signé, de Gaulle monte soudain en grade. Le cabinet de guerre britannique décide, le lendemain matin, de ne plus reconnaître le gouvernement Pétain et appelle à la formation d'un « comité national » français en espérant que de hautes personnalités en fassent partie. Pour commencer, de Gaulle en est le « secrétaire », et il va annoncer tout cela à la BBC le soir même. Cependant, après la diffusion de son allocution, Halifax interdit aux journaux de la reproduire et s'en explique le lendemain devant le cabinet. Il a été assailli dans l'après-midi par des Français éminents présents à Londres, Jean Monnet, Alexis Léger, Charles Corbin l'ambassadeur français au Royaume-Uni, se prétendant hostiles à la fois à l'armistice et à cette façon de procéder. Il faudrait, disaient-ils, que la résistance parte des colonies françaises et de leurs gouverneurs.

Churchill ne proteste pas contre cette violation flagrante des décisions collégiales. C'est le signe qu'il craint, par-dessus, toute la crise que déclencherait un désaveu de Halifax et qu'il ne se sent pas assez fort, politiquement, pour croiser le fer avec lui.

Quelques jours plus tard, le 28 juin, aucun gouverneur de colonie française n'a désavoué l'armistice et le cabinet britannique accorde à de Gaulle une reconnaissance minimale. Le cabinet britannique reconnaît de Gaulle comme « le chef des Français qui se rallient à lui ». 

LE DUEL CHURCHILL-HALIFAX

de mai à décembre 1940

par François Delpla, historien

Malgré la légende britannique de l'unanimité "tous derrière Churchill pour combattre les nazis," dès le 10 mai 1940, date de sa nomination comme premier ministre de transition, le débat entre les *appeasers* et le « belliciste » Churchill se poursuit jusqu'en décembre 1940.

En privé Churchill s'est inquiété de la montée du nazisme dès 1930. À partir de novembre 1932, il fait passer dans de grands discours publics cette inquiétude avant celle que lui procurait le communisme soviétique. Il a défendu cette position pendant toute la décennie des années 30, à sa manière, à la fois fonceuse et nuancée. Churchill était capable de louer certaines qualités chez Hitler, sans jamais baisser la garde et sans jamais cesser d'exiger qu'il renonce à ses objectifs. Les dirigeants du parti conservateur faisaient à peu près l'inverse. Ils ne disaient pas de bien de Hitler, mais ils ne montraient pas la moindre fermeté envers lui. C'est pourquoi Winston n'était pas revenu au gouvernement de toutes les années 1930, malgré les triomphes électoraux de son parti.

Il ne faudrait pas croire que l'agression du 1er septembre 1939 contre la Pologne ait dissipé chez les *appeasers* britanniques toute indulgence envers l'Allemagne. Leur déclaration de guerre peut au contraire s'interpréter comme une manière de « montrer les limites » à un enfant indocile... ce que Neville Chamberlain croyait bien avoir déjà fait au moment des accords de Munich le 30 septembre 1938. Le 1er septembre 1939, peu avant la déclaration de guerre britannique à l'Allemagne, Churchill entre au gouvernement dans une position subalterne au poste de ministre de la Marine.

Toutefois, il est membre du cabinet de guerre... aux côtés de sept *appeasers* non repentis. Cela est une réponse de Chamberlain à Hitler. Le chancelier nazi avait fait savoir qu'il serait très fâché de l'entrée de Churchill au gouvernement. Pour Chamberlain c'était l'occasion d'adresser un signe à Hitler et une façon de lui montrer très fermement... que le gouvernement de Sa Majesté était lui-même très fâché.





Pour faire de ce strapontin un fauteuil, Winston allait montrer, vis-à-vis de ces appeasers, une rouerie politicienne qu'on ne lui connaissait pas. La politique d'apaisement, initiée par le premier ministre Baldwin, avait alors pour leader son successeur Neville Chamberlain, assisté d'Edward Wood, vicomte Halifax, aux Affaires étrangères. Pendant la

drôle de guerre, Churchill se montre simplement poli avec lord Halifax, mais fait une cour assidue à Chamberlain, gardant pour lui ses critiques et tentant de pousser le Cabinet vers une guerre plus active, en affectant de croire qu'il ne fait en cela qu'obéir au Premier ministre.

Première passe d'armes : la succession de Chamberlain (7-10 mai 1940)

Passant au crible cette crise dans la dernière biographie de Churchill (2018, édit. Perrin), Andrew Roberts a démenti un mythe encore puissant : celui de l'abnégation de Halifax lorsque la succession de Chamberlain fut ouverte à l'occasion du désastre de Norvège, en avril 1940. Le patron du Foreign office, favori du roi et des bookmakers, se serait effacé noblement, estimant que, la mainmise allemande sur la Norvège ayant montré que la guerre entraînait dans une phase active, il convenait de s'effacer devant Churchill, qui serait à l'évidence un meilleur chef de guerre que lui. En fait, c'est Chamberlain qui refusait de s'effacer, entendant bien rester au gouvernement en seconde position et conserver la présidence du parti conservateur. Comme la coordination des trois armes avait été désastreuse en Norvège, tout le monde convenait qu'il fallait les coiffer par un ministre de la Défense, qui ne pouvait guère être que

Churchill. En outre Halifax, étant lord, ne pouvait haranguer les Communes et devrait passer par un porte-parole nommé par Chamberlain. Il exprima la crainte de n'être qu'un « premier ministre honoraire », dépourvu d'autorité dans la conduite de la guerre comme dans les joutes parlementaires. Plus que la défaite militaire en elle-même, c'est le fait que le 4 avril 1940, une semaine avant l'assaut allemand contre le Danemark et la Norvège, Chamberlain avait déclaré que Hitler avait « loupé le coche » (misséd the bus), qui avait provoqué sa chute. Il s'estimait donc victime d'une terrible injustice et espérait bien reprendre le pouvoir, ou au moins redorer son blason, une fois l'orage passé. C'est en encourageant ces espérances, et en se présentant comme un futur Premier ministre très souple et très peu autoritaire que Churchill l'avait emporté dans cette première phase du duel.

Page de gauche : Sir Winston Churchill le 10 mai 1940 vient d'être nommé premier ministre.

Ci-contre : Edward Frederick Lindley Wood, vicomte d'Halifax.

La crise militaire et politique française cache la crise politique britannique

Ardent partisan d'une alliance franco-britannique contre Hitler pendant toutes les années 30, Churchill connaît les pires débuts, pour un chef de gouvernement, qu'on puisse imaginer, puisqu'ils coïncident avec l'effondrement sans gloire de l'armée française. La surprise d'une percée blindée allemande entre Sedan et Namur, à la mi-mai, est suivie d'un mouvement tournant vers Dunkerque, qui laisse tout loisir aux Anglais de retirer du continent leur armée professionnelle de dix divisions, encadrée dans le dispositif français. Churchill ne veut pas en entendre parler et laisse ses troupes battre en retraite, sans perspective réaliste de salut, au milieu des Français et des Belges. C'est la base d'une calomnie selon laquelle il tarde à mesurer la gravité de la situation. Churchill ne maintient pas l'armée britannique en guerre en France et en Belgique pour les beaux yeux de la Belgique et de la France, mais, une fois de plus, par hostilité envers Hitler, qui d'évidence cherche à briser la solidarité franco-anglaise. Les généraux anglais renâclent, avec le soutien discret de Halifax. Le ministre britannique des Affaires étrangères sort du bois le 25 mai 1940. Halifax convoque Bastianini, l'ambassadeur italien en poste à Londres, et par son intermédiaire, demande à Mussolini d'entrer en médiateur dans l'arène, pour aider à rétablir la paix.

Halifax est un curieux conspirateur. Il fait plusieurs fois le contraire de ce que le cabinet l'a chargé de faire, mais il s'en vante aussitôt, à la réunion suivante, en invoquant des circonstances imprévues. Cependant ces circonstances imprévues auraient dû, au moins, l'inciter à consulter le Premier ministre. Il informe donc le cabinet, le 26 au matin, de son ouverture italienne, en prétendant toutefois, inexactement, que Bastianini a parlé de paix le premier. S'ensuivent huit réunions

tempétueuses, dont Churchill aurait très bien pu sortir destitué de ces fonctions de Premier ministre. Ainsi, lors de la crise du 27 mai, Halifax met sa démission dans la balance. Churchill, pour le retenir, l'accable de compliments. À cette occasion et à d'autres, Churchill convient qu'il vaudrait mieux signer la paix si le Reich présentait des conditions acceptables, tout en prétendant qu'il est sûr du contraire. Ces phrases seront souvent (quand ces discussions seront connues par l'ouverture des archives, à partir de 1971) utilisées pour prétendre que sa position n'était pas si claire, ni si éloignée de celle de Halifax. C'est ce qu'une « légende héroïsante » de Halifax affirmera.

Cette première crise, terrible, du cabinet Churchill, se calme le 28 mai 1940 au soir. Le débat n'est pas tranché, mais seulement suspendu. L'évacuation des troupes par Dunkerque est en cours, et on convient de reprendre la délibération quand on saura combien d'hommes ont pu être sauvés. Finalement, ce sera la quasi-totalité et Churchill, se gardant bien de rouvrir la discussion, fera le 4 juin son premier grand discours mobilisateur, magnifiant ce succès, fantasmant un assaut allemand contre la Grande-Bretagne (contraire aux plans de Hitler, et il le pressent) et clamant qu'elle « ne se rendra jamais ».



«Churchill, qui serait en mesure, juridiquement, de demander sa démission au désobéissant ministre, s'en abstient prudemment et fait décider par le cabinet une traque sévère, digne de Nelson avant Trafalgar, des navires français pour les soustraire à une mainmise allemande ... »

La crise de juin 1940

Après Dunkerque, un deuxième choc militaire se prépare en France, sur l'Aisne et sur la Somme. Le monde retient son souffle. À partir du 5 juin, le comportement des défenseurs surprend ; les Français défendent leur sol avec acharnement, et font naître l'idée que la guerre pourrait durer. Churchill fait tout pour l'accréditer, notamment en s'acquinant dès le 9 juin avec un officier français combattif, Charles de Gaulle. Halifax subit, attendant son heure. Il accompagne Churchill, sans mot dire, à Tours le 13 juin. Le Premier ministre britannique tente de retenir le gouvernement de Paul Reynaud sur la pente d'un armistice séparé. Halifax pense son heure venue, le 17 juin, quand le gouvernement Pétain, à peine nommé, se livre pieds et poings liés à Hitler, en demandant aux Français de cesser le combat. Pétain émet, en effet, sa déclaration publique avant toute réponse à sa demande des conditions d'armistice et de paix, émise la nuit précédente. L'adjoint de Halifax, Rab Butler, rencontre l'ambassadeur suédois Bjorn Prytz et lui dit de la part de Halifax que l'Angleterre ne s'obstinera pas dans la guerre si le « bon sens » triomphe à Berlin, ce dont Prytz demande et obtient la confirmation par Halifax lui-même. D'autres personnes ont dit au diplomate suédois que le gouvernement Churchill serait renversé dans une dizaine de jours et Prytz rassemble ces informations dans un télégramme évoqué le lendemain par une commission du parlement de Stockholm, au su de la presse.

Le soir du 17 juin, cependant, le gouvernement Pétain redresse un peu le tir, en faisant savoir que la guerre continuera jusqu'à l'armistice et que ses conditions devront être « honorables ». Halifax s'adapte : le 18 juin, on le voit s'activer pour obtenir de Pétain qu'il refuse des conditions déshonorantes — entendez une livraison de la flotte ou de colonies. D'où les tribulations agréées par Churchill autour de l'appel du général de Gaulle. Le projet d'appel est rejeté vers 13 h par le cabinet de guerre en l'absence, curieuse, du Premier ministre, puis Spears, principal supporter de De Gaulle, fait le tour des membres du cabinet pour les faire changer d'avis et y réussit, mais au prix d'un affadissement considérable du texte. Puis de Gaulle est privé de micro jusqu'au 22... ce qu'il se gardera bien de raconter dans ses mémoires.

Lorsqu'arrive, le 22 au soir, la nouvelle de la signature de l'armistice, il apparaît que son article sur la flotte française est tellement ambigu que Churchill et de Gaulle vivent un moment de triomphe. Londres s'achemine, à brève échéance, vers la non-reconnaissance du gouvernement Pétain et la reconnaissance, pour gérer les intérêts français, d'un « comité national » que de Gaulle est chargé de

réunir. Non seulement De Gaulle fait le soir à la BBC, un discours beaucoup plus musclé que celui du 18 juin*, mais le lendemain, le 23 juin, le cabinet, sans la moindre objection de Halifax, entérine le processus de constitution d'un comité national et met la BBC à la disposition du général pour l'annoncer le soir. *le premier dont nous connaissons un enregistrement.

Cependant, peu avant minuit, le carrosse se transforme en citrouille. Halifax va à la radio récupérer le discours du Français, déjà diffusé sur les ondes, et interdit à la presse d'en parler. Il explique benoîtement au cabinet, le 24, qu'il a été l'objet de pressions de personnalités françaises présentes à Londres, qui l'ont convaincu que la démarche serait mal accueillie par les gouvernements des colonies françaises et qu'il convenait que Londres les pousse directement à la désobéissance. Ce qui s'appelle lâcher la proie pour l'ombre ! Churchill, qui serait en mesure, juridiquement, de demander sa démission au désobéissant ministre, s'en abstient prudemment et fait décider par le cabinet une traque sévère, digne de Nelson avant Trafalgar, des navires français pour les soustraire à une mainmise allemande. C'est là l'origine du tragique combat inégal de Mers el-Kébir, le 3 juillet, où 1250 marins français, mis en danger par l'intransigeance du gouvernement de Vichy et de son représentant sur place, l'amiral Gensoul, trouvent une mort absurde.

Mais c'est cet événement qui produit paradoxalement un armistice... entre Churchill et Halifax.

La politique d'apaisement

Pendant les années 1930, sous trois premiers ministres successifs, Ramsay Mc Donald, Stanley Baldwin et Neville Chamberlain, la politique anglaise, confrontée à l'existence d'une Allemagne hitlérienne, cherche à éviter une guerre en satisfaisant les demandes « raisonnables » de Berlin. Outre Chamberlain, ministre des Finances avant d'accéder en 1937 au 10 Downing Street, et soucieux de limiter les dépenses d'armement, les principaux animateurs de la politique d'apaisement sont John Simon, Samuel Hoare et Edward Halifax qui se succèdent au Foreign Office. Anthony Eden, titulaire du poste à partir de novembre 1935, mène la même politique avec un peu plus de circonspection et démissionne en février 1938, laissant la place à Halifax qui vient de rendre à Hitler une visite remarquée, et va conduire la politique menant aux accords de Munich.



La sanglante aubaine de Mers el-Kébir

On croit communément que Churchill a voulu, par cette impitoyable canonnade, prouver à une planète sceptique la résolution anglaise de poursuivre le combat contre l'Allemagne triomphante, et il se garde bien de le démentir. Mais le coupable anglais des meurtres est en fait l'amiral Somerville, trop complaisant avec son collègue Gensoul. Toute la journée il lui laisse l'illusion de pouvoir gagner du temps jusqu'à la nuit... mais Churchill, laissant toute latitude à Somerville sur les moyens de neutraliser l'escadre française, avait précisément exigé que tout fût réglé dans la journée, et vers 18 h Somerville n'a plus d'autre choix que de tirer. Le lendemain, Churchill n'en mène pas large lorsqu'il entame son discours aux Communes, mais, en convoquant les mânes des grands amiraux britanniques, il obtient sa première standing ovation. Halifax, chargé de chapitrer les Lords, est bien obligé de soutenir la politique de son gouvernement, même s'il le fait à minima, en glissant que « les Français ont sujet de se plaindre ». Churchill transforme l'essai trois semaines plus tard lorsque le cabinet charge Halifax de répondre au discours de Hitler produit le 19 juillet devant le Reichstag. Un discours que nous pouvons déjà, avec le recul, juger désespéré et annonciateur de défaites et de suicide. L'orateur, qui avait toujours clamé son admiration pour l'Empire britannique, parle maintenant de le pulvériser si le Royaume-Uni maintient Churchill à sa tête. Le Premier ministre se refuse

pour une fois à prendre la parole parce qu'il n'est pas, avec Hitler, *on speaking terms**. Halifax répond sobrement que les conditions posées par la Grande-Bretagne lors de son entrée en guerre ne sont pas réunies. (* en état de dialogue)

Alors survient la *so-called* (soi-disant) bataille d'Angleterre, où les *few*, les très peu nombreux pilotes d'avions de chasse, sont magnifiés par Churchill, le 20 août, pour avoir sauvé la foule de leurs compatriotes. Voilà qui offre peu d'angles d'attaque à Halifax, qui cependant montre qu'il n'est toujours pas convaincu qu'il faille éliminer Hitler par la guerre, témoin le temps qu'il consacre à polir les conditions de paix, ou encore la complaisance avec laquelle il reçoit le professeur Rougier, émissaire d'un clan anglophile de Vichy. Là encore, la différence avec Churchill est éclatante. Le premier ministre refuse de recevoir Rougier, arrivé le 22 octobre pour tenter d'obtenir un allègement du blocus par la Navy du trafic maritime français. Il est reçu le 23 octobre par Cadogan, le premier secrétaire du Foreign office, et par Halifax le 24. En revanche, Churchill le convoque, le 25, à la nouvelle de la rencontre de Montoire entre Hitler et Pétain... pour lui dire qu'il est temps de choisir, et l'envoyer à Alger décider le général Weygand à faire sécession, puisque Pétain se jette dans les bras de l'Allemagne.

Le dénouement

L'ambassadeur britannique à Washington meurt brusquement le 12 décembre 1940. Churchill offre la succession à Halifax en le couvrant, une nouvelle fois, de flatteries. L'assistance de l'Amérique, qui vient de réélire Roosevelt, est d'une importance vitale et il faut envoyer là-bas « ce que nous avons de meilleur » ! Halifax résiste tant et plus, mais Churchill a dans sa manche un successeur très populaire parmi les diplomates, Anthony Eden, et Halifax finit par s'incliner. Il est tenu, dès lors, de défendre sans nuances ni réserve la politique de son gouvernement et il va le faire

scrupuleusement, au point que le travailliste Attlee, qui a succédé à Churchill, le maintient en place jusqu'en 1947. Ce duel longtemps ignoré a joué un rôle fondamental dans le destin du nazisme et, par conséquent, de l'humanité. Pour autant, il ne faut pas croire que Halifax avait des sympathies pour ce régime. Simplement, l'illusionniste Hitler avait réussi à le persuader, par la percée de Sedan puis par la submersion de la France, qu'il tenait la victoire en main et ne pouvait plus être contenu que par la diplomatie. 

Un taux de change monétaire favorable aux Allemands

LA MONNAIE ALLEMANDE

**Le Reichsmark est bon
Le Rentenmark n'a pas cours**

Le « Bulletin municipal » publie ce matin la note suivante :
L'autorité allemande fait connaître que, seuls, les billets allemands libellés en Reichsmarks par la Reichskreditkassen, doivent être acceptés en paiement, tant par les particuliers que par les Caisses publiques.

TOUS LES AUTRES BILLETS ALLEMANDS, ET NOTAMMENT LES BILLETS LIBELLÉS EN RENTENMARKS, DOIVENT ÊTRE À L'AVENIR STRICTEMENT REFUSES.

Il est rappelé que le taux du change est fixé comme suit :

20 reichsmark		= 400	francs français
5		= 100	—
2		= 40	—
1		= 20	—
0 50 reichsmark	= 50 reichspfennige	= 10	francs français
0 10 reichsmark	= 10 reichspfennige	= 2	—
0 05 reichsmark	= 5 reichspfennige	= 1	—

Le 17 mai 1940, en pleine bataille de France, une ordonnance allemande établit que dans tous les territoires occupés par la Wehrmacht, 1 reichsmark vaudrait désormais 20 francs. Ce taux fixe est confirmé par les accords économiques qui suivent l'armistice du 22 juin. Par cette forte surévaluation de sa monnaie, le Reich va pouvoir encore mieux organiser son objectif de pillage économique de la France, puisque dans la réalité, le pouvoir d'achat de l'occupant est artificiellement plus que doublé et lui permet d'acquérir des richesses à moindre coût.

Ce taux de 20 francs est pour les autorités allemandes d'une grande importance politique et psychologique. Comme beaucoup de taux imposés par l'Allemagne aux pays occupés ou alliés, il est rond : un mark valant ainsi 2 zlotys, 2 couronnes danoises, 20 dinars yougoslaves, 12,5 francs belges, 10 couronnes tchécoslovaques, etc. Mesure destinée à asseoir facilement la domination du mark, en particulier par l'aisance avec laquelle on peut passer du compte en monnaie locale au compte en marks.

Outre ce diktat du taux de change, le contrôle des prix est renforcé. Dès le 20 juin 1940, un décret allemand interdit dans la zone occupée toute hausse des prix au-delà du niveau de ce jour. Un immense appareil de contrôle est installé pour veiller à l'application du décret avec de fortes condamnations pour les contrevenants pouvant aller jusqu'à 10 ans de prison, 10 millions de francs d'amende, ou même, à partir de mai 1943, les travaux forcés en Allemagne.

Les billets de banque allemands



Pour que les Parisiens soient renseignés au sujet de la monnaie allemande, nous reproduisons le fac-simile des billets allemands qui ont cours.

Zwei Reichsmark = 40 francs



Fünf Reichsmark = 100 francs



Zwanzig Reichsmark = 400 francs

Le 25 juin 1940 : « Jour de Deuil national » en France

Après les armistices signés par la France avec l'Allemagne le 22 juin 1940 et avec l'Italie le 24, le 25 juin est déclaré « Jour de Deuil national ». C'est le jour choisi par Pétain pour s'adresser aux Français, depuis Bordeaux où le gouvernement est toujours replié, dans un message radiodiffusé qui pose les jalons du futur État français qu'il va substituer à la République et à ses valeurs quelques jours plus tard. Discours qui annonce la notion de retour à la terre et les contenus de la future devise « Travail, Famille, Patrie » :

« Vous avez souffert. Vous souffrirez encore. Beaucoup d'entre vous ne retrouveront pas leur métier ou leur maison.

Les « championnats de guerre » de football

En photo, l'équipe du Stade de Reims en 1939, avec son capitaine Louis Finot (3e debout en partant de la gauche) et le joueur Henryk Gundolf (dernier accroupi à droite) tué lors des combats de la Libération.



Le Championnat de France de football, créé en 1932, va subir de grands bouleversements entre 1939 et 1945. En effet, durant ces années, aucun titre national ne sera décerné. Même si en septembre 1939, 14 équipes continuent leur activité, malgré la mobilisation de nombreux joueurs, la Fédération de football réorganise les rencontres en un Championnat de France interrégional, divisé en trois groupes géographiques, surnommé « Championnat de guerre ».

Les trois groupes géographiques doivent désigner des champions devant s'affronter en mai 1940 pour l'attribution d'un titre national sans grande valeur. La finale Sud voit s'affronter l'OGC Nice et le FC Girondins de Bordeaux. Elle est remportée par Bordeaux, mais les Niçois récupèrent la victoire sur tapis vert, car les Bordelais ont aligné un joueur portant une licence amateur d'un autre club. Les Niçois n'eurent finalement pas l'occasion de disputer la finale du

championnat, la bataille de France de mai-juin 1940 mettant prématurément un terme au championnat du Groupe Nord. Avec la séparation de la France par la ligne de démarcation, il faut réorganiser géographiquement les rencontres sportives au sein de chaque zone, sans matchs possibles entre clubs de zone occupée avec ceux de zone non occupée. C'est le début de six saisons de « championnats de guerre » sans titre national.

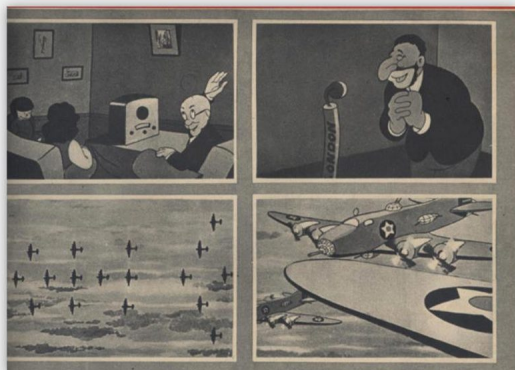
« Notre défaite est venue de nos relâchements. L'esprit de jouissance détruit ce que l'esprit de sacrifice a édifié. C'est à un redressement intellectuel et moral que, d'abord, je vous convie. »

Votre vie sera dure. Ce n'est pas moi qui vous bernerai par des paroles trompeuses. Je hais les mensonges qui vous ont fait tant de mal. La terre, elle, ne ment pas. (...) Elle est la patrie elle-même. (...) Comptez pour le présent sur vous-mêmes et, pour l'avenir, sur les enfants que vous aurez élevés dans le sentiment du devoir.

Nous avons à restaurer la France. (...) Notre défaite est venue de nos relâchements. L'esprit de jouissance détruit ce que l'esprit de sacrifice a édifié. C'est à un redressement intellectuel et moral que, d'abord, je vous convie. Français, vous l'accomplirez et vous verrez, je le jure, une France neuve surgira de votre ferveur. »



Nimbus, Mickey, Félix le Chat et Popeye propagandistes malgré eux



L'intensification des bombardements est l'occasion de présenter les Anglo-américains sous l'angle nouveau d'assassins lâches et sans scrupules qui s'en prennent aux civils. Les dessinateurs de presse insistent sur les édifices religieux détruits, présentant les bombardements sur le même registre que le danger soviétique de menaces de la civilisation chrétienne. La propagande insiste sur les objectifs des bombes qui viseraient non pas des usines d'armement, mais délibérément des habitations pour tuer des Français et briser le moral des survivants. Le pilote d'avion devient un personnage nouveau de la caricature anti-Allié. Il est cynique et n'a aucun remord à tuer des civils. Ralph Soupault fait dire à l'un d'eux qui revient d'une mission, alors qu'il passe commande dans un café avec d'autres pilotes : « Whisky pour tout le monde Johnny ! J'arrose mon cent cinquantième civil ! » Pour insister sur la cruauté de Churchill et Roosevelt, ces derniers sont parfois représentés en tenue de pilotes d'avion. La propagande invente alors le mot de « libéra-tueurs » pour désigner les Anglo-Américains.

La question des bombardements sert aussi de prétexte aux dessinateurs pour dénoncer les attentistes, assimilés eux aussi à l'anti-France. Ce sont ces Français qui souhaitent la victoire des Alliés, en ayant comme seul combat l'écoute clandestine de la BBC et le colportage des informations venues de Londres. Ce sont d'incorrigibles naïfs, dupés par la radio anglaise. En ne soutenant pas la politique de Vichy et de collaboration avec l'Allemagne, à partir de 1943, leur pseudo neutralité est dénoncée avec virulence dans la presse. Leur obstination coupable à attendre la victoire

des Alliés les transforme en complices des assassins de la France. Souvent confondus dans le vocable avec les gaulistes, le dessin les montre écoutant la BBC assis dans un fauteuil. Cette inertie les oppose forcément au schéma de la France virile et en mouvement vanté par le régime nouveau. Les attentistes sont associés à l'image de l'immobilisme de la fin de la Troisième République. L'attentiste est un entêté et un stupide qui croit tous les « ragots » de la BBC avant de les répandre à qui veut l'entendre. Présenté comme un bourgeois prêt à s'en remettre aux nouveaux patriotes communistes, la propagande va tenter de lui faire peur, en présentant ses nouveaux « amis » comme des assassins venus du ciel pour les Anglo-Américains, ou capables de le tuer le moment venu pour le résistant communiste.

C'est dans ce contexte que va être réalisé *Nimbus libéré*, un dessin animé, financé par les Allemands, réalisé début 1944, par Raymond Jeannin, qui s'inspire des aventures du personnage populaire, le professeur Nimbus, reconnaissable à son seul cheveu en forme de point d'interrogation sur sa tête et ses lunettes rondes, créé en 1934 par André Daix dans *Le Matin*. Dans ce dessin animé de 1,30 min, Nimbus joue le rôle de l'attentiste qui se réjouit de l'annonce faite à la BBC, par un Français caricaturé en Juif, de l'arrivée des avions alliés au-dessus de la France. Les pilotes des bombardiers sont les personnages de dessins animés américains, célèbres avant-guerre : Popeye, Félix le Chat, Dingo, Mickey Mouse et Donald Duck. Au final, Nimbus qui se réjouit de cette annonce est tué avec sa femme et sa fille par une bombe larguée sur sa maison.

ROBERT MUZARD présente une PRODUCTION
NOVA - FILMS
Les mystères de la Franc-Maçonnerie
dévoilés pour la première fois à l'écran



Forces occultes, un film antimaçonnique

Le 9 septembre 1942 est donné le premier tour de manivelle du film *Forces occultes*, produit par Nova Films que dirige Robert Muzard, ami du Docteur Dietrich, responsable de la *Propaganda Staffel* de Paris. Le réalisateur est Paul Riche, de son vrai nom Jean Mamy, initié en 1933 à la Grande Loge de France, dont il démissionne avant-guerre. Le scénario est d'un autre ancien maçon, Jean Marquès-Rivière, démissionné de la Grande Loge de France depuis 1931. Après avoir publié plusieurs livres dans lesquels il renie la franc-maçonnerie, sous l'Occupation, il devient le second rédacteur en chef de la revue antimaçonnique du régime de Vichy, *Les Documents maçonniques*.

Si le scénario de *Forces occultes* est léger, en revanche le film est habilement tourné avec des jeux d'ombres et de lumières dignes du *Corbeau* de Clouzot qui rend l'atmosphère odieuse contre les anciens dirigeants de la III^e république. Ainsi, l'ombre du secrétaire de la loge donne au personnage le stéréotype du Juif.

Pour renforcer le soi-disant côté authentique des faits dénoncés dans ce film de propagande, les Allemands autorisent le tournage d'une scène à l'Assemblée nationale, où les députés sont ridiculisés. L'un d'eux ne cesse de crier des « cocoricos » tandis qu'un autre bêle. La scène la plus forte du film est l'initiation du jeune député Ravenel, reconsti-

tuée dans l'un des temples parisiens du Grand Orient de France.

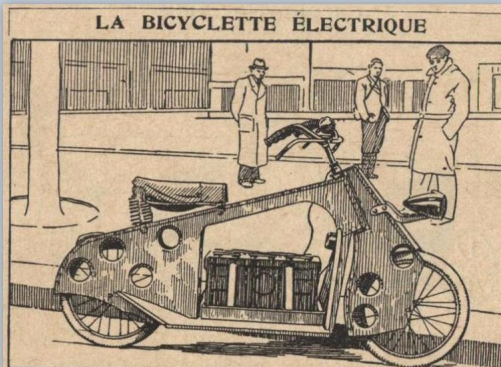
Ce film de fiction qui se veut aussi documentaire est d'une durée hybride de 43 minutes, le plaçant entre le court et le long métrage, dont se plaint d'ailleurs le scénariste. Sa sortie en zone nord s'effectue le 10 mars 1943, alors qu'il faut attendre le 8 février 1944 pour le voir en zone sud. Si le succès semble indéniable les deux premières semaines, il s'estompe rapidement tandis qu'en province, afin d'attirer un large public, il est présenté après le court-métrage, *Restez diner*, avec Fernandel. *Forces occultes* est le seul film exclusivement antimaçonnique qui ait existé sous le régime nazi.

À la libération, Jean-Marquès-Rivière, condamné à mort par contumace, échappe à son exécution en fuyant en Espagne, où il obtiendra une chaire d'orientaliste à Madrid. Il meurt en 2000 à Lyon. Jean Mamy qui a aussi tenté de se soustraire à la justice à la libération, se constitue prisonnier, après que sa mère ait été arrêtée. Bien que son procès se déroule en décembre 1948 moment où les passions de l'épuration se sont estompées, sa collaboration active avec la Gestapo lui vaut d'être condamné à mort. Il est fusillé le 29 mars 1949 au fort de Montrouge.

Des voitures électriques sous l'Occupation



Mademoiselle Parisys au volant de sa voiture électrique Pierre Faure.
PHOTO PARNOTTE



Dès la déclaration de guerre de 1939, l'usage personnel de la voiture est strictement réglementé à certaines professions. Mesures restrictives poursuivies après la défaite de juin 1940 et en vigueur pour tout le pays sous l'Occupation.

Mais la difficulté majeure pour les possesseurs d'une voiture reste de se procurer le carburant par manque d'essence. Si le gazogène comme palliatif a marqué les esprits par son équipement spectaculaire, plusieurs constructeurs célèbres ont développé des véhicules électriques pour pallier ce manque. Bréguet ; Fenwick Urbell, à partir d'un ancien modèle Citroën, ou Peugeot qui crée la VLV (Voiture Légère de Ville). Aux grandes marques, s'ajoutent les créa-

tions d'inventeurs particuliers comme « l'œuf électrique » de Paul Arzens qui ressemble à une « Smart » ou le modèle de Paul Faure, ancien salarié de chez Bréguet, dessiné par l'architecte Michel Dufet dont seulement une vingtaine d'exemplaires furent commercialisés.

En 1942, La France compte donc un parc de 4 500 voitures électriques. Mais en juillet de la même année, le ministre de la Production industrielle en suspend la construction. La raison est que ces voitures nécessitent trop de cuivre, de plomb, de mica et autres matériaux isolants, matières premières réquisitionnées prioritairement pour l'effort de guerre allemand. Quelques modèles de vélos électriques furent aussi conçus au même destin éphémère.

L'illustré des « Petits Bretons » en soutien à Pétain

À Landerneau Henri (ou Herri) Caouissin, son épouse Jeanne-Louise Leclerc et Vefa de Bellaing créent *O Lo Lë*. Cette revue catholique, proche du mouvement autonomiste breton, paraît de novembre 1940 à mai 1944, avec pour devise « Dieu et Bretagne ». Certains numéros sont tirés à 20 000 exemplaires. Le titre *O Lo Lë* vient de l'appel que se lançaient les bergers bretons. Cependant le journal est rédigé en français et les rares passages en breton sont traduits. Par anticommunisme, le journal reprend en feuilleton *Tintin au pays des Soviets*. Au fil des articles se ressent une proximité idéologique à la Révolution nationale et ses mouvements de jeunesse, comme avec le récit « Les loups de Coatmenez » dont les

protagonistes sont membres d'un mouvement dont l'uniforme fait penser à celui des Chantiers de la Jeunesse. Dans son numéro de la Saint-Yves, du 19 mai 1943, *O Lo Lë* propose à ses lecteurs d'adhérer à l'« Ordre de l'Espérance de Bretagne », prolongation d'un soi-disant Ordre de chevalerie celtique, dans lequel les garçons sont appelés « Loups » et les filles « Hermines ». Une carte d'admission est adressée au nouveau membre ainsi que l'insigne de l'Ordre, une croix celtique « blanche herminée », auréolée d'or. Le président d'honneur de l'Ordre est le marquis de l'Estourbeillon, décoré de la Francisque par Pétain en 1942, en l'honneur de ses 40 années de présidence de l'Union régionaliste bretonne.



Les trains sanitaires du SIPEG

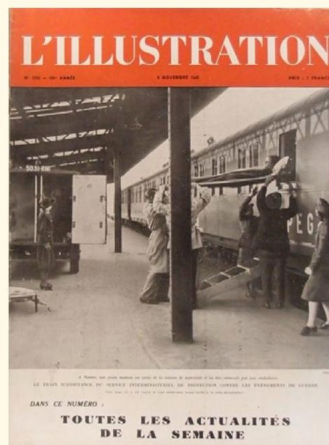
Le 26 mars 2020, un premier TGV médicalisé a transféré vingt malades victimes du coronavirus de Strasbourg jusqu'à Angers et Nantes. Mais saviez-vous que le premier train médicalisé en France, à destination des populations, a été mis en place en 1943 ? Il dépend d'une structure créée par le régime de Vichy, en février 1943, sous l'acronyme SIPEG (Service Interministériel de Protection contre les Événements de Guerre), devant mettre en place les mesures de protection pour les victimes des bombardements alliés et les réfugiés.

Deux trains sanitaires sont mis en service. La première sortie a pour destination Le Creusot, après les bombardements de la ville, le 20 juin 1943, qui ont fait 350 morts. À Nantes, où un train séjourne le 16 septembre, 28 opérations chirurgicales graves sont effectuées à bord. Après un passage à Vichy, où le train n° 1 est présenté au maréchal Pétain, il part sur Toulon,

en février 1944, avant qu'il ne soit détruit lors du bombardement de Lyon du 26 mai. Le train n° 2 est envoyé à Martainville, après le bombardement de Rouen, dans la nuit du 18 au 19 avril 1944.

Dans la réalité, ces trains ont plus été des instruments de propagande montrant que l'État français faisait le nécessaire pour les populations sinistrées. Bien souvent, en raison des destructions, ils sont contraints de s'arrêter à plusieurs kilomètres des zones touchées et n'ont donc qu'une utilité de force d'appoint pour les secours.

Le train n° 2 va néanmoins poursuivre son activité à la Libération, comme rame sanitaire, et non plus train SIPEG, au profit du Ministère des prisonniers, déportés et réfugiés. Le 6 août 1945, il part pour Varsovie, où il fait office d'hôpital de campagne, avant de rapatrier, en octobre, 238 « Malgré nous » alsaciens et mosellans captifs des Soviétiques. En no-



vembre, il rapatrie de la zone britannique en Allemagne, 331 prisonniers de guerre français et luxembourgeois provenant d'anciens camps situés dans les Pays-Bas. Sa dernière mission, début décembre 1945, conduit le train à Francfort-sur-Oder, d'où sont rapatriés plus de 500 prisonniers de guerre danois, hollandais, belges et alsaciens mosellans.

L'exposition allemande « La France européenne »

Otto Abetz, ambassadeur d'Allemagne en France, écrit dans un rapport du 23 juin 1941 : « L'idée européenne est profondément ancrée en France. Aussi longtemps que la France s'identifiait avec l'Europe, cette idée fut introduite systématiquement parmi le peuple par les soins des couches supérieures chauvinistes. Depuis que l'Eu-

rope s'identifie avec l'Allemagne, cette idéologie joue en notre faveur. La propagande culturelle française parlait volontiers autrefois de "l'Europe française". Aujourd'hui, une exposition organisée à Paris par les soins de l'Ambassade d'Allemagne, qui attire de nombreux visiteurs, porte le titre de "La France européenne". Nous avons également donné à la presse, à la radio et à la littérature des instructions tendant à propager sans cesse cette idée dans les masses. »

L'exposition, est inaugurée au Grand Palais à Paris, le 31 mai 1941. Le commissaire d'exposition Jacques de Lesdain est le rédacteur politique de l'hebdomadaire « L'Illustration ». Le but de cette exposition, qui accueille 600 000 visiteurs du 1er juin au 31 octobre 1941, est d'envisager l'avenir radieux de la France dans « la grande œuvre européenne du IIIe Reich » qui passera obligatoirement par la création d'une « Europe nouvelle » dans laquelle la France a toutes les capacités pour y être en bonne place.

C'est en donc en présence des plus hautes autorités militaires allemandes de la zone occupée, à commencer par le général von Stüpnagel, commandant militaire en France, et l'ambassadeur Fernand de Brinon, pour représenter l'État français, que l'inauguration a lieu. Bien qu'en disgrâce auprès du maréchal Pétain, Pierre Laval fait partie des invités.

Comme l'a demandé Otto Abetz, conférences, spectacles, événements sportifs sont organisés en ce sens. La revue « La France européenne » est créée, avec plusieurs numéros publiés jusqu'en 1943. Dans ce même esprit de propagande, du 5 avril au 31 octobre 1942, une seconde exposition intitulée « La Vie nouvelle » est présentée au Grand Palais.

Ces expositions s'inscrivent bien évidemment dans le prolongement de la campagne de propagande de « Croisade européenne contre le bolchevisme » justifiant l'attaque de l'URSS, en juin 1941, par Hitler.



Edward Kennedy, journaliste licencié pour avoir annoncé la capitulation de l'Allemagne le 7 mai 1945



En illustration : les deux éditions du 7 mai du quotidien français « Ce Soir » qui, en début d'après-midi titre « La radio allemande annonce », puis dans son édition du soir « L'Associated Press annonce ».

Lundi 7 mai 1945, à 2 h 41, dans une salle du Collège moderne et technique de Reims, où Eisenhower a installé son quartier général, des officiers allemands ont reçu les pleins pouvoirs de l'amiral Donitz pour signer avec les Alliés la reddition sans condition de l'ensemble des forces allemandes. En l'absence de représentant de l'Armée rouge, pour ne pas froisser Staline, Churchill et Truman décident de ne pas la rendre publique. En effet, pour la postérité, une autre cérémonie est prévue le lendemain à Berlin avec les représentants des trois « Grands » Alliés : États-Unis, Grande-Bretagne et URSS.

Ordre est donc donné aux 17 journalistes présents à Reims de ne rien laisser filtrer. Tous respectent la consigne, jusqu'à ce que l'annonce de la capitulation soit entendue depuis la radio allemande de Flensburg, aux mains des Alliés, à 14 h 3. C'en est trop pour Edward Kennedy, journaliste à Associated Press (AP) qui estime que l'embargo demandé jusqu'au lendemain à 15 h devient obsolète. Il appelle donc le bureau d'AP à Londres pour annoncer la nouvelle aussitôt renvoyée par téléscripteurs à tous les journaux abonnés à l'agence sous le titre : « L'Allemagne a capitulé ». Si AP garde le scoop toute la journée, aucun autre journaliste n'osant braver l'embargo, l'information est aussitôt reprise dans la presse.

Les sanctions tombent. Edward Kennedy est licencié par son agence et expulsé de France. AP est interdite de diffuser toute information d'Europe par l'armée pendant quelques jours. L'agence fait même l'objet d'une pétition d'une cinquantaine de correspondants de guerre pour maintenir l'interdiction comparant le geste de Kennedy à une trahison nationale. Seule une poignée de journalistes le soutient estimant qu'il n'a fait que son travail.

Edward Kennedy expliquera des années après, qu'il avait fait son devoir de journaliste estimant « absurde d'essayer de retenir une information d'une telle importance ». Décédé en 1953, c'est à titre posthume, le 5 mai 2012 que l'agence lui a présenté ses excuses officielles.

Déporté pour ... une caricature

Jean Bernard, dit Bernard Aldebert, né en 1909, commence sa carrière de dessinateur de presse en 1937 dans *Marianne* et *L'Os à moelle* et la presse humoristique comme *Rire* ou *Ric et Rac*. Installé à Lyon pendant la guerre, il compose sept affiches pour l'« Équipe Alain-Fournier », des propagandistes vichystes, en continuant ses dessins de presse. C'est l'un d'eux, publié dans *Ric et Rac*, le 1er octobre 1943, qui provoque la colère des Allemands.

Pourtant le dessin semble bien anodin. Autour d'une table des convives boivent un café et le serveur se bloque la main dans la sucrière, en disant « *J'ai mis la main dans le sucrier, je ne peux plus la sortir.* » Or l'image du sucrier dont on ne peut se défaire a été utilisée lors de la crise de Dantzig, en 1938, à des fins antinazies. Les Allemands considèrent qu'Aldebert ne peut ignorer cette référence. À cela s'ajoute une autre interprétation qui serait que ce personnage brun à petite moustache ridiculise Hitler et la Wehrmacht embourbés sur plusieurs fronts.

Au lieu d'une simple remontrance au dessinateur et au journal, les Allemands décident de faire un exemple. En effet, sous l'Occupation, en raison de la censure le dessin d'humour peut servir de vecteur pour passer un message à la limite de l'« humour noir » lorsque les difficultés de la vie quotidienne, les pénuries ou le marché noir sont évoqués. Mais la frontière à ne pas franchir est le manque de respect à l'occupant et encore plus à Hitler, comme le rappellent à plusieurs reprises les autorités allemandes à des dessinateurs convoqués par les services de contrôle de l'information

pour s'expliquer sur tel ou tel dessin jugé suspect. Même un Ralph Soupault, pourtant ardent propagateur des idées collaborationniste n'échappe pas à la règle. Les Allemands n'ont pas oublié que tous ces dessinateurs ont souvent été avant-guerre d'ardents opposants à Hitler et l'ont souvent raillé dans leurs caricatures. Bernard Aldebert servira donc d'exemple pour la corporation des journalistes dessinateurs de presse.

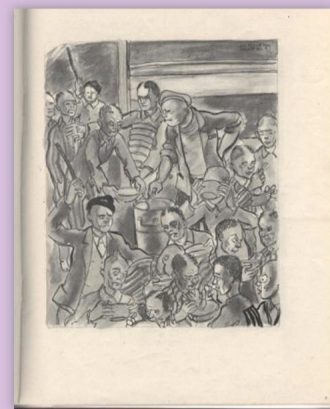
Se cachant un temps, Aldebert revient dans son village de Balmont, en Haute-Savoie, où il est arrêté, en janvier 1944. Le 22 janvier 1944, il quitte le camp de Compiègne en France pour aller successivement aux camps de Buchenwald, Mauthausen et Gusen I puis II, d'où il sera libéré, le 5 mai 1945, par les Américains.

En 1946, il raconte sa déportation de la meilleure manière qu'il puisse le faire, sous forme de dessins, dans un album que Fayard publie sous le titre *Chemin de Croix en 50 stations*. Son récit dessiné fait ainsi partie des premiers témoignages publiés à partir de 1945 sur la Déportation dans les camps nazis. Mais comme de nombreux déportés, Bernard Aldebert sent que ces témoignages dérangent dans une France qui peine à se reconstruire. « *J'ai dessiné et écrit ces pages pour apporter ma contribution à l'éducation de ceux qui n'ont rien appris ou qui ont déjà tout oublié* », écrit-il en préface.

Il demeure aussi sceptique sur l'efficacité de la dénazification mise en place dans toute l'Allemagne et la so-disant ignorance du peuple allemand sur ce qui se passait dans les camps de concentration et les centres de mise à mort : « *Le peuple allemand s'il igno-*



rait ce qui se passait dans les camps de concentration, c'est qu'il le voulait bien, car il était fatalement renseigné par ses soldats qui furent nos gardiens en même temps que les SS, ou par les requis civils, qui, au travail, nous commandaient et furent les témoins passifs des massacres auxquels nous étions voués. » Le temps n'est pas encore venu à essayer de comprendre ni d'expliquer l'indicible. C'est donc avec dureté que Bernard Aldebert conclue son avant-propos : « *S'il est une justice — nous ne voulons pas encore en douter — que la loi du talion soit appliquée, froidement, sans passion, mais dans toute sa rigueur. Écoutez la voix de nos morts qui réclament une vengeance.* »



En illustration : la caricature à l'origine de la déportation d'Aldebert et "Chemin de croix en 50 stations". 1945.

La presse collaborationniste visite les camps de Pithiviers et Beaune-la-Rolande



Dans les années 1930, les Juifs de France sont victimes d'une véritable politique d'ostracisme de la part de la droite nationaliste dont sa presse les représente avec un faciès disgracieux et haineux. Les Juifs sont accusés d'être les principaux instigateurs de l'« anti-France ». Il n'en faut pas moins pour les accuser d'être les responsables de la défaite. Les législations antisémites prises, par les autorités allemandes comme par Vichy, sont alors présentées comme des mesures de salubrité publique contre les Juifs étrangers puis français.

La caricature n'hésite donc pas à illustrer les arrestations et rafles organisées contre les Juifs. L'une de ces premières grandes rafles sur Paris et sa banlieue est celle dite du « billet vert », du 14 mai 1941. Les Juifs contraints au recensement en zone occupée depuis septembre 1940, reçoivent à leur domicile une convocation d'un papier de couleur verte enjoignant les hommes de 18 à 50 ans à se rendre au commissariat de police pour un soi-disant simple contrôle d'identité. Cette rafle visant uniquement les Juifs d'origine étrangère aboutit à l'arrestation de 3 700 hommes envoyés par train dans les camps d'internement de Pithiviers et de Beaune-la-Rolande, dans le Loiret.

La presse, sur ordre des autorités allemandes, présente ces internements comme étant une application de la loi du 4 octobre 1940, promulguée par l'État français, qui donne pouvoir aux préfets d'interner arbitrairement « les étrangers de race juive » dans des « camps spéciaux ». Theodor Dannecker, responsable nazi de la lutte anti-juive en France et à ce titre initiateur de ces arrestations, s'emploie à convaincre les internés de Pithiviers lors de son inspection du camp, le 15 juin 1941, que ces arrestations résultent de la France et non de l'Allemagne. En quittant le camp, il somme le commandant français en ces termes : « *Je ne veux pas que vos gendarmes disent aux hébergés qu'ils sont ici sous les ordres des Allemands. C'est le gouvernement de Vichy qui a ordonné la mesure.* » Certes, la loi du 4 octobre 1940 est bien française, mais la décision de mai 1941 visant les Juifs parisiens est elle exclusivement allemande.



Malgré tout, afin de marteler ce mensonge auprès de l'opinion, Dannecker organise des voyages de presse, au printemps et à l'été 1941, où les journalistes des médias collaborationnistes sont invités à visiter les deux camps. Pour ces ultras de la collaboration, peu importe qui commet l'arrestation et leurs articles se font le relais de toute politique antisémite. Les Juifs y sont présentés comme des parasites venus « infecter » la France. Cette caricature haineuse joue sur le registre d'une France débarrassée de ces êtres nuisibles, sales et pouilleux qu'il convient de « désinfecter » avant leur entrée dans les camps. Et pour appliquer les directives des autorités d'occupation, lorsque le dessin montre un uniforme, jamais il ne s'agit celui de soldats allemands, mais toujours ceux des représentants d'administrations françaises, cheminots ou gendarmes.

Les déportés pour motif d'homosexualité au départ de France

Dans les années 1970, une mémoire militante se développe au sein d'associations homosexuelles pour évoquer les « Triangles roses » dans les camps nazis, nom donné aux déportés homosexuels contraints de porter cousu sur leur tenue rayée un triangle de cette couleur pour les identifier auprès des SS et kapos. Dans les années 1990-2000, de nouvelles associations LGBT (Lesbienne, Gay, Bi et Transsexuel) françaises militent à leur tour pour porter cette mémoire de façon parfois volontairement provocante en s'invitant, dans plusieurs villes de France, à la cérémonie du Souvenir de la Déportation, le dernier dimanche d'avril, pour déposer une gerbe en souvenir des déportés au départ de France pour motif d'homosexualité. Geste qui fait alors souvent débat et polémique. Les arguments tournant toujours sur la question du nombre de personnes qui ont été concernées par cette forme de déportation. Or à cette époque aucune étude historique sérieuse n'y répondait. Une mission est donc confiée à des chercheurs de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation qui, après une dizaine d'années de recherches méticuleuses aux archives, ont enfin pu apporter une réponse scientifiquement fiable. Ainsi, l'on peut admettre sérieusement que le nombre d'hommes arrêtés ou déportés pour motif d'homosexualité en France ou de Français arrêtés pour ce motif dans le Reich est de 550 hommes : 88 en zone occupée ; 115 au sein du Reich ; 350 dans les trois départements annexés d'Alsace-Moselle.

L'intérêt de cette étude a été de démontrer que ces 550 hommes ont été arrêtés en application de la législation allemande, c'est-à-dire victimes du paragraphe 175 du Code pénal allemand, datant de 1871 et aggravé en 1935 par les nazis : « Un homme qui s'adonne à la débauche avec un autre homme, ou qui accepte de s'y adonner, sera condamné à une peine d'emprisonnement. Si l'un des protagonistes était âgé de moins de 21 ans au moment des faits, le tribunal pourra, dans les cas les plus bénins, renoncer à faire appliquer la peine. » Figure en complément, une liste de peines plus lourdes en fonctions de cas considérés comme « aggravés ».

Néanmoins, afin de masquer l'incapacité nazie à éradiquer l'homosexualité dans la zone annexée ou pire lorsque le coupable a eu une relation avec un soldat allemand, la

déportation est inscrite avec comme motif « atteinte à la sûreté de l'armée allemande », au même titre qu'un résistant ayant blessé ou tué un soldat allemand.

Raison pour laquelle, à ce jour, les 2 seuls cas de déportés « Triangle rose » au départ de France sont des soldats allemands. Tous les autres déportés arrêtés comme homosexuels se voient attribuer le « Triangle rouge » des politiques.

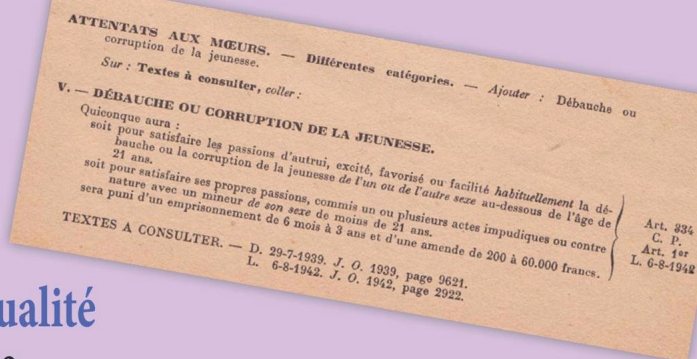
Sur les 88 hommes arrêtés en zone occupée, 28 sont déportés en Allemagne (12 dans des prisons allemandes et 16 dans des camps de concentration). Parmi eux, cinq sont morts durant leur détention et un juste après son retour. 44 autres ont été, après leur condamnation, internés par les autorités françaises, dont trois meurent en détention.

Sur les 115 visés par le paragraphe 175 au sein du Reich, travailleurs civils ou prisonniers de guerre français, 70 % sont condamnés à des peines de prison simples allant de trois semaines à un an et demi et 30 % à des peines de travaux forcés en forteresse. 80 sont libérés au terme de leur peine. Mais trois meurent en détention, un avant son rapatriement à la fin de la guerre et un à son retour en France.

Sur les 350 homosexuels d'Alsace-Moselle, annexée au Reich, victimes des mesures répressives nazies, 100 sont expulsés en zone non occupée dès 1940 ; 130 sont victimes de détention policière et de « rééducation » de quelques jours à plusieurs mois ; 120 sont condamnés au nom du paragraphe 175 et internés en Alsace aux camps de Schirmeck (106) ou de Natzweiler-Struthof (14). Douze meurent en détention.

Il y aura donc eu sur les 550 homosexuels visés par ces mesures répressives, 31 internés en camp de concentration et 27 morts durant leur détention ou des conséquences.

De son côté, si l'État français a bien promulgué un décret en 1942 condamnant l'homosexualité, revenant ainsi sur la dépénalisation dont elle faisait l'objet depuis le Code civil napoléonien, il n'y eut ni propagande en ce sens ni arrestation d'homosexuels par les forces de l'ordre françaises durant cette période. En revanche, pour les homosexuels de France ce décret aura des conséquences durables puisque, loin d'être aboli à la Libération, ce décret est aggravé sous forme de loi dans le Code pénal. Il faudra attendre 1982 pour que l'homosexualité soit dépénalisée en France.





Le « blanchiment » de l'armée française à l'automne 1944

par Emmanuel Thiébot, historien

À l'automne 1944, au sein de la 1^{re} Armée française, les 15 000 « tirailleurs sénégalais » des 9^e Division d'Infanterie coloniale (DIC) et de la 1^{re} Division de Marche d'Infanterie (DMI), ancienne 1^{re} Division Française Libre (DFL), sont remplacés par de nouvelles recrues venues des rangs des FFI. Cette opération qui va durer jusqu'en janvier 1945 porte le nom de « blanchiment ».

Pour quelles raisons a-t-on « blanchi » l'Armée française ? Si les historiens sont toujours divisés sur les réelles intentions, plusieurs hypothèses peuvent néanmoins être apportées.

La première hypothèse, présentée par la propagande française de l'époque, est le prétexte du froid que ces hommes ne pourraient supporter alors que les combats vont se dérouler à l'approche de l'hiver dans les zones montagneuses alpines ou vosgiennes. Prétexte combiné au fait que, si l'on prend le cas de la 9^e DIC, ces hommes combattent sans relâche depuis juin 1944, ayant participé aux combats de l'île d'Elbe, au débarquement de Provence, à la libération

de Toulon puis du Doubs. Donc ces soldats doivent se reposer, ce qui n'est pas faux. Ainsi, le froid et la pluie rendent inéluctable le remplacement des « Tirailleurs sénégalais ». Or, la relève et la mise en réserve d'une grande unité, qu'exigerait normalement cette transformation, sont un luxe que l'armée française ne peut se permettre. C'est donc sur place que la division se transforme. Elle se « blanchit », en remplaçant 9 000 Africains par des engagés volontaires métropolitains, attirés par le renom des troupes coloniales. Une image montre les nouvelles recrues « blanches » récupérant les uniformes des soldats noirs en leur présence. C'est avec ces jeunes engagés, dépourvus d'instruction militaire, que la 9^e DIC poursuit la campagne. L'instruction est donnée en ligne, au gré des circonstances et de la vie en secteur. La volonté des recrues et la valeur des cadres suppléent aux insuffisances. La 9^e DIC libère ainsi Belfort, Mulhouse, combat en Alsace et traverse le Rhin le 2 avril 1945. Elle participe alors à la prise de Karlsruhe, de Baden-Baden et ouvre la route du Wurtemberg au 1^{er} Corps d'Armée.

« Pour quelles raisons a-t-on "blanchi" l'Armée française ? Si les historiens sont toujours divisés sur les réelles intentions, plusieurs hypothèses peuvent néanmoins être apportées. ... »

Autre hypothèse, la pression des États-Unis qui voient d'un mauvais œil les combattants noirs mis au même rang que les soldats blancs, alors qu'eux-mêmes pratiquent la ségrégation raciale au sein de leur armée. En effet, ils n'utilisent les soldats noirs qu'en soutien logistique à leurs troupes combattantes blanches. Ainsi, après le débarquement de Provence, les Américains qui avaient déjà imposé à Leclerc de « blanchir » sa 2^e division blindée avant d'entrer dans Paris, réitérèrent leur demande craignant que leurs soldats noirs voyant d'autres soldats de couleur combattre puissent remettre en question le système ségrégationniste américain en rentrant au pays. L'expérience des soldats noirs fréquentant les femmes anglaises blanches en Grande-Bretagne avait déjà choqué une partie des soldats blancs. Et l'état-major américain avait été obligé d'intervenir auprès de ses homologues britanniques pour que les soldats noirs et blancs américains aient des lieux de distraction séparés et surtout que les soldats noirs fréquentent le moins possible les femmes blanches.

Troisième hypothèse. Pour l'orgueil français, il faut que ce soit des troupes « blanches » qui franchissent le Rhin et combattent les Allemands sur leur territoire. Cela permettra ainsi de retourner l'image de l'armée française forgée par la propagande nazie depuis 1939 qui ne serait qu'une armée « abâtardie » par les troupes coloniales. Cette hypothèse rejoint aussi la mauvaise image que les troupes coloniales ont laissée en Allemagne après l'occupation de la Rhur entre janvier 1923 et août 1925.

Quatrième hypothèse liée au colonialisme français. Il ne faut pas que les soldats d'Afrique noire ou d'Afrique du Nord s'émancipent de leur statut de colonisés. C'est ce qui résulte indirectement de la lettre écrite par le général Diego Brosset, commandant de la 1^{re} DFL au général de Lattre de Tassigny, commandant la 1^{re} Armée française, en septembre 1944 : « Il est absolument nécessaire que les Sénégalais soient relevés au plus tôt, non seulement en raison de leur inaptitude physique en saison froide,

mais aussi par suite de la mauvaise influence qu'exercent sur eux les grandes villes. Le moral commence à baisser, l'annonce d'un armistice possible risque de provoquer des mutineries parmi eux s'ils ne sont pas rapatriés, tout au moins sur l'Afrique du Nord. » Sous-entendu, les soldats noirs doivent au plus vite rentrer chez eux afin d'éviter une politisation trop forte des coloniaux qui pourrait accélérer des processus d'indépendance aussi bien en Afrique qu'en Antilles-Guyane.

Quel que soit le réel motif, les troupes coloniales sont expulsées des zones de combat, parquées, parfois plusieurs mois, dans des camps, avant de regagner leur pays d'origine. Certes si le général de Gaulle associe ces troupes coloniales aux combats de la poche de Royan puis au défilé de la Victoire à Paris, le 18 juin 1945, il n'en demeure pas moins que ces combattants de l'Empire, qui ont encouru, entre 1940 et 1945, les mêmes risques que les soldats français, ne se verront pas attribuer la même pension militaire.

Et lorsque certains de ces soldats, tels ces anciens « tirailleurs sénégalais » prisonniers de guerre capturés en 1940, une fois libérés regagnent le camp de Thiaroye, près de Dakar au Sénégal, et osent réclamer leur pécule non versé durant leurs quatre années de captivité. La réponse, le 1^{er} décembre 1944, sera de briser l'émeute dans le sang faisant entre 35 et 70 morts, selon les sources, sur les 1 500 manifestants du camp. Puis 34 des « meneurs » sont jugés en mars 1945 et condamnés à des peines allant de 1 à 10 ans de prison et perdent leur droit à l'indemnité de démobilisation. Même s'ils sont graciés en 1947, lors de la venue à Dakar du Président de la République, Vincent Auriol, ni eux ni leurs veuves ne touchent une quelconque pension.

Il faudra attendre 2012 pour qu'un Président de la République française, en la personne de François Hollande, reconnaisse officiellement le massacre de Thiaroye, évoquant une « part d'ombre de notre histoire ». Même si son discours maintient la version « officielle » de 35 soldats tués.





**Les soldats alliés
de la bataille de Normandie :
héros ou simples soldats ?**

par Emmanuel Thiébot, historien

Dès 1945, il n'est pas rare dans la presse de voir qualifier de "héros" les soldats alliés morts lors des combats de la libération de la France et de l'Europe. Marque de déférence autant que de respect et de remerciement, à l'égard de ces hommes venus de leur pays pour combattre les troupes allemandes et contribuer à la victoire sur le nazisme. Avec l'engouement des commémorations du Débarquement du 6 juin 1944, depuis les grandes célébrations internationales instaurées à partir de 1984, qui n'ont cessé de prendre une place importante dans le tourisme mémoriel normand, cette héroïsation du soldat allié a refait son apparition mais cette fois sous forme d'hommage aux vétérans alliés présents aux cérémonies autant qu'à leurs camarades de combats inhumés dans les cimetières militaires.

La raréfaction des témoins années après années, semble conduire inéluctablement les derniers survivants des guerres mondiales à la posture du « héros » ou à minimum à celle d'un être hors du commun. Il en fut de même pour Lazare Ponticelli, dernier « Poilu » de la Première Guerre mondiale, mort le 12 mars 2008 ; de Robert Damel, dernier « Cadets de Saumur » des combats de juin 1940, décédé le 18 février 2021 ou d'Hubert Germain, ultime « Compagnon de la Libération » encore vie. Mais ces hommes, mobilisés en temps de guerre, militaire de carrière ou civil s'engageant pour une cause, ont-ils été nécessairement des « héros » au sens quasi hollywoodien du mot ? Qu'en est-il exactement ?

« Par sa bravoure, il a sauvé la vie de plusieurs de ses hommes. »

Si l'on regarde la définition donnée par le dictionnaire de l'Académie française, le héros est « celui qui se distingue par une valeur extraordinaire, un courage hors du commun, qui obtient à la guerre des succès éclatants, qui exécute de grandes et périlleuses entreprises. » Définition complétée par le même dictionnaire : « celui qui se distingue par l'élévation et la force de caractère, par une grande noblesse d'âme, par quelque haute vertu. Se dit notamment de ceux qui mettent des qualités exceptionnelles au service d'un idéal, d'une grande cause. »

Sans vouloir minimiser la valeur combative des soldats alliés qui ont participé au Débarquement et à la bataille de Normandie, ces hommes sont-ils pour autant des héros ? Si l'on s'en tient à la définition du mot, le Jour J a bien eu son héros en secteur britannique à Gold Beach en la personne du sergent-major Stanley Hollis du Green Howards, seul soldat britannique du D Day à être décoré de la Victoria Cross, la plus haute distinction militaire qu'un soldat puisse recevoir dans l'armée de Sa Très Gracieuse Majesté.

Et pour cause son action solitaire et son courage lui ont permis de s'emparer d'une casemate allemande à Mont-Fleury, attaque au cours de laquelle il a de plus sauvé la vie à deux de ses hommes. La conclusion de la citation qui accompagne sa médaille le présente en héros : « Partout où s'intensifiait le combat, ce sergent-major Hollis apparaissait, et durant cette remarquable journée de travail, il s'est montré audacieux à l'extrême, et en deux occasions distinctes, son courage et son esprit d'initiative ont empêché l'ennemi de retarder l'avancée à des étapes décisives. C'est en grande partie grâce à son héroïsme et à son ingéniosité que les objectifs de la compagnie ont été atteints et que les pertes n'ont pas été plus lourdes et, de par sa bravoure, il a sauvé la vie de plusieurs de ses hommes. »

Mais pour les autres soldats, malgré leur vaillance aux com-

bats, tous n'eurent pas la chance d'être gratifiés d'héroïsme par leurs armées. Même si au cours des cent jours de la bataille de Normandie nombreux furent ceux à recevoir une distinction honorifique militaire. Il convient plutôt de rappeler la réalité de la guerre en lisant les récits et témoignages de l'enfer des combats décrits par les soldats eux-mêmes.

Eisenhower à la tête du SHAEF, organisme chargé de préparer l'opération Overlord, est conscient du nombre élevé des pertes à prévoir le Jour J. Ainsi, après avoir passé en revue et discuté avec des paras de la 101e, quelques heures avant leur embarquement, sur le tarmac de l'aéroport britannique d'où ils partiront pour la Normandie, il dira à son chauffeur : « Il est très difficile de regarder un soldat dans les yeux alors que vous craignez de l'envoyer à la mort. »

Et des pertes militaires il va y en avoir lors de la bataille de Normandie. En effet, les estimations faites par le SHAEF d'une rapide progression dans les terres ont sous-estimé la riposte de l'ennemi. Ainsi, contrairement aux plans initiaux, la contre-attaque allemande de la 21e Panzer, dirigée par le général Feuchtinger, stoppe la progression vers Caen. Pourtant Feuchtinger n'organise pas avant 6 h 30 sa contre-offensive, ayant dû rentrer précipitamment d'une escapade amoureuse à Paris. La capitale bas-normande n'est pas plus libérée le lendemain, comme envisagé, mais un mois plus tard. Cela révèle une faille dans le plan d'invasion. Car si tout a été prévu au millimètre près pour le Jour J, cet épisode montre les lacunes pour les phases suivantes.

La prolongation des combats ne sera pas sans conséquence sur le moral des soldats à qui l'on demande beaucoup dans des conditions extrêmes et dans lesquelles chaque moment d'inattention, de fatigue, de stress, de choc traumatique peut devenir fatal comme les exemples qui suivent le prouvent.



Ci-contre : Eisenhower s'adressant aux parachutistes américains quelques heures avant leur saut sur la France, dans la nuit du 5 au 6 juin 1944 dans la presse américaine, ici "The Pittsburgh Press" et reprise à l'été 1944 dans "Voir", magazine américain distribué gratuitement à la population française).

Page de droite : le débarquement en Normandie des troupes américaines et britanniques.

En haut à droite : laissant leurs morts derrière eux, soutenant leurs camarades blessés, les soldats britanniques se lancent à l'assaut des plages.

En dessous : pendant que ses camarades poursuivent leur marche en avant, un soldat américain est demeuré sur la grève, là où il est tombé. Photos "Histoire @ la Une".

« J'ai vu des hommes se pétrifier sur le sable, incapable de bouger. »

Dès le 6 juin 1944, les bévues mortelles apparaissent. Sur le secteur d'Utah Beach, pour de nombreux hommes, l'épreuve de la journée commence à 17 km de la côte, lors du saut entre le navire et la péniche qui doit ensuite les emmener sur la plage. Le GI lourdement chargé doit trouver le moment idéal pour sauter dans la barge. Or plusieurs hommes déséquilibrés par le poids du paquetage et par la houle périssent broyés en tombant entre le navire et la barge. D'autres se brisent un membre en tombant de plusieurs mètres dans la péniche. Sur certaines plages, pour échapper au tir nourri des Allemands et par peur que la péniche soit touchée, des pilotes font débarquer les soldats si loin de la côte que certains ont de l'eau jusque sous les bras et se noient ne pouvant se mouvoir avec armes et paquetage dans une eau encore trop profonde.

À Omaha Beach, le sergent Harry Bare qui fait partie de la seconde vague d'assaut décrit le chaos total sur la plage : « Notre bateau a abaissé la passerelle de débarquement et mon lieutenant, le premier à sortir, a reçu une balle dans la gorge et je ne l'ai plus jamais revu. En tant que sous-officier le plus gradé, j'ai essayé de faire en sorte que mes hommes évacuent le bateau et nous sommes parvenus tant bien que mal sous la falaise. J'ai vu des hommes se pétrifier sur le sable, incapable de bouger. Mon radio a été décapité à 2,75 m de moi. La plage foisonnait de corps, d'hommes dépourvus de jambes, de bras. Seigneur c'était atroce, absolument horrible. »

Scène aussi dantesque décrite par le soldat Harold Baumgarten, lui aussi présent à Omaha : « Non loin de moi

un soldat se tenait la poitrine en criant "Je suis touché !" Il a buté sur un obstacle antichar et en tombant son corps a fait un tour complet sur lui-même. Il semblait très secoué et continuait à remuer sur le sable en gémissant, "Mère, maman." Près de lui gisaient trois ou quatre autres hommes blessés ou à l'agonie. Le sergent Pilgrim Robertson avait une plaie ouverte sur le coin supérieur droit du front. Il marchait dans l'eau sans casque, hagard. Puis je l'ai vu se mettre à genoux et commencer à prier en égrenant son rosaire. À cet instant, les tirs croisés des Allemands l'ont coupé en deux. »

Sur la même plage, Henry Basey est l'un des rares soldats noirs à avoir débarqué dans la première vague d'assaut, non pour combattre, mais comme conducteur de la Jeep d'un commandant, mort à peine débarqué.



« On nous avait priés de ne pas nous arrêter pour secourir nos copains, car non seulement nous pourrions être blessés, mais il importait surtout de poursuivre la traversée de la plage ... »

Son témoignage rejoint les précédents : « Il régnait énormément de confusion. Le sol vibrait, bougeait de façon horrible, et on n'entendait que les gros canons, les mortiers, et les armes légères. Je me souviens d'un véritable enfer. Jamais mes narines n'oublieront l'odeur des corps et de la poudre à canon. Des gars tombaient tout autour de moi en hurlant, et il n'y avait personne pour les aider. Moi-même je doutais de survivre à cette journée. »

En effet, les consignes pour les soldats sont strictes sur les cinq plages, comme le rappelle le soldat canadien Wilfred Bennett, à Juno Beach, « On nous avait priés de ne pas nous arrêter pour secourir nos copains, car non seulement nous pourrions être blessés, mais il importait surtout de poursuivre la traversée de la plage. » Il doit ainsi abandonner l'un de ses copains touché au visage et au cou à quelques mètres de lui.

Sur Sword Beach, une fois la première vague d'assaut débarquée, les hommes des vagues suivantes découvrent à leur tour le même spectacle d'horreur et de désolation des autres plages, comme en témoigne ce soldat du Suffolk Regiment : « Éparpillés à partir du bord de l'eau, des corps

trempés en uniforme kaki teintaient le sable de rouge là où ils étaient entassés. Pas le temps cependant de regarder les cadavres, car il fallait s'élancer pour s'abriter contre la digue, dénicher un trou quelconque et garder la tête baissée. »

Pour les divisions aéroportées, le risque de mourir accidentellement est grand aussi. Les soldats de la 6^e division aéroportée britannique en sont si conscients qu'ils ont surnommé les planeurs Horsa, les Hearses (« Corbillards »). Pour cause, certains planeurs se coupent en deux sous le choc des secousses tandis que d'autres finissent leur course contre un arbre. C'est alors le sauve-qui-peut pour sortir de ce qui aurait pu être leur cercueil et s'élancer le plus rapidement possible vers les casemates allemandes.

En secteur américain, le pire arrive aux paras des 82^e et 101^e divisions aéroportées qui par malchance atterrissent dans les zones marécageuses, volontairement inondées par Rommel, et qui coulent à pic sous le poids de leur paquetage se noyant immédiatement. Certains se noient dans 60-90 cm d'eau simplement pour avoir atterri sur le dos sans pouvoir se soulever avec le poids de l'équipement.



Ci-contre : le 6 juin 1944, les débarquements des Canadiens sur la plage de Juno furent l'une des opérations militaires les plus réussies du jour J. Dessous : des soldats américains, dépouillés de tout équipement, gisent morts, face contre terre dans la neige fondante d'un carrefour quelque part sur le front ouest. Remarquez les pieds nus du soldat au premier plan. Photographie prise en décembre 1944, en Belgique, trouvée sur un soldat allemand fait prisonnier.

D'autres, largués trop bas n'ont pas le temps d'ouvrir leur parachute et meurent sous le coup du choc à terre.

Face à eux, les troupes alliées doivent affronter des soldats aguerris voir endoctrinés prêts à livrer bataille et à tenir ce nouveau front qui s'ouvre en Normandie. Ainsi, à Juno Beach, les Canadiens ont face à eux la 12e SS Panzerdivision commandée par le Standardtenführer Kurt Meyer, zélé officier nazi. Le correspondant de guerre Ralph Allen compare ces garçons des Jeunesses hitlériennes à « des tueurs imberbes » : « Ils n'avaient qu'un but suprême, mourir, et qu'un seul dieu, Hitler. »

Malheur aux paras enchevêtrés dans un arbre et retrouvés par des Allemands qui les tuent à coup de baïonnette, de lance-flammes et parfois les mutilent jusque dans les parties les plus intimes de leurs corps. Ces faits connus les jours suivants entraînent une soif de vengeance et d'exactions commises sur des prisonniers ennemis de la part de plusieurs Américains. Début d'une longue série d'infractions à la Convention de Genève commises dans les deux camps durant toute la bataille de Normandie voire jusqu'à la fin de la guerre.

L'une de ces infractions concerne les prisonniers de guerre. Dans le feu de l'action, pas question d'en faire pour les Alliés. Les instructions à ce sujet avaient été claires : « Rejoignez la zone de largage le plus vite possible. Ne faites pas de prisonniers parce qu'ils vous ralentiront. » Durant une semaine, tout Allemand qui se rend aux paras est donc désarmé puis abattu. Un soldat de la 101e se souvient même d'avoir utilisé, telles des bûches, les cadavres de soldats allemands pour faire un barrage sur une route.



« Je n'aurais jamais imaginé que mes hommes diraient Kamerad »

Les soldats du Jour J gardent leurs uniformes mouillés et parfois souillés de sang. Nombreux sont ceux à ne recevoir un nouvel uniforme que trois mois plus tard. À cela s'ajoute rapidement le manque de sommeil qui se fait vite ressentir. Un assoupissement dans un champ non préparé peut se transformer en carnage. C'est ce qui arrive à ces hommes de la 29^e DI américaine, le 10 juin, près du village de Colombières, à 17 km de la plage d'Omaha. Profitant d'une accalmie, le 2^e bataillon tombe littéralement de fatigue aux alentours de minuit. Et alors que les villageois ont signalé la proche présence des Allemands, la fatigue l'emportant, les soldats s'affalent au sol sans avoir préalablement creusé un trou pour se protéger des tirs ennemis. L'un d'eux en s'affalant glisse et décharge son fusil tuant l'homme devant lui et attirant l'attention sur le bataillon alors pris sous les mitrailleuses allemandes. Bilan, une dizaine de tués et environ 100 prisonniers. Le lieutenant-colonel Warfield, commandant du bataillon, écrira dans son rapport : « Je n'aurais jamais imaginé que mes hommes diraient Kamerad », en se rendant.

Côté allemand ce n'est pas mieux. Ainsi, lorsque les hommes de la 3^e division parachutiste basée en Bretagne doivent regagner à marche forcée Saint-Lô, à partir du 7 juin, les quarante kilomètres effectués de nuit meurtrissent tant les pieds de ses hommes pourtant aguerris aux combats les plus durs, que le général Schimpf autorise les réquisitions de charrettes tirées par des chevaux pour accomplir ces dix jours de marches nocturnes.

Parmi les nombreux incidents, survenus pendant la bataille de Normandie, figurent les erreurs de tirs au cours desquels Britanniques comme Américains visent par erreur leurs propres troupes. Le plus souvent ces « dommages collatéraux » surviennent lors des bombardements aériens préparatoires à une grande offensive terrestre. Les fameux « Capet Bombing ». Tels ces avions Typhoons britanniques qui mitraillent, le 10 juin, les hommes de tête du 175^e régiment d'infanterie américain, à proximité d'Isigny-sur-Mer. Au bilan de 6 tués et 18 blessés, les aviateurs répondent que « vu des airs, John le Tommy ressemble beaucoup à Hans

le Teuton ».

Lors du déclenchement de l'opération Cobra, le 25 juillet, la même bavure se reproduit. En effet si les premières vagues touchent leurs cibles, la fumée et la poussière dégagées empêchent les vagues suivantes de viser juste. Se rendant compte du drame à venir, les troupes les plus avancées tirent des grenades fumigènes orange pour signaler leurs positions. Après le passage des bombardiers, on relève 101 tués et 463 blessés.

Un des infirmiers constate que « les visages des morts étaient presque roses ». Signe que la mort était le résultat du souffle plus que des éclats. Mais les rescapés sont soumis au secret et doivent jurer de ne rien révéler de cet incident sous peine d'être traduits devant une cour martiale. Pourtant les séquelles sous forme de traumatisme auraient

pu trahir cette bétise. En effet, 164 hommes sont évacués vers l'arrière en raison de traumatisme psychologique.

Cet incident ne sert visiblement pas de leçon puisque, lors de l'opération Totalize pour la prise de Falaise, du 7 au 10 août, ce sont cette fois les troupes canadiennes et

polonaises qui sont prises sous le feu « ami » des bombardiers américains. Là encore une erreur de coordination scelle le sort de 315 de ces soldats qui lancent des grenades fumigènes jaunes pour signaler leur présence ignorant que les Américains balisent la zone à bombarder par une fumée jaune. Erreur de tir qui se reproduit le 14 août, lors de l'opération Tractable, où 77 des 811 bombardiers américains larguent leur chargement en arrière de la zone délimitée, touchant 391 Canadiens et Polonais.

De tels bombardements ont des impacts similaires sur les troupes allemandes dont les nerfs sont tout autant mis à rude épreuve. D'ailleurs, le maréchal von Kluge, dans un rapport destiné à Hitler, daté du 20 juin, estime que « l'effet psychologique de ces masses de bombardiers, arrivant comme un déchaînement des forces naturelles sur la troupe combattante et surtout sur l'infanterie, est un facteur qu'il

« Là encore une erreur de coordination scelle le sort de 315 de ces soldats qui lancent des grenades fumigènes jaunes pour signaler leur présence ignorant que les Américains balisent la zone à bombarder par une fumée jaune... »

« Malgré tout, à la grande surprise des Alliés, le moral et surtout le courage des troupes allemandes demeurent bons dans l'ensemble. Il est vrai que cette combativité est accrue partiellement par le fait que le soldat craint d'être abattu par un officier ou que sa famille subisse des représailles s'il se montre indiscipliné. ... »

faut prendre au sérieux. » Ce que confirme un rapport du général Bayerlein, lors du déclenchement de l'opération Cobra : « Tout le coin ressemblait à un paysage lunaire, tout était calciné et ravagé. Il était impossible d'y déployer des véhicules ou de récupérer ceux qui avaient été endommagés. Les survivants avaient sombré dans la folie, ils n'étaient plus bons à rien. Je ne pense pas que l'enfer soit pire que ce que nous avons vécu. ».

Malgré tout, à la grande surprise des Alliés, le moral et sur-

tout le courage des troupes allemandes demeurent bons dans l'ensemble. Il est vrai que cette combativité est accrue partiellement par le fait que le soldat craint d'être abattu par un officier ou que sa famille subisse des représailles s'il se montre indiscipliné. En effet, 4 000 hommes, dont 1 605 pour désertions, sont exécutés au sein de la Wehrmacht entre janvier et septembre 1944. Un commandant de régiment de la 17^e division SS accélère la procédure en se postant en arrière pour abattre les soldats qui reculent.

« Courage et peur ne sont pas opposés »

Parmi les conséquences des combats, les traumatismes psychologiques sont enfin reconnus par les troupes alliées. Près de Villers-Bocage, le 11 juin, après des tirs de mortiers inopinés et d'intenses barrages d'artillerie allemands, un Highlander canadien décrit comment le plus belliqueux de se camarades de combat a craqué : « Ce jeune soldat enthousiaste et intelligent était à présent transformé en une chose tout à la fois pitoyable et repoussante. Ses traits bien dessinés et éveillés s'étaient comme dissous et brouillés, il avait la lèvre pendante, et tout son visage, sale et pas rasé, semblait gonflé et souillé de larmes et de morves. »

« Si les premiers jours d'après débarquement, le moral est bon, la guerre d'enlèvement qui suit est l'une des raisons principales des formes de troubles neuropsychiatriques ... »

Comme des centaines d'autres soldats, ce Canadien est victime de breakdown, terme médical désignant les conséquences psychiques des traumatismes qui surviennent lors des combats. Des rapports militaires américains effectués lors de la bataille de Normandie après enquêtes du corps médical sur les soldats relèvent un aveu de 20 % d'entre eux qui défèquent ou urinent sur eux par peur lors d'intenses mitrailleurs ennemis.

Mais la conséquence psychologique la plus importante

est la fatigue qui rend le soldat vulnérable. Les Allemands jouent sur les nerfs des Alliés en les attaquant constamment par surprise de jour comme de nuit ou en laissant des snipers embusqués surprendre leurs arrières. À cela s'ajoutent des uniformes non changés durant toute la bataille de Normandie, des permissions non accordées, le mal du pays, un adversaire qui semble invincible, les récits d'exactions commises sur des soldats faits prisonniers.

Ce trop-plein provoque un pourcentage de plus en plus élevé de pertes psychiatriques évaluées chez les GI's à 5 669 cas pour la 1^{re} Ar-

mée et 1 831 pour la 3^e Armée, soit 36 % et 18 % des pertes non mortelles. Phénomènes identiques chez les Anglo-Canadiens avec 20 % de blessures non mortelles relevant du breakdown.

Si les premiers jours d'après débarquement, le moral est bon, la guerre d'enlèvement qui suit est l'une des raisons principales des formes de troubles neuropsychiatriques dont certains sont connus depuis la Première Guerre mondiale, comme le shell shocks (« commotion aux obus ») parfois rebaptisés en combat exhaustion (« épuisement dû au combat »). Les principales victimes de ces troubles

Elles lisent au héros la lettre de sa mère



Une mère américaine, Mrs Simonian, de l'Etat de New-York, dont le fils James repose au cimetière de La Cambre, a envoyé à une jeune Française, Mlle Hélène Chapelle, qui habite près de la nécropole, une lettre adressée au jeune héros mort, en demandant qu'elle soit lue sur sa tombe... Et, pieusement, Hélène Chapelle et sa mère, répondant à cet appel, s'acquittent de leur émouvante mission.

sont surtout les nouvelles recrues, les « Bleus », mal préparés aux combats, mais aussi les vétérans épuisés par des mois de violence de guerre.

Si la psychonévrose est punie de mort dans l'Armée rouge, depuis la campagne d'Italie, les médecins alliés obtiennent de pouvoir soigner les soldats qui en sont victimes au même titre qu'un blessé par balle. Le manuel de thérapie américain précise dans son édition de mai 1944, pour le Théâtre d'Opération Européen, que « courage et peur ne sont pas opposés. Il peut être utile que le soldat sache que le courage consiste à faire son devoir bien que l'on soit terrifié. »

Selon le degré de stress, le traitement varie. Le soldat qui paraît nerveux et agité est éloigné quelques heures du front pour se reposer. Mais s'il présente les symptômes de chocs traumatiques, il est soigné, 24 h, à proximité des lignes pour ne pas créer de rupture sonore afin de le renvoyer au front le plus vite possible. Il est alors lavé, on lui change ses vêtements, lui

donne de la nourriture chaude et le fait dormir dans



Emmanuel Thiébot, diplômé de Sciences Po Paris, spécialiste de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, sujet sur lequel il a écrit de nombreux ouvrages, dont le dernier est *"La vie des Français sous l'Occupation"* (Larousse, 2020), est aussi le responsable du Mémorial des Civils dans la guerre à Falaise qui dépend du Mémorial de Caen, où il travaille depuis 25 ans comme historien.

Ci-contre : "Elles lisent au héros". France Soir, 7 juin 1945.

légende : "Une mère américaine, Mrs Simonian, de l'Etat de New York, dont le fils James repose au cimetière de la Cambre, a envoyé à une jeune Française, Mlle Hélène Chapelle, qui habite près de la nécropole, une lettre adressée au jeune héros mort, en demandant qu'elle soit lue sur sa tombe ... Et, pieusement, Hélène Chapelle et sa mère, répondant à cet appel, s'acquittent de leur émouvante mission."

un lit. Si le trouble est profond, une cure de 3 à 5 jours de ce régime de faveur, accompagnée de sédatifs, est prescrite dans une clearing station (centre de repos) situé à l'arrière du front, où il rencontre un psychiatre. Seuls les cas les plus lourds sont définitivement évacués en Grande-Bretagne, pour suivre une thérapie.

Pour la durée de la bataille de Normandie, 62 % des 11 150 patients psychiatriques américains sont retournés au front. Les Britanniques s'inspirent de cette méthode avec moins de moyens, alors que l'état-major canadien y sera réfractaire, estimant que seul le renforcement de la discipline peut éviter de tels troubles. Mais quelle que soit la méthode, et les statistiques le démontrent, le meilleur remède prophylactique qui soit sont les victoires gagnées. Car comme l'écrit le général Patton, « les soldats aiment jouer dans une équipe gagnante. »

À ces chiffres, il convient d'ajouter ceux des déserteurs et des soldats ayant pratiqué l'automutilation pour échapper aux combats. Sont ainsi recensés 95 cas de blessures suspectes, certainement consécutives à

de l'automutilation, et une vingtaine de désertions par mois de juin à août 1944 dans l'armée canadienne. Côté britannique, les cas d'automutilation passent de 52 en juin à 179 fin août. Les déserteurs passent de 27 en juin, à 216 en juillet et 522 en août. À cela s'ajoutent les « absences sans permission » ou AWOL (Absence WithOut Leave) qui croissent de 312 en juillet à 500 le mois suivant. Dans l'armée américaine, les chiffres, certainement sous-estimés, car tous les cas ne sont pas passés devant un tribunal militaire, l'automutilation ne s'élèverait qu'à 3 GIs. Les AWOL, relevés sur une plus longue période allant de juin à novembre sont au nombre de 213, dont 180 pour le seul mois d'août. Il convient d'y ajouter 169 cas de « mauvaises conduites » au combat et 141 refus de « service dangereux ».



LA VIE DES FRANÇAIS SOUS L'OCCUPATION
D'Emmanuel Thiébot

Ed. Larousse,
Octobre 2020
240 p. 25 €



La ville de Saint-Lô après les bombardements alliés.
© Naval History and Heritage Command

AU-DELÀ DES PLAGES

*La guerre des Alliés
contre la France*

par Stephen A. Bourque

traduit de l'anglais (États-Unis) par Simon Duran

En France, la fin de l'Occupation nazie est associée à deux événements : le Débarquement sur les plages de Normandie puis l'entrée de la 2e DB de Leclerc dans Paris. S'il n'est pas dans l'esprit de l'auteur d'en nier l'importance, il lui semble nécessaire d'ouvrir la focale et d'analyser toutes les facettes de la guerre menée par le général Eisenhower et les unités américaines, britanniques et caadiennes dans le ciel et sur la terre de France.

Utilisant des bombardiers comme artillerie à longue portée, Eisenhower organisa la destruction de ponts, de centres ferroviaires, de ports, d'installations militaires et même de villes entières dans le but de préserver, à tout prix, le débarquement des Alliés. Cette offensive entraîna la mort de plus de 60 000 français et causa des dommages irréparables aux cités et aux oeuvres d'art d'un État certes occupé, mais ami. En examinant la doctrine et les plans d'Eisenhower, en racontant les huit opérations principales, et grâce à des archives américaines déclassifiées, Stephen Bourque offre enfin un récit complet, profondément neuf et particulièrement percutant sur la guerre des Alliés contre la France au cours du printemps et de l'été 1944.

Les Français sous les bombes

Au printemps 1944, Michelle Chapron, alors âgée de treize ans, résidait dans une pension de la rue Verrier à Saint-Lô, tout juste à l'est du centre-ville. La préfecture du département de la Manche abritait les écoles dont étaient dépourvues les villes de moindre importance. Michelle était originaire de l'une d'entre elles, Carentan, à trente-cinq kilomètres de là, non loin de la côte. Sa logeuse, Simone

Gravey, trente-quatre ans, se démenait pour s'en sortir sous l'occupation allemande en louant à des étudiants ou des enseignants de passage les chambres libres de sa maison. Comme des millions d'autres femmes, Simone avait la vie dure. Depuis que son mari n'était plus là, il lui fallait affronter seule le quotidien avec ses quatre jeunes enfants – Jean, Georgette, Yves et Geneviève, respectivement âgés

de huit, six, trois et deux ans. Les Allemands avaient jeté son homme en prison, coupable d'avoir tenté d'échapper au STO, le Service du travail obligatoire mis en place par le régime d'occupation. Ce printemps-là, parmi les autres pensionnaires se trouvaient Augustine Barbier, soixante ans, qui enseignait dans l'école locale, et sa fille Yvonne, trente ans. Un homme employé comme instructeur venait également de prendre une chambre dans la petite maison. Michelle n'avait pas encore eu le temps de faire sa connaissance. Le 5 juin 1944, après avoir passé une semaine dans sa famille, elle était de retour dans sa chambre. Il lui fallait se préparer aux cours qui reprenaient le lendemain. Réveillée dans la nuit par les bruits du débarquement qui lui parvenaient de la côte, excitée, elle fut incapable de retrouver le sommeil. Elle se hâta de gagner son école le matin suivant, mais à son arrivée le principal lui dit : « l'école est fermée, c'est le débarquement ! » Après être passée rue Verrier pour récupérer quelques affaires, elle traversa la ville en courant pour rejoindre sa grand-mère qui vivait rue Falourdel, dans un autre quartier. Il lui fallut un bon moment pour parcourir la distance qui la séparait de la maison de sa grand-mère et grimper la colline qui y menait. Elle arriva vers midi. Sa tante Hélène étant également de visite, les trois générations de femmes passèrent la journée à essayer de comprendre ce qui se produisait autour d'elles et sur la côte. Un peu avant huit heures du soir, plusieurs bombardiers surgirent dans le ciel au-dessus de Saint-Lô, et les trois femmes contemplèrent avec horreur l'ancienne ville en proie aux flammes. Michelle apprit plus tard que ses co-pensionnaires, la famille Gravey et 350 autres de ses concitoyens avaient été tués par les bombes. Jamais elle n'oublia cette nuit épouvantable.

À Lisieux, 135 kilomètres plus à l'est, J.-P. Cordier, alors

âgé de six ans, avait enfilé son pyjama et s'apprêtait à se coucher. Quarante ans plus tard, lorsqu'il écrira sur les événements, il se souviendra de ses parents discutant de l'opportunité de fuir la ville pour échapper aux bombardements qui s'annonçaient. Tout le monde savait qu'une invasion se préparait, des avions avaient même largué des tracts exhortant les habitants à évacuer la ville. Mais sa mère était enceinte, et son père avait décidé qu'il valait mieux s'abriter dans la partie la plus sûre de la maison. Quand ils entendirent les bombardiers s'approcher de la ville, ses parents, conformément aux exercices de routine, emmenèrent toute la famille dans l'abri de fortune aménagé au sous-sol, dans le centre du bâtiment, sous l'escalier, qui paraissait offrir la meilleure protection. Soudain, les bombes se mirent à exploser dehors. L'une d'entre elles détruisit le mur arrière de la maison, et le petit J.-P. perdit connaissance. Il se souviendra s'être brièvement réveillé, avoir demandé de l'eau et entendu sa mère lui répondre. Puis il s'évanouit de nouveau et, apparemment, resta inconscient pendant plusieurs heures. Son voisin, apprit-il plus tard, le sortit des décombres et l'emmena de l'autre côté de la rue, dans une maison restée intacte. Des élèves du séminaire, qui recherchaient les survivants, le transportèrent jusqu'à l'hôpital de la ville. Il se rappellera ensuite avoir, dans son délire, disputé les infirmières qui découpaient ses chaussettes neuves pour dégager ses pieds ensanglantés. Quand il se réveilla enfin, il se trouvait toujours à l'hôpital, avec sa sœur, blessée elle aussi. Ses deux parents étaient morts, les médecins l'avaient amputé d'une jambe et sa maison avait été réduite en cendre. Hormis sa sœur, il n'avait plus rien au monde. Avec ses parents, au moins quarante Lexoviens – c'est ainsi que se font appeler les habitants de la ville – étaient morts, les blessés étant bien plus nombreux encore.

Ports et aérodromes. L'exemple de Nantes

(...) Autre port à subir les affres de la guerre : Nantes. Les Alliés attaquèrent ses quais avec leurs bombardiers lourds à au moins trente et une reprises pendant la guerre. Au cours de l'une de ces attaques, dans l'après-midi du 16 septembre 1943, 79 bombardiers lourds appartenant à la 8e force aérienne parurent soudain dans le ciel au-dessus de la ville. En ce jour de marché, les rues étaient bondées. Les bombes semèrent la panique dans le centre-ville. Des projectiles touchèrent l'hôpital, tuant presque sur-le-champ quarante malades. Le raid ne dura que sept minutes, mais il advint,

pour reprendre les mots de Paul Caillaud, le directeur de la défense passive locale, comme « une funèbre surprise ». Les bombardiers américains revinrent le 23 septembre. Au total, ces deux seules attaques tuèrent au moins 1 463 civils, en blessèrent 2 500 autres, détruisirent 700 maisons et en rendirent 3 000 autres inhabitables⁴⁷. Il est intéressant de noter que la destruction de cette cité historique n'est mentionnée qu'en passant, et sans détails, dans l'histoire officielle que la force aérienne américaine livra à l'issue du conflit. Le bombardement du 16 septembre détruisit la

Maison du prisonnier, qui coordonnait le soutien apporté aux prisonniers de guerre français détenus dans des camps en Allemagne, tuant quinze personnes de l'encadrement. Les détenus des camps en Allemagne virent dans ce drame une telle atrocité qu'ils se démenèrent pour envoyer argent et nourriture, allant jusqu'à proposer d'adopter les enfants rendus orphelins par l'attaque alliée. Comme l'historien

Robert Gildea le fait observer, « la boucle était bouclée [...] ceux qui vivaient en exil et qui avaient besoin d'aide aidaient à leur tour ceux qui, au pays, pour une fois, en avaient plus besoin qu'eux ». Nantes, bien sûr, n'était qu'une ville parmi d'autres, mais il s'agissait de l'attaque la plus mortelle qu'une ville eût endurée jusque-là en France.

C'est ainsi que fut scellé le sort des « villes martyres de Basse-Normandie »

(...) Quoique le bombardement des centres ferroviaires ait reçu beaucoup d'attention dans la plupart des récits consacrés au Débarquement, celui des villes situées dans la zone d'invasion reste à mes yeux le plus perturbant. À l'intérieur des terres, les villes les plus importantes de la région sont Caen, Lisieux et Saint-Lô. Dans le plan initial de Frederick Morgan, qui était d'empêcher les réserves ennemies de rejoindre la côte, les ponts qui se trouvent dans ces trois villes avaient été désignés comme cibles. Bien qu'elle fût plus tard modifiée, cette partie du plan, qui consistait là aussi, dit-on généralement, à créer des « goulets d'étranglement », fut conservée dans le plan de l'opération Neptune.

Fin avril, les planificateurs du 21^e groupe d'armées identifièrent 26 villes qu'ils voulaient voir « massivement bombardées au Jour J et J + 1, afin de créer des obstacles obstruant les routes ». En d'autres termes, l'armée de terre voulait que les forces aériennes pulvérisent des zones d'habitation françaises pour ralentir la progression des troupes allemandes¹⁰. Nous l'avons vu, ni Harris, ni Spaatz ne souhaitaient s'engager dans cette entreprise. Mais le 20 mai 1944, Montgomery s'en mêla et fit clairement savoir qu'après le bombardement des infrastructures sur la Seine et la Loire, bloquer le déplacement des Panzers dans la « zone intérieure proche de la tête de pont » était une priorité de la plus haute importance. Deux jours plus tard, Leigh-Mallory tint une réunion avec le commandant de la 8^e force aérienne. Doolittle fut catégorique : « les bombardiers lourds, déclarait-il, ne sont pas des armes tactiques. » Cette aversion à l'idée d'utiliser les bombardiers comme des pièces d'artillerie volantes était partagée par Harris :

« Le bombardier lourd est une arme stratégique de premier rang et l'une des armes tactiques les moins efficaces qui soient. » Tedder était du même avis et soutenait que le bombardement des axes routiers, que les planificateurs n'avaient pu organiser qu'en se basant sur l'étude des cartes, reviendrait à dilapider leurs moyens aériens et aurait pour conséquence un nombre excessif de victimes civiles.

Dans l'après-midi du 22 mai, Montgomery entendit dire que les états-majors aériens contestaient sa volonté de voir les villes bombardées. À 15 heures, il appela Leigh-Mallory pour lui demander si des modifications avaient été apportées au plan. Le commandant de l'AEAF lui assura alors qu'« il défendait le plan en l'état et qu'il démissionnerait plutôt que d'y renoncer ». Apparemment, personne n'était disposé à affronter le commandant des forces terrestres, puisque tout le monde savait qu'il aurait le soutien d'Eisenhower. Cela mit fin au débat sur l'utilité de bombarder des villes, malgré les effets que cela aurait probablement sur la population civile française. Le 5 juin, Leigh-Mallory approuva la liste des cibles, qui n'avait pas changé depuis le 10 mai. Les officiers en charge des opérations aériennes programmèrent donc la destruction de 26 villes, avec leurs églises, leurs commerces, leurs habitations. Malgré leurs protestations, Spaatz et Doolittle durent obéir aux ordres de bombarder des villes où les troupes allemandes étaient pourtant peu nombreuses, obtenant du moins, en guise de concession, de pouvoir larguer des tracts alertant les populations de l'imminence des attaques. C'est ainsi que fut scellé le sort des « villes martyres de Basse-Normandie ».

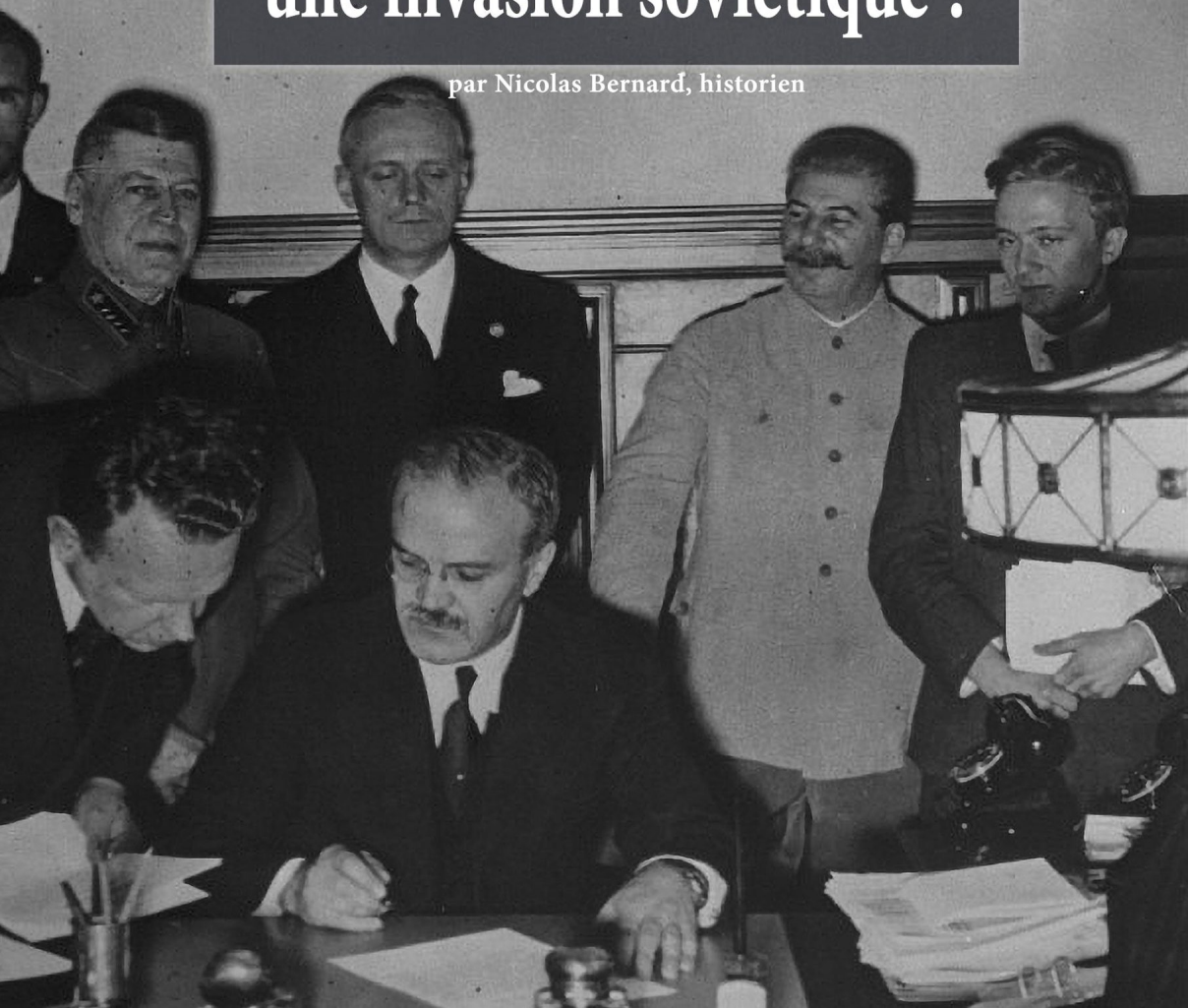
AU DELÀ DES PLAGES La guerre des alliés contre la France
De Stephen A. Bourque traduit de l'anglais (états-Unis) par Simon Duran
Editions Passés Composés, mars 2019, 420 pages, 25 €.



Un mythe d'origine nazie :

l'opération *Barbarossa* a-t-elle devancé une invasion soviétique ?

par Nicolas Bernard, historien



C'est en juin 1985, alors que la Guerre froide fait encore partie des réalités intangibles, qu'éclate la bombe. À cette date, le *Journal of the Royal United Services Institute for Defence Studies* publie un article d'un certain « Viktor Suvorov » visant à démontrer une théorie passablement fantastique : l'opération *Barbarossa* aurait en fait devancé de quelques semaines une invasion de l'Europe par l'Armée rouge, laquelle aurait employé, à côté d'un armement de pointe et de milliers de chars légers B.T. amenés à foncer sur les autoroutes allemandes, des « centaines de milliers de parachutistes » aidés, à l'occasion, de ... chars volants. Staline aurait sciemment poussé Hitler à s'engager progressivement dans une guerre avec les puissances occidentales, de manière à le frapper dans le dos le moment venu.

Quoique taillée en pièces quelques mois plus tard — et dans la même revue — par l'historien Gabriel Gorodetsky, cette thèse saugrenue n'en a pas moins prospéré, en tout d'abord parmi des historiens conservateurs d'Allemagne de l'Ouest désireux de faciliter l'assimilation du stalinisme au nazisme, puis chez plusieurs chercheurs russes postérieurement à la chute du communisme, et même quelques historiens français. « Suvorov » lui-même publiera plusieurs ouvrages pour étayer ses « certitudes », dont un paru en français en 1992 sous le titre *Le Brise-Glace*. Retour sur une théorie du complot appelée à une belle postérité.

Une théorie frauduleuse...

Derrière le pseudonyme de « Suvorov » se dissimule en fait Vladimir Rezun, ancien officier de l'Armée rouge et du G.R.U. (les services de renseignements militaires de l'U.R.S.S.) passé à l'Ouest en 1978, et qui connaît fort bien, à ce titre, les méthodes d'induction en erreur du grand public. Or, sa démonstration repose précisément sur des affirmations inexactes, des omissions, des citations tronquées ou extraites de leur contexte, à partir, non pas d'archives soviétiques, mais de témoignages et documents bien connus en Occident depuis plusieurs décennies. Le *Brise-Glace*, notamment, est structuré en une série désordonnée d'insinuations censées conduire le lecteur à adhérer, progressivement, à l'idée d'un Staline préparant activement une offensive de grand style devant se déclencher en juillet 1941. Rezun lui-même en rajoute sur sa propre personne : à l'en croire, il aurait été condamné à mort par contumace par la « justice » soviétique après sa défection. Malheureusement, on n'a pas trouvé trace d'un tel verdict...

Il est vrai que Rezun et ses épigones n'hésitent pas à recourir à des faux pour étayer leurs dires. Notamment un discours qu'aurait prononcé Staline le 19 août 1939 devant le

Politburo, peu avant de signer le pacte germano-soviétique, et révélant une tortueuse stratégie consistant à laisser l'Allemagne et les Anglo-Français s'affaiblir mutuellement dans une guerre, pour faciliter ultérieurement l'expansion soviétique. L'historien Sergeï Slutsch a établi le caractère frauduleux d'une telle pièce, diffusée en septembre 1939 par l'Agence Havas : le Politburo, transformé en coquille vide par Staline depuis plusieurs années, ne s'est pas réuni ce jour-là ; de surcroît, alors que le discours est censé avoir été prononcé en présence des dirigeants du Komintern (l'Internationale communiste), la documentation prouve toutefois que ladite direction a été tenue dans l'ignorance des événements conduisant au pacte avec Hitler. Rezun a certes fait observer qu'une décision du Politburo avait été prise le 19 août 1939, mais les archives ont parlé : il s'agissait simplement de reporter la mobilisation dans l'Armée rouge des ouvriers affectés à la construction du chemin de fer Akmolinsk-Kartali...

Ce n'est pas tout. Parmi les mille et une manières d'induire en erreur son lecteur, Rezun a souvent recours à la citation tronquée. Notamment, notre homme se targue de citer le

« Avec de tels blindés, soutient-il, l'Armée rouge aurait combiné rapidité et puissance de combat, de manière à déferler plus facilement, plus rapidement aussi, sur l'Allemagne ... »

règlement de manœuvre de l'Armée rouge de 1939 : « L'Armée rouge des ouvriers et des paysans sera la plus offensive des armées n'ayant jamais attaqué », preuve que l'U.R.S.S. était tout orientée vers l'agression et l'offensive. Or, la phrase commence ainsi : « Si l'ennemi nous impose la guerre » ... Ce qui en modifie substantiellement le sens.

Ces procédés abondent dans *Le Brise-Glace*, quand « Suvorov » ne fait tout simplement pas preuve d'incompétence crasse, notamment lorsqu'il évoque les performances du matériel soviétique. Rezun fait ainsi grand cas des B. T., chars légers produits en grande quantité par l'U.R.S.S. dans les années trente et dotés d'un système de locomotion combinant chenilles en tout-terrain et roues pour les voies routières, bref le véhicule idéal, nous dit-on, pour traverser allègrement les autoroutes allemandes, et non en pays soviétique, dépourvu de routes dignes de ce nom. Preuve, là encore, que

l'U.R.S.S. se préparait à guerroyer, non sur son territoire, mais au cœur de l'Europe.

Malheureusement pour Rezun et ses sbires, le modèle B.T. a été développé dès 1931, bien avant la construction des fameuses autoroutes allemandes, outre que la Pologne, mal desservie, faisait encore tampon entre l'Allemagne et la Russie. En vérité, un tel modèle correspondait aux attentes de l'État-Major soviétique dans la mesure où ce dernier l'estimait, contrairement à ce qu'écrit Rezun, totalement adapté à la configuration russe. Les graves lacunes du système ferroviaire soviétique et l'usure rapide des chenilles avaient conduit les Soviétiques à privilégier un compromis, à savoir ce char capable d'utiliser un système de locomotion sur roues pour prolonger l'amortissement des chenilles et prévenir une saturation des réseaux ferrés. Les cerveaux de l'Armée rouge, n'en déplaise aux « rezunistes », jugeaient de tels engins capables de filer

à toute allure en territoire soviétique. Au demeurant, les B. T. ont participé d'ailleurs à la bataille du Khalkin-Gol contre les Japonais en août 1939, sur une surface bien désolée...

Autre « erreur » de Rezun, qui évoque un « mystérieux » char A-20, désignant un projet de tank combinant roues et chenilles, au blindage bien plus renforcé que celui des B.T., et amené à devenir le « roi de la route ». Avec de tels blindés, soutient-il, l'Armée rouge aurait combiné rapidité et puissance de combat, de manière à déferler plus facilement, plus rapidement aussi, sur l'Allemagne. Le problème est qu'un tel engin, conçu en 1938, est en fait demeuré à l'état de prototype, abandonné au profit du célèbre T-34. Quant à cette énigmatique lettre « A », qui aurait signifié « autoroute » pour Rezun, elle traduisait en fait l'origine géographique du prototype, à savoir une usine de Kharkov !

Ci-contre : les chars B.T.7, dernier modèle de la série BT, au moteur et réservoir plus grand qui accroissait son rayon d'action. Le B.T.7 roulait à plus de 50 km/h, sans amoindrir ses performances au combat.

Page de droite : des soldats russes faits prisonniers. Biélorussie, juillet 1941.



... d'origine nazie

N'en jetons plus. Réfuter les « arguments » de Rezun et ses acolytes nécessiterait plus qu'un livre. Rappelons tout de même que leur théorie tire ses racines de la propagande nazie. Hitler, dès le 22 juin 1941, a proféré ce mensonge dans certains de ses discours, faisant de l'opération *Barbarossa* une offensive préventive, tendant à sauver l'Europe de la menace « judéo-bolchevique ». Au printemps 1942, la revue nationale-socialiste *Signal* est allée jusqu'à exposer les « preuves » d'un imaginaire plan d'invasion soviétique de l'Europe, « révélé » par des témoignages et des documents saisis. Interrogés en attendant de comparaître au procès de Nuremberg, les conseillers militaires de Hitler, le Maréchal Keitel et le général Jodl, ont repris cette fable à leur compte — mais leurs collègues de la Wehrmacht ne semblent pas les avoir suivis, tel un Von Rundstedt qui n'a pas caché que les forces soviétiques qui faisaient face à son groupe d'armées, en été 1941, n'étaient nullement en position de prendre l'offensive.

Après la guerre, la théorie de « l'offensive préventive » s'est cristallisée chez certains plumitifs d'extrême droite en Allemagne de l'Ouest, avant de connaître une certaine notoriété grâce à Rezun, sans que l'on puisse clairement, à ce jour, discerner ses mobiles. D'autres auteurs russes, tels que Mikhaïl I. Meltyukhov, auteur de *L'occasion manquée de Staline*, ont tenté de raffiner les thèses de Rezun pour tenter de réhabiliter la figure de Staline, mais en se fondant sur des « preuves » tout aussi controuvées.

En vérité, Hitler n'a pas agi pour sauver l'Europe, mais pour donner corps à ses fantasmes d'anéantissement du « judéo-bolchevisme », qui l'agitaient depuis vingt ans : attaquer l'U.R.S.S. revenait, pour le Führer, à porter un coup fatal aux Juifs qui, dans son imaginaire paranoïaque, tirent les ficelles de la politique mondiale et pervertissent le sang des peuples ; et à donner au peuple allemand un vaste espace vital, de quoi lui donner plus que l'autosuffisance, la puissance mondiale elle-même. Le pacte germano-soviétique de 1939 lui donnait les mains libres pour exécuter les phases préalables de ce plan : écraser la Pologne, qu'il méprisait, puis vaincre la France, qu'il exécutait, et enfin contraindre l'Angleterre, qu'il admirait, à négocier une paix de compromis, en attendant de se retourner vers l'Est. Voyant que les Britanniques, malgré la chute de la France, ne se résignaient pas, le dictateur nazi avait décidé de mettre les bouchées doubles, à savoir éliminer l'U.R.S.S. avant que la Grande-Bretagne ne soit en mesure de l'en empêcher avec l'aide des États-Unis.

Staline, pour sa part, avait bien compris que l'Allemagne nazie constituait, pour la Russie, la menace principale. Après avoir vainement tenté de convaincre l'Angleterre et la France de s'allier avec lui contre Hitler, il n'avait eu d'autre

choix que de conclure, toute honte bue, le pacte de non-agression du 23 août 1939, qui le préservait de la guerre et lui offrait, Hitler l'avait promis, l'extension de l'U.R.S.S., notamment en se partageant la Pologne avec les nazis. Staline espérait certes que la guerre dure, mais ne souhaitait nullement une victoire nazie, et la débâcle française de 1940 l'avait catastrophé.

Et pour cause ! Staline, de longue date, n'ignorait nullement que l'Armée rouge, saignée par les grandes purges des années trente et dont le matériel, certes nombreux, était en partie obsolète, devait être remise à niveau face à la redoutée Wehrmacht. Ce qui allait amener le Kremlin à tenter, vainement, de gagner du temps, quitte à sous-estimer les ardeurs destructrices de Hitler. Loin de vouloir l'attaquer, Staline souhaitait... le corrompre, grâce à une colossale aide économique. La surprise, le 22 juin 1941, n'en sera que plus amère. L'armée allemande prendra en défaut une Armée rouge en pleine refonte, manquant de peu de lui porter, d'emblée, des coups mortels. En d'autres termes, Staline n'a pas cherché à devancer Hitler : ses forces n'en avaient pas les moyens, et il ne l'ignorait pas. À l'inverse, il a plutôt essayé de l'amadouer, au point qu'un historien comparera la politique soviétique de l'époque à celle du régime de Vichy !

C'est dans ce contexte que le dictateur soviétique rejettera violemment, au mois de mai 1941, une timide suggestion de ses généraux tendant à attaquer préventivement les Allemands, dont les préparatifs n'étaient pas passés inaperçus. Les plans de guerre soviétique demeureront donc inchangés : défense active initiale, suivie de vastes contre-offensives. La Wehrmacht se chargera de les rendre caducs. 



Pearl Harbor : un complot de Roosevelt et Churchill ?

par Nicolas Bernard, historien



Dimanche 7 décembre 1941 : à l'aube, sans déclaration de guerre, l'aéronavale japonaise bombarde la base américaine de Pearl Harbor, dans l'archipel des Hawaii. C'est un massacre, plus qu'une bataille : cinq cuirassés américains sont coulés, trois endommagés plus ou moins grièvement ; dix autres navires sont touchés, dont trois croiseurs endommagés, quatre destroyers pour moitié envoyés par le fond, pour moitié avariés ; cent quatre-vingt-huit avions sont également détruits, cent cinquante-neuf autres endommagés. On recense 2 403 morts, dont 68 civils, et 1 178 blessés, dont 35 civils. La Flotte américaine du Pacifique est sinistrée ; seuls ses porte-avions, affectés sur d'autres secteurs, ont providentiellement échappé au drame. Le Japon peut désormais s'emparer des colonies occidentales d'Extrême-Orient sans crainte pour ses arrières. Dans la douleur, les États-Unis, à leur tour, sont plongés dans la Seconde Guerre mondiale. Au moins la population américaine fait-elle bloc autour du Président Roosevelt, qui stigmatise cet acte d'« infamie », d'autant plus caractérisé que des négociations étaient en

cours avec le Japon pour contenir son expansion... Pearl Harbor entre dans le langage courant, synonyme d'attaque traîtresse. Pourtant, depuis, c'est une autre rumeur qui circule : Roosevelt, voire Churchill, auraient su à l'avance ce qui se tramait, pour piéger le Japon et entraîner avec eux, contre les forces de l'Axe, le peuple américain jusque-là réticent à partir en guerre. La rumeur naît pendant la guerre elle-même. En effet, l'amiral Kimmel, commandant la Flotte du Pacifique, et le général Short, qui dirige la garnison d'Hawaii, paient leurs — réelles — erreurs d'appréciation, et sont limogés. Or, ils comptent sur de puissants appuis, si bien que les commissions d'enquête se succèdent, tantôt accablantes, tantôt indulgentes, envers ces deux chefs militaires, ce qui génère maints ragots ciblant les prétendues responsabilités de la Maison-Blanche. Après la guerre, le contre-amiral Théobald entreprend de réhabiliter son ami Kimmel, et accable le défunt Roosevelt. Les allégations de Théobald seront reprises et « raffinées » par maints auteurs conspirationnistes et négationnistes. Or, elles ne



résistent pas à l'examen.

Les conspirationnistes rappellent que les services de renseignements américains étaient parvenus, bien avant le raid, à « casser » le code diplomatique japonais, ce qui leur aurait permis de prédire l'attaque : il n'en est rien, car les messages diplomatiques nippons ne faisaient pas état de cette opération, hormis divers indices dont le sens ne s'est révélé qu'après coup ; tout au plus révélaient-ils la dégradation des relations nippo-américaines, et ont-ils permis au gouvernement de s'attendre à une attaque japonaise, oui, mais en Asie du Sud-Est ... Les conspirationnistes prétendent également que les Américains auraient pu décrypter, ne serait-ce qu'en partie, le code de la Marine impériale japonaise, ce qui est inexact ; en toute hypothèse, l'escadre de bataille japonaise en route vers les îles Hawaii a maintenu le silence radio, si bien qu'elle ne pouvait être détectée. D'aucuns ont même prétendu que les services de décodage britanniques auraient intercepté l'ordre de mission délivré fin novembre 1941 à cette escadre, ce qui est impossible : ledit ordre a été transmis... manuellement !

Les théories du complot ciblant Roosevelt et Churchill, non seulement s'appuient sur une lecture peu rigoureuse, voire frauduleuse, des archives et des témoignages, mais reviennent à mépriser le contexte et à dénaturer la politique étrangère américaine et britannique de l'époque. Contrairement à ce qu'ils allèguent, Roosevelt et Churchill espéraient dissuader le Japon d'entrer en guerre. L'ennemi principal, à leurs yeux, était l'Allemagne de Hitler, et ils ne tenaient pas à s'encombrer d'un second front en Asie et dans le Pacifique. À tout le moins espérait-on, à Washington et à Londres, retarder l'offensive japonaise (ce qui revenait à compromettre sans se compromettre), pour renforcer leurs garnisons exposées, tant à Singapour qu'à Hong Kong, tant aux Philippines qu'aux îles de Wake et de Guam. Le Japon, cependant, sera plus rapide. Et plus imaginatif : personne, dans les cercles de pouvoir anglo-saxons, ne concevait que la Marine impériale pousserait l'audace jusqu'à naviguer cinq mille kilomètres dans les eaux agitées du Pacifique septentrional pour frapper à Hawaii même... ~



Martin BORMANN

Sept erreurs et une vérité

par François DELPLA, historien

Ce discret bureaucrate, inconnu du public avant sa mort et brusquement célèbre au lendemain de celle-ci, est sans doute l'un des personnages historiques les plus calomniés ... alors qu'il était loin d'être un saint. Simplement, les forfaits qu'on lui reproche ne sont pas les bons. En quelques années d'enquête et fort d'une ample connaissance du régime hitlérien, je viens d'écrire sa première biographie d'historien, mes quelques devanciers étant tous des journalistes à l'exception du premier, un rescapé de la Shoah devenu collecteur de documents sur le nazisme, Joseph Wulf, en 1962. Les traits du personnage avaient été surtout fixés par le rédacteur en chef de *Stern*, Jochen von Lang, en 1977. Les trois sous-titres de son livre, « *L'homme qui gouvernait Hitler* » pour l'original allemand, « *L'homme qui manipulait Hitler* » pour la traduction en anglais et « *L'éminence grise de Hitler* » pour la version française, offrent un bon aperçu des erreurs que je vais essayer de dissiper, tout en expliquant leur genèse.

Né en 1900, élevé en Thuringe, Martin Bormann rejoint le Parti nazi à Weimar en 1927 et, remarqué par la direction nationale, est embauché au siège munichois du Parti en 1928 comme employé aux écritures. Le chef adjoint des SA, Otto Wagener, lui confie bientôt la direction de leur caisse d'assurance, cependant qu'il séduit et épouse la fille, prénommée Gerda, du président du tribunal interne,

Walter Buch. Il est alors certainement remarqué par Hitler et par son second, Rudolf Hess. Nommé « représentant (Stellvertreter) du Führer » et chargé de diriger le Parti en son nom en avril 1933, peu après la prise du pouvoir, Hess choisit Bormann comme adjoint en juillet avec le titre de « chef d'état-major » ; Bormann obtient en décembre celui, envié, de *Reichsleiter*.

ERREUR N°1 - La prétendue marginalisation de Rudolf Hess

Hess, perclus de problèmes psychologiques, aurait été un chef de parti médiocre et effacé, et Bormann en aurait profité pour usurper son rôle. En fait, Hess était aussi efficace que discret, tout en étant un proche complice de Hitler. La légende de son inaction tient beaucoup à sa brusque disparition en pleine guerre par voie aérienne, pour essayer d'obtenir la paix à Londres avant l'attaque allemande contre

l'Union soviétique. Il tombe sous le sens qu'il n'avait pu agir à l'insu de Hitler. Il n'est pas moins évident qu'au cas où il serait arrêté et jeté en prison il ne devait en aucun cas avouer qu'il était envoyé par son chef, ce qui aurait eu le double inconvénient d'exaspérer Mussolini (qui comptait bien rafler quelques possessions anglaises dans une guerre victorieuse) et de prévenir Staline que son pays était l'unique et prochaine cible de la Wehrmacht. Le mythe d'un Hess perturbé et en demi-disgrâce, essayant de reconquérir la pleine faveur de son ami par un exploit sportif et diplomatique, s'enracine dans ce besoin : c'est ainsi que la discrétion de Hess à la tête du Parti s'est muée, pour l'histoire, en inaction et que l'activité de Bormann comme bras droit s'est muée en arrivisme et en efforts pour marginaliser son supérieur.



Ci-contre : Adolf Hitler à Munich le 20 février 1941 aux funérailles d'Hermann Kriebel (l'un des organisateurs du putsch de 1923) , en compagnie de Rudolf Hess, Hermann Göring et Joachim von Ribbentrop.



Ci-contre : Adolf Hitler avec Hermann Göring, Wilhelm Keitel et Martin Bormann à la Wolfsschanze l'après-midi après l'échec de la tentative d'assassinat à la bombe le 20 juillet 1944. © Crédit photo : Archives nationales numériques de Pologne.

ERREUR N°2 - L'introuvable arrivisme

Responsable de la caisse d'assurance du NSDAP en 1930, adjoint de Rudolf Hess à la direction du Parti depuis juillet 1933, succédant à ce supérieur en mai 1941, nommé « secrétaire du Führer » le 12 avril 1943 — un Führer dont il gérât nombre d'affaires personnelles depuis le milieu des années 1930 —, Bormann est censé s'être élevé en dénonçant à Hitler les travers des autres dirigeants pour accaparer peu à peu leurs prérogatives.

Bien des documents attestent qu'il avait effectivement cette réputation, mais aucun ne le prend sur le fait. Mieux, Goebbels émet plusieurs fois dans son journal des doutes sur sa loyauté envers lui, avant de se rétracter. Son ascension est due, bien plutôt, au besoin qu'éprouvent Wagner, Hess et Hitler d'avoir un collaborateur efficace et honnête.

Sa réputation d'arriviste effréné, jouant des coudes au détriment d'une foule de collègues, vient plutôt de la jalousie de ceux qui se voient frustrés, par ses promotions, de leurs espérances, ou rétrogradés de leurs positions. Le cas le plus flagrant, et le mieux documenté, est celui d'Albert Speer. Les ressorts de l'ascension de Bormann lui sont, en fait, extérieurs et résident dans des circonstances qu'il n'a pas créées lui-même : Hitler n'a plus le temps de s'occuper de ses finances ou de ses domaines, Hess se jette dans la gueule du loup anglais, l'accumulation des défaîtes et des difficultés rend le chef nazi, à partir de 1942, de plus en plus soupçonneux quant à la discipline et au zèle de ses autres lieutenants.

ERREUR N°3 - Le tri des informations et des visites

L'accusation fréquente d'avoir trié les relations du Führer et de l'avoir désinformé n'est pas mieux attestée. Et quand elle l'est, Bormann a accepté de prendre sur lui la faute, alors que c'est Hitler qui ne voulait pas voir les gens, ou savoir les choses. Ainsi on a eu grand tort de croire le photographe Heinrich Hoffmann, lorsqu'il se plaignait après

la guerre d'avoir été tenu éloigné de Hitler par Bormann sous le prétexte d'une maladie contagieuse imaginaire. Car de son propre aveu, quand Hoffmann avait fait intercéder son amie Éva Braun, Hitler avait non seulement confirmé la sentence, mais interdit à sa compagne de fréquenter le pestiféré !

ERREUR N°4 - La mauvaise influence du mauvais génie

En tant que chef d'état-major de Hess puis, après sa disparition, en tant que « chef de la chancellerie du Parti », Bormann signe un grand nombre de directives dans lesquelles sa propre influence est difficile à distinguer de celles de Hitler, de Hess et de ses propres subordonnés. Il ne faut donc pas s'empressez de lui attribuer un rôle moteur, par exemple en matière d'antisémitisme, et on le fait couramment. Speer, là encore, se singularise en écrivant carrément que Hitler, tout à ses besognes de politique extérieure, aurait oublié son programme de persécutions raciales s'il n'y avait eu, pour les lui rappeler, et Goebbels, et Bormann. Le procès de Nuremberg joue ici un rôle majeur, et pas seulement lors de la défense de Speer. Les autres accusés le chargent aussi, alors que sa place dans le box est restée vide — car, les témoignages sur son décès dans la bataille

de Berlin étant contradictoires, il figure parmi les inculpés et va être condamné à mort par contumace. Son avocat, à l'approche de la clôture des débats, se plaint en ces termes : « je me trouve dans une situation particulièrement délicate. J'ai entendu de nombreux témoins et fait de nombreux efforts, mais je ne trouve rien à la décharge de mon client. Tous les témoins sont animés d'une haine notable à l'encontre de Bormann et ils s'efforcent tous de le charger, pour se décharger eux-mêmes. Ce qui entraîne mes difficultés. L'homme lui-même est vraisemblablement mort et ne peut me donner le moindre renseignement. »

Il serait temps, en 2020, d'examiner avec circonspection les déclarations des accusés de Nuremberg et des témoins cités par leurs défenseurs.

ERREUR N°5 - Le persécuteur des Églises

Dans le domaine religieux, Bormann fait preuve d'un zèle personnel. Son hostilité obsessionnelle envers le christianisme est attestée par sa correspondance avec sa femme, dont les deux dernières années ont été conservées. Il l'exhorte notamment à tenir leurs dix enfants éloignés de toute influence cléricale. Et il fait avec zèle saisir les biens des monastères. Pour autant, faut-il estimer que Hitler avait

besoin, dans ce domaine, d'un « mauvais génie » ? Au contraire, on voit Bormann s'empresse de rendre compte à ses subordonnés provinciaux, les gauleiters, d'une conversation où Hitler a développé un argumentaire en dix points sur le caractère anti-scientifique et antihygiénique du christianisme.

ERREUR N°6 - L'intrigant

Bormann aurait augmenté ses domaines de responsabilité et sa prise sur les événements en ourdissant des intrigues en permanence. D'un autre côté, on souligne qu'il s'emportait facilement. Il faudrait choisir ! En vérité, il était plutôt brutal, hurlant volontiers contre ses subordonnés. Devant des égaux ou des supérieurs, il se contrôlait d'habitude, sans qu'on puisse parler d'hypocrisie. « Intrigant », c'est justement le reproche qu'il fait à Karl Brandt, l'un des médecins de Hitler et son principal homme de confiance pour les aspects criminels de la médecine nazie, lorsqu'en août 1944 Hitler veut le placer à la tête de la politique de santé au détriment de Léonardo Conti. On sait par une lettre à Gerda que Bormann soutient Conti en mettant sa démission dans la balance, et se dispute toute une journée avec son Führer sans céder un pouce de terrain. Le document est unique, mais fiable : on voit mal un mari inquiéter exprès sa femme en inventant qu'il a mis son emploi en danger. Dans cette lettre il met en avant le travail d'équipe qu'il mène depuis longtemps avec Conti sur ces questions. Le vrai Bormann est là, et non dans un dépôt incessant de peaux de bananes sur les pas des concurrents.

ERREUR N°7 - Le tyran domestique

Le reproche récurrent d'avoir maltraité femme et enfants repose sur un dossier des plus légers. Il aurait humilié Gerda un jour où le couple recevait à déjeuner celui de Walter Darré (un nazi disgracié plus tard et empli de rancunes), il l'aurait agonie publiquement pour une chemise qui n'était pas à son goût. Son fils Martin junior témoigne qu'il était coléreux, mais non physiquement brutal. La correspondance des deux dernières années (publiée en 1954 par François Genoud) montre un mari attentionné, aimant, écrivant souvent et téléphonant presque quotidiennement, éprouvant le besoin (précieux pour l'historien) de détailler certains aspects de son travail, se conduisant en chef, mais non en dictateur...

Quant à sa réputation de séducteur impénitent, elle semble



Ci-contre : Hitler, Eva et Gerda Bormann avec les enfants Bormann et Speer, tirés des albums d'Eva Braun le 31 décembre 1939 © Crédit photo: Archives nationales du Collège Par.

bien à l'heure actuelle extrapoler un cas unique, présenté dans cette correspondance avec force détails. Vers la fin de 1943, il entame une liaison avec une star de cinéma amie du couple, Manja Behrens, et ne tarde pas à l'avouer à sa légitime. Elle se montre très compréhensive... et, en fait, plus que lui ! En nazie fanatique, elle tient à ce que les jeunes femmes qui, comme Manja, ont perdu un fiancé puissent enfanter tout de même et elle propose une cohabitation sous le même toit, en s'arrangeant pour que les deux partenaires, épousées en bonne et due forme grâce à un aménagement de la législation, soient enceintes alternativement. C'est lui qui la rappelle à la raison ! Mais tous deux, en bons nazis, sont finalement déçus par Manja, qui se montre insuffisamment patriote et obstinément chrétienne.

Et pourtant ...

La réhabilitation qui précède, touchant l'homme privé comme l'homme de parti, n'est pas faite pour le rendre sympathique, en raison d'un fait tout simple : le maître en faveur duquel il déployait autant d'intelligence, de zèle, de loyauté et d'efficacité était un meurtrier multirécidiviste. Certes il ne confiait pas tous ses secrets à ce « secrétaire », certes il pouvait ordonner des assassinats, et notamment celui des Juifs, par d'autres intermédiaires (Himmler et tout un organigramme de SS en l'occurrence), mais, ne serait-ce que pour des raisons pratiques, certains ordres de ce genre passaient nécessairement par Bormann — qui s'entendait d'ailleurs avec Himmler beaucoup mieux qu'on ne l'a dit. Sur un plan individuel, sa participation au processus qui conduit aux suicides sur ordre de Rommel, ou du gauleiter mosellan Bürckel, est documentée. Parmi les meurtres de masse, Bormann joue un rôle moteur dans la nazification croissante de la justice qui conduit par exemple, à partir du deuxième semestre de 1942, à saisir les petits délinquants dans les prisons pour les assassiner « par le travail », l'expression figurant en toutes lettres dans certains textes. Bormann était en outre, par ses contacts avec les médecins nazis, personnellement impliqué dans les meurtres de handicapés. Et à la toute fin de la guerre, quand des SS écrément les prisons et les camps pour assassiner des cibles précises (Canaris, Albrecht Haushofer, Grynszpan, Elser, etc.), il est difficilement concevable que le secrétaire n'ait pas transmis au moins quelques-uns des ordres nécessaires.

En tout cas il n'aurait eu aucun scrupule à le faire, tant il avait foi en celui qui les donnait et tant il comptait, de plus en plus, sur son génie et sa baraka pour empêcher au dernier moment le Reich de sombrer. On peut en trouver confirmation dans sa propre fin : privé de Hitler, il imite son suicide au bout de deux jours sur la passerelle d'une gare berlinoise, après avoir tenté de franchir les lignes soviétiques, sans grande conviction.

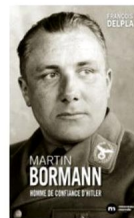
Au total, les erreurs sur Bormann sont symétriques de celles qu'on fait sur Hitler. On a longtemps rechigné à reconnaître à celui-ci la moindre qualité de chef et, partant, on a gonflé le rôle de ses lieutenants, au petit bonheur. Depuis un livre de 1942, le *Behemoth* de Franz Neumann, la légende d'une « polycratie nazie » pollue les analyses, même récentes. Une meilleure compréhension de la place de Bormann participe d'une salutaire révision à cet égard, permettant de mieux cerner le rôle des obsessions hitlériennes et la panoplie des leviers avec lesquels le Führer les matérialisait. 



François Delpla, docteur HDR en histoire, consacre depuis trente ans son activité d'historien au nazisme et à la Seconde Guerre mondiale. Il a écrit la seule biographie française de Hitler (Grasset, 1999) et la synthèse la plus récente sur le Troisième Reich (Perrin, 2014). Ses derniers ouvrages, chez Nouveau Monde éditions, outre la biographie de Martin Bormann présentée dans ce numéro, sont : *Hitler/Propos intimes et politiques* (2 volumes) et *Hitler et Pétain*, tous deux réédités dans la collection de poche Chronos.

Le rôle de Martin Bormann dans la mort d'Erwin Rommel (octobre 1944)

Auréolé de ses victoires sur les Français en 1940 puis sur les Anglais en Libye, qui lui ont valu un titre de maréchal en 1942, Erwin Rommel, à cinquante-deux ans, commande le groupe d'armées B qui s'efforce de contenir les troupes alliées débarquées en Normandie lorsqu'il est gravement blessé, le 17 juillet 1944. Le 19 septembre, en convalescence dans son domicile de Herrlingen, près d'Ulm, il reçoit la visite d'un cadre du Parti nazi qui rapporte aussitôt leur conversation à Martin Bormann. Alors qu'il avait exprimé devant Hitler lui-même son pessimisme sur l'issue de la guerre le 17 juin 1944, sans participer pour autant à la conspiration qui aboutit au coup d'État avorté du 20 juillet, il en vient alors à critiquer Hitler lui-même pour son obstination. Le 28 septembre, Bormann charge un de ses collaborateurs d'une enquête de voisinage, pour déterminer si Rommel garde ses jugements pour lui ou s'ils sont connus dans la région. Rommel reçoit le 14 octobre la visite de deux généraux, dont Burgdorf, le plus proche collaborateur militaire de Hitler, qui l'invitent à se suicider en échange de funérailles nationales et de l'immunité pour sa famille, et il accepte le marché. Son décès est officiellement attribué à ses blessures, ce qui ne peut tromper les officiers informés qu'elles ne mettaient plus ses jours en danger, mais les incite d'autant plus à se garder de toute parole dissidente. Et devrait les dissuader de désigner l'un des leurs comme candidat à la direction d'un pouvoir de transition, après le renversement du dictateur, comme il est advenu en Italie avec le maréchal Badoglio. Le rôle de Bormann dans cette intrigue, connu depuis 2004, illustre sa proximité criminelle avec Hitler, en ces derniers mois du régime.



MARTIN BORMANN L'homme de confiance d'Hitler

De François Delpla
Ed. Nouveau Monde
Octobre 2020
416 p. 21,90 €

4 QUESTIONS À François Delpla

Hitler surpris qu'on lui déclare la guerre ?

En août-septembre 1938, aucun pays d'Europe n'est prêt pour une guerre, et l'Allemagne moins que tout autre : aucun allié, aucun neutre bienveillant sauf la Pologne, deux divisions blindées, une SDN pas encore totalement discréditée où l'URSS s'active pour créer un front commun contre elle... Fin août 1939, l'Allemagne a 6 divisions blindées, elle a ligoté l'URSS dans un pacte, la conférence de Munich a rendu les neutres prudents tout en court-circuitant la SDN, mais la France et l'Angleterre ont juré à la

face du monde qu'elles assisteraient la Pologne en cas d'attaque allemande. Elles sont au moins tenues de déclarer la guerre, à défaut de la faire vraiment, quand l'Allemagne déclenche une attaque écrasante sur toutes ses frontières avec son voisin oriental. Et on voudrait que Hitler ait été sur le point de déclencher une guerre européenne en 1938 sur la question des Sudètes, mais ait été surpris et désemparé de s'en faire déclarer une en 1939 ? C'est lui prêter une absence totale de connaissance du jeu diplomatique,

d'esprit calculateur et même de bon sens.

En fait c'est son apparente reculade de 1938 qui lui permet de tenir ce discours. On pense (à juste titre) qu'en 1938 il bluffait pour se faire donner les Sudètes sans guerre, et (à tort) qu'il espère en 1939 obtenir Dantzig de la même façon. Il joue sur ce rapprochement pour justifier sa surprise et protester, pendant tout le conflit, qu'en 1939 il a été « encerclé » et n'a fait que se défendre.

Hitler et ses grands chefs militaires sidérés par la rapidité de l'effondrement français ?

Un colonel de la Bundeswehr, Karl-Heinz Frieser (né en 1949), dans un livre de 1995 intitulé *Blitzkrieg-Legende*, a mis à la mode l'idée que la rapidité de la victoire allemande avait surpris tout le monde, à commencer par l'assaillant. Son ouvrage est spécialement méprisant pour les capacités de Hitler, qu'il s'agisse de son intellect, de sa maîtrise de lui-même ou de ses qualités de chef. Cependant, les connaissances politiques de l'auteur ne valent pas ses compétences militaires et il ne s'intéresse guère au fonctionnement du Troisième Reich, pas plus qu'il ne s'interroge sur ses objectifs. Il semble considérer le nazisme comme un pur déchaînement de violence, que les agents civils et militaires de l'État s'efforcent de canaliser. Ainsi Hitler, affolé par la déclaration de guerre anglo-française, serait désemparé quand Londres et Paris refusent la paix après la liquidation de la Pologne. C'est le général Erich von Manstein qui lui sauverait la mise, par un plan astucieux pour percer les défenses françaises dans la région de Sedan. Cependant, lors de l'exécution, Manstein ayant été exilé en Prusse orientale, Hit-

ler montrerait une nervosité constante et une frilosité excessive, et l'offensive s'enliserait si deux généraux de l'avant, Guderian et Rommel, ne fondaient en ignorant les ordres. La chance aidant, ils ne trouvaient devant eux que des boulevards, grâce à des négligences et à des erreurs imprévisibles des généraux français.

À aucun moment cet auteur ne s'interroge sur le but de l'offensive. Il n'est autre que la paix, et une paix très rapide, dont les conditions sont esquissées par Göring devant un intermédiaire suédois, Birger Dahlerus, le 6 mai : quelques légers remaniements de frontière en France et en Belgique, et quelques colonies (cela semble viser la restitution des colonies allemandes d'Afrique, confisquées en 1918), pour solde de tout compte. En d'autres termes, la France payerait l'addition, par la perte de son prestige militaire et du meilleur de son armement, tandis que le Royaume-Uni abandonnerait le continent à une domination allemande, sans subir d'autre dommage. Ainsi s'accomplirait le programme dessiné dans *Mein Kampf* en 1926 : faire admettre à la Grande-Bretagne une hégémonie alle-

mande sur l'Europe, tout en liquidant la puissance militaire française.

Cela suppose une victoire rapide, qui induise à Paris comme à Londres le désir de signer non moins rapidement une paix étonnamment « généreuse ». Mais sur le terrain il faut contenir l'ardeur des troupes et, en particulier, les maintenir au nord d'une ligne Somme-Aisne et les tenir à bonne distance de Paris. Sans le dire aux officiers, qui s'imaginent en train de prendre une revanche sur leurs défaites de 1914-1918, aux dépens de l'Angleterre autant que de la France. Ainsi, s'explique une répartition des rôles entre Hitler, qui freine apparemment le mouvement, mais en fait contrôle son ampleur et sa direction, et les généraux de blindés qui foncent... dans des azimuts qui lui agréent : la Manche puis Dunkerque, afin de prendre en otage, dans la lisière nord de la France et le sud de la Belgique, toute l'aile marchande adverse et de rendre irrésistible l'aspiration à la paix.

Une issue que la lucidité et la ténacité de Churchill barrent de justesse.

Himmler a-t-il trahi Hitler ?

Les camps de concentration allemands ne sont pas, pendant la guerre, un pur enfer sans issue. Ils sont aussi, suivant un procédé usuel du pouvoir hitlérien, un moyen de chantage.

Les SS qui les gèrent, et tout particulièrement leur chef Heinrich Himmler, s'engagent très tôt dans un processus de négociation avec les Alliés, souvent par l'intermédiaire de la Croix-Rouge, au sujet des résistants et des Juifs non encore exécutés. La correspondance, les colis, et même parfois des libérations, en sont l'objet. Au fur et à mesure que la situation du Reich se détériore, des tentatives de négociations politiques se greffent tout naturellement sur ces contacts : les Allemands entreprennent de diviser leurs ennemis en brouillant l'État soviétique avec ses partenaires occidentaux, par des rumeurs sur des contacts dont il est exclu. Mais l'ambition suprême est d'obtenir un regroupement général des pays capitalistes contre les « Rouges », en attirant l'attention des élites occidentales sur le danger d'une gigantesque poussée soviétique en Europe.

Les études sur ces contacts, longtemps clairessemées, commencent à devenir plus nombreuses, mais la question la plus importante reste largement en friche : que savait Hitler de ces contacts et qu'en pensait-il ?

Le responsable SS des affaires étrangères, Walter Schellenberg (1910-1952), racontait avec vraisemblance au lendemain de la guerre qu'il avait longuement évoqué avec Himmler, le 12 août 1942, la nécessité de négocier une paix de compromis, pro-occidentale et antisoviétique, pendant que les forces du Reich étaient à leur zénith. Il devait prendre contact avec les Anglais en Suisse pendant que Himmler obtiendrait avant Noël, pour adresser un signal de bonne volonté, le remplacement aux Affaires étrangères de l'intransigeant Ribbentrop par un pro-occidental tel que Franz von Papen. Mais Himmler n'avait pas osé en parler clairement à Hitler, Ribbentrop était resté en place et les contacts noués en Suisse étaient restés sans lendemain.

Au premier semestre de 1943, le jeune SS Hans Zech-Neuntwisch s'infiltra au Royaume-Uni sous couleur d'une désertion par la Suède, et présente son mouvement comme divisé entre des jusqu'aboutistes qui ne veulent pas entendre parler de paix et des réalistes qui, comme lui, recherchent une entente avec l'Occident. Himmler serait hésitant, mais les conspirateurs n'hésiteraient pas à se débarrasser de lui au besoin ni de Hitler.

Il est extrêmement difficile d'imaginer que ces palabres échappent à l'attention du Führer, qui a précisément créé les SS

à l'imitation des Jésuites, lesquels font un vœu spécial d'obéissance au pape. Quand on crée un tel mouvement, on le surveille, on s'arrange pour qu'en temps de crise et de difficultés, précisément, il ne soit pas gangrené par le doute et reste un instrument docile.

Venons-en aux fameuses négociations Himmler-Bernadotte, de février à avril 1945, racontées dans un livre dès juin 1945 par le prince suédois, qui représentait la Croix-Rouge de son pays en Allemagne. Amorcés au sujet des déportés scandinaves, ces pourparlers débouchent, à l'initiative de Himmler, sur une demande de rencontre entre le chef SS et le général américain Dwight Eisenhower, afin de lui proposer les services de son organisation pour faire obéir les Allemands, dans le cadre d'un regroupement général contre la poussée soviétique. Le 24 avril, Himmler va jusqu'à dire à Bernadotte, pour augmenter sa crédibilité, que le Führer est à l'agonie et la succession sur le point de lui échoir — ce qui laisse entendre soit que Hitler va se suicider, soit qu'il sera liquidé par son successeur. Une étude récente de l'historien helvétique Sébastien Farré, succédant à beaucoup d'autres fondées sur les riches archives de la Croix-Rouge, ajoute foi systématiquement aux dires de Himmler quand il prétend faire tout cela en cachette de son maître. Mais ce n'est pas toujours ce qu'il dit ! D'après certaines sources (dont Bernadotte), en février 1945, il prétend encore qu'il tient Hitler au courant et ce n'est qu'en avril qu'il a l'air de faire cavalier seul.

Tout cela apparaît cousu de fil blanc. À aucun moment Himmler ne donne en fait l'impression de trahir, il sert au contraire fidèlement les intérêts de Hit-



Ci-contre : Heinrich Himmler félicite Adolf Hitler pour son 51^e anniversaire à Berlin le 20 avril 1940.

© Crédit photo: Archives nationales numériques, Polan

ler et sa politique. Y compris quand celui-ci, vers le 20 avril, se résigne à se suicider dans Berlin envahi, sauf miracle — ce miracle étant non un retournement de la situation militaire sur laquelle il a tou-

jours été lucide, mais, encore et toujours, un éclatement de la coalition adverse. Il est prêt alors à jeter son cadavre dans la balance, en spéculant que sa personne était l'obstacle qui empêchait les négocia-

tions d'aboutir et en espérant que l'Occident soit finalement heureux de faire des SS, à son tour, un instrument au service de ses intérêts.

Sébastien Farré, *Colis de guerre*, Presses universitaires de Rennes, 2014, ch. XI.

« La fin du système concentrationnaire : colis, camions et délégués ». En ligne : <https://books.openedition.org/pur/49101>.

Folke Bernadotte, *La fin*, Lausanne, Marguerat, 1945.

François Delpla, *Churchill et Hitler*, Paris, Le Rocher, 2012, troisième partie, ch. 7.

Pétain aggrave de sa main le statut des Juifs : pourquoi ?

Après des décennies au cours desquelles on considérait que, dans les idées personnelles de Pétain, l'antisémitisme tenait une faible place avant d'être un peu stimulé vers le milieu des années 1930 par l'influence d'Alibert et de Maurras, une révélation est venue bouleverser le paysage en octobre 2010 quand Serge Klarsfeld a brusquement exhibé une pièce extraite d'une collection particulière : un brouillon du premier statut des Juifs (promulgué par sa publication au JO de Vichy le 18 octobre 1940, tout en étant daté du 3). L'écriture bien connue du maréchal avait, sur un exemplaire dactylographié, aggravé le texte dans deux domaines, et ses amendements étaient demeurés dans la version publiée. Il s'agissait d'exclure entièrement les Juifs de la justice et de l'enseignement, alors que la version primitive ne leur interdisait que certaines fonctions. Surtout, le texte primitif exemptait de toutes les dispositions du statut les Juifs dont la famille était arrivée en France avant 1860. En rayant cette ligne, Pétain faisait un saut énorme, quantitatif et qualitatif. La formulation primitive signifiait qu'après quelques décennies de séjour les Juifs étaient devenus des Français comme les autres. Le problème qu'était censée poser cette population tenait donc à une assimilation insuffisante, que le passage du temps corrigeait automatiquement. La suppression de cette clause signifiait qu'ils nuisaient à la nation par

leur condition même de Juifs, autrement dit leur race : on se rapprochait de la conception nazie selon laquelle il s'agissait d'une engéance biologiquement nuisible, qu'aucune éducation, ni aucune conversion, ne pouvaient amender.

La publication de ce document, recoupant une page du journal du ministre Baudouin qui laissait jusque là les chercheurs perplexes, imposa du jour au lendemain l'idée que Pétain était le plus antisémite des dirigeants vichyssois. Mais alors... les rédacteurs du texte soumis au conseil des ministres l'auraient ignoré ? Ou, le sachant, ils auraient bravé le puissant et prestigieux chef de l'État, au risque de se faire humilier lors du conseil du 1er octobre, consacré au statut ? Ces deux hypothèses sont bien improbables.

Force est de penser qu'un événement a dû survenir, qui a amené le maréchal, puis le gouvernement tout entier, à durcir le statut.

Les premiers mois du régime de Vichy témoignent d'une volonté de collaboration, fondée sur le postulat que l'Allemagne a partie gagnée et que la France n'a rien de mieux à faire que d'imiter au maximum ses us et coutumes, pour la « mettre en confiance » et s'assurer dans l'Europe germanisée un rôle de brillant second. D'autre part les Allemands en poste à Paris, tant dans l'administration militaire avec le dirigeant SS Werner Best que dans l'ambassade de la rue de Lille dirigée par Abetz, jouent au chat

et à la souris avec Vichy et notamment avec le ministre que Pétain envoie négocier à Paris, Pierre Laval. Ils exigent des mesures, par exemple la mise en accusation des « responsables de la guerre » (présupposés juifs, ou instruments des Juifs, par toute la propagande allemande) lors du premier séjour de Laval à Paris, le 20 juillet : Vichy s'exécute peu après en créant la cour de Riom. En même temps, s'il est très vite question de mesures discriminatoires concernant l'ensemble des Juifs, les ministres de Vichy comme leurs interlocuteurs allemands savent bien qu'il serait contre-indiqué de trop se presser. D'où la première rédaction du statut. C'est alors que surviennent les événements du Sénégal : les 23 et 24 septembre, les autorités de cette colonie française demeurée fidèle à Vichy repoussent militairement une tentative angloaustro-allemande de débarquement à Dakar. Voilà bien une action propre à consolider la confiance du Reich envers ce gouvernement ! Or on sait que Laval, de retour de Paris, rend visite à Pétain le soir du 30 septembre, veille du conseil des ministres décisif sur le statut. Est-ce à cause de lui, et est-ce à ce moment que le brouillon est revu ? La documentation manque pour l'établir fermement, mais c'est en tout cas, pour expliquer ce durcissement, une piste plus sérieuse qu'un antisémitisme de Pétain plus vigoureux que celui de ses proches, et ignoré d'eux jusque là ! **F.Delpa**

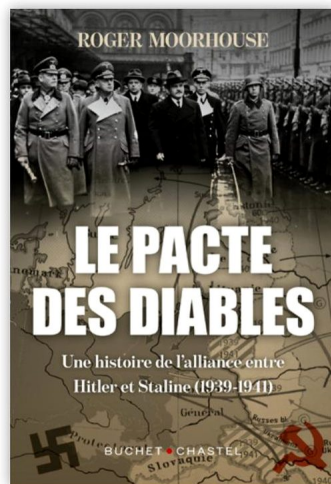
LE PACTE DES DIABLES

*Une histoire de l'alliance
entre Hitler et Staline
(1939-1941)*

par Roger Moorhouse

traduit de l'anglais (Royaume-Uni) par Aude Saint-Loup
et Pierre-Emmanuel Dauzat

Remerciements à Frédéric Foucaud



Le 23 août 1939, la signature du pacte germano-soviétique à Moscou stupéfia le monde. Sous ses auspices, Staline et Hitler - les deux dictateurs les plus infâmes du XXe siècle - trouvèrent une cause commune. Leurs deux régimes, dont l'affrontement ultérieur allait être le choc déterminant de la guerre en Europe, unirent leurs efforts pendant vingt-deux mois, soit près du tiers de la durée totale du conflit.

C'est l'histoire de cette entente, trop souvent négligée dans les analyses de la Seconde Guerre mondiale que Roger Moorhouse raconte ici pour la première fois.

Depuis les négociations tumultueuses à Moscou jusqu'aux conséquences dramatiques de ce "pacte des diables" en passant par les motivations inavouées des uns et des autres, ce récit détaillé jette un éclairage nouveau sur le plus grand conflit de tous les temps.

Ces quelque deux cent quatre vingt mots ont fait des millions de morts en Europe de l'Est et ont définitivement changé la face du monde. Comment cet impossible a-t-il pu se produire ?

Extraits :

(...) Sitôt les deux appareils à terre, il apparut clairement qu'on leur réservait un accueil en grande pompe : l'aéroport et son terminal sur deux niveaux étaient pavoisés aux couleurs de l'Allemagne et de l'URSS - le svastika juxtaposé à la faucille et au marteau : une scène que Heinrich Hoffmann, comme tant d'autres, avait crue inconcevable à peine quelques jours plus tôt. De toute évidence, les autorités soviétiques l'avaient jugée pareillement invraisemblable et avaient eu le plus grand mal à trouver assez de drapeaux à croix gammée pour l'occasion avant de se décider finalement à réquisitionner les studios de cinéma locaux, où on s'en était récemment servi pour des films de propagande antinazie.

Alors que Ribbentrop descendait la passerelle, la musique

militaire commença par jouer *Deutschland, Deutschland über alles* puis *L'Internationale*. Suivirent les présentations, avec chaleureuses poignées de main et sourires entre membres de la délégation soviétique et leurs hôtes allemands. Quelques-uns d'entre eux devaient s'en souvenir avec plus qu'un soupçon de cynisme. En compagnie d'un collègue, Johnnie von Herwarth, diplomate subalterne à l'ambassade d'Allemagne à Moscou, observa un groupe d'officiers de la Gestapo serrant la main à leurs homologues de la police secrète soviétique, le NKVD. « Ils sont manifestement ravis de pouvoir enfin collaborer, dit son collègue, mais attention ! Ça va être désastreux, surtout quand ils vont se mettre à échanger des dossiers. » (...)

« Tout venait de l'étranger : le pain, même, de Suède, le beurre du Danemark et le reste de sources diverses. »

(...) À l'ambassade, pendant ce temps, un somptueux buffet avait été préparé pour les nouveaux arrivants. Heinrich Hoffmann en fut ébahi, car il ne s'attendait pas à trouver pareille opulence dans la capitale soviétique. Croyant que les victuailles venaient toutes du pays, il fut vite détrompé : « Tout venait de l'étranger : le pain, même, de Suède, le beurre du Danemark et le reste de sources diverses. » Hans Baur avait déjà eu un aperçu de la complexité de la situation alimentaire à Moscou à l'aérodrome. À l'arrivée, il avait

offert des sandwiches, des biscuits et du chocolat à l'équipe de mécaniciens et de nettoyeurs qui s'occupaient de ses appareils. À sa grande surprise, cependant, il avait vu son offre repoussée, le contremaître lui expliquant que c'était interdit et que les Russes avaient suffisamment à manger. Perplexe, mais décidé à ne pas gaspiller la nourriture, il décida de laisser les restes sur un banc, dans le hangar ; ils ne tardèrent pas à disparaître.(...)

« Hitler se dit intrigué, le visage de Staline « lui plut » : le dirigeant soviétique avait « l'air d'un homme avec lequel on pouvait traiter »

(...) C'est alors que l'idée d'un nouveau rapprochement avec Moscou semble avoir germé dans l'esprit des dirigeants berlinois. D'abord conçue comme un « petit jeu » destiné à intimider les Polonais, elle fut évoquée pour la première fois à la mi-avril – le rôle clé revenant à Göring plutôt qu'à Ribbentrop. Dans son journal, l'idéologue nazi Alfred Rosenberg raconte avoir parlé avec Göring de la possibilité d'un tel alignement : « S'il s'agit de la vie de l'Allemagne », il faudrait même envisager d'avancer provisoi-

rement main dans la main avec Moscou. » Hitler n'était pas vraiment chaud, rappelant à Ribbentrop qu'il avait « combattu le communisme » toute sa vie. Mais, selon ce dernier, il aurait changé d'avis au début de mai, quand on lui montra au Berghof une séquence d'actualités où Staline passait en revue un défilé militaire. Par la suite, prétendit Ribbentrop, Hitler se dit intrigué, le visage de Staline « lui plut » : le dirigeant soviétique avait « l'air d'un homme avec lequel on pouvait traiter ». (...)

« Il n'y a que trois grands hommes d'État au monde : Staline, moi et Mussolini. Le plus faible est Mussolini. »

(...) En dehors du choix contestable de ses acolytes, cependant, c'est avant tout à sa flagornerie servile envers Hitler que Ribbentrop devait sa promotion. De ce fait, sa carrière est étrangement parallèle à celle de Molotov. La nomination de ces deux nullités et béni-oui-oui marqua de fait la concentration du pouvoir entre les mains de Hitler et de Staline. Sans voix modératrices pour les retenir ou leur prodiguer d'autres conseils, les deux dictateurs étaient libres de négocier l'un avec l'autre.

Malgré tout, la politique allemande tarda à prendre conscience des possibilités que pouvait offrir un arrangement avec Staline. Bien entendu, d'aucuns au ministère des Affaires étrangères — parfois appelés les « Orientaux » comme l'ambassadeur Schulenburg — prônaient de longue date une nouvelle version du traité de Rapallo (1922), par lequel l'Allemagne et la Russie soviétique avaient joui d'une saison de coopération économique et militaire tout en faisant un pied de nez à l'adresse des puissances occidentales. Malgré l'attrait que pouvait avoir un tel arrangement, cependant, dans les années 1930, la voix de ses partisans avait été généralement étouffée par les hommes plus en accord avec le Zeitgeist antibolchevique. Le « petit jeu » de Göring — si cynique que fût sa manœuvre — avait toutefois donné momentanément aux « Orientaux » un chef brièvement, tout au moins, leurs idées furent prises au

sérieux. Ils ne manquaient pas d'arguments : non seulement un pacte avec Moscou libérerait Hitler en lui permettant de s'occuper de la Pologne et des puissances occidentales, mais il pouvait aussi préserver l'Allemagne des pires effets d'un blocus britannique en faisant venir d'URSS vivres et matières premières.

Hitler, pour sa part, était largement insensible à ces fioritures idéologiques. Pour lui, la logique de l'initiative était d'une simplicité brutale. À en croire Goebbels, l'idée d'un pacte avec Staline lui était venue en prenant conscience qu'il se trouvait acculé : « Le Führer pense qu'il [Staline] est en position de quémendeur et que les mendiants n'ont pas le choix [...]. En temps de famine, nota-t-il sombrement, le diable se nourrit de mouches. » Hitler présenta sa décision de manière un peu plus positive. Le 22 août, à l'Obersalzberg, il exposa à ses paladins et à ses généraux les défis qui les attendaient. Justifiant le pacte avec les Soviétiques, il expliqua : « Il n'y a que trois grands hommes d'État au monde : Staline, moi et Mussolini. Le plus faible est Mussolini. » Qui plus est, ajouta-t-il, Staline était « très malade ». Le pacte n'était que temporaire, destiné à isoler la Pologne et à déjouer le blocus britannique en ouvrant l'accès aux matières premières russes. Puis, « après la mort de Staline [...], nous briserons l'Union soviétique et pointerà l'aube de la domination allemande de la Terre » (...)



Ci-dessus : Adolf Hitler et Martin Bormann dans le grand hall du Berghof pendant les négociations du pacte germano-soviétique à Moscou. Photographies de l'album d'Eva Braun.



« Hitler : “Je les ai ! je les ai !” »

(...) La politique occidentale de procrastination était à court de lendemains. En revanche, les discussions avec les Allemands sur le projet de pacte progressaient à grands pas, et même si Staline aurait bien voulu un délai, en attendant que la situation sur sa frontière sud-est se clarifie, Hitler était résolu à forcer le rythme. La veille au soir, le Führer avait adressé un télé-gramme personnel à Staline, demandant que Ribbentrop fût reçu à Moscou pour régler sans délai les derniers détails. Cette ultime initiative fort peu orthodoxe dut faire grande impression sur le dirigeant soviétique. Habitué à être traité comme un pestiféré sur la

scène politique mondiale, Staline désirait ardemment la reconnaissance et le respect qu'impliquait une approche directe. Cet après-midi-là, Hitler était sur l'Obersalzberg quand il reçut sa réponse : Ribbentrop était attendu le 23 août, dans l'espoir que le projet de pacte marquerait un « tournant positif » dans les relations soviéto-allemandes⁷³. D'après Albert Speer, qui assista à la scène au Berghof, Hitler « regarda un instant devant lui en devenant tout rouge, tapa sur la table à faire tinter les verres et s'écria d'une voix de fausset : “Je les ai ! je les ai !” » *Kto kogo poi-mal ?*, « Qui a qui ? » aurait pu demander Staline. (...)

« Tout le monde était tendu à force d'attendre. Quand le téléphone finit par sonner, Hitler garda le silence, le temps que Ribbentrop fasse le point sur les discussions et lui dise que Staline réclamait toute la Lettonie... »

(...) À côté de cet accord, annonça-t-il, il y aura un accord supplémentaire que nous ne publierons nulle part », ajoutant qu'il voulait une délimitation claire des « sphères d'intérêt » en Europe centrale et orientale. Saisissant la balle au bond, Ribbentrop fit une première offre : « Le Führer accepte que la partie orientale de la Pologne et la Bessarabie ainsi que la Finlande, l'Estonie et la Lettonie, jusqu'à la Dvina, passent toutes dans la sphère d'influence soviétique. » C'était très généreux, mais Staline n'était pas satisfait : il voulait toute la Lettonie. Ribbentrop essaya de gagner du temps. Alors qu'il avait reçu toute autorité pour faire les concessions nécessaires, il recourut à une manœuvre habituelle dans les négociations, demandant une suspension pour en référer à l'autorité supérieure. Ne pouvant accéder à la demande soviétique sans consulter Hitler, il obtint un ajournement le temps d'appeler l'Allemagne. Hitler était encore au Berghof sur l'Obersalzberg, attendant anxieusement des nouvelles des négociations. En cette chaude soirée d'été, il était sur la terrasse, savourant la vue spectaculaire au nord, à travers la vallée, vers l'Unterberg où, selon la légende, le roi Frédéric Barberousse dormait, attendant de se réveiller à l'heure où le pays aurait besoin de lui. Le temps, rapporta Nicolaus von Below, l'aide de camp de Hitler pour la Luftwaffe, semblait refléter la tension de l'attente. « Tandis que nous allions et venions en discutant ainsi, écrit-il dans ses Mémoires, le ciel se tein-

ta vers le nord en bleu turquoise puis en violet, avant de passer à un rouge terriblement beau. Nous soupçonnâmes d'abord le reflet d'un grand incendie dans une des bourgades situées au nord de l'Unterberg, jusqu'à ce que la couleur rouge envahit tout le ciel et se révélât finalement être une authentique aurore boréale [...]. Très impressionné, je dis au Führer que cette manifestation naturelle présageait une guerre sanglante. Il me répondit que si tel était le cas, que ce soit alors le plus vite possible ; plus on perdrait de temps, plus elle serait sanglante. » Peu après, avec le coup de fil de Moscou, l'atmosphère se détendit. « Des groupes d'aides de camp, de fonctionnaires, de ministres et de secrétaires se tenaient autour du standard et sur la terrasse », raconta l'adjudant SS Herbert Döhring : « Tout le monde était tendu à force d'attendre. » Quand le téléphone finit par sonner, Hitler garda le silence, le temps que Ribbentrop fasse le point sur les discussions et lui dise que Staline réclamait toute la Lettonie. Une demi-heure plus tard, après avoir consulté une carte, Hitler rappela : « Oui, accepté. » Selon Johnnie von Herwarth, qui reçut l'appel à Moscou, la rapidité de sa réponse témoignait de sa hâte de conclure le pacte. Pour Staline, c'était un succès étonnant : en une soirée de négociation et un petit coup de fil, il avait récupéré la quasi-totalité des terres que l'Empire russe avait perdues dans le maelström de la Première Guerre mondiale. (...)

« Staline : [...] l'URSS « doit tout faire pour s'assurer que la guerre dure le plus longtemps possible afin d'épuiser les deux camps » »

(...) Le problème idéologique majeur de Staline venait de ce que, suivant les préceptes du marxisme-léninisme, il était incapable de différencier clairement le nazisme du capitalisme occidental « ordinaire ». Dans la doctrine communiste, ils n'étaient que les deux faces de la même monnaie maléfique, même si le nazisme semblait plus avancé sur la voie de sa chute « inévitable ». Dans la perspective soviétique, les relations avec le monde extérieur — démocratique aussi bien que totalitaire — ne pouvaient donc jamais être normales. Pour Moscou, toute relation était un jeu à somme nulle, avec en unique point de mire l'avantage et la sécurité de l'URSS.

L'Union soviétique n'avait donc guère intérêt à aider ses ennemis idéologiques à maintenir le statu quo et n'avait pas peur de fomenteur des conflits entre ses rivaux afin de pouvoir exploiter à son profit les troubles et les bouleversements qui s'ensuivraient. À cet égard, l'approche soviétique était en réalité beaucoup plus proche de celle des nazis. Staline l'expliqua plus tard, non sans maladresse, à l'ambassa-

(...) Tandis que le reste du monde digérait la nouvelle du pacte germano-soviétique et considérait les perspectives de guerre, Ribbentrop et son entourage avaient regagné l'Allemagne. Hitler lui réserva un accueil euphorique, saluant dans son ministre des Affaires étrangères un « second Bismarck ». Pendant que Ribbentrop était fêté, Hoffmann s'employait à développer les photos de la cérémonie de Moscou. Quand il retrouva Hitler, il fut consterné de découvrir que le Führer s'intéressait plus à son opinion sur Staline qu'à ses photos. « Donne-t-il réellement des ordres, demanda un Hitler impatient, ou les enrobe-t-il sous forme de souhaits ? » « Qu'en est-il de sa santé ? » demanda-t-il ; « Fume-t-il vraiment tant que ça ? » « Et comment vous a-t-il serré la main ? » Bizarrement, il l'interrogea aussi sur les lobes d'oreille de Staline, voulant savoir s'ils étaient « peu distincts du reste de l'oreille, et donc juifs, ou bien

(...) Bien avant l'issue de la campagne, cependant, la conduite de la Wehrmacht démontra aux yeux du monde que la guerre était entrée dans une ère nouvelle. Dès avant l'invasion, Hitler avait déclaré à ses chefs militaires : « Fermez vos cœurs à la pitié. Agissez brutalement. » Ils s'exécutèrent. Dès le début, les forces nazies se montrèrent impitoyables avec les populations polonaises assujetties. Des unités de forces spéciales — Einsatzgruppen — furent pour consigne de suivre les troupes du front pour réprimer implacablement toute résistance à l'arrière. Et, comme les Polonais ne tardèrent pas à s'en apercevoir, la « résistance » pouvait avoir une définition très large et était invariablement châtiée d'une exécution sommaire. Au cours des cinq premières semaines d'action, les forces allemandes devaient incendier cinq cent trente et une villes et villages et procéder à plus de sept cents exécutions massives, les pires exemples étant les massacres de deux cent vingt-sept civils à Czeszochowa, et de quatre cents per-

deur britannique Stafford Cripps :

L'URSS avait souhaité bousculer le vieil équilibre [...]. L'Angleterre et la France avaient voulu le préserver. L'Allemagne voulait elle aussi changer l'équilibre, et ce désir commun de se débarrasser du vieil équilibre a créé la base du rapprochement avec l'Allemagne.

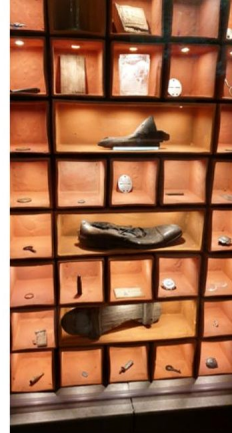
En privé, Staline était plus sincère sur ses motivations. Ainsi aurait-il exposé sa pensée le 19 août 1939 lors d'une réunion secrète du Politburo, recommandant d'accepter la proposition hitlérienne d'un pacte de non-agression dans l'idée que le conflit entre l'Allemagne et l'Ouest serait inévitable ; l'URSS pourrait « rester sur la touche » et « espérer une entrée avantageuse dans la guerre ». Staline aurait ensuite esquissé un certain nombre de scénarios où les perspectives de « révolution mondiale » se trouveraient renforcées. Et de terminer en déclarant que l'URSS « doit tout faire pour s'assurer que la guerre dure le plus longtemps possible afin d'épuiser les deux camps ». (...)

dessinés, et donc aryens ». Hoffmann répondit qu'ils étaient séparés — ce qui eut l'heur de plaire à Hitler. Visiblement, le Führer avait hâte d'en savoir le plus possible sur son nouvel allié.

Lorsqu'ils finirent par regarder les photos d'Hoffmann, Hitler fut déçu. « Quel dommage, dit-il. Pas une seule qu'on puisse utiliser. » Hoffmann se récriant, il répliqua que sur tous les clichés Staline fumait : c'était « hors de question », trancha-t-il. « Le peuple allemand s'en offusquerait. » Et d'expliquer : « La signature d'un pacte est un acte solennel, qu'on n'aborde pas avec une cigarette qui pendouille à ses lèvres. Cette photo sent la désinvolture ! Voyez si vous pouvez effacer les cigarettes. » Ainsi, les photos diffusées dans la presse allemande furent-elles toutes retouchées par Hoffmann pour en retirer les cigarettes. (...)

sonnes à Bydgoszcz pour venger la mort d'Allemands de souche attribuée à des Polonais¹⁴. La brutalité pouvait être sidérante, rapporta un témoin :

Les premières victimes de la campagne furent un contingent de boy-scouts, âgés de douze à seize ans, qui furent abattus, dos au mur, sur la place du marché. Sans qu'aucune raison soit donnée. Un prêtre dévoué qui se précipitait pour leur administrer le dernier sacrement fut abattu lui aussi [...]. Parmi les [autres] victimes, se trouvait un homme que je savais trop malade pour jouer le moindre rôle dans la vie politique ou les affaires publiques. Au moment de l'exécution, il était trop faible pour tenir debout et s'effondra ; ils le frappèrent et le relevèrent de force. Une autre des victimes était un garçon de dix-sept ans, fils unique d'un chirurgien mort l'année précédente. [...] Nous n'avons jamais su de quoi ce pauvre gosse était accusé. (...)



Le massacre de Katyn.

(...) L'exemple le plus sinistre de ce processus de « décapitation » porte le nom de l'un des sites où les malheureux prisonniers furent exécutés : Katyn. Après l'invasion soviétique de la Pologne orientale, le NKVD arrêta autour de quatre cent mille prisonniers de guerre, policiers, gardiens de prison polonais et autres. Interrogatoires et passage au crible politique permirent ensuite de réduire ce nombre : beaucoup d'hommes furent relâchés, d'autres affectés à des bataillons de travail. À la fin de 1939 restaient environ quinze mille hommes — essentiellement des officiers — internés dans des camps de prisonniers soviétiques à Starobielsk, Kozielsk et Ostaszków, où ils furent soumis à de longs interrogatoires nocturnes afin de sonder leur attitude envers l'Union soviétique et le communisme. Les détenus pensaient à un simple contrôle avant leur libération ; en réalité, l'enjeu était autrement plus grave : il y allait de leur vie. En tant que Polonais, officiers, aristocrates et catholiques, la plupart étaient d'avance condamnés aux yeux des Soviétiques ; en conséquence moins de quatre cents furent jugés « utiles » et échappèrent à l'exécution. Parmi eux, Zygmunt Berling, plus tard commandant de la 1^{re} armée polonaise, qui devait combattre aux côtés de l'Armée rouge jusqu'à Berlin. Pour faire bonne mesure, autour de sept mille autres Polonais d'autres camps — prêtres, policiers, propriétaires terriens et intellectuels — furent ajoutés à la liste des exécutions. Puis le 5 mars 1940 — la semaine même où Berlin ordonna l'AB Aktion —, Moscou donna pour consigne d'appliquer « le châtiment suprême : l'exécution ».

Le mois suivant, les quinze mille officiers furent extraits de leurs camps par lots de quelques centaines à la fois. Tous eurent droit à des adieux chaleureux, dans l'idée que l'on allait les libérer, leurs frères d'armes formant parfois une haie d'honneur tandis qu'ils montaient dans les bus qui devaient les emmener. « Ils ne soupçonnaient pas le moins du monde qu'ils se trouvaient dans l'ombre de Dame la Mort », rapporta un témoin. Leur voyage fut cependant relativement court. Ils furent conduits dans les prisons et

centres du NKVD, le temps de vérifier une nouvelle fois leur identité. Un diariste, le commandant Adam Solski, tint son journal jusqu'à cet instant : « On nous a conduits quelque part dans une forêt ; ça a l'air d'une station d'été. Ici, fouille personnelle poussée. Roubles, ceinture et canif retirés. » Ce furent ses derniers mots.

Si d'autres méthodes furent apparemment essayées, le NKVD ne tarda pas à mettre au point la technique la plus efficace pour se débarrasser des prisonniers. L'un après l'autre, les bras attachés dans le dos, on les conduisait dans une cave « insonorisée » par des sacs de sable. Avant que le prisonnier ait pu se rendre compte de la nature des lieux, deux hommes du NKVD se saisissaient de lui tandis qu'un troisième lui tirait une balle dans la nuque avec un pistolet de fabrication allemande, le projectile ressortant généralement par le front de la victime. Un bourreau de talent comme Vassili Blokhine, le « favori » de Staline, pouvait en abattre jusqu'à deux cent cinquante en une nuit. Œuvrant dans une geôle du NKVD à Kalinine, ce printemps-là, Blokhine portait un tablier et des gants de cuir pour ne pas être souillé par le sang de ses victimes.

Aussitôt après, les corps étaient chargés sur des camions et transportés dans les forêts voisines pour y être jetés dans des fosses communes pouvant contenir jusqu'à douze couches de cadavres, chaulés afin d'accélérer la décomposition. Les quelque sept mille autres victimes de la liste furent exécutées dans des prisons du NKVD en Ukraine et en Biélorussie. Au total, au moins vingt et un mille sept cent soixante-huit prisonniers polonais trouvèrent la mort ainsi, dont un prince, un amiral, douze généraux, quatre-vingt-un colonels, cent quatre-vingt-dix-huit lieutenants-colonels, vingt et un professeurs, vingt-deux prêtres, cent quatre-vingt-neuf gardiens de prison, cinq mille neuf cent quarante policiers et une femme, Janina Lewandowska.

Par ces mesures comme par les massacres et exécutions analogues accomplis par les nazis, la classe dirigeante et administrative de la Pologne fut bel et bien détruite. (...)

Page de gauche : un charnier découvert à Katyn (Russie). Le musée Katyn de Varsovie (Pologne) conserve les reliques des victimes du massacre de Katyn, des douilles des munitions ayant servi aux exécutions. Les objets personnels des victimes retrouvés sur place sont exposés dans des vitrines, suscitant une émotion palpable.

Les terribles conditions réservées aux déportés.

(...) Le NKVD était méticuleux et faisait peu d'exceptions. Un homme plaida vainement que le fait que son père fût paralysé et son fils en bas âge pourrait leur épargner la déportation : ni l'un ni l'autre ne survécurent au voyage. Parfois, cependant, en l'absence des futurs déportés, les officiers du NKVD se rabattaient sur des remplaçants pour atteindre les quotas. Ainsi une jeune femme fut-elle enlevée dans la rue pour « remplacer » une adolescente qui s'était enfuie à l'arrivée du NKVD. Ses hurlements et ses protestations lui valurent cette réponse sinistre : « Moscou va arranger ça. »

Une fois rassemblés, les déportés étaient conduits à la gare locale et entassés dans des wagons de marchandises. Les conditions étaient épouvantables, car ceux-ci n'étaient guère équipés pour transporter une cargaison humaine : quelques-uns étaient équipés de couchettes de bois et de poêles, mais la plupart étaient vides, avec des barreaux aux fenêtres et aucun sanitaire, si ce n'est un trou dans les planches. À raison d'une soixantaine par voiture, soit deux mille cinq cents par train, les déportés avaient peu de place pour s'asseoir.

En cours de route, le ravitaillement des déportés en eau et en vivres était au mieux intermittent, d'autant que les wagons n'étaient souvent ouverts que quelques jours après le voyage. L'eau manquait systématiquement et, l'hiver, les déportés en étaient réduits à récupérer la neige sur le toit

des wagons, souvent noircie par la suie de la locomotive. L'été, les déportés n'avaient pas même cette possibilité. La nourriture, fournie en moyenne tous les deux ou trois jours, était tout aussi insuffisante : lavasse indéfinissable, pain aigre, voire tout simplement de l'eau chaude que devaient aller récupérer les enfants volontaires de chaque voiture. À l'occasion, un train était mieux ravitaillé. Pendant un arrêt, raconta un déporté, des soldats soviétiques avaient remonté le train, essayant de vendre du jambon, des fruits et d'autres aliments sans doute destinés à être distribués gratuitement aux passagers. Dans ces conditions difficiles, l'épuisement et la maladie prélevaient un affreux tribut. À chaque arrêt, la première tâche était souvent de retirer les cadavres, surtout ceux des personnes âgées et des enfants. Un déporté se souvient d'avoir vu un officier de l'Armée rouge ému aux larmes par le spectacle qui l'attendait en ouvrant les portes du wagon. Un autre, déporté en hiver, garda en mémoire la vue macabre des soldats soviétiques allant d'un wagon à l'autre, des petits corps sous les bras, et demandant : « Y a-t-il des enfants gelés ? » L'été, par peur de la maladie, les déportés essayaient de se débarrasser des cadavres en les jetant par les fenêtres des wagons. Été comme hiver, les demandes d'enterrement en bonne et due forme étaient régulièrement refusées, et les corps étaient abandonnés sur place ou entassés anonymement au bord des voies. (...)

Le sort des réfugiés allemands en Union Soviétique.

(...) Les autorités allemandes devaient remettre aux Soviétiques des listes donnant tous les renseignements possibles sur les citoyens allemands, autrichiens et tchèques dont elles pensaient qu'ils avaient pu se réfugier en Union soviétique. Au NKVD de consulter ensuite ses dossiers pour s'assurer du sort des individus en question puis d'arrêter de nouveau et de déporter les éventuels survivants.

Certains prisonniers eurent droit à un séjour à Moscou, histoire de les « remplumer » après les rigueurs du goulag. Otto Raabe bénéficia d'oreillers en plumes, de draps et d'une bonne nourriture, mais aussi d'un tailleur maison et d'un cordonnier pour le préparer à son retour en Allemagne. Sans surprise, peut-être, beaucoup ne voulaient pas partir, mais on leur fit comprendre qu'ils n'avaient pas le choix. À la demande des Allemands, un train direct devait les conduire aux points de passage de la frontière germano-soviétique en Pologne occupée, afin d'éviter d'éventuelles tentatives d'évasion. Au total, près de trois cent cinquante personnes devaient être ainsi livrées à l'Allemagne.

Parmi elles se trouvait Margarete Buber-Neumann, épouse d'un éminent communiste allemand, Heinz Neumann, qui s'était réfugiée en Union soviétique en 1935. Après

l'arrestation et l'exécution de son mari par le NKVD en 1937, Buber-Neumann avait écopé de cinq ans de goulag ; de nouveau arrêtée en janvier 1940, elle avait été conduite dans la sinistre prison de la Boutyrka, à Moscou, pour y être interrogée. Le mois suivant, elle fut renvoyée avec vingt-neuf autres en Allemagne, emmenés par train à Brest-Litovsk. « On nous fit descendre du côté russe du pont », raconte-t-elle. Au bout d'un moment, un homme du NKVD traversa le pont, revenant avec des officiers SS : « L'officier du NKVD et le commandant SS se saluèrent, la main au képi. L'officier du NKVD tira une liste de sa mince serviette de cuir clair et commença à lire des noms. [...] Le seul que j'entendis était "Margarete Genrichovna Buber-Neumann". » Sur ce, on la remit aux SS. Traversant le pont, elle ne put s'empêcher de jeter un dernier coup d'œil au refuge communiste qui l'avait trahie. « Le groupe des agents du NKVD nous regardaient nous éloigner. Derrière eux, la Russie soviétique. Amère, je me rappelais la litanie communiste : Patrie des travailleurs, Rempart du socialisme, Havre des persécutés. » Après le sinistre camp soviétique de Karaganda, elle devait passer les cinq années suivantes au camp de concentration de Ravensbrück. (...) »



OSTRÓW

par Marie Moutier-Bitan et Michal Chojak

Ostrów Mazowiecka, 11 novembre 1939. Tous les Juifs de la ville, entre 364 et 600 hommes, femmes et enfants, sont fusillés par des policiers allemands de la 4^e compagnie du 91^e bataillon de police et une compagnie du 11^e bataillon de réserve de la police, dans deux fosses communes. C'est le premier massacre de l'ensemble de la population juive d'une ville. Quel en est l'élément déclencheur ? Que nous dit cet événement de la politique nazie envers les Juifs de Pologne ? Aujourd'hui encore, plusieurs interrogations planent autour de cette exécution.

À propos des photographies : Les photographies de l'exécution des Juifs d'Ostrów ont été dérobées par une femme polonaise dans l'appartement de Theodor Pillich, l'un des bourreaux, alors qu'il était Lagerführer dans un des camps d'IG Farben à Auschwitz à partir de 1942. Elles étaient entreposées dans les archives du Musée d'Auschwitz-Birkenau après la guerre. Lors de l'enquête de Yahad - In Unum, l'un des témoins interrogés a confirmé que les photographies avaient été prises à Ostrów Mazowiecka, reconnaissant précisément certains bâtiments sur les clichés.

La ville se trouve dans la voïvodie de Mazovie, dans le nord-est de la Pologne, sur l'axe Varsovie-Bialystok. Dans l'entre-deux-guerres, une importante communauté juive habite à Ostrów, impliquée dans la vie politique et économique. En 1931, ils sont 6 878 sur 17 803 habitants. Les Juifs résident surtout autour de la place du marché, dans des maisons en bois. La plupart d'entre eux sont commerçants ou artisans. Des familles juives détiennent les deux moulins de la ville, et la brasserie des Teitel est réputée dans toute la région. Il y a deux cimetières juifs, une synagogue et même une yeshiva.

Le déclenchement de la guerre contre la Pologne le 1er septembre 1939 sonne le glas de la population juive d'Ostrów Mazowiecka. À l'approche des troupes de la Wehrmacht, des Juifs d'Ostrów s'enfuient. La rumeur de massacres commis contre des Juifs précède les troupes d'Hitler. À Bydgoszcz, des centaines Juifs et Polonais sont abattus dès les premières semaines de l'occupation, en représailles à l'assassinat de civils allemands, abondamment utilisé par la propagande nazie, et dont toutes les zones d'ombre ne sont pas levées.

Les forces allemandes entrent dans Ostrów Mazowiecka le 8 septembre 1939. Une quinzaine de Juifs sont tués dans les rues de la ville à cette occasion. Les autres ne se hasardent pas hors de chez eux. Quelques jours plus tard, tous les hommes juifs reçoivent l'ordre de se rassembler sur la place du marché. Quiconque désobéit sera passé par les armes. Alors que les Allemands fouillent les maisons à la recherche de récalcitrants, les Juifs attendent sur la place les bras en l'air durant des heures. S'ensuivent plus de deux heures de passage à tabac. Les Juifs rentrent chez eux plus morts que vifs, et profondément marqués. Les jours suivants, ils sont à la merci du pillage, des bastonnades, des humiliations et des exécutions sommaires de la part des soldats allemands présents dans la ville.

Le 17 septembre 1939, l'est de la Pologne est à son tour

envahi par l'Armée rouge. Le 28 septembre, Allemands et Soviétiques parviennent à un accord concernant le tracé de la ligne de démarcation, séparant la Pologne en deux zones d'occupation. Ostrów se trouve à quelques kilomètres à l'ouest du passage de cette ligne, côté allemand. Les Juifs quittent massivement la ville pour rejoindre le côté soviétique. Seuls les infirmes et les plus faibles restent dans la ville. Début novembre 1939, il ne reste que quelques centaines de Juifs à Ostrów. Ils sont, pour la plupart, des personnes trop âgées pour prendre les routes de l'exode, des familles de Pologne occidentale qui se sont heurtées aux autorités soviétiques au poste-frontière, lasses de cet afflux massif. Environ 150 000 Juifs ont rejoint le territoire soviétique.

Du côté des fonctionnaires nazis, on organise l'occupation de la Pologne. Friedrich-Wilhelm Krüger, protégé d'Hitler, prend ses fonctions de HSSPF Ost (commandant en

chef de la SS et de la police à l'Est) le 3 octobre. Le 26, Hitler nomme Hans Frank à la tête du Gouvernement général de Pologne, dont le siège est installé à Cracovie. Le sort du district d'Ostrów demeure incertain. Il est question de le rattacher à la Prusse orientale, sous la houlette du Gauleiter Erich Koch, nazi de la première heure.

« Alors que les Allemands fouillent les maisons à la recherche de récalcitrants, les Juifs attendent sur la place les bras en l'air durant des heures. S'ensuivent plus de deux heures de passage à tabac. Les Juifs rentrent chez eux plus morts que vifs, et profondément marqués. »

Le 9 novembre 1939, un incendie éclate dans le centre-ville d'Ostrów. Le feu se répand rapidement sur les habitations juives en bois. Qui a mis le feu ? Plusieurs pistes se présentent. D'après un ancien habitant juif d'Ostrów, une bagarre aurait éclaté entre un Polonais, Antek Bezestak, et un Juif, Berel Teitel, pour une affaire commerciale qui aurait mal tourné. Bezestak, furieux, aurait jeté une bouteille d'essence enflammée sur Teitel et la maison aurait pris feu. Bezestak se serait ensuite empressé de désigner Teitel comme l'incendiaire auprès des autorités allemandes. Ce dernier se serait pendu avant d'être capturé. L'origine de l'incendie aurait donc été criminelle, mais restant de l'ordre de l'affaire privée. Néanmoins, une autre hypo-



Les politiques envers les Juifs par les régimes nazi et stalinien.

Dès les premiers jours de l'invasion de la Pologne, des milliers de Juifs fuient l'avancée allemande en se dirigeant vers l'Est. Les rumeurs concernant des massacres de Juifs circulent rapidement. Environ 150 000 Juifs trouvent refuge en Union soviétique. Ceux qui souhaitent poursuivre leur exil en atteignant la Roumanie puis l'Amérique ou la Palestine se heurtent aux frontières soviétiques. Environ 65 000 de ces réfugiés acceptent le passeport soviétique ; les autres refusent, ne voyant le pays que comme une étape. La plupart d'entre eux sont déportés en juin-juillet 1940 dans des colonies de peuplements spéciaux en Sibérie ou renvoyés côté allemand. À la mi-juin 1941, 7 000 Juifs sont déportés ; beaucoup sont accusés d'agir contre l'Union soviétique au motif de leurs sympathies sionistes, ou considérés comme des koulaks. Dans les années 1930, Staline avait attaqué les fondements de l'identité juive en démantelant les organisations politiques, culturelles et religieuses. En Pologne occupée par les nazis à partir de 1939, les Juifs sont très rapidement soumis à une législation antisémite et parqués au fur et à mesure dans des ghettos. En automne 1941, le sort des Juifs polonais semble définitivement scellé avec le lancement de l'action Reinhardt, le plan allemand d'extermination d'environ deux millions de Juifs, qui résidaient dans le Gouvernement général de Pologne, mené sous la direction d'Odilo Globocnik. La construction des trois centres de mise à mort de "l'Aktion" Reinhardt (Belzec, Sobibor, Treblinka) débutera dès le mois d'octobre 1941.

thèse est relevée par le travail d'enquête de l'association Yahad — In Unum, dont une équipe s'est rendu à plusieurs reprises à Ostrów en 2016 et 2017. Les interviews d'habitants polonais contemporains des événements explorent la piste de l'incendie intentionnel par les Allemands. Henryk G., qui prêtait main-forte aux pompiers afin d'éteindre les flammes, affirme que des Allemands avaient été aperçus mettant le feu aux habitations juives. Par ailleurs, il situe l'incendie après l'arrestation des Juifs et le pillage de leurs magasins.

Pourquoi les Allemands auraient-ils mis le feu ? Ou, plus précisément, pourquoi les Allemands ont-ils incendié le quartier juif ? La date peut apporter un élément de réponse. Le 9 novembre correspond à la date anniversaire de la Nuit de Cristal, qui se solda par des dizaines d'incendies de synagogues à travers le Reich. La date n'aurait pas été choisie au hasard : elle commémorait le Putsch de la Brasserie de 1923, lui-même réponse à la défaite allemande de 1918. Chaque soldat, dans son carnet militaire, peut y trouver cette inscription sous la date du 9 novembre : « Jour du

Souvenir pour le mouvement », décrété fête nationale le 1er mars 1939. Par ailleurs, le procédé interroge. Le feu, élément à la fois destructeur et purificateur, est un élément central de la mythologie nazie. Une autre énigme demeure : celle de l'incendie du Reichstag en 1933... Autre date clé, celle du 11 novembre. S'il s'agit d'un jour de célébration pour les habitants d'Ostrów Mazowiecka, le 11 novembre est synonyme d'affront pour l'armée allemande. En effet, ce jour-là, en 1918, lors de la lutte pour l'indépendance de la Pologne, les membres de l'Organisation militaire polonaise (POW) de Józef Piłsudski, accompagnés de légionnaires et de pompiers, ont désarmé les forces allemandes présentes à Ostrów Mazowiecka. De nos jours, le 11 novembre, la Pologne fête non pas l'Armistice de la Première Guerre mondiale, comme en France, mais son indépendance retrouvée après 123 ans de domination austro-hongroise, russe et prussienne. Simple coïncidence ou acte de vengeance, le choix du 11 novembre pour décimer la population juive d'Ostrów interroge.

Pourquoi s'en prendre aux Juifs d'Ostrów ? La proximité



« Que les Allemands aient été ou non à l'origine de l'incendie d'Ostrów, des décisions sont prises pour faire endosser la responsabilité à l'ensemble des Juifs de la ville et de les exterminer tous, y compris les femmes et les enfants. »

géographique d'Ostrów avec la zone soviétique pose problème. Le refoulement de réfugiés juifs au poste-frontière de la ligne de démarcation favorise des errements autour et dans la ville qui déplaisent fortement aux autorités allemandes. Par ailleurs, le district d'Ostrów fait toujours l'objet d'atermolements administratifs. Qu'il bascule dans le Gouvernement général ou dans l'escarcelle de Koch, on peut supposer que le problème doit être réglé avant. Par la suite, les Juifs expulsés, entourés d'un flou administratif, loin de leur région d'origine, ballottés entre les divers services qui ne veulent pas dépenser de l'énergie et du temps à fournir à ces personnes déplacées un toit, un travail et de la nourriture. Nomades par nécessité, refoulés aux abords des frontières, leur errance ne se termine que par l'extermination, comme ce sera le cas pour les Juifs expulsés de Hongrie et massacrés à Kamenets-Podolski les 27-29 août 1941, quelques jours avant le basculement de la région dans le Reichskommissariat Ukraine. À Ostrów, puisque les Soviétiques ne veulent pas de ces Juifs, on signe leur arrêt de mort. Qui a pu être à l'initiative de cet incendie ? Les choix sont multiples, de la base jusqu'au plus haut échelon... Que les Allemands aient été ou non à l'origine de l'incendie d'O-

strów, des décisions sont prises pour faire endosser la responsabilité à l'ensemble des Juifs de la ville et de les exterminer tous, y compris les femmes et les enfants. En effet, les autorités allemandes accusent immédiatement les Juifs de l'incendie : leur réputation d'incendiaires et de saboteurs n'est plus à faire.

On s'agit dans les instances nazies. Krüger est prévenu, il saisit son téléphone pour prévenir Brenner, son subalterne, commandant de l'Ordnungspolizei pour le Distrikt Warschau. Il a sous la main la 4e compagnie du 91e bataillon de police qu'il dépêche sur le champ à Ostrów. La trentaine de policiers fait la route dans 2 omnibus et une voiture. Pendant ce temps, tous les Juifs de la ville sont enfermés dans les caves de l'hôtel de ville et sur le territoire de la brasserie des Teitel. Des soldats de la Wehrmacht et des hommes du SD se chargent de l'arrestation et de l'incarcération. Stationnée dans la ville, la 2e compagnie du 11e bataillon de réserve de la police ordonne aux hommes juifs de creuser de larges tranchées en dehors de la ville. L'exécution a déjà été décidée...



Lorsque les policiers du 91^e descendent des omnibus, on les emmène devant un large bâtiment, où on leur annonce qu'un incendie a dévoré une partie de la ville et que des mesures de représailles s'imposent. Le jugement d'un tribunal est tombé : on doit exécuter les incendiaires. Les hommes juifs sont tirés des sous-sols et escortés jusqu'à la périphérie d'Ostrów. Une série de clichés nous est parvenue. Il s'agit sans doute des photographies prises par Pillich, le chef du commando de l'aide technique d'urgence, venu de Varsovie avec l'aval de ses supérieurs. Sur l'une d'elles, on distingue un groupe d'hommes juifs, vêtus pour la plupart de manteaux et de vestes, foulant la terre parsemée de neige. L'un a une barbe, est légèrement voûté, un autre est un adolescent. Ils marchent en rang de deux ou trois. Ils sont encadrés par des hommes en uniforme portant des casques prussiens brillants. Au fond, on aperçoit les toits blancs des dernières maisons de la ville et les arbres nus. Quelques mètres plus tard, ils se retrouvent alignés au bord de la fosse dans une sablière, plus facile à creuser que dans la terre gelée. Armés de carabines, les hommes du 91^e tirent ; les corps tombent.

Durant la fusillade des hommes, un des officiers téléphone à Varsovie : « Que fait-on des femmes et des enfants ? » À la fin de l'exécution des hommes juifs, les tireurs voient arriver les deux omnibus qui les avaient amenés à Ostrów, transportant les femmes et les enfants jusqu'aux fosses.

À la fin de la journée, il n'existe plus aucun Juif à Ostrów. Sur ordre des assassins, quelques hommes polonais jettent une dernière couche de sable sur les cadavres. Pour la première fois, les nazis ont procédé à l'extermination entière d'une population juive, femmes et enfants compris. Le

« À la fin de la journée, il n'existe plus aucun Juif à Ostrów. Sur ordre des assassins, quelques hommes polonais jettent une dernière couche de sable sur les cadavres. Pour la première fois, les nazis ont procédé à l'extermination entière d'une population juive, femmes et enfants compris. »

chef de l'administration locale, von Büнау, fait coller des affiches sur les murs de la ville : « Avis. Par la sentence du tribunal de Varsovie, les auteurs, les auxiliaires et ceux qui avaient eu connaissance de l'incendie à Ostrów ont été exécutés aujourd'hui. J'avertis que tout sabotage sera puni de mort. La même peine attend ceux qui avaient eu connaissance de cet acte répréhensible et qui ne l'ont pas signalé. » Jusqu'au déclenchement de l'Opération Barbarossa, il n'y aura pas de massacres équivalents en Pologne occupée. En 1944, une unité nazie fit ouvrir les fosses d'Ostrów — probablement par des détenus juifs de commando 1005 de Treblinka — et ordonna la crémation des corps, afin d'effacer les traces du crime.

Cette fusillade continue à interroger les historiens. Tout premier massacre de l'extermination des Juifs de l'Est, il comprend pourtant déjà tous les éléments qui constitueront les exécutions massives à l'Est à partir de l'Opération Barbarossa : le rassemblement des victimes et leur acheminement vers le site, les fusillades dans des fosses communes,

la réquisition de la population locale pour enterrer les cadavres, ou encore le pillage des biens des Juifs exterminés. L'épisode d'Ostrów interroge, bouscule les problématiques concernant la chronologie des décisions de la Shoah. Par ailleurs, le massacre des Juifs d'Ostrów Mazowiecka n'est pas l'unique exécution menée par les membres du 91^e bataillon. Après le lancement de l'Opération Barbarossa, ils sont également mobilisés dans le cadre des exécutions de Juifs et de présumés partisans sur les territoires occupés de l'Union soviétique.

Coup monté ou aubaine ? En dépit des zones d'ombre qui persistent, l'exécution d'Ostrów montre que des unités nazies — Wehrmacht, bataillons de police — étaient capables de mettre rapidement sur pied une exécution de plusieurs centaines de personnes en s'adaptant aux lieux, mais surtout qu'on pouvait tuer des hommes, des femmes et des enfants juifs au motif d'une responsabilité collective : celle d'être juifs. ∞

Historiographie

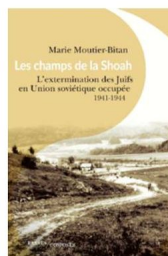
Les historiens allemands Annalena Schmidt, Markus Roth et Wolfgang Curilla ont travaillé sur le cas d'Ostrów. Le fétichisme nazi des dates a été souligné par l'historien français Édouard Husson. En Pologne, l'historien local Mieczysław Bartniczak a rédigé plusieurs travaux sur Ostrów sous l'occupation allemande, et l'Institut historique juif (ŻIH) de Varsovie a publié un article de Teresa Brustin-Berenstein sur le sort des communautés juives de la région de Varsovie mentionnant Ostrów dans le premier numéro de son bulletin en 1953.



Michał Chojak travaille pour l'association Yahad – In Unum depuis 2011, année de l'ouverture des recherches de l'organisation en Pologne. En 9 ans, il a participé à plus de 50 voyages de recherches et interviewé des centaines de témoins oculaires de la Shoah par Balles. Directeur

du Centre de Recherches de Yahad-In Unum, il coordonne les enquêtes de l'association en Europe centrale et orientale.

Chercheuse au sein de l'association Yahad – In Unum pendant 10 ans, Marie Moutier-Bitan vient de publier *Les Champs de la Shoah* aux éditions Passés composés (2020). Elle est également l'auteure des *Lettres de la Wehrmacht* (Perrin, 2014).



LES CHAMPS DE LA SHOAH
L'EXTERMINATION
DES JUIFS EN UNION
SOVIÉTIQUE OCCUPÉE
1941-1944

De Marie Moutier-Bitan
Ed. Passés composés
2020, 480 p. 24 €



ENTRETIEN

AVEC

FRANK PRAZAN *

Propos recueillis par Jean-Philippe de Garate
Photographies de Savy Svay

1940-1944

« *Une période si complexe ...*

*... qu'on ne trouve pour l'exprimer que les
couleurs gris clair et gris sombre »*

« *Thérèse Léopold : une seule certitude, je lui dois la vie* »

Frank Prazan est l'aîné des deux fils de Bernard Prazan (1935 – 2011), lui-même issu de deux immigrés, juifs polonais, arrivés à Paris dans les années 1930. Son grand-père paternel, respectueux des règles, s'est rendu à une convocation de la police, avant d'être arrêté puis dirigé vers le camp de Pithiviers. Il bénéficiera même — cela peut sembler surréaliste, avec le recul du temps — d'une « permission » de quelques jours pour revoir sa famille dans la capitale. La permission expirée, il regagnera son camp d'internement. Sa grand-mère paternelle, comme la plupart des membres de sa famille, a été arrêtée en juillet 1942 au cours de la rafle du Vel d'Hiv. Partis de Drancy, ils seront tous assassinés par les nazis en Allemagne, au terme de ce voyage au bout de la nuit que fut l'enfer de la Shoah.

Leur fils Bernard, alors âgé de sept ans, confié avec sa grande sœur à sa tante, va vivre un moment qui, à lui seul, résume l'Occupation. La tante cherche un passeur pour faire franchir la ligne de démarcation à ses neveu et nièce, afin qu'ils rejoignent les Pyrénées, où un oncle recueillera les deux enfants. Elle le trouve en la personne d'une femme, Thérèse Léopold. Entretien ...

(*) Frank Prazan est directeur de la galerie Applicat-Prazan, ancien directeur général de Christie's France.
www.frank-prazan.com



Qui est Thérèse Léopold ?

Frank Prazan : Elle est proche d'un certain Pierre Lussac, lequel s'avérera travailler en étroite collaboration avec la Gestapo d'Orléans. Au sein des forces de répression, Lussac n'est pas un subalterne. Il aura sur la conscience — son procès de 1945 l'établira — de très nombreuses victimes. Il torture les partisans, participe physiquement aux pillages, tortures et assassinats des résistants. Il compte au nombre des ultras parmi les collaborationnistes. Pour preuve : il aura, par exemple, incité un officier de la Wehrmacht à fusiller de jeunes gaullistes désarmés, ce que l'Allemand refusera... Il est épaulé dans son action par son épouse, elle aussi Orléanaise. Participant ensuite aux massacres opérés par la Milice, Lussac sera arrêté à la Libération. Condamné à mort et fusillé en 1946, face à la gare des Aubrais, il aura été moins chanceux que sa femme qui, après quelques années de prison, lui survivra un demi-siècle.

Durant les années 1940-42, Orléans n'est pas n'importe quelle ville : la préfecture a sous sa coupe les camps d'internement de masse de Pithiviers et Beaune-la-Rolande. C'est aussi une plaque tournante pour les Parisiens désireux de gagner la zone non occupée. Pour autant, on a du mal à comprendre. La passeuse est de fait proche de l'un des gestapistes les plus acharnés de la région...

Frank Prazan : Elle accepte la mission qui lui est confiée de conduire les deux enfants, mon père et sa petite sœur, en zone libre. Mon père a toujours pensé, à tort ou à raison, que la mission réelle que Pierre Lussac lui avait confiée était de les remettre à la Gestapo à Orléans.

Que s'est-il passé ? Pourquoi Thérèse Léopold est-elle présentée comme passeuse de la ligne de démarcation, alors que le doute a subsisté dans l'esprit de votre père sur ses motivations initiales ?

Frank Prazan : Lussac avait un objectif clair : utiliser les services d'une femme en proie à la nécessité qui — en conscience ou non — livrera les enfants juifs aux nazis, ce dont il sera récompensé par ses maîtres. Cet épisode donne aussi un éclairage plus général sur les hiérarchies de l'époque : un passeur est investi d'un rôle vital. Et donc, la Gestapo infiltre les réseaux d'entraide et de résistance. Dans notre cas, avec succès.

Et pourtant, il va se passer une sorte de miracle. Le mot « miracle » peut sembler excessif, mais dans ce cas, il est adapté...

Frank Prazan : Ce qui est avéré tient en peu de mots : Thérèse Léopold donne la main à mon père et à sa petite sœur, et ils prennent le train, de Paris où ils résident, pour Orléans, d'où ils sont supposés gagner les Pyrénées, en lieu sûr. Mais cette femme ne cesse de se montrer fébrile. Sait-elle ou plus simplement craint-elle le sort qui leur sera réservé, celui de la remise des deux enfants entre les mains d'assassins, les nazis qui les attendent en gare d'Orléans.

Cette femme est elle-même mère...

Frank Prazan : D'une fille est bas âge qu'elle peine à élever face à l'âpreté du moment... À hauteur de la gare des Aubrais, la station précédant Orléans, mon père, Bernard a vu sa vie basculer dans le regard angoissé, paroxystique, de



« Mon père, Bernard Prazan, était le fils d'un boucher polonais et n'avait pas reçu d'autre éducation que celle qu'il n'avait cessé de se donner, notamment par la fréquentation assidue, persévérante, des musées. »

À la Libération, votre père est revenu de son parcours chaotique d'enfant caché ?

Frank Prazan : Mon père, Bernard Prazan, était le fils d'un boucher polonais et n'avait pas reçu d'autre éducation que celle qu'il n'avait cessé de se donner, notamment par la fréquentation assidue, persévérante, des musées. Il avait une sensibilité et une puissance de travail qui, outre le succès de ses entreprises, lui ont permis d'accéder à ce qui, en vérité, l'animait : l'amour et le sens profond de la peinture. C'est ainsi qu'il en est naturellement venu à apprécier Nicolas de Staël, son contemporain, tout comme Pierre Soulages et ceux qu'on classe habituellement dans l'école de Paris, en ces années d'après-guerre.

cette femme. Un enfant, fût-il peu âgé, « sent les choses ». Thérèse Léopold, dont le trouble devient manifeste, choisit de les faire descendre du train. Et dès lors, de les conduire, non sans embûches, à destination, en zone libre, au péril de sa vie et de celle de ses désormais protégés.

Le conflit ou le doute qu'a dû vivre cette femme est un peu à l'image de celui de nombre de Français(es). Mais pour elle, les conséquences étaient sans surprise. Elle a clairement jeté sa vie dans la balance...

Frank Prazan : Lussac, devenu son tortionnaire, baignait dans l'avant-guerre dans le milieu des droits communs et en avait adopté les méthodes, qu'il a conservées au sein de la Gestapo. La force de caractère de Thérèse Léopold, déportée à Auschwitz en conséquence directe de son acte, mais revenue des camps, en a eu raison. Si demeurent des inconnues au sujet de Madame Léopold, la seule certitude est qu'à travers mon père, je lui dois d'avoir vu le jour. Je lui dois la vie ! Mon frère Michaël Prazan, dans son documentaire (INA) « La Passeuse des Aubrais » a bien mis en valeur la complexité, non seulement de cette femme, mais du contexte, l'époque, les gens et les lieux dans lesquelles elle baignait.

Cette histoire, qui peut sembler anecdotique, est animée d'un sens qui, en réalité, concentre les données d'une période. C'est une histoire, c'est l'Histoire, celle qui demain, sous d'autres formes, pourrait susciter de tels conflits de loyauté, entre docilité et référence à des valeurs plus hautes. Et pour finir, la notion de « justice », de « Juste »...

Frank Prazan : Thérèse Léopold mériterait sans doute le titre de Juste parmi les Nations, mais les zones d'ombres non éclaircies ne nous auront pas permis d'aboutir. Quoi qu'il en soit son geste, son trouble, sa décision, la rendent profondément humaine.

Revenons à ma famille : le malheur qui avait fondu sur des gens respectables, l'enfer qu'ils ont traversé, a aiguisé encore leur sens de la vie. Ajoutons que l'intégration dans la société française ne signifie pas dilution. Pour prendre un autre exemple et donner un peu de champ à notre réflexion, regardez Chagall. L'art est d'autant plus universel qu'il est ancré dans une culture.

Si je suis marchand et collectionneur d'art, le sens aigu de la peinture m'a été transmis par un homme, mon père, qui avait traversé des épreuves dont il avait retiré, non l'amertume, mais le sel. 

ENTRETIEN
AVEC
BRUNO HALIOUA

Propos recueillis par Sylvie Dutot



Leur Seconde Guerre mondiale

Dans un ouvrage récemment paru chez Buchet-Chastel, Bruno Halioua raconte comment un certain nombre de personnalités du spectacle, du cinéma, de la culture ont traversé la période de la Seconde Guerre mondiale. Des artistes, des acteurs, Barbara, Daniel Hatcher, Serge Gainsbourg, Sami Frey, (...) qui ont vu leur destin à jamais changer durant ces années de guerre. Entretien ...

Comment imaginer les péripéties qu'ont connues ces personnalités célèbres dans leur enfance...

Bruno Halioua : La période de la Shoah reste pour la plupart des « Enfants cachés » une cicatrice indélébile à jamais ancrée dans leur mémoire. Ils ont été obligés de vivre une existence de paria à un âge où normalement on doit vivre dans l'insouciance. J'ai relaté entre autres les parcours individuels d'un certain nombre d'« Enfants cachés » célèbres qui ont été confrontés à des situations qui ont considérablement façonné leur personnalité. Nombreux ont été ceux qui ont été marqués à jamais par cette période au cours de laquelle ils ont vécu nuit et jour avec la crainte permanente d'être arrêtés. La chanteuse Barbara a toujours considéré que son goût du secret, mais aussi que sa tendance à la provocation s'expliquait en grande partie par la peur constante qu'elle a ressentie sous l'Occupation. La voix douce et profonde de Sami Frey s'explique probablement par le silence dans lequel il s'est muré alors qu'il était âgé de 6 ans parce qu'il ne parlait que le yiddish.

Ces « enfants cachés » se sont retrouvés à la campagne loin de leurs proches...

Bruno Halioua : Nombreux ont été ceux qui ont été obligés de se cacher loin de leurs familles dans des milieux ruraux qu'ils ne connaissaient pas et dans lesquels il a fallu

qu'ils s'adaptent très vite. C'est le cas de Pierre Barouh qui s'est parfaitement intégré dans la ferme où il été accueilli en Vendée et qui dira que ses années d'enfance passées à la campagne lui ont inspiré de nombreuses chansons telles que « À bicyclette » ou « Des ronds dans l'eau ». Le jeune Victor Robert Nataf qui sera connu sous le nom de Victor Lanoux a été envoyé par ses parents dans le hameau de La Chenaud à La Chapelle-Taillefert dans la Creuse. Françoise Judith Sorya Dreyfus qui deviendra célèbre sous le nom d'Anouk Aimé a été cachée à Barbezieux-Saint-Hilaire en Charente. Le jeune Claude Langman plus connu sous le nom de Claude Berri racontera son histoire d'enfant caché à la campagne dans le film « Le vieil homme et l'enfant » ... Parfois les lieux dans lesquelles les enfants juifs se sont cachés n'ont pas toujours été idylliques. Marcel Gotlib a été envoyé à Villeneuve-la-Bornière, dans une famille de deux couples de paysans qu'il comparera par la suite aux « Thénardiens » qui lui dérobaient le contenu du colis que sa maman lui expédiait. Ils ne lui remettaient que des crayons de couleur dont Gotlib se servait pour s'évader de la terreur ambiante dans laquelle il était confronté.

Cet exil forcé impliquait aussi de changer de nom...

Bruno Halioua : La plupart des Enfants cachés ont dû changer de nom et se forger une nouvelle identité. Le petit

« On oublie que le point de départ de la vocation de nombreux jeunes juifs a été pour beaucoup cette période de la Guerre. »

Daniel Hechter a dû prendre le nom de Daniel Caudron ce qui le marquera à jamais comme il l'a expliqué par la suite : « Cet épisode pénible, au cours duquel je perdis tout d'un coup l'usage de mon patronyme, explique pourquoi j'ai été, ensuite et si longtemps, obsédé par l'idée de me le réapproprier et le faire reconnaître à travers le monde ». Serge Gainsbourg qui a dû prendre le nom de Guimbard reprendra plus tard cette fausse identité quand il s'est donné par provocation celui de Gainsbarre.

Cela a été aussi une expérience à l'origine de l'une vocation pour certains d'entre eux...

Bruno Halioua : On oublie que le point de départ de la vocation de nombreux jeunes juifs a été pour beaucoup cette période de la Guerre. Claude Lelouch a développé un amour et une passion pour le Septième art en grande partie parce sa mère a eu l'idée de le cacher dans les salles de cinéma pendant les rafles. Charles Denner qui a été grièvement blessé dans les combats du maquis a juré de devenir acteur de cinéma s'il réussissait à survivre. Marcel Mangel qui a pris le pseudonyme de Marcel Marceau ne serait pas devenu l'artiste internationalement reconnu s'il n'avait pas pris conscience que ses talents de mime lui permettaient d'obtenir le silence des enfants juifs à qui il faisait traverser la frontière suisse.

Les épreuves subies par ces enfants cachés sont aussi synonymes de traumatismes...

Bruno Halioua : Après la guerre, ces enfants cachés ont été marqués par l'annonce de la disparition de leurs parents. Jean Ferrat a expliqué à propos de la mort de son père Mnacha qui a été déporté le 30 septembre 1942 que « Ce manque, cette absence reste indélébile. La mort de mon père a certainement été un des éléments clés de ma création future. ». Il a d'ailleurs déclaré à propos de cette période douloureuse de la Shoah « Nul ne guérit de son enfance ». C'est exactement ce que ressentent ces hommes et ces femmes que nous connaissons tous personnellement, mais aussi ces grands artistes dont on connaît les œuvres littéraires, musicales ou cinématographiques sans se douter de la souffrance qui reste enfouie au fin fond de leur cœur... 



LEUR SECONDE GUERRE MONDIALE

De Bruno Halioua

Ed. Buchet Chastel

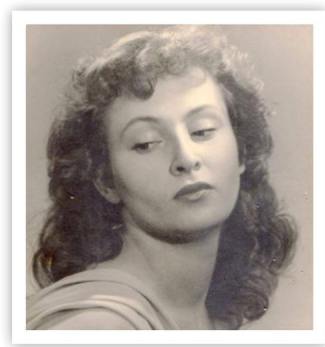
Octobre 2020

275 p. 21 €

Bruno Halioua est médecin et historien. Il est notamment l'auteur de *Blouses blanches, étoiles jaunes* (Liana Levi, 1999), du *Procès des médecins de Nuremberg* (Vuibert, 2007) et des *948 jours du ghetto de Varsovie* (Liana Levi, 2018).

LEUR SECONDE GUERRE MONDIALE

par Bruno Halioua



Quand Charles Denner était maquisard dans le Vercors ...

Fin août 1944. Zone Nord du Vercors. Le jeune Charles Denner âgé de 18 ans attend en silence sur une route du Vercors avec son frère Fred et son groupe de Résistants un convoi de soldats allemands qui doit passer.

Charles Denner est courageux. Il n'a pas peur. Il est prêt à donner sa vie à la France qui l'a considéré depuis 4 ans comme un paria parce que né juif. Il est vrai que Charles Denner aime la France. Ce pays qu'il a découvert à l'âge de 4 ans en arrivant de Pologne avec ses parents et ses frères et sœur dans cet immeuble du 20 rue Basfroï à Paris dans le 11^e arrondissement. Il a appris à l'école communale à lire et à écrire, mais surtout il a découvert la littérature française. Dans son blouson qu'il porte pendant l'embuscade, Charles Denner conserve « Le misanthrope de Molière ». Il a appris par cœur les tirades d'Alceste.

Soudain, le bruit des moteurs de camions devient de plus en plus audible. Au signal donné par l'officier, il est prévu que l'un des Résistants déclenche le tir avec sa mitrailleuse.

Charles Denner et son frère Fred sont chargés de lancer deux grenades Gammon sur les camions lorsqu'ils seront à une vingtaine de mètres. Ces deux apprentis tailleurs qui ont rejoint le maquis du Vercors à la fin du mois décembre 1943 ont longuement appris à manipuler précautionneusement ces grenades de très grande puissance. Charles Denner sait que de la précision de son geste dépendra sa vie, celle de son frère et surtout celle de ses compagnons d'armes. À l'arrivée du camion bâché rempli de soldats allemand, Charles Denner dégoupille la grenade et la lance ce qui produit une explosion gigantesque comme il le racontera par la suite « Comme j'étais devant je me suis pris le souffle de la déflagration qui m'a couché très violemment sur le dos ... J'ai dû me relever très vite malgré une terrible douleur musculaire aux lombaires, car on devait se tirer fis-sa. ». Dans le feu de l'action, Charles n'a pas senti sa douleur, mais très vite il s'aperçoit qu'il a été blessé au dos à la suite de la déflagration provoquée par l'explosion de la gre-



nade. À ce moment précis il s'est dit « si tu en réchappes, tu seras comédien ».

Le 2 septembre après avoir vécu 9 mois dans le maquis du Vercors, il peut enfin se rendre à Lyon. Le lendemain, Charles Denner défile avec son frère devant le Maréchal de Lattre de Tassigny. Dans la foule qui acclame les libérateurs. Il y a ses parents Joseph et Jenta Denner qui sont fiers de voir leurs fils avec leurs bérets des chasseurs alpins. Charles Denner a reçu la Croix de Guerre pour son action héroïque de Résistance « Je n'ai jamais accordé grande importance aux colifichets qu'on décerne pour récompenser le mérite. Mais cette médaille, pas en chocolat, j'ai toujours pensé que je l'avais mérité ». Sa blessure lui a valu une hospitalisation pendant quelques mois à l'hôpital de Grenoble. Il restera longtemps handicapé avant de pouvoir à nouveau mener une vie normale.

C'est décidé il deviendra acteur. En 1945, il entre au

cours d'art dramatique de Charles Dullin tout en gagnant sa vie comme tailleur, maroquinier et fort des halles. Il intègre une troupe de théâtre yiddish « Les Compagnons de l'Arche » d'André Marcovici où il joue dans plusieurs pièces comme *Le Dibbouk d'An Ski* (1946), *Le Keroub et le mariage de Rachel* (1947), et *Tel Haï* (1947). Cela sera le début d'une prestigieuse carrière pour l'acteur à la voix rauque qui va tourner trente-six pièces et quarante-huit films. Quelle belle revanche sur la vie que le destin de cet enfant juif polonais né à Tarnow en Galicie qui ne parlait que le yiddish quand il est arrivé à Paris à l'âge de 4 ans. Il tournera avec les plus grands réalisateurs François Truffaut, Louis Malle, Claude Sautet, Costa Gavras et notamment avec Claude Lelouch qui écrira à propos de Charles Denner : « à chaque journée de tournage, je découvre un acteur encore plus extraordinaire que la veille ».

Quand sami frey se cachait sous l'Occupation ...



Sami Frey est un immense acteur dont la carrière a été exceptionnelle avec près de 60 films et 30 pièces de théâtre. Tout le monde se souvient de lui dans *César et Rosalie*, dans *Angé-*

lique et le Roy et bien entendu dans *La Vérité* où il était le partenaire de Brigitte Bardot. Cet acteur discret ne s'est pratiquement jamais exprimé sur la période noire de l'Occupation au cours de laquelle sa vie a été complètement bouleversé.

En 1942 Sami Frey est miraculeusement sauvé à l'âge de 5 ans après l'arrestation et la déportation de ses parents juifs polonais. Sa mère Perla Frei âgée de 29 ans est déportée à Auschwitz par le convoi numéro 32 partit le 14 septembre 1942 de Drancy (Seine). Sur la liste de ce convoi, on apprend laconiquement qu'elle habitait au 17 Boulevard de Belleville et qu'elle exerçait la profession de « Confectionneur ». Le petit Sami Frey qui a été caché dans un panier à linge est recueilli par sa grand-mère Chaya Wolf. Dans un

portrait réalisé en 1962, Claude Lanzmann a expliqué que la voix suave et douce de Sami Frey s'expliquerait par le fait qu'il ne parlait que le yiddish et qu'il était obligé de limiter son expression orale par crainte d'être arrêté « Puis, pendant deux ans, on lui a ordonné de se taire, sous peine de mort. Sa voix l'aurait trahi, l'aurait désigné comme bête à abattre. Il s'est tu donc et « depuis », la communication lui est douleur ». Sami s'est ensuite réfugié avec son grand-père Chaïm, ses oncles et tantes et son cousin à Saint-Avit-les-Guespières (Eure-et-Loir), dans la maison du gardien du château dans lequel les Allemands s'étaient installés.

Le petit Sami Frey va aller à l'école dans le village de Saint-Denis-les-Ponts sous une fausse identité. Il sera dénoncé comme Juif par un médecin scolaire, mais il sera sauvé par son institutrice Marie Pikeroën. Son oncle Marcel Gassouk et sa tante Françoise Wolf vont se rendre avec lui à Rodez et ils vont s'occuper de lui comme leur enfant jusqu'à sa majorité.

Sami Frey ne s'est jamais exprimé sur les souffrances qu'il a endurées. En 2014, à l'occasion d'un interview dans un journal suisse il a livré une confidence qui permet de comprendre les fondements de la pensée de cet acteur extraordinaire « Je ne suis pas croyant, mais je considère qu'il faut tout faire pour protéger la vie. Je pense que tout est à vivre. »



Gérard philipe porte-voix au cours de la libération de paris...

Il y a 76 ans, le 20 août 1944, le jeune Résistant juif Roger Worms qui sera connu par la suite sous le nom de Roger Stéphane, qui fondera par la suite L'Observateur (futur Le Nouvel Observateur) est chargé d'occuper l'Hôtel de Ville de Paris. Une poignée d'insurgés se joignent à lui. Il ne sont pas très nombreux comme il l'expliquera avec une pointe d'ironie par la suite « Nous étions à peine une quinzaine au début de l'insurrection, et plus d'un millier à la fin ». Roger Stéphane qui assure le commandement souffre d'une extinction de voix. Il ne sait pas comment donner des ordres de manière intelligible. Il décide de demander à un jeune homme qui se trouve à ses côtés de lui servir de porte-voix. Ce jeune insurgé âgé de 22 ans lui apprend qu'il est élève au Conservatoire national supérieur d'art dramatique. Il s'agit de Gérard Philipe qui n'est pas encore connu. Comme l'a expliqué Roger Stéphane « Je suis resté six jours et six nuits sans dormir, et pendant tout ce temps il ne m'a pas quitté d'une semelle, retransmettant à voix haute ce que je lui chuchotais à l'oreille. On me faisait chaque jour une piqûre de caféine et une autre d'huile camphrée. Je crois qu'on les faisait aussi à Gérard. Il s'agissait de tenir et de tenir encore. ». Le 24 août à 19 h 30, Leclerc donne ordre au capitaine Raymond Dronne d'atteindre le centre de Paris. Trois Sherman — le Montmirail, le Champaubert et le Romilly — et une quinzaine de half-tracks composée de nombreux républicains espagnols, arrivent à 20 h 45 à la porte d'Italie. Ils franchissent la Seine par le pont d'Austerlitz et longent les quais. Dans le réfectoire de l'Hôtel de Ville, Roger monte sur la table tandis que Gérard Philipe grimpe sur un banc et il annonce d'une voix forte et distincte : « Les premiers chars de l'armée française franchissent en ce moment la Seine au coeur de Paris ! » Aucun texte dit par Gérard ne fut jamais davantage acclamé » comme le relatara l'écrivain français Claude Roy. Le geste est symbolique : la capitale sera libérée par des soldats français. A 21 h 22, à la tombée de la nuit, les hommes du capitaine Raymond Dronne atteignent l'Hôtel de Ville. Paris est enfin libéré après quatre ans d'Occupation...

Quand le caporal bernard blier cherchait à s'évader d'un camp de prisonniers...

21 juin 1940. Le caporal Bernard Blier âgé de 24 ans vient d'être fait prisonnier à Regneville, dans les Vosges. La plupart des prisonniers pensent que la détention sera temporaire et qu'ils vont bénéficier d'une libération rapide. Bernard Blier n'y croit pas du tout. Il ne pense qu'à une chose : s'évader. Sa mobilisation comme « troufion » à la déclaration de la Guerre avait interrompu brutalement sa carrière qui avait bien démarré depuis ses rôles appréciés dans « L'Hôtel du Nord » et dans « Le jour se lève ». Le prisonnier Bernard Blier est d'abord envoyé dans un Frontstalag à Reims puis transféré en Allemagne.

L'acteur décide de prendre la fuite une nuit au cours de laquelle les soldats allemands chargés de le surveiller s'enivrent du vin qu'ils ont confisqué. Pour ne pas se faire repérer, il cherche désespérément de vêtements civils. Un paysan alsacien lui procure une veste en velours, mais n'arrive pas à lui trouver un pantalon à sa taille car l'acteur est un peu « rondet ». Au matin du troisième jour de sa cavale Bernard Blier est arrêté par une patrouille allemande en raison de l'aspect trop voyant de son pantalon militaire de couleur kaki. Cet échec ne décourage pas le caporal Bernard Blier qui ne désespère pas de s'échapper des griffes des « employés de M. Hitler », comme il les appelle. Il est envoyé sous bonne garde au Stalag XVIIA situé en Basse-Autriche à Kaisersteinbrunn. Il devient le KG. [Kriegs Gefangener, c'est-à-dire prisonnier de guerre] dont le matricule est 90 346.

Lors d'une nouvelle tentative d'évasion en compagnie de deux amis, l'un est tué. Bernard Blier est envoyé en prison pour quatre-vingt-dix jours ce qui lui fait perdre vingt-sept kilos. « On n'a pas trouvé mieux comme régime que le Stalag. Ce n'était pas la peine d'aller chez le docteur Untel pour perdre des kilos... Là on était obligé de maigrir puisqu'il n'y avait rien à manger. ». L'opiniâtreté de Bernard Blier à vouloir s'évader le conduit à réaliser un faux certificat grâce à une feuille à en-tête de son père, sur laquelle figure son métier de vétérinaire qu'il a reçu clandestinement dans un colis de la Croix Rouge. Avec une pomme de terre habilement sculptée, il a fabriqué tous les tampons nécessaires à l'établissement de faux papiers. Cela lui permettra de rentrer en France de manière légale avec la complicité d'un officier autrichien bienveillant le 12 février 1941 dans le cadre d'un rapatriement sanitaire.

Dès son retour à Paris il reprend son travail de comédien, avec une différence : « J'étais devenu aussi épais qu'un haricot. J'avais perdu vingt-sept kilos et, du même coup, mon emploi habituel. Plus question de jouer les ronds, quand on est volumineux comme un fil de fer. » Il pourra enfin jouer des rôles de séducteurs pour la première fois de sa vie. Avec le temps, il va reprendre ses kilos perdus comme il le relatara avec humour « Heureusement, quelques années plus tard, en récupérant mes kilos égarés, j'ai retrouvé mes rôles de cocus avec autant de plaisir que si j'avais retrouvé de vieux amis ! » Il se fera connaître aux yeux du public pour les 200 films dans lesquels il laissera un souvenir inoubliable par la qualité de son jeu d'acteur.



Oradour-sur-Glane

par Nicolas Bernard, historien

Le 10 juin 1944, en début d'après-midi, un groupement motorisé comprenant plus d'une centaine de Waffen SS investit un paisible village du Limousin, Oradour-sur-Glane. Ces hommes appartiennent à la 3^e compagnie du 1^{er} bataillon du régiment « Der Führer » de la 2^e SS Panzer-Division « Das Reich », commandée par le général Lammerding. Ils ont tôt fait d'encercler le bourg et, brutalement, de l'isoler du monde extérieur. Quand ils ne sont pas abattus alentour, hommes, femmes et enfants sont réunis sur le champ de foire, à proximité de l'église. Les premiers sont conduits dans des granges et des garages, où ils sont exécutés en masse, à la mitrailleuse, au fusil, au pisto-

let ; les corps sont ensuite livrés aux flammes, et ceux qui ont survécu aux balles périssent brûlés vifs. Femmes et enfants, eux, sont parqués dans l'église : les SS y introduisent une caisse, qui, à la suite d'une détonation, émet une fumée asphyxiante ; prise de panique, la foule tente de gagner les sorties de l'édifice religieux, mais les SS abattent tout le monde, par balles et par lancers de grenades, avant de brûler les corps. Ils tentent sans succès de faire exploser l'église, mais parviennent à incendier le lieu saint. Le village est livré au pillage, et entièrement incendié. On dénombra 642 victimes, dont 221 femmes, 147 écoliers de 6 à 14 ans et 68 enfants de moins de six ans.



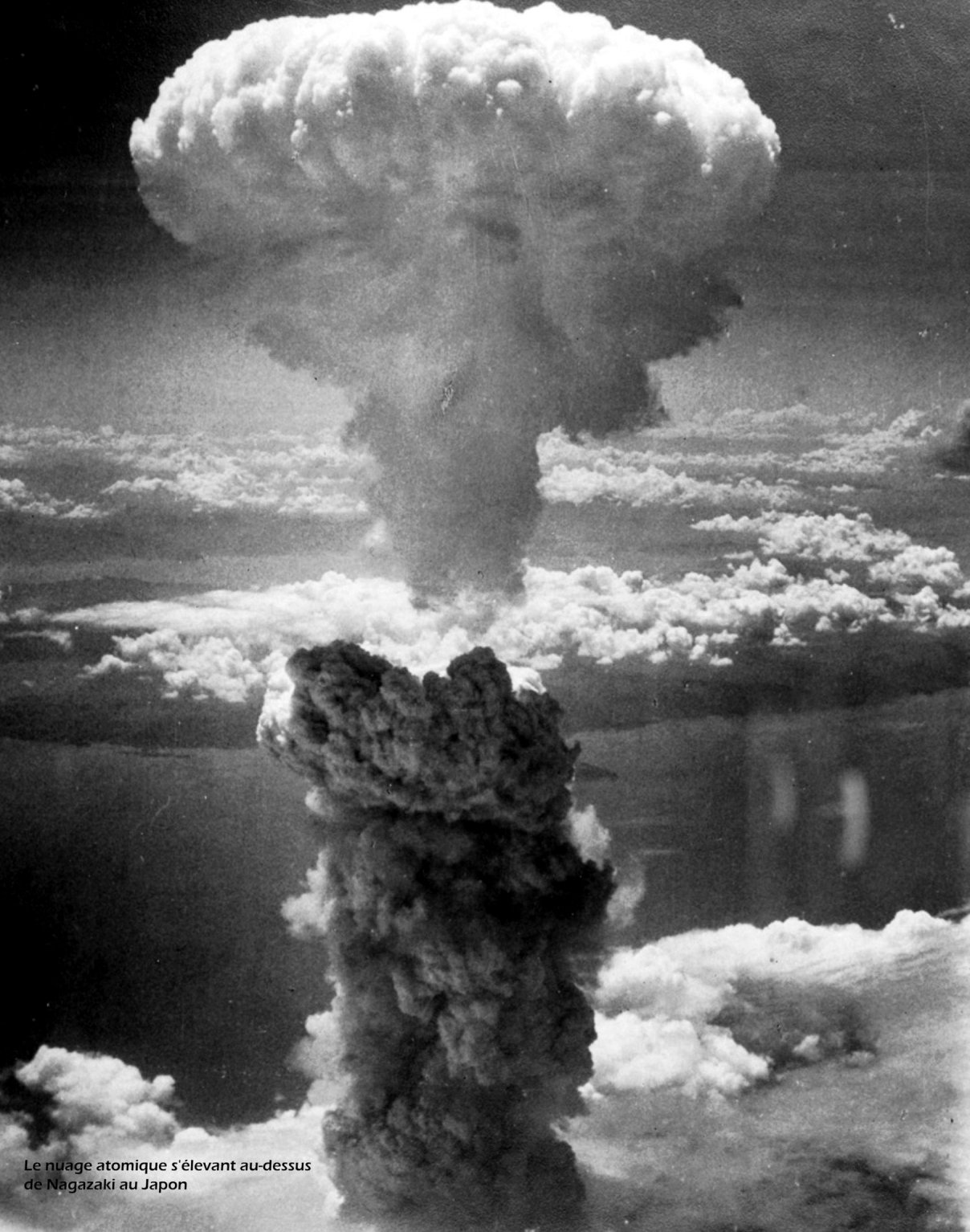
Commis quatre jours après le Débarquement de Normandie, ce crime frappe la France de stupeur. Monnaie courante à l'Est, une telle atrocité est en revanche exceptionnelle en Europe occidentale. Il est vrai que la division « Das Reich », affectée dans le sud-ouest de la France, a été employée avec la plus extrême brutalité contre la Résistance. Le 9 juin, à Tulle, elle a pendu 99 hommes, auxquels s'ajoutent 20 autres fusillés, et 200 personnes déportées, pour faire payer aux maquisards leur libération, intervenue trop tôt, de la ville. À Oradour, village dépourvu d'activité maquisarde, les SS n'ont pas cherché, comme on l'a parfois écrit, à libérer ou venger un officier SS capturé par la Résistance, mais à terroriser, purement et simplement, pour dissuader la population française de soutenir les « bandes terroristes ». La « Das Reich » pourra alors gagner le front de Normandie, où elle sera décimée par les libérateurs...

« Oradour » devient un sinistre nom commun. Au procès de Nuremberg, il symbolise la barbarie des Waffen SS. En France, il est décidé de ne pas rebâtir le village sur le lieu des ruines, lesquelles seront laissées en l'état, puis entretenues, figeant dans le temps l'épisode de l'extermination. Mais ce crime excep-

tionnel connaîtra des suites judiciaires décevantes. Il faut attendre 1953 pour que s'ouvre à Bordeaux le procès de 21 accusés, tous des sous-fifres, dont... 13 Alsaciens incorporés de force ! La France se rappelle alors que l'Alsace et la Moselle avaient été annexées de fait par le Troisième Reich, qui, sous la contrainte, avait enrégimenté 130 000 hommes de la région. En d'autres termes, le crime d'Oradour révèle un autre crime de guerre, celui de l'enrôlement forcé de la jeunesse d'Alsace-Moselle. L'Alsace prend fait et cause pour les accusés qui en sont originaires. Pour se la concilier, et aussi pour se ménager l'Allemagne de l'Ouest, la France votera une loi d'amnistie pour les Alsaciens incorporés de force, et se montrera indulgente envers les autres condamnés, si bien que la totalité d'entre eux sera libérée avant la fin des années cinquante. Les commandants de la « Das Reich », Lammerding en tête, échapperont également à un procès, à l'exception d'un sous-lieutenant, Heinz Barth, condamné à la réclusion à perpétuité en Allemagne de l'Est en 1983 — mais libéré pour raisons de santé en 1997. Les victimes n'obtiendront jamais justice, ce qui ne sera pas sans entraver le travail de deuil. ∞



Nicolas Bernard, avocat, est spécialiste de la Deuxième Guerre mondiale et contribue à plusieurs revues d'histoire militaire. Dès leur sortie, *La Guerre germano-soviétique* (Tallandier, 2013) et *La Guerre du Pacifique* (Tallandier, 2016), se sont imposés comme des références.



Le nuage atomique s'élevant au-dessus
de Nagasaki au Japon

Pourquoi les Américains ont-ils largué deux bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki ?

par Nicolas Bernard, historien

6 août 1945, 8 h 15, heure japonaise. La ville d'Hiroshima est désintégrée par une bombe atomique que vient de larguer un bombardier B-29 américain. L'explosion, les incendies et les radiations tueront 150 000 personnes, auxquelles s'ajoutent 80 000 blessés. Trois jours plus tard, une autre bombe atomique, initialement réservée à la ville nipponne de Kokura, tombe sur Nagasaki : 70 000 morts, 74 000 blessés. Entre-temps, l'Union soviétique vient d'entrer en guerre contre le Japon. Ce dernier, bouleversé par cette succession de cataclysmes, annonce le 15 août 1945 qu'il capitule sans condition. La Seconde Guerre mondiale prend fin, mais lui succède, désormais, l'ère nucléaire.

La question n'en finit pas de hanter les États-Unis et le Japon : de tels raids étaient-ils indispensables ? Pourquoi avoir pris une telle décision ? Sur le moment, et depuis, les décideurs américains, à commencer par le Président Harry Truman, qui venait de succéder à Franklin Roosevelt décédé le 12 avril 1945, a avancé l'état de nécessité : le Japon refusait de se rendre ; y débarquer aurait causé un bain de sang ; la bombe atomique, en mettant l'Empire du Soleil levant à genoux, a mis fin à la guerre et sauvé des millions de vies, dont des centaines de milliers de vies américaines. Mais, depuis la fin des années quarante, des voix dissidentes se font entendre, soulignent que les raids nucléaires étaient pires que criminels, inutiles : le Japon était prêt à se rendre, moyennant le maintien de l'Empereur sur le trône ; il existait des alternatives militaires, telles que le blocus, ou le débarquement, lequel n'aurait pas été si coûteux. Certains historiens soutiennent que le gouvernement américain n'en ignorait rien, et aurait surtout cherché à faire étalage de sa puissance de destruction pour impressionner non pas tant le Japon que l'Union soviétique. Hiroshima et Nagasaki seraient ainsi les dernières victimes de la Seconde Guerre mondiale... et les premières de la Guerre froide !

Lesdites critiques n'en sont pas moins fragiles. Certes, le Japon, à l'été 1945, était aux abois : il reculait sur tous les

fronts, son archipel était victime de bombardements répétés et d'un blocus, si bien que la famine le guettait. Cependant, le régime militaire qui corsetait encore le pays n'était nullement disposé à se rendre. Même les plus modérés des dirigeants japonais espéraient conserver tout ou partie de l'empire, ainsi que les institutions de la dictature. L'armée impériale appelait même de ses vœux un débarquement américain, espérant infliger à l'envahisseur une défaite décisive, sinon un carnage qui le pousserait à négocier. Dans cette logique, Tokyo comptait sur une médiation soviétique (la Russie stalinienne avait signé un pacte de non-agression avec le Japon en 1941). Les raids nucléaires, couplés à l'entrée en guerre de l'URSS, ont anéanti cette stratégie, si bien que l'Empire n'avait plus qu'à déposer les armes.

Il est également certain que le gouvernement américain espérait une fin rapide des hostilités, grâce à la bombe atomique. Comme on redoutait les pertes découlant d'un débarquement en bonne et due forme, d'autres solutions avaient été discutées dans les milieux politiques et médiatiques américains : assouplir l'exigence, posée par Roosevelt, d'une reddition inconditionnelle, ce qui revenait à laisser une dictature perdurer au Japon ; ou user des armes chimiques, jeter du défoliant sur les cultures japonaises pour faire mourir de faim la population, voire recycler des fusées V2 allemandes contre l'archipel nippon... Truman comptait, pour sa part, sur l'intervention militaire de l'URSS, mais l'idée déplaisait souverainement à certains caciques du Parti républicain, ainsi qu'à son propre ministre des Affaires étrangères, James F. Byrnes. La bombe atomique, dans ce contexte, est apparue comme une bien opportune solution de rechange, face à un ennemi d'autant plus détesté qu'il refusait d'admettre l'évidence de sa défaite. La déshumanisation née de la guerre a fait le reste : les bombardements sur la population étaient depuis longtemps tolérés, si bien que le sort d'Hiroshima et de Nagasaki était scellé... 



© Benjamin Decoin / CNEWS

Marc Menant est journaliste et éditorialiste dans les émissions FACE À L'INFO sur CNEWS du lundi au jeudi de 19h à 20h et LA BELLE HISTOIRE DE FRANCE le dimanche à 14h.



Exécution pour l'exemple !

En hystérie les deux gardes allemands ! De la crosse de leur fusil, pilonnent une dizaine de bougres tassés au sol. Au hasard la volée, crânes, omoplates, reins, jambes, les deux brutes vident leur haine, en ont marre de ces « franzoses » réfractaires à la discipline, prompts au sabotage et en obsession d'évasion, « Fusiller, fusiller » beuglait le plus costaud en s'éreintant à la bastonnade des salopards pincés comme des taupes en plein creusement d'un tunnel. Allait se solder à l'exécution sommaire, la tentative de filer en lousdé du camp de Rawa-Ruska, bourgade perdue en Ukraine en plein « triangle de la mort ». Sinistres les lieux, derrière des barbelés piqués de miradors s'échelonnent quatre blocs en dépouillement bétonnier, deux débraillent inachevés, les autres abritent, l'un, les services administratifs, le dernier, plus ratatiné, l'infirmerie. Voilà ce qui s'apparente encore à la dignité humaine, mais à une cinquantaine de mètres, toutes de guingois, s'éparpillent d'anciennes écuries aux bois disjoints dans lesquelles on agglutine par centaines les hordes de prisonniers déversées chaque jour par des convois de wagons à bestiaux en provenance des camps de travail, les fameux stalags. De la vermine terroriste les hordes, regroupent gaullistes, communistes, têtes brûlées, tous les dégénérés à ravalier moins que bétail. Privée de chauffage, de couverture la racaille, qu'une combine pour se réchauffer la nuit, se recroqueviller les uns contre les autres dans les caisses superposées par trois qui servent de couchettes sans même une couche de paille en guise de matelas. Le plus abject dans cet univers de cafard, les latrines réduites large béance pestilentielle au milieu de la cour et accessibles que le jour tout comme le seul point d'eau, un robinet planté près d'un mur. Interminable la queue pour atteindre l'écoulement jaunâtre porteur d'une myriade lilliputienne cause de bronchites,



André dit "Dédé" est fait prisonnier en 1940 et envoyé au camp de Rawa Ruska



Le matricule 11528, "Dédé" pour les copains, teigneux de naissance, incorporé au 8^e zouave à son appel sous les drapeaux en octobre 1938.

pleurésies, pneumonies, en concurrence avec le typhus propagé, lui, par les poux et les puces en joyeuses agapes des râbles sous les haillons. S'arrêtent pas là les maladies, prolifèrent les dysenteries, gastro-entérites, avitaminoses, décalcifications, rhumatismes, névralgies, tant la famine lamine les organismes. Bien chiche l'infâme rata distribué uniquement le soir à louche maigrelette, de la flotte tiédasse avec pour de rares chanceux, une fane de choux ou deux épluchures de pommes de terre. À la débrouille la récupération de la pitance, chacun s'est bricolé un récipient, les uns avec des morceaux de ferraille rouillée dégoutés par hasard, d'autres avec des bouts de lattes arrachés aux murs et certains, comme le matricule 11528 l'un des fugitifs au martyre sous les crosses, utilisent un des sabots alloués comme uniques chaussures à l'arrivée en déportation. Drôle de zigue le matricule 11528, Dédé pour les copains, teigneux de naissance, incorporé au 8^e zouave à son appel sous les drapeaux en octobre 1938, corps d'élite semi-disciplinaire le 8^e, les autorités militaires y glissaient en renfort des volontaires, les caractères rebelles l'expérience ayant prouvé qu'au front, dans les opérations de trompe-la-mort, il n'y a pas plus téméraires que les rétifs

à l'ordre. Inscrit en gras sur la liste des insoumis André, étiqueté « rouge », dangereux bolchévique pour avoir été à dix-huit ans l'un des farouches meneurs de la grève générale de 1936 cette incandescence révolutionnaire mère de l'odieux Front populaire. À mater l'énergumène, incorporé derechef dans le régiment de légende en garnison à Mourmelon dans la Marne.

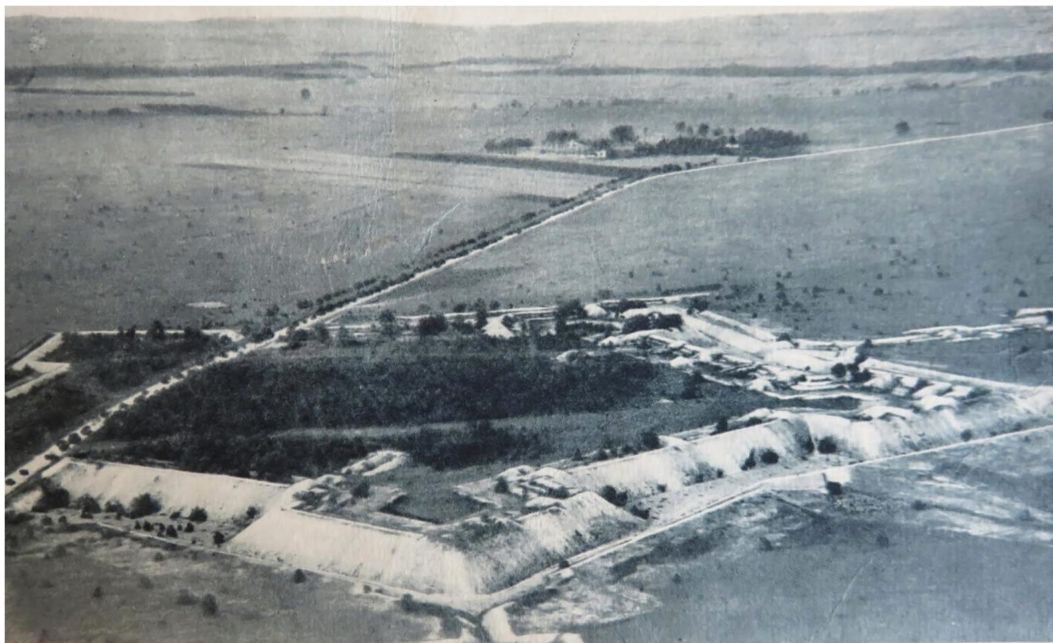
Dès le franchissement des murs de la caserne, les conscrits étaient cueillis par les aboiements des sous-officiers, c'est leur grande jouissance aux rustres issus du rang l'imposition de leurs galons à l'autoritarisme primaire, du matin cinq heures le lever au clairon, à l'extinction des feux à vingt et une heure, ils épuisent la bleusaille aux exercices bourriques, lui passent rien, qu'elle file droit, au moindre fléchissement, à l'esquisse d'une rebuffade, hop, avilissent le coupable d'une punition publique. Immédiate l'exécution. Devant les camarades figés bien en lignes, voilà l'Ostrogoth aux séries de cinquante pompes ou en tours de cour à la course avec trente-cinq kilos sur le dos. Aiguillon les repréailles pour les têtes de mule comme le deuxième classe André, lui, son rejet viscéral ce n'était pas la discipline, mais la fêrule garde-chiourme, alors récidiva

Marc Menant raconte ...

« L'idéalisme sa motivation, pas le patriotisme, faut dire que toute sa génération avait grandi dans une France en lamentations des horreurs de la Grande Guerre ... »

aux bravades, quelle humiliation pour les chefaillons en vengeance, le collèrent au trou seul dans une cellule au pain sec et à l'eau. Ne dressa pas André, le régime de bagnard, il enchaîna les séjours en tôle tant la soumission de chien lui répugnait, n'échappa à l'infecte spirale qu'avec l'ordre de marche au combat fin août 1939. Quelle métamorphose, aussitôt comme les autres, bien gaillard à la perspective d'affronter les Allemands ! L'idéalisme sa motivation, pas le patriotisme, faut dire que toute sa génération avait grandi dans une France en lamentations des horreurs de la Grande Guerre, familles à ruminer ses drames, pas que des mots les horreurs, bien visibles, même chez lui à Meulan bourgade modeste à quarante kilomètres de Paris, suffisait d'arpenter la rue Principale pour buter ici ou là sur la silhouette incomplète d'un disloqué de la boucherie, manche où pantalons vides épinglés par le revers, plus épouvantable, maraudaient inidentifiables quelques gueules cassées, regard halluciné dans une charpie de chairs, ils fouaient la trouille les monstres en douleurs perpétuelles, on les fuyait, mâchouillait à distance : « plus jamais ça ! », l'avait récupérée la rengaine générale le même André « plus jamais ça, plus jamais ça », en avait mûri pacifiste, non

violent radical puis, à ses treize ans, la vie l'avait rattrapé au réalisme, authentifié surdoué par les prix d'excellence dans toutes les matières, il dût néanmoins quitter l'École « le père » et « la mère » comme il appelait ses parents ayant capoté ses folles ambitions d'un catégorique « Faut gagner ton pain mon garçon, les études c'est pour les riches ou les feignants ! ». Après un CAP d'ébéniste, placé à l'usine le vif esprit, rivé à la chaîne huit heures par jour, quelle dégradation, la dignité l'embringua à la lutte des classes, elle l'enragea, mais ce qui effondra définitif son pacifisme ce furent les tentatives d'insurrection des Ligues d'extrême droite en communion avec la montée du fascisme à nos frontières, Mussolini, Franco, et, apothéose de l'immonde, l'accession d'Hitler au pouvoir. Endiguer cette lèpre, l'éradiquer, voilà ce qui piquait une ferveur de despérados au deuxième classe André, à l'ordre de marche, il en jaillit à la tête du 8e zouave et engagea une marche alerte malgré les trente-cinq kilos du barda sur le dos, de la plume pour lui moulé à la gymnastique et à l'haltérophilie grâce à la méthode Hébert pratiquée en autodidacte depuis l'adolescence sur les conseils de son instituteur monsieur Mintrelle. Pas plus pénible qu'un bon entraînement les pérégrinations aux



Le CAMP de MOURMELON vu en avion — Le Fort Saint-Hilaire et la Plaine



Ci-contre : soldats français durant la bataille de France en 1940.

Page de gauche : le camp de Mourmelon.

ordres du colonel Anzemberger même lorsqu'elles atteignaient certains jours les 60 km, il est vrai que dans la traversée des villes et des villages l'irruption des colonnes, chéchia rouge sur le crâne, pantalons bouffants, attirait la populace par volée de moineaux, crépitait aux applaudissements et encouragements la populace, filles en subite incandescence à la vue des athlétiques pioupious, pudeur en déroute, les filles fondaient tourterelles sur les futurs héros et les braisaient aux baisers. Notre Dédé l'un des plus gâtés aux assauts volages tant sa prestance et sa belle gueule l'arrangeaient vedette de cinéma, quelques fois, il en eût le soir au bivouac la délicieuse surprise du don d'une volaille par une jeunette en taquins frissons. Quelles agapes, rattrapait les sordides rations le gallinacé grillé sur un feu de bois improvisé, le partageait avec Robert, p'tit Louis et « Fauvette » le maître du braconnage de la petite bande constituée au gré des étapes. En multiplication les étapes, car la montée du régime de choc vers la Belgique n'avait rien de rectiligne, un jour c'était droit devant, le lendemain changement de direction, puis on reprenait un nouvel élan vite balancé par un repliement, « Bon sang ! que veulent-ils à l'État-major ? Nous prennent pour des pigeons », ça ronchonait dans les colonnes en allures de débâcles sans toutefois altérer le tempo de la marche, déterminés les zouaves, en impatience du combat, mais le seul ennemi qu'ils rencontraient c'était le ciel, et quel ennemi, un enragé, les pilonnait aux halles-bardes de pluie, les canonissait au tonnerre, les pinçait au froid, ravageait borborygmes les chemins, la troupe dégoulinante, patageait, glissait, baignait dans la gadoue, pourtant elle continuait d'avancer, se galvanisait aux chants,

« Drôle de guerre, armes en bandoulières, moral raviné par l'ennui et, puis, dégringola la mission de déloger les nazis d'une vaste zone forestière aux portes du Luxembourg ... »

dégorgeait *La Madelon*, *La Marseillaise*, ce fût dans ces conditions que les boches planqués dans un bois cueillirent le régiment d'une frénétique mitraille. Saisie à découvert la première ligne plongea dans la boue, épaula le fusil et, guidé par les salves, chercha à distinguer entre les arbres les agresseurs, ne tira que coup par coup comme au stand de tir, c'est ainsi que le deuxième classe André débarrassa son champ de vision de plusieurs silhouettes sans la moindre émotion tant l'exécution d'un homme à distance reste fiction. Une fois la mitraille adverse plus clairsemée, il se redressa tout gluant de boue, courut quelques mètres avant de piquer de nouveau dans le borborygme pour se soustraire aux rafales, ainsi de suite jusqu'à atteindre un couvert et

voir avec ravissement trois camarades à ses côtés. Les conflits d'audace leur regroupement, s'improvisèrent commando et ouvrirent une brèche dans les positions ennemies qui facilita la prise du bois par le régiment. Si remarquable leur action que

leur adjudant dit « Gros pif », tint à les féliciter le soir avec le capitaine du bataillon, « Tu manques pas de couilles », lâcha chaleureusement « Gros pif » au deuxième classe André pourtant sa bête noire à Mourmelon. Réhabilité par sa bravoure André, désormais dans les petits papiers de son tourmenteur ce qui se traduisait par le saut de son tour de corvées, pas pure récompense le privilège visait juste à épargner les forces du gaillard dans la perspective des combats. Pourtant bien loin des combats, le régiment avait repris son errance sans objectif déterminé. Drôle de guerre, armes en bandoulières, moral raviné par l'ennui et, puis, dégringola la mission de déloger les nazis d'une vaste zone forestière aux portes du Luxembourg. De grande envergure



« La guerre ne commença pour de bon qu'au mois de mai, le 10 exactement, jour où le 8e quitta Saint-Quentin pour la Belgique que les Allemands venaient d'envahir. Moral et train effréné des troupes napoléoniennes les zouaves ... » »



l'opération avec l'appui de blindés légers, quelle farce, en impuissance les engins devant la muraille végétale, fallait donc comme le mois précédent tenter l'infiltration fourmière, le plus périlleux étant d'atteindre une batterie bien calée entre une chapelle et le mur d'enceinte d'un cimetière. « Gros pif » forma trois groupuscules chacun sous le commandement d'un sergent afin d'anéantir la semeuse de mort par un assaut synchronisé à la grenade. De la sélection le deuxième classe André, retenu avec les copains Robert, « Fauvette », p'tit Louis, à leur tête « Biribi » un dur à cuir de la coloniale « Tête baissée les gars ! On fonce, Dieu nous protège ! », une fois gueulé ça, avait filé droit sous les pruneaux le héros des déserts, escouade à ses trousses sans frissons tant l'action extrême bloque les pensées et vous livre à l'intuition ce sixième sens, elle, l'intuition qui anticipe, coordonna, guida leur carcasse et les propulsa indemne dans une cache à l'abri des fourrés. Abrutis par la canonnade, ils rampèrent dans la glaise jusqu'à une cinquantaine de mètres du dégueuloir de ferrailles, « merde », était inatteignable, trop encastré et défendu par trois mitrailleuses en arc de cercle, « Repliez-vous » beugla « Biribi », en glissant à l'envers dans l'empreinte de boue qu'ils avaient laissée, « Continuez, rejoignez l'adjudant ! » puis crochant le deuxième classe André « suis-moi ! ». Ils roulèrent à l'opposé vers le cimetière, escaladèrent le mur et filochèrent à cache-cache derrière les tombes à moitié délapidées pour aboutir pile derrière la machine infernale, là, choisirent un caveau dont les en-

« Apocalypse la déflagration, sol en convulsions de séisme, gravats en geysers, air en souffle de bouilloire, irrespirable, les brûlait, les étouffait, éternité le chaos avant le calme lugubre annonciateur de mort... » »

trailles percées protégeaient encore la fosse, dégoupillèrent chacun une grenade, les lancèrent de concert et, d'un bond fusèrent dans la faille du monument funéraire. Apocalypse la déflagration, sol en convulsions de séisme, gravats en geysers, air en souffle de bouilloire, irrespirable, les brûlait, les étouffait, éternité le chaos avant le calme lugubre annonciateur de mort... » »

et Biribi retrouvèrent la conscience, une euphorie proche de l'extase les submergea, cabris sur les cercueils, ils se broyaient à l'accolade. Triomphe leur retour dans les rangs du 8^e, leur valut une cérémonie qui muta le deuxième classe André caporal et honora sergent-chef, Biribi.

Durent patienter avant d'étreindre leurs galons, le frusquet hiver paraissait avoir glacé les belligérants sur leurs positions. La guerre ne commença pour de bon qu'au mois de mai, le 10 exactement, jour où le 8^e quitta Saint-Quentin pour la Belgique que les Allemands venaient d'envahir. Moral et train effréné des troupes napoléoniennes les zouaves, dans le groupe menant la furia la barrette rouge du caporal André oscillait à l'extravagante cadence, la vitalisait aux chants guerriers la cadence le caporal, gonflés de vaillance tous, impatients de stopper les nazis, en bâclèrent les bivouacs et propulsèrent en deux jours sur le canal Charleroi-Bruxelles. Sans encombre le galop, mais à leur infiltration des berges, un orage d'acier appuyé par des essaims de Stu-



Ci-dessus : Prisonniers français, après la prise du village de Thulin, entre le 12 et le 15 mai 1940, ECPAD
 © Erich Borchert / ECPAD. Exposition "Comme en 40". Musée de l'Armée. Paris.

kas en piqué les éparpilla à plat ventre. Face aux déchainements, dérisoire la réplique de leurs pétoires alors, agirent en loups, rampèrent vers les chars et les batteries cracheurs du feu jusqu'à se trouver hors du rayon des tirs, là, dégoupillaient une grenade, la balançait et détaient gibier des mitrailleuses à leur affût aux tourelles des blindés. Le sabrage de copains les entêta à la funeste stratégie de harcèlement, lancer, replier, défouailler, ruer, des heures et des heures l'héroïque manège, ne concédaient le recul que sur l'ordre des chefs et encore, avant de rompre osaient un ultime baroud ainsi, avant de déguerpir du monticule conquis avec Robert et « Fauvette », le caporal André lança à ses camarades « *Gâchons la vie à ces salopards, faisons pêter le pont à côté* », pour l'honneur le défi, créerait juste la pétaudière dans l'avancée des boches, qu'importe, ce serait toujours ça, ils ramassèrent leurs bardas, l'épaulèrent et une volée de balles les força à la culbute tête en avant, si brusque la dérobade qu'André s'écrasa sur le front, assommé net, la fatigue le prolongea aux vapes par un profond sommeil. À son réveil ne fut pas surpris de voir que ses complices n'avaient pas non plus résisté à Morphée, en revanche, saisit par le silence, lança un regard circulaire, incroyable, disparu le monde de fureur, pas une âme alentour, envolé le 8e, pas à barguigner, fallait décamper, déjà sa main secouait Roger « *Debout ! Ya plus que nous !...* », il eut beau insister, loque

Roger, se fit plus vif, l'ébroua comme un vulgaire sac, la tête ballotta... mort le camarade, effrayé, pivota vers « Fauvette », empoigna sa capote, l'agita avec frénésie, sans réaction « *Fauvette* », ad patres lui aussi, machinalement André palpa les poulx de ses compères, se sentait vide, la guerre assèche, tarit les larmes, laisse le chagrin abrutir comme un coup de masse, trouva néanmoins la force de se redresser, tituba quelques pas puis, força le regard sur l'horizon dans le fol espoir d'y repérer quelques infortunés du régiment, ah, il en vit des uniformes, grouillaient en processions, mais c'était pas la bonne couleur, là, devant lui, régnait le vert de gris, les boches tenaient la région ! Qu'une urgence, le troc de sa tenue contre des frusques civiles ! Avant de partir, s'allongea à plat ventre et but comme une bête quelques goulées de l'eau du canal, se redressa, calma son crâne à grandes respirations, c'est à cet instant qu'il sentit pour la première fois dans le creux des reins le canon d'un fusil... à la bascule le destin, chutait en enfer.

Comme les centaines de bougres capturés déchet animal André, intégré à un troupeau de dépenaillés condamnés à avancer, « *schnell, schnell* » aboyaient les gardes en charge de l'étrange transhumance, impitoyables à la discipline les gardes, catapultaient sur les trainards et les asticotaient aux coups de crosse, leur marotte les coups, aucune pitié même pour les bancals, chairs en purulences pestilentielles, 

Marc Menant raconte ...

« *schnell, schnell* » qu'ils perroquaient bien sauvages aux oreilles des écopés au calvaire, si un souffreteux s'effondrait, ni une, ni deux, un cerbère le raidissait d'une balle dans le crâne, leur seule humanité l'achèvement d'abattoir. Pour pas finir comme un porc, fallait bagoter cinquante, soixante kilomètres dans la journée malgré la pluie qui les rinçait d'abondance, fléau et salut les satanées trombes, certes les pénétraient jusqu'aux os, mais leur permettaient de se couper la soif à grandes morsures de leurs haillons gorgés d'eau. Unique ravitaillement la ragoûtante débrouille, même le soir, une fois parqués dans un champ, ne recevaient pas le moindre guignon de pain alors, de lassitude se laissaient choir sans répugnance dans la gadoue, dormir, dormir leur volonté. Vautré comme les autres dans le gluant magma, le caporal André bataillait les paupières aux chimères d'évasion, idéale la nuit noire pour carapater, irrésistible la tentation ... »

de leur campement et, en quelques commandements secs comme des déflagrations, remirent le monde en torpeur nocturne.

Reprit trois jours plus tard sur un quai de gare le concert en férocité canine, orchestrait l'entassement des prisonniers dans des wagons à bestiaux pour une traversée aveugle de l'Allemagne à l'allure de corbillard. Pas infâmes, abjectes, les conditions du périple, total avilissement ainsi, pour les commodités ne disposaient que d'une grosse boîte de

À ses trousses le fauve, truffe soudain brouillée par les remugles en fusion, se bloqua en beuglements d'impuissance, épouvante son vacarme, emballa ses congénères à la rage si bien que les maîtres dérangés en plein festin de fortune, jaillirent



« Quand enfin les portes s'ouvrirent, ils étaient tellement hagards tous, qu'ils perçurent à peine les hurlements des chiens, ça ne les empêcha pas de filocher en cortège jusqu'à un large portail métallique couronné d'un panneau en bois sur lequel certains firent l'effort de lire STALAG VIIIC ... »

consERVE vide accrochée par une ficelle au plafond, comme ils restaient aux privations et que la soif brûlait les gosiers, chacun la transforma bol de récupération d'urines seule façon de ne pas crever de déshydratation de sorte que la libération des entrailles s'improvisa dans un coin. Irrésistible l'air gorgé des puanteurs intestinales et corporelles, avec le froid, l'immobilité, le bercement des boggies, hébétait les damnés ce qui les sauva de la haine inoculée par la promiscuité. Invivable la promiscuité, obligeait pour se reposer de s'em mêler à tour de rôle sur le plancher, qu'un famélique tente la resquille, il recevait une volée de savates dans les côtes qui le redressait vite fait. Quand enfin les portes s'ouvrirent, ils étaient tellement hagards tous, qu'ils perçurent à peine les hurlements des chiens, ça ne les empêcha pas de filocher en cortège jusqu'à un large portail métallique couronné d'un panneau en bois sur lequel certains firent l'effort de lire STALAG VIIIC. L'entrée franchie, on les groupa en centaines conduites une à une dans de vastes baraquements de plain-pied en briques rouges. Répartis dans de grandes salles, leur claqua l'ordre de se dénuder ce qui cabra André, pas la pudeur le

détonateur de sa fronde, ô non, en hébertiste prisait la nudité, était même toujours le premier au plongeon cul à l'air dans la Seine à Meulan avec les copains, liberté la nudité, en revanche sous l'injonction, dégringole humiliation alors, par dignité, lambina au dépouillement et s'interrompit aux sous-vêtements. Un jeune SS en vociférations s'abattit sur lui et dans un rire de satire arracha les ultimes pelures de tissu. Une fois les troupes abaissées grouillement de vers, les boches ordonnèrent la remise des biens intimes, bague, gourmette, chaîne, médaille, le caporal dut donc se défaire de son seul joyau, la montre toute simple offerte par le père et la mère à sa première communion... le père, la mère... irrépressible le chagrin, lui brouillait les yeux quand la bousculade générale l'emporta sous la douche commune. L'eau glacée foudroya la nostalgie, illico délices le ruissellement d'Arctique, car depuis Saint-Quentin, jamais n'avait eu l'opportunité de se laver Dédé, frénétique son asticotage,

Ci-contre : des prisonniers de Rawa Ruska en 1942.



Marc Menant raconte ...



le purifiait, le redorait homme, éphémère la réhabilitation, interrompue par des jets d'insecticide pour bétail. Résigné de circonstance, il passa à la tonte du crâne puis, dans le vrac d'un tas d'uniformes décrépis, china une veste et des pantalons à peu près à sa taille, pour les pieds, il n'y avait à disposition que des sabots. Acrobatiques les premiers pas en chausse paysanne, dandina pingouin jusqu'à la pièce où on lui tira le portrait avec, bien visible sur une ardoise, le matricule qui désormais devenait son identité : 11 528.

Pas facile la réduction à un numéro. En aide de la métamorphose les Allemands multiplièrent les rassemblements inopinés en pleine nuit, pourtant, déjà courte la nuit, coucher à 9 h, lever à 4 h, à la sirène, tous en cavalcade... dans la cour, « garde à vous ! » ... à l'appel du matricule, au tac au tac : « présent ! », l'engourdi pas assez prompt écopait de l'exécution immédiate d'une série de pompes ce qui allongeait d'autant la pénible posture sous les frimas. Aux gémonies l'enfoiré, tout comme André qui, avec trois acolytes, sabotait le comptage de l'effectif par de subreptices glissements dans les rangs. Intolérable à la grande majorité des prisonniers la résistance par indiscipline, aussi ridicule et

fâcheuse dans ses conséquences qu'un chahut de potaches, avait besoin de dormir la majorité après les journées de bagnards à briser les cailloux ; trois porte-paroles informèrent Dédé de la réprobation générale et le mirent en garde contre les risques de dénonciation. Pas ces menaces qui le plièrent en soumission, mais la concession que ses incartades ne valaient que la piètre satisfaction d'exaspérer leurs tortionnaires. D'autant plus magnanimes le caporal que le Stalag VIIIIC n'était qu'une étape dans leur destin, le Reich avait besoin de bras en compensation des milliers d'hommes enrôlés aux armées, centre de triage le stalag, après le dressage à la discipline les détenus étaient répartis dans des unités de travail forcé. Comme ça, qu'il échoua avec deux gaillards dans une ferme familiale en Silésie du Nord. Pas déplaisant du tout l'accueil du couple de paysans en aube de vieillesse trognes boucanées par les extravagances de la météo, s'efforçaient d'être chaleureux comme les encourageait la radio depuis l'armistice. Désormais, les *Franzoses* n'étaient plus des ennemis, mais de respectables vaincus voués par accord entre le Führer et Pétain à une féconde collaboration. Une chance la rapide application de l'accord pour Greta et Bruder, l'arrivée de trois bons gars allaient enfin pallier l'absence de leurs deux garçons enrôlés dans la Wehrmacht. Tombait à pic le renfort, car malgré un phénoménal courage le couple effectuait à peine le tiers des tâches indispensables à la routine de leur exploitation. Pour rassurer les nouveaux venus et prouver leurs bonnes intentions à leur égard, Greta avait mitonné dans la cuisine un copieux repas avec viande et rutabagas accompagnés d'une grosse tranche de pain noir. Un vrai gueuleton de noces pour les trois affamés. À la vue de leur pitoyable maigreur, le mari avait lancé aux soldats qui les accompagnaient « *ils vont coûter cher au remplumage !* », de p'tit Paul la traduction, baragouinait l'allemand pour être serveur au Moulin Rouge à Ménilmuche. En joie subite p'tit Paul, comprenait que la vie prenait bonne tournure, qu'à la ritournelle des hasards le sort les gâtait « *On va se la faire belle* » gazouilla-



Ci-contre : un mirador du camp de Rawa Ruska.



Ci-contre : le bloc IV de Rawa Ruska pendant la guerre.

Devant la multiplication des évasions, les nazis décidèrent d'expédier les récidivistes considérés comme des terroristes dans des camps de représailles d'où "ils ne devaient pas revenir". Ils seront déportés au camp de Rawa Ruska.

t-il sans honte à Dédé et Lucien le berger savoyard quand, repus, ils se retrouvèrent coucher dans le foin de la grange attenante à la ferme qui leur servirait de chambre. Serment, la réplique du caporal *« Je vous jure de leur pourrir la vie à nos péquenots, carotte pour nigauds leur gentillesse, travailler pour eux c'est se ranger sous la botte d'Hitler oui, je vais leur en faire voir en attendant de trouver le filon pour mettre les voiles ! »*, *« T'es cinglé, on est au bout du monde, jamais tu pourras te faire la paire ; t'en penses quoi Mont Blanc ? »*, *« Y'a pas de l'arbin chez nous ! »* ce qui signifiait la pleine adhésion aux projets de Dédé. Dure à la concrétisation les projets tant le vieux couple s'obstina à les traiter avec humanité, amenaisait simples bourdes leurs crasses de margoulin :

semences à l'envers, outils tordus ou brisés, sauts renversés... infinies leurs trouvailles de saloperies, *« Vous êtes de fieffés fumiers ! »* les agonisait P'tit Paul *« Vous anéantisiez les maigres bénéfices de deux vies de labeur »*, *« Remballe tes sermons, c'est pour les nazis les récoltes ! »* grondait André à la fois triste et résolu à poursuivre les minables manigances, n'avait qu'une hâte y mettre un terme en prenant l'escampette, mais avec leurs sabots et leurs nippes barrées de deux énormes lettres, les SS qui quadrillaient la région molosse en laisse, les choqueraient aisément. Par chance, finirent par repérer sur le trajet qui conduisait à la réserve de bois, les allées et venues à horaires réguliers de deux estafettes à vélo. Ils barrèrent le chemin avec un tronc d'arbres et planqués derrière un taillis attendirent que leurs proies posent pieds à terre puis leur tombèrent sur le râble avec le manche de leurs haches. Plus robustes que prévu les vert de gris, à moitié estourbis agrippèrent leurs agresseurs aux mollets, Lucien dingua

« Fusiller, fusiller », éructait le costaud épuisé par sa cognie de crosses sur les crânes, les omoplates, les reins, les jambes, « Stehen !...Stehen!, Schnell! », crocha les fringues aux épaules pour accélérer le redressement des suppliciés en hébétude, « Fusillés ! »

au sol, mais André parvint à les assommer en deux coups de battoir. Fatale la chute du savoyard, cheville gauche en vrille, ne pût se relever *« Je peux plus arquer Dédé, déloque le grand et taille-toi ! »*. Aussi habile qu'un maraudeur au détoussage Dédé, butin en chiffons sous le bras, embrassa en chiales de gosse son complice *« merde camarade »*, enjamba l'un des vélos et s'esbigna par un sentier qui s'enfonçait dans un bois.

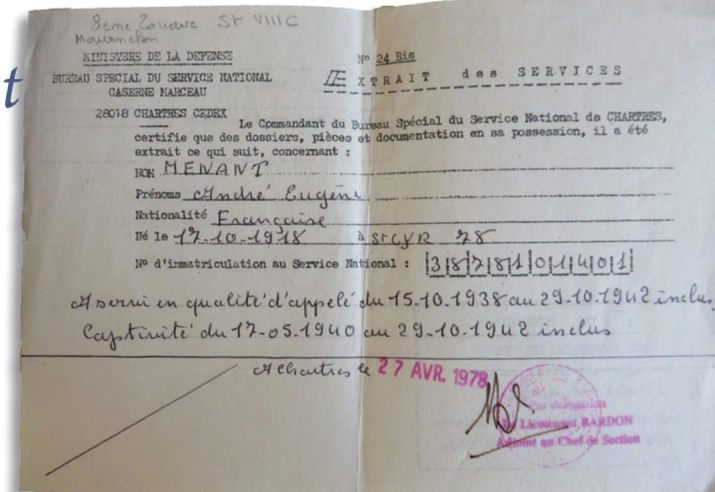
In vraisemblable l'épopée, chance en bandoulière à lui bichonner les coups de pousse favorables, imaginait le choc de la mère quand elle décroirait à la porte sa tête de lard de fils, bien qu'en doute de l'existence de Dieu, remerciait le Tout Puissant de sa protection, tutoyait-il encore le Ciel au moment où il se glissa

dans le train de marchandises à destination de la France à la gare de triage de Berlin, la seule chose dont il se souvint, ce fût son affalement de bienheureux dans un recoin de wagon. Et puis, il y avait eu le terrible réveil, *« Stehen !... Stehen ! »*... terminée la cavale, à Berlin s'était gouré de convoi ! Éti-

queté dangereux terroriste, on l'expédia à Rawa-Ruska où après des mois de détention, s'était fait pincer avec ses complices à deux jours de l'achèvement du tunnel libérateur... *« Fusiller, fusiller », éructait le costaud épuisé par sa cognie de crosses sur les crânes, les omoplates, les reins, les jambes, « Stehen !...Stehen!, Schnell! », crocha les fringues aux épaules pour accélérer le redressement des suppliciés en hébétude, « Fusillés ! », le lâchait pas le leitmotiv, le crépitait féroce tout en poussant dehors à grandes bourrades la horde ensanglantée, « Schnell ! ... schnell », jappait son comparse en pourriture, le seuil du bâtiment passé, cinq parangons de la race aryenne sous le commandement d'un*



Marc Menant raconte ...



jeune lieutenant les prirent en escorte sous la vigilance de deux maîtres chiens arc-boutés aux laisses de leurs cadors en fureur d'hallali. À la sortie du camp les séditieux en deux rangs de cinq, côte à côte, furent engagés dans une voie caillouteuse, à droite sur le terre-plein au faite d'un poteau, une flèche en bois indiquait « Forêt de Wolkowice 2 KM », maudite flèche, abolissait les faibles espoirs de salut, comme tous les déportés de Rawa-Ruska, Dédé et ses potes savaient que la bucolique destination n'était que le prête-nom de la mort, fixé leur sort, à vingt-deux ans l'avenir se recroquevillait sur une poignée de minutes et pourtant, André l'indomptable, André le rebelle, André le farouche libertaire, l'ogre de la liberté, marchait bien au pas au dernier rang de la colonne de droite, la première qui serait foudroyée à l'assassine mitraille, oui, il marchait André claquait les sabots sur la caillasse, clap, clap, avec ça aux pattes risquait pas de détalier, il marchait sans crainte, apaisé... À l'orée du bois, on les stoppa, le lieutenant et ses hommes glissèrent vers une clairière, Loïc le breton de Paimpol à sa gauche profita du relâchement de surveillance pour lui proposer d'échanger leur place, histoire d'amitié la dernière volonté, souhaitait faire le grand saut avec Yann son pote depuis la maternelle qui se trouvait devant dans la file de Dédé. Ça ne se refuse pas une dernière volonté, à la volée la substitution, à peine bouclée le lieutenant ordonna au premier groupe d'aller se placer devant la fosse, en tête des camarades Loïc et Yann se figèrent en fatale position, Dédé détourna le regard et corps aux frissons interpella le Seigneur, en échos, la déflagration déchira ses tympans, n'avait plus de doute maintenant, c'était bien les vers la

finalité de l'existence, terrible la certitude à l'entame de sa dernière minute, devant lui les copains s'ébranlèrent, il hésita, pensa que ça aurait une sacrée gueule de se faire abattre dans une ultime rébellion, le lieutenant rugit en français « Avance ! ... Je compte jusqu'à trois, à trois, je fais lâcher les chiens... un ! ... » Pas héroïque du tout la fin aux crocs des molosses, il céda, recolla à la colonne et avec elle fit face aux fritz, des mômes, il pensa à la mère, le lieutenant cria d'armer les fusils et d'épauler, dans un brouillard André suivait comme au théâtre la parfaite orchestration des gestes qui allaient lui donner la mort, il murmura Maman.... L'irruption d'un side-car en pétarades de foires interrompit la scène, l'engin stoppa en dérapage à quelques mètres du lieutenant, un commandant sauta du panier et ordonna la suspension définitive de l'exécution, pasteur, il jouait de son autorité d'officier supérieur pour imposer au maximum le respect garanti aux prisonniers par la Convention de Genève. Quelques jours plus tard, la Croix-Rouge par une visite impromptue découvrit à son tour les ignobles pratiques en vigueur à Rawa-Ruska et s'appuyant sur le rapport du pasteur obtint la libération d'une centaine de victimes des maltraitements. Du lot des gâtés le matricule 11 528 si bien que le 30 octobre 1942, il réapparut squelette devant la mère à leur domicile au 24 rue des Tanneries à Meulan. Quelles effusions, jamais elle l'avait serré avec une telle fougue son André la mère Menant, elle le crût sorti du cauchemar, mais dès le lendemain, il reprit le combat dans un réseau de résistance. Un devoir la lutte contre les nazis pour André Menant... Mon père.

Journaliste et écrivain, Marc Menant est auteur de plusieurs ouvrages, romans et essais dont *Le petit roman de Haïti*, Paris, éditions Le Rocher (2010), *L'homme qui croyait en sa chance*, Ramsay, août 2018 dans lequel il évoque le destin du mythe Jean Mermoz, l'Aéropostale et y démontre que le Petit Prince de St- Exupéry incarne Mermoz, et plus récemment *La laïcité dévoilée* sorti en septembre 2019 chez Ramsay.

La chronique de **Michel Chamard**

LA DERNIÈRE GUERRE DE VENDÉE



La dernière guerre de Vendée.
La duchesse de Berry et les
légitimistes 1830-1840
par Laurent Morival
La geste, 2020. 484 p. 25 €

Marie Caroline de Bourbon-Sicile, duchesse de Berry, fait rêver depuis près de deux siècles historiens et romanciers. Quel personnage plus romanesque en effet. La jeune princesse férue d'art et de musique, petite-nièce de Marie Antoinette, la reine martyre, qui donne un peu de gaieté et d'éclat à la cour des deux frères et successeurs de Louis XVI, dont l'entourage est encore écrasé par le souvenir des épreuves infligées par la Révolution et l'Empire... La veuve, à 22 ans, de l'héritier du trône de France, assassiné par un bonapartiste fanatique qui croit ainsi mettre fin à la lignée des Bourbons aînés... La mère de « l'enfant du miracle », fils posthume du duc de Berry, ce duc de Bordeaux plus connu sous le titre de comte de Chambord, qui mourra lui-même sans postérité après plus d'un demi-siècle d'exil... L'héroïne romantique et flamboyante d'une aventure sans espoir, mais non sans panache — en cette époque où triomphe en France le romantisme — destinée à chasser l'usurpateur Louis-Philippe et à rendre le trône à son fils Henri V, à remplacer le roi des Français né de l'émeute par le Roi de France légitime... La prisonnière, enfin, de la forteresse de Blaye, qui donne naissance à un enfant... illégitime, ce qui discrédite sa personne, à défaut de sa cause.

Le propos de Laurent Morival n'est pas de raconter pour la nième fois l'épopée ratée de la duchesse de Berry, avec ses rêves fous, fondés sur l'illusion d'une Vendée prête à se lever à son appel, sa foi en des légitimistes fervents, mais fourbus, sa traque et sa capture par les troupes « philipparides ».

Ce disciple de l'historien Jean Clément Martin — qui a di-

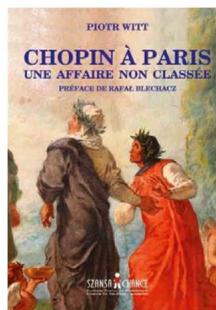
rigé la thèse de doctorat d'où est issu ce livre — s'emploie à étudier comment les jeux étaient faits d'avance, bien avant l'insurrection de 1832. Face à un verrouillage à la fois militaire, policier et judiciaire opéré dès la prise de pouvoir de l'été 1830, avec les Trois glorieuses, la « Monarchie de juillet » tenait le pays bien en main, en dépit de la sourde opposition de l'Église et d'une partie de l'opinion. Le régime n'a été menacé à aucun moment, et a géré de façon impitoyable les suites de la « chevauchée » manquée.

L'analyse de l'implantation et de l'influence non négligeable des réseaux légitimistes, à Paris comme en province, notamment dans l'Ouest est minutieusement menée et souligne les atouts dont ils disposaient. Atouts qu'ils n'ont pas su ou voulu jouer, par crainte des représailles. La duchesse s'est fiée aux assurances de ses fidèles et a été cruellement déçue, au moment de passer à l'action, par la désertion de chefs qui avaient juré de mourir pour son fils et lui avaient promis bien autre chose que les effectifs éthiques et sans encadrement qu'elle a trouvés sur place.

Mais la grande originalité, la grande nouveauté de ce livre, c'est le recensement, commune par commune de l'ancienne « Vendée militaire », des éléments disparates — insoumis à la conscription, marginaux en tous genres, authentiques délinquants, nostalgiques du soulèvement de 1793, opposants politiques — sur lesquels les fidèles de la branche aînée comptaient pour se mobiliser à l'appel de la duchesse de Berry. Mais si l'appel a bien eu, les chefs se sont dérobés et les troupes étaient trop bigarrées pour se sentir concernées.

Michel Chamard

Chopin à Paris - Une affaire non classée



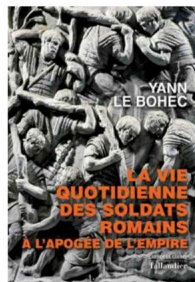
CHOPIN À PARIS UNE AFFAIRE NON CLASSÉE

De Piotr Witt
Préface de Rafal Blechacz
Ed. Publishroom
décembre 2019
444 p. prix 34.90 €

Disons-le tout de suite, le *Chopin à Paris. Une affaire non classée* de Piotr Witt se lit comme le plus palpitant des romans historiques. Bien sûr, ce livre n'est pas un roman. Il est même impressionnant de par sa documentation. Le point de vue de l'auteur est d'explorer dans le détail les quinze premiers mois de la présence de Chopin à Paris. C'est original et finalement inhabituel. On a plutôt tendance à écrire des biographies globales du grand compositeur polonais plutôt que de se consacrer à des périodes plus réduites. À la clef, un mystère, au moins une question : quel a été le déclencheur de la fulgurante carrière de Chopin à Paris ? Les réponses apportées par Piotr Witt sont assez polémiques, car celui-ci développe une thèse qu'il défend avec brio. Pour lui, c'est le concert du 30 décembre 1832 à l'ambassade d'Autriche (Hôtel de Monaco) qui a véritablement lancé Chopin. En cela, il rejoint l'excellente exégète de Chopin et de George Sand, Marie-Paule Rambaud, qui écrit dans son livre sur Chopin : « Bonne musicienne et ancienne cantatrice, "la divine Thérèse" [Apponyi] organisait le dimanche à l'Ambassade des soirées musicales auxquelles étaient conviées les vedettes du mouvement musical parisien et quelques amateurs de talent, dont Delfina Potocka qui était une habituée. C'est sans doute à elle que Chopin dut la faveur de jouer

à l'Ambassade d'Autriche, faveur qui servit de tremplin à sa carrière en France » (Marie-Paule Rambaud, *Chopin, Paris*, L'Harmattan, 2005, p. 293-294). Les autres hypothèses, comme le concert chez les Pleyel ou la soirée chez James de Rothschild, sont discutées et critiquées avec soin. Est-ce à dire qu'elles n'ont aucune validité au regard du concert essentiel de l'Hôtel de Monaco ? En réalité, même si le concert à l'Hôtel de Monaco du 30 décembre 1832 a été véritablement déterminant, le début de la carrière de Chopin peut être aussi envisagé, selon nous, sous la forme d'une coalescence de facteurs qui interagissant systématiquement les uns avec les autres ont fait de la carrière de Chopin ce qu'elle a été. Une chose est sûre, l'ouvrage de Piotr Witt a l'immense qualité de faire revivre les années 1830, cela par une variété de points de vue et une abondance de détails, dont on laissera aux universitaires pointilleux la vérification, selon une construction faite de petits chapitres thématiques mis en kaléidoscope où tout ce qui faisait la vie de la période envisagée (spectacles, politique, mondanité, vie quotidienne à Paris, vie économique, monde musical, etc.) est passé en revue. Une Préface du grand pianiste Rafal Blechacz et une Postface de Lucien Maillard complètent cet ouvrage absolument passionnant. Bruno Moysan, musicologue.

La vie quotidienne des soldats romains



LA VIE QUOTIDIENNE DES SOLDATS ROMAINS À l'apogée de l'Empire

De Yann Le Bohec
Ed. Tallandier
Collection Histoire
nov. 2020
336 pages 20.90 €

Grand spécialiste de l'histoire de l'armée romaine à laquelle il a consacré de nombreux travaux et ouvrages de références, Yann Le Bohec, professeur émérite à la Sorbonne, nous livre ici une étude riche et totalement inédite du fait de son thème : la vie quotidienne des soldats romains à l'apogée de l'Empire. À partir des sources disponibles, les textes des grands auteurs, l'épigraphie, la papyrologie, la numismatique et de nombreuses et récentes découvertes archéologiques, notamment les ostraka, papyrus et tablettes, cet ouvrage, riche et dense, doté d'un très solide appareil critique, nous plonge dans la vie quotidienne des simples militaires et gradés sur près de 260 ans. Qui étaient les hommes recrutés pour faire la guerre, comment se déroulait une journée au camp, comment les soldats conciliaient leur religion et leur métier, leur vie familiale et leurs loisirs, quelles étaient les punitions, corvées, récompense, etc. Un livre indispensable, érudit, dense qui se lit avec aisance et plaisir et qui nous permet de comprendre comment cette armée atteint un niveau d'excellence sans égal dans l'histoire. SB

ET AUSSI ...
sur www.histoiremagazine.fr

Retrouvez sur le site histoiremagazine.fr l'ensemble de l'actualité « livres histoire », les nouvelles parutions, les coups de cœur de la rédaction, etc.

L'Etat contre les Juifs. Vichy, les nazis et la persécution antisémite



L'ETAT CONTRE LES JUIFS
Vichy, les nazis et la persécution antisémite
 De Laurent Joly
 Ed. Flammarion
 Champs Histoire
 Octobre 2020
 372 pages 10 €

Construit sous la forme du questionnaire, l'ouvrage de Laurent Joly, directeur de recherche au CNRS et auteur de plusieurs livres sur l'antisémitisme et la Shoah en France, tente d'apporter tous les éclairages, fruit de ses années de recherche, mais aussi de ses échanges scientifiques issus de colloques, ou de publications collectives sur la rafle du Vel d'Hiv ou certaines idées reçues. La complexité de l'histoire, et tout particulièrement de la période de l'Occupation, et de la politique menée contre les Juifs en France est, selon l'historien, trop souvent résumée dans les médias à quelques jugements à l'emporte-pièce à l'origine d'erreurs d'interprétation. La recherche historique continue de s'enrichir des nouveaux travaux menés sur la période, comme ceux de Renaud Meltz, auteur d'une récente biographie de Laval (nous l'avions interviewé dans notre numéro 6) dont il s'est inspiré et qui contribuent à compléter le savoir historique. Ainsi, intégrant les apports les plus récents de l'historiographie, Laurent Joly répond à ces questions : pourquoi, dès l'été 40, le régime du maréchal Pétain a-t-il impulsé une politique

antisémite ? Dans quelle mesure l'administration a-t-elle collaboré au génocide perpétré par les nazis ? A-t-on sacrifié les Juifs étrangers pour sauver les français ? Quelle a été la responsabilité de la France dans la rafle du Vel d'Hiv ? Laurent Joly situe son travail dans la continuité des travaux de Paxton, Marrus, et Klarsfeld, avec la même grille d'analyse, à savoir le choix de la collaboration par Vichy, sa volonté d'inscrire la France dans une Europe durablement dominée par le Troisième Reich qui explique fondamentalement ce qui se passe. Son analyse s'enrichit de l'étude des marges de manoeuvre des agents, du dirigeant étatique jusqu'au simple gardien de la paix, aux effets concrets des décisions prises ainsi qu'aux justifications individuelles.

La vie des Français sous l'Occupation



LA VIE DES FRANÇAIS SOUS L'OCCUPATION
 D'Emmanuel Thiebot
 Ed. Larousse
 Beau livre
 octobre 2020
 240 pages 24.95 €

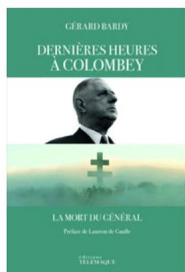
Cet album, richement illustré, propose, dans le style propre à Larousse, une synthèse encyclopédique et familiale de 238 pages, s'appuyant sur les dernières recherches historiques pour comprendre ce qu'a été la société française en situation de guerre de 1939 à 1949, décennie durant laquelle la population subit les tickets de rationnement. Par doubles pages thématiques, on y trouve l'exode, l'école, les aspects politiques et militaires, les persécutions antisémites, la résistance et sa répression, les nouvelles façons de se nourrir, se déplacer ou se vêtir, mais aussi de rire malgré tout avec un étonnant chapitre sur l'humour, puis la reconstruction matériel et politique. De nombreuses photos sont inédites, et notamment celles d'André Zucca, qui a travaillé pour les Allemands sous l'Occupation. L'auteur Emmanuel Thiébot maîtrise parfaitement un sujet qu'il aborde depuis de nombreuses années comme historien au Mémorial de Caen et actuel responsable du Mémorial des civils dans la guerre à Falaise. **SB**



LIBRE D'OBEIR :
LE MANAGEMENT,
DU NAZISME À LA RFA

De Johann Chapoutot
 Ed. Gallimard. Nrf - Essais
 janvier 2020 prix 16 €

Le nazisme est-il la matrice du management moderne ? La question à la fois terrifiante et réaliste demeure au cœur de l'ouvrage qui sait nous interroger, car qui n'a jamais rencontré, au cours de ses expériences professionnelles, un manager équivoquant avec vous les logiques de l'optimisation salvatrice, du management bienveillant, de l'esprit collaboratif... ? Certes, les mots et les concepts vont dans le sens de l'histoire, mais ce qui frappe dans ce livre, c'est le visage pervers et « joyeux » du technicien nazi inscrit dans les formes les plus libres des ressources humaines et à l'intérieur même d'un régime génocidaire. Aussi, l'auteur nous place devant des évidences encore bien plus ambivalentes : « Les managers nazis reprochent aux Français d'être trop centralisateurs et trop autoritaires. C'est pour ça qu'ils opposent à l'administration à la française, centralisatrice, verticale et hiérarchique (...) le management à l'Allemande, qui, de manière assez contre intuitive pour nous, est libéral. » Dans cet essai, c'est le personnage de Reinhard Höhn qui est mis en avant pour mieux synthétiser le mécanisme managérial du régime nazi. Ce cadre a dirigé l'*Akademie für Führungskräfte*, académie qui enseignait les techniques du management « hitlérien », alliant force productive et bien-être au travail : ça ne vous rappelle rien ? Un livre dérangeant, mais essentiel, car il interroge notre conscience professionnelle, souvent bercée par les caprices de la mondialisation destructrice et... guerrière ! **Sylvain Marcou**



DERNIÈRES HEURES À COLOMBEY

LA MORT DU GÉNÉRAL

De Gérard Bardy
Préface de Laurent de
Gaulle

Ed. Télémaque

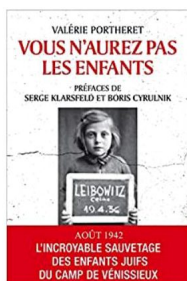
Octobre 2020

224 p. prix 17 €

Dernières heures à Colombey

En nous faisant revivre les dernières heures de l'existence terrestre du général de Gaulle, émaillées de détails et de témoignages inédits, Gérard Bardy nous plonge dans l'intimité du grand homme, ses habitudes, ses rituels. Alors qu'une page de la vie de La Boissière et plus largement de la France, se tourne avec la mort du général, il nous offre à travers ce récit subtil ainsi que le commente Laurent de Gaulle dans sa préface, "des instants de vie et des atmosphères qui éclairent le champ où l'homme se retrouve dans l'universel, et un regard sur celui qui a incarné de son vivant une forme de vocation surnaturelle de la France en étant capable de mourir pour elle, de se sacrifier pour elle." Une citation des Mémoires de guerre — Le salut: 1944-1946 : « Dans le tumulte des hommes et des événements, la solitude était ma tentation. Maintenant, elle est mon amie. De quelle autre se contenter quand on a rencontré l'histoire. » reprise par Gérard Bardy traduit o combien l'esprit de ces jours tranquilles, où retiré à Colombey, Charles et Yvonne aspirent à cette sérénité bien méritée,

ambiance que leurs proches qualifient parfois de sinistre, telle la fiancée de Philippe lors de sa première visite à La Boissière pour y être présentée à ses futurs beaux-parents. Le silence de la demeure ne semble parfois troublé que par le craquement des parquets et le bruit de la plume d'Yvonne sur le papier. De Gaulle passe de longues heures chaque jour dans son bureau, se consacre désormais à l'écriture. Mais comment être réellement serein quand on a eu toute sa vie au cœur le destin de la France, et que l'avenir réserve-t-il désormais à la fille aînée de l'Eglise ? L'échec du référendum lui a laissé un goût amer. Il lui importe de donner sa part de vérité. Puis le « grand départ » se produit, en ce triste lundi pluvieux du 9 novembre 1970, à 18 h 50, en cet instant tant redouté où la mort a enfin gagné la partie, Charles de Gaulle s'en est allé. Refusant les honneurs d'une inhumation au Panthéon ou au mont Valérien, il choisit de reposer dans un simple cimetière auprès des hommes et des femmes de son village.



VOUS N'AUREZ PAS LES ENFANTS

Valérie Porthet

Préfaces de

Serge Klarsfeld et

Boris Cyrulnik

XO document, 2020

234 p. 18.90 €

Vous n'aurez pas les enfants

C'est l'histoire inédite du plus grand sauvetage d'enfants juifs entrepris en France pendant la Seconde Guerre mondiale. Le 26 août 1942, pour répondre aux exigences des nazis, le gouvernement de Vichy ordonne la rafle des Juifs étrangers dans la région de Lyon. Au petit matin, ils sont 1016 à être arrêtés et rassemblés dans le camp de « triage » de Vénissieux. Dans la nuit du 28 au 29 août 1942, des membres d'œuvres sociales présents dans l'enceinte réussissent à convaincre les parents d'abandonner leurs enfants et de les confier à une association, l'Amitié chrétienne, seule façon de les sauver de la déportation. 108 enfants vont être séparés de leurs parents et exfiltrés du camp, tandis que 545 adultes sont conduits par les gendarmes à la gare de Saint-Priest, direction Drancy, puis Auschwitz où la grande majorité d'entre eux sera gazée. Les autres Juifs adultes du camp seront sauvés. Valérie Porthet entreprend en 1994 des recherches sur l'histoire de ce sau-

vetage emblématique, restée méconnue durant de longues années, en partie parce que, ainsi que l'explique Valérie Porthet, elle mêle deux aspects contrastés de la période de l'Occupation : la face noire avec la politique de l'État français d'un côté, la face lumineuse avec une multitude de Français qui, en prenant le contre-pied de la politique du régime de Vichy, ont sauvé les enfants, et par là, l'honneur de la France. L'historienne qui a soutenu en 2016 une thèse de doctorat sur le sauvetage des enfants de Vénissieux est allée à la recherche des enfants de Vénissieux encore vivants, et de nombreux français qui y avaient pris part, et caché des enfants exfiltrés. Dix d'entre eux ont récemment été nommés « Justes parmi les Nations ». Cette affaire dite de Vénissieux doit rappeler le comportement d'une grande majorité du peuple de France sous l'Occupation, loin de l'image faussée d'une France lâche, égoïste et collaborationniste.

Patrick Desbois

La Shoah par balles

Préface de Denis Peschanski


LA SHOAH PAR BALLES
LA MORT EN PLEIN JOUR
 De Patrick Desbois

Préface de Denis Peschanski

Ed. Plon

Septembre 2019

336 p. prix 21.90 €

La Shoah par balles

S'agissant des seuls territoires actuels de la Russie, de la Biélorussie et de l'Ukraine, on estime actuellement le nombre de Juifs exterminés à au moins 2,2 millions dont plus de quatre-vingts pour cent par balles, les autres victimes ayant été déportées et assassinées dans les camps d'extermination ou tuées dans des camions à gaz. Le meurtre des Juifs soviétiques, justement appelé «Shoah par balles» est pratiqué par cette méthode d'assassinat par fusillades, dans l'est, indépendamment du nombre de victimes, qu'il s'agisse des membres d'une famille juive dans un village, ou l'élimination de milliers de personnes d'une grande ville d'Ukraine. Si l'élimination des Juifs se fait de manière relativement discrète derrière les grilles des camps de concentration et d'extermination, la Shoah par balles se fait au vu et au su de tous, sous les yeux des voisins, des membres des communautés, le plus souvent impliqués dans les opérations d'élimination. La popu-

lation civile est ainsi régulièrement mise à contribution pour acheminer les victimes, trier les vêtements, ou contrainte d'assister à la tuerie. Les témoins sont nombreux, parfois simples passants stoppés par un barrage le temps de l'exécution puis invités à reprendre leurs activités une fois celle-ci achevée. Ce qui surprend le plus le père Patrick Desbois, au début de ses recherches, parti alors sur les traces de son grand-père détenu à Rawa-Ruska, fut de découvrir combien ces assassinats de masse avaient été pratiqués sous les yeux de tous, et combien cela était totalement ignoré ou presque du grand public. Avec son association Yahad-In Unum, il enquête depuis quinze ans sur les crimes commis par les nazis contre les Juifs et les Roms en Europe de l'Est entre 1941 et 1944. Des milliers de témoignages ont été recueillis, édifiants et qui permettent de résoudre l'une après l'autre les énigmes de ce processus criminel journalier. (voir aussi l'article Ostrów page 76)

**MIARKA**

Antoine de Meaux

Éditions Phébus

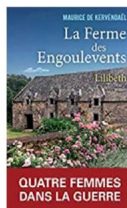
Octobre 2020

256 p. 18 €

Miarka

Miarka a dix-neuf ans, quand, à peine sortie du lycée, elle entre en résistance. Faire le choix du risque, des sacrifices, Miarka, l'a fait, elle pour qui le mot patrie a pris tout son sens en ces temps dramatiques. Elle recueille les demandes de faux papiers, collecte et achemine des informations, jusqu'au jour de son arrestation, le 18 juin 1944. Elle connaît la torture, ne lâche rien, puis est déportée au camp des femmes de Ravensbrück sous une fausse identité puis à celui de Mauthausen. Miarka, de son vrai nom Denis Jacob, revoit une dernière fois ses parents, frères et sœurs en mars 1944 à Nice, avant qu'eux-mêmes ne soient déportés. Seules ses deux sœurs,

Milou et Simone (devenue par la suite Simone Weil) reviendront vivantes d'Auschwitz. Antoine de Meaux a 24 ans, quand il rencontre Denise Jacob, devenue Vernay par son mariage après-guerre, pour une série d'entretiens. Les épreuves et la faim ont parfois effacé quelques souvenirs, mais pour elle comme pour l'ensemble des anciens déportés, la transmission de la mémoire, à l'heure où le soir tombait sur sa génération était un enjeu capital. Antoine de Meaux fait du destin romanesque de cette jeune fille dans l'Occupation un récit sensible, et un superbe hommage à l'esprit de la Résistance.


LA FERME DES
ENGOLEVENTS
 LILIBETH TOME 1

Maurice de Kervenoël

L'Archipel

septembre 2020

240 p. 21 €

De son enfance sous l'Occupation, Maurice de Kervenoël a gardé le souvenir d'une mère, affrontant seule, comme tant d'autres femmes dans les mêmes circonstances, la charge de la famille, en l'absence des maris, partis combattre, retenus prisonniers, ou morts. La ferme des engoulevents dont l'action se situe entre 1939 et 1942 mêle le destin de quatre

femmes, Lilibeth, épouse et mère, Cécile, Maité et Esther, toutes liées par leur passion pour la peinture, d'origines sociales et d'opinions politiques et religieuses différentes, confrontées à l'Occupation nazie, et devant faire face ensemble à la tourmente. Maurice de Kervenoël réalise un beau roman qui sonne juste, émaillé d'attachants portraits féminins.



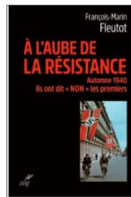
L'HOMME LE PLUS HEUREUX DU MONDE
Eddie Jaku
Michel Lafon, mars 2021
224 p. 15,95 €

Né en 1920 à Leipzig en Allemagne d'une famille juive, Eddie Jaku va connaître la déportation en 1938, à Buchenwald puis à Auschwitz. Rescapé des camps, et après avoir perdu toute sa famille, il quitte son pays pour toujours et s'installe en Australie. Il a fêté ses 100 ans en 2020.



DIMITRI AMILAKVARI
UN PRINCE COMBATTANT
Jean-Paul Huet
Lemme Edit, 2020
198 p. 21 €

Première biographie du Compagnon de la Libération, figure emblématique de la France Libre et de la Légion étrangère, Dimitri Amilakvari. Jean-Paul Huet retrace le parcours de ce prince géorgien, tombé à 36 ans au cours de l'attaque du piton rocheux d'Himeimat lors de la bataille d'El Alamein.



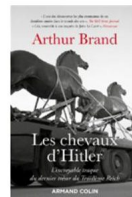
À L'AUBE DE LA RÉSISTANCE
François-Marin Fleutot
Ed. du Cerf, 2020
304 p. 24 €

L'ouvrage retrace l'histoire de ces jeunes gens, qui sous l'impulsion de Jacques Renouvin, entrent en résistance dans toute la zone sud (Montpellier, Clermont-Ferrand, Nice, Marseille, Toulouse, Brives), jusqu'à l'arrestation de leur chef en 1943. Arrestations et déportations pleuvent alors sur les camarades de lutte.



DE GAULLE LA PASSION DE LA FRANCE
Chantal Morelle
Ed. Dunod, sept. 2020
336 p. 8,90 €

Chargée des études et recherches à la Fondation Charles de Gaulle, Chantal Morelle réalise une biographie du grand homme, mû en permanence par une idée : l'indépendance nationale et la grandeur, bref la passion de la France. De l'histoire au mythe.



LES CHEVAUX D'HITLER
Arthur Brand
Ed. Armand Colin
Février 2021
296 p. 19,90 €

L'incroyable traque par celui que l'on surnomme « l'Indiana Jones du monde de l'art » à travers l'Italie, l'Allemagne, et la Belgique, à la recherche du dernier trésor du troisième Reich, deux chevaux de bronze réalisés par Josef Thorak, disparus des jardins bombardés de la Chancellerie d'Hitler en 1945.



DE GAULLE ET LES SIENS
Jacques Julliard
Ed. du Cerf, oct. 2020
110 p. 12 €

Jacques Julliard revient en historien, en philosophe et en chroniqueur sur la cosmogonie intime du Général à l'occasion du 50e anniversaire de sa disparition. Charles Péguy, Georges Bernanos, François Mauriac et Paul Claudel. Un éclairage passionnant.



LA CHUTE DE BERLIN
Sir Antony Beevor traduit par Jean Bourdier
Calmann Lévy, 2020
601 p. 26,90 €

Le classique de Beevor qui dévoilait pour la première fois le viol de deux millions d'Allemands par l'Armée rouge, chiffre corroboré par les rapports secrets du NKVD provoqua l'ire de la Russie au moment de sa publication. Version complétée d'un nouvel avant-propos de l'auteur.



DE STALINE À HITLER
MÉMOIRES D'UN AMBASSADEUR (1936-1939)
Robert Coulondre Edition critique de F.G. Lorrain
Perrin fev 2021
378 p. 28 €

Première édition critique, annotée et préfacée par François-Guillaume Lorrain des mémoires de l'ambassadeur de France à Berlin qui a signifié à Ribbentrop, le ministre des Affaires étrangères allemand la déclaration de guerre de la France et après avoir été à Moscou de 1936 à 1938. Passionnant.



KARL DÖNITZ
SUCCESSEUR D'HITLER DURANT 23 JOURS
Philippe Valode
Ed. du Rocher mars 2021
336 p. 8,90 €

Le parcours de Karl Dönitz, qui au lendemain du suicide d'Hitler le 30 avril 1945 lui succéda au pouvoir durant 23 jours consacrés à la négociation de la capitulation, à la sauvegarde de 1,5 million d'Allemands coincés à l'Est puis à la recherche d'un consensus avec les Américains et les Britanniques.



LA BIBLIOTHÉCAIRE D'AUSCHWITZ
Antonio G. Iturbe traduit par Myriam Chirousse
Ed. Flammarion juin 2020
512 p. 19,90 €

L'histoire vraie, bientôt portée à l'écran, de Dita Kraus, jeune fille de 14 ans déportée à Auschwitz qui, au péril de sa vie, va conserver et protéger huit livres en un lieu où les ouvrages sont interdits. Dita échappera du camp de la mort, mais aucun de ses parents ne surviva.



The dissident

Toute la vérité dévoilée sur l'assassinat de
Jamal Khashoggi

2020 • États-Unis • 114 minutes •
Film Documentaire d'investigation
par BRYAN FOGEL (Oscar du meilleur film
documentaire, Netflix, Icare)

Sortie en VOD Premium/E-Cinéma le 15 mars 2021

Istanbul. Le 2 octobre 2018. Jamal Khashoggi se rend au consulat saoudien pour obtenir un document administratif lui permettant d'épouser Hatice Cengiz, une jeune doctorante turque rencontrée quelques mois plus tôt lors d'une conférence. La jeune femme l'attend à la porte du consulat. Les heures passent. Cengiz interroge des membres du personnel du consulat au sujet de Khashoggi, lequel selon eux serait ressorti par la porte de derrière. Hatice Cengiz ne reverra plus jamais son fiancé. L'enquête menée par les autorités turques conclut à l'assassinat de Jamal Khashoggi. Différents enregistrements vidéo et sonores récupérés par la police permettent de reconstituer le déroulement précis de l'élimination de Khashoggi, à peine dix minutes après son arrivée au consulat par une équipe de 15 Saoudiens, dont certains sont de proches conseillers du prince Mohammed Ben Salmane (MBS). L'affaire fait grand bruit dans le monde arabe, où Jamal Khashoggi est une personnalité très populaire. Journaliste, proche de la famille royale saoudienne, il jouera à la fin des années 90 les intermédiaires entre Oussama Ben Laden et la famille royale saoudienne pour tenter de le convaincre de revenir en Arabie Saoudite. Il soutient dans un premier temps les idées et la montée au pouvoir de MBS en qui il voit un réformateur. Mais face à une vague d'arrestations arbitraires, il se montre de plus en plus critique. À la tête de deux journaux Arab News et El Watan, il sera évincé de ce dernier par le ministre de l'information. Finalement, Khashoggi choisit de s'exiler aux États-Unis à l'été 2017 et devient chroniqueur pour le Washington Post, n'hésite pas à contester le prince, défend la liberté de la presse et plus largement la liberté d'expression dans le monde arabe. En 2018, il comptabilise 1,6 million d'abonnés sur Twitter, une influence qui dérange le prince MBS. Ce dernier finance des dizaines de milliers de comptes Twitter pour contrer les « dissidents », un enjeu qu'il juge primordial dans un pays où 80 % de la population dispose d'un compte Twitter qui tient lieu de « parlement » pour le peuple saoudien. MBS n'hésite pas non

plus à utiliser le logiciel Pegasus pour espionner les téléphones de ses opposants. On apprend même qu'il pirate via Pegasus le téléphone de Jeff Bezos dont il était proche en lui envoyant un message piégé par WhatsApp. Khashoggi se sentait espionné et menacé. Il s'était rapproché d'un jeune étudiant opposant au régime saoudien exilé au Canada, Omar Abdulaziz, contraint à la clandestinité avec d'autres dissidents et avait apporté son soutien financier à l'organisation de ce dernier destiné à contrer les cyberattaques menées par le régime saoudien. En dépit d'une enquête de l'ONU, dirigée par Agnès Callamard, rapporteur spécial sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, de celle de la CIA qui parviennent toutes deux à la conclusion de la responsabilité de Ben Salmane dans le meurtre du journaliste, et d'une masse de preuves accablantes, ni les États-Unis, ni l'Europe, ni les différents pays à qui ces éléments ont été transmis n'ont réagi à ce jour. Bryan Fogel réalise ici un documentaire puissant sur une tragédie politique scandaleuse.





La chronique de Guy Stavridès

LES SOLDATS DE 40

Une génération sacrifiée

19 août 1939, première phase du pacte germano-soviétique, un traité d'échanges économiques, produits manufacturés contre matières premières. 23 août, deuxième phase. Sous l'œil goguenard de Staline, Ribbentrop et Molotov signent un second traité, qui engage l'Allemagne et l'U.R.S.S. à ne pas se faire la guerre pendant dix ans. Cette neutralité « bienveillante » dissimule un accord secret prévoyant une partition de l'ensemble des pays situés entre leurs frontières, en zones d'influence germanique ou soviétique.

Le 1er septembre, l'Allemagne attaque la Pologne. La Grande-Bretagne, puis la France, qui avaient conclu quelques mois plus tôt un traité d'alliance avec la Pologne, déclarent la guerre à l'Allemagne le 3. Trop occupée à ferrailler avec les Polonais, l'armée allemande n'aurait jamais pu résister à une offensive franco-anglaise si celle-ci avait eu lieu immédiatement. Mais les Alliés prennent leur temps. Certes, les Français tentent leur chance du 7 au 16 en Sarre que la Wehrmacht a truffée de mines sur lesquelles nos soldats sautent à tout-va. 2 000 morts plus tard, fin de l'escapade et retour au bercail. À partir du 8 octobre, date à laquelle l'Allemagne annexe la Pologne

occidentale et Dantzig, Hitler sait que s'il veut mettre à genoux la France, l'affaire devra être menée à toute allure, faute de matériel et de ravitaillement suffisants. Après une courte contre-offensive des troupes du général von Witzleben, du 16 au 24 octobre, la « drôle de guerre » qui se résume à d'innombrables patrouilles de reconnaissance s'étirera jusqu'au 10 mai 1940. Ce jour-là, première étape du plan « Fall Gelb », l'armée du général von Bock attaque les Pays-Bas. En fait, il s'agit d'attirer les forces alliées qui rappellent le jour même en Belgique. Pour ce faire, les Français ont dégarni le front des Ardennes, persuadés que les Allemands ne passeront jamais par là. Grands maîtres des Panzers, Rommel et Guderian vont très vite leur prouver le contraire, le premier en investissant les Ardennes belges, le second les Ardennes françaises. Ils franchissent la Meuse le 14, chacun de son côté. Leurs courses respectives vers la mer, émaillées de contre-attaques héroïques des forces françaises que les Stukas mitraillent à volonté, seront couronnées de succès. La 7e division de Rommel prend Cambrai le 19, participe à la bataille d'Arras le 21, puis à l'encerclement de Lille le 28. Quant à Guderian, le théoricien de la Blitzkrieg, il a largement

mérité son surnom, « Heinz le rapide ». Ses tanks prennent Abbeville le 20 mai, tronçonnant en deux les forces alliées. Le 24 mai, son avant-garde s'empare de Bourbourg, à moins de 20 kms de Dunkerque, là où les Anglais envisagent de rapatrier le plus de troupes possible, au grand dam des Belges et des Français. Guderian se fait une joie de fondre sur eux lorsqu'un ordre de von Rundstedt, validé par Hitler, lui interdit de faire un pas de plus, ce qui l'exaspère. À Göring et sa Luftwaffe le plaisir de couler tout ce qui prétend voguer vers l'Angleterre. Du 27 mai au 4 juin, 338 226 soldats réussissent néanmoins à prendre le large, dont 123 095 Français. Avant la chute de Dunkerque, Amiens, Boulogne sur mer et Calais sont déjà tombées dans l'escarcelle de la Wehrmacht. Au cours de cette guerre éclair, les Luxembourgeois ont fait de la figuration, les Hollandais se sont rendus au bout de quatre jours et les Belges ont tenu jusqu'au 28 mai, avec à leur actif d'authentiques morceaux de bravoure. Désormais, les soldats français à la tête desquels Weygand a remplacé l'ineffable Gamelin n'ont plus la moindre chance de lancer une contre-offensive. Rommel encercle Fécamp le 10 juin et pilonne Saint-Valéry-en-Caux le 11. Le





lendemain, il obtient la reddition du général Ilher, chef du IX^e Corps d'armée, à court de munitions. Le 15, il assiège Cherbourg. La ville capitule trois jours plus tard. De son côté, Guderian a franchi l'Aisne le 10 juin, après des combats d'une violence inouïe, puis s'en est allé aider ses collègues à encercler les forces françaises de la ligne Maginot. Le 17, Pétain annonce que des pourparlers d'armistice sont en cours, réclamé à cor et à cri par Weygand depuis le 12. Il sera signé le 22...

L'armée française compte environ 60 000 soldats tués et 1,850 million de prisonniers auxquels l'historien Rémi Dalisson a consacré un remarquable essai. Ces vaincus de 40 seront instrumentalisés par Pétain et sa clique qui présenteront le retour des prisonniers comme la contrepartie de concessions à faire à l'occupant, dont certaines furent, on le sait, franchement dés-honorantes. D'où l'image de sympathisants au régime de Vichy

qui leur collera parfois à la peau. Rappelons-le, leur captivité fut loin d'être une partie de plaisir. Si les officiers, cantonnés dans 28 oflags, étaient dispensés de travailler, les soldats et sous-officiers entassés dans 69 stalags n'eurent pas cette chance, sans parler des troupes coloniales exploitées dans les pires conditions. 37 000 captifs vont mourir d'épuisement, de maladie, sous les bombardements, ou tout simplement fusillés pour avoir tenté de s'évader.

Georges Scapini, un ancien combattant de la Grande Guerre qui a perdu la vue en 1915, est chargé du rapatriement des prisonniers depuis le 20 août 1940. 450 000 d'entre eux rentreront au pays avant la libération des camps. Après avril 1943, 200 000 autres accepteront le statut de « travailleurs libres » en Allemagne, moyennant un maigre salaire et un léger bonus de liberté, « marché de dupe leur faisant perdre la protection



Prisonniers de guerre français et britanniques le 12 juin 1940.

« Pour Vichy, les prisonniers sont moins des victimes du Reich que celles de l'ignoble République française qui les a envoyés au casse-pipe sans leur laisser une chance de s'en sortir, « victimes des capitalistes anglo-saxons et enjuivés »

des Conventions de Genève et de la Croix rouge ». À l'intérieur des camps, l'ennui règne en maître. Sport, musique, théâtre, distribution du courrier et lecture des journaux écrits par les prisonniers rompent un peu la monotonie quotidienne. Quelques professeurs donnent des conférences, certains sans arrière-pensées, d'autres comme Paul Ricœur dans le cadre des « clubs Pétain » créés pour répandre la doctrine officielle du maréchal. À Mayence, aidé par Lucien Febvre qui lui envoie des notes de Paris, Fernand Braudel commence à rédiger sa thèse dans son oflag, puis dans le camp disciplinaire de Lübeck où il est transféré en juin 1942. Bref, on s'occupe comme on peut. L'idée que les Français en bavent dans l'hexagone tandis que les prisonniers se la coulent douce fera son chemin. Mais la faim ou le froid, malgré les colis de nourriture et de vêtements, ne plaident pas en faveur d'une sinécure.

Pour Vichy, les prisonniers sont moins des victimes du Reich que celles de l'ignoble République française qui les a envoyés au casse-pipe sans leur laisser une chance

de s'en sortir, « victimes des capitalistes anglo-saxons et enjuivés ». S'en suivent des envois de « colis Pétain », la création d'une allocation spéciale réservée aux enfants de détenus, une baisse des loyers pour les familles dont les soutiens sont retenus prisonniers en Allemagne, ainsi que des collectes en faveur de ces derniers. Lorsque Laval revient au pouvoir le 18 avril 1942, moins de 100 000 ouvriers ont à ce jour choisi librement d'aller travailler outre-Rhin. Mais les nazis en exigent 250 000. La relève répondra désormais à une équation simple. Pour trois ouvriers expédiés en Allemagne, réquisitionnés au titre du S.T.O., un prisonnier retrouvera sa liberté. 90 747 détenus bénéficieront de ce misérable troc. On compte par ailleurs entre 60 et 70 000 évadés, parmi lesquels Giraud, Bigeard, Mitterrand, Crémieux-Brilhac, etc., sans parler des actes de résistance, renseignement et sabotage.

Au printemps 1945, plus d'un million de prisonniers sont libérés. À pied, en bateau ou en voiture, ils mettent en moyenne un mois pour rentrer chez eux. En France, dans les centres d'accueil où ils tran-

sitent, on leur remet des vêtements, un modeste pécule, une carte de rapatrié et des titres de transport. Ils découvrent en même temps les destructions, le rationnement, l'épuration. L'historien résume ainsi leur état d'esprit : « Les retours au foyer sont révélateurs tant ils charrient de sentiments variés entre émotion, surprise et joie mêlée de crainte ». Plus de la moitié des prisonniers étaient pères de famille. Leurs enfants sont pour beaucoup effrayés par cet inconnu épuisé et famélique qui débarque du jour au lendemain sans crier gare. Certains maris ont du mal à (re) trouver leur place. 10 % des couples vont voler en éclats. Quant aux soldats-cultivateurs, la plupart constatent que leurs femmes ont réussi l'impossible, faire tourner sans eux l'exploitation familiale !

Un ministère des Prisonniers, Déportés et Réfugiés a vu le jour le 10 septembre 1944, dirigé par une figure de la Résistance, Henri Frenay. Les revenants lui reprochent très vite son manque d'efficacité. Du reste, ils devront apprendre à se débrouiller seuls. C'est à peine s'ils sont les bienvenus. Souvent traités de « chou-

« Les revenants n'auront donc d'autres choix que de s'organiser en associations, amicales et fédérations pour se faire entendre, mais ils seront très tôt écartés des politiques commémoratives de l'État, les actes mémoriels étant consacrés à la Shoah et à la Résistance... »

chous de Vichy », ils se voient même parfois accusés d'avoir fait preuve d'un manque de combativité sur les champs de bataille, ce qui est profondément injuste. Louis-Ferdinand Céline les avait réduits à rien dès 1941, résumant leurs performances de combattants en une formule cruelle : « Huit mois de belotes, un mois de déroute, six semaines de course à pied ». D'ailleurs, le général de Gaulle ne les porte pas non plus dans son cœur. Pour lui, seuls comptent les prisonniers qui se sont évadés afin de rejoindre les forces de la France libre ou celles de la Résistance. Les revenants n'auront donc d'autres choix que de s'organiser en associations, amicales et fédérations pour se faire entendre, mais ils seront très tôt écartés des politiques commémoratives de l'État, les actes mémoriels étant consacrés à la Shoah et à la Résistance. Même les Poilus de 14-18 refusent de les considérer comme leurs héritiers.

La Fédération nationale des Prisonniers de Guerre a été créée le 8 avril 1945. Sept mois plus tard, elle réunissait 925 000 adhérents. Frenay démissionne et, le 23 juillet 1946, les services qu'il gérait sont pris en charge par un ministère des Anciens Combattants et Victimes de guerre. Il faudra attendre le 23 décembre 1949 pour qu'un décret reconnaisse comme « combattants de droit tous les prisonniers de guerre qui appartenaient à une unité combattante au moment de leur capture à condition d'avoir été détenus six mois en territoire occupé par l'ennemi ou pendant quatre-vingt-dix jours en territoire ennemi ». Neuf prisonniers sur dix reçoivent ainsi enfin leur carte du combattant. Les exclus sont écœurés. Mais à partir des années 50, les uns comme les autres vont sombrer dans l'oubli. L'État les efface de sa mémoire. Les manuels scolaires les ignorent. Dans son étude magistrale, Dalisson passe en revue tous les médias ayant de près ou de loin, plutôt de loin, accordé une place aux prisonniers de guerre : romans, livres d'histoire, chansons, documentaires, cinéma. Ainsi, le 7e art renvoie d'eux une image qui n'est pas toujours très flatteuse, le summum ayant été atteint grâce à la trilogie de « la 7e compagnie » qui, de 1973 à 1977, séduira des millions de spectateurs avec des personnages peu reluisants, soldats certes débrouillards, mais avant tout simples, peureux et râleurs.

Notons que ceux des prisonniers de Diên Biên Phu et du F.L.N.

en Algérie ayant survécu à leur détention se sont rapprochés de la Fédération nationale des Prisonniers de Guerre, sans pour autant modifier la donne. En 1972, « Le Chagrin et la Pitié » se voit interdire de diffusion à l'O.R.T.F., car il « détruit les mythes dont la France a besoin ». Vu cet état d'esprit, les prisonniers de guerre semblent alors condamnés à errer dans les oubliettes de l'Histoire. Cela dit, à la même époque, le gouvernement français commence à vendre les blockhaus de la ligne Maginot à des municipalités qui les mettent à la disposition d'associations culturelles, celles-ci s'efforçant à travers des actions pédagogiques de ressusciter quelques fantômes.

À la fin des années 80 et au début des années 90, apparaissent enfin les premières plaques commémoratives relatives aux revenants. Le Centre Pompidou organise l'exposition « 1940 l'année tragique, 1990 l'année mémoire ». Le président Mitterrand fera du 50e anniversaire des retours une grande année de commémoration. Le président Chirac, lui, placera la Shoah en tête des rubriques mémorielles. En 2010, le président Sarkozy rendra hommage à tous les anciens soldats de la Seconde Guerre, diplômes d'honneur et médailles à la clé. Mais nombre d'entre eux n'ont pas obtenu ce dont ils rêvaient, la carte du combattant, assujettie depuis le 22 décembre 1977 à un temps minimum de trois mois passés au feu.

Avec le nouveau millénaire se sont multipliés les livres de souvenirs, les études de chercheurs, les collectes de témoignages et le tourisme mémoriel, mais nous sommes encore très loin du compte, notamment sur le terrain de l'Éducation nationale. Apte à mieux comprendre le traumatisme de la défaite, la captivité et le retour, la bande dessinée de Jacques Tardi, « Moi, René Tardi, prisonnier de guerre au Stalag II-B » (3 volumes publiés entre 2012 et 2018), devrait figurer dans toutes les bibliothèques de collèges et de lycées. De même, on ne peut que recommander la lecture de l'ouvrage « Les soldats de 1940. Une génération sacrifiée » à tous les étudiants de France et de Navarre, et de suivre à la lettre un conseil de son auteur : le pays « doit entendre les anciens de 1940 avant qu'ils ne disparaissent tous et questionner leurs représentations et devenir pour mieux affronter les périls du nouveau siècle ». Guy Stavridès

« Les soldats de 1940. Une génération sacrifiée » de Rémi Dalisson CNRS ÉDITIONS, 275 p., Paris, mai 2020 prix : 24 €.



Affiche de propagande représentant Adolf Hitler en Parsifal

FANNY CHASSAIN-PICHON

Propos recueillis par Sylvie Dutot

De Wagner à Hitler

Portrait en miroir d'une histoire allemande

Richard Wagner est un des plus grands compositeurs d'opéras, mais il est aussi auteur de nombreux écrits antisémites. Quels sont les fondements de son antisémitisme ?

Fanny Chassain-Pichon : C'est toute l'ambivalence de Wagner qui apparaît via son antisémitisme ! En réalité, il a été élevé, à la mort de son père, par un beau-père, Ludwig Geyer, qui était juif. Le jeune Richard l'a profondément aimé. Seulement, dans le quartier juif de Brühl, à Leipzig, il fut raillé par les enfants qui le traitaient de « petit Juif » ce qui lui déplut.

Jeune artiste, il va chercher sans cesse de l'aide auprès des meilleurs musiciens de son temps, soit Felix Mendelssohn soit Giacomo Meyerbeer. Ce dernier en particulier, le reçut chez lui, lui fit des lettres de recommandation pour des emplois dans des théâtres...

Wagner pourtant a un problème de taille avec les musiciens juifs et toute son ambivalence apparaît alors : il adore les détester, il déteste les adorer.

Il est en vérité, très jaloux de leur réussite.

Dans *le Judaïsme dans la Musique* paru en 1850 qui marque une plongée de Wagner dans l'antisémitisme, on comprend aussi qu'il leur reproche l'échec de la Révolution de la nation allemande de l'année précédente que Wagner vécut comme un échec personnel. Comme l'expliqua Paul Lawrence Rose dans son ouvrage *Wagner : Race and Revolution* : « Wagner est le premier exemple montrant comment le rationalisme athée d'un combattant des barricades de 1848 a pu se transformer en un antisémitisme raciste extrême ».

Tous les reproches faits aux Juifs dans *le Judaïsme dans la Musique*, à savoir leur aspect physique peu agréable, « leur musique de synagogue » assimilée à des sons disgracieux, le

fait qu'ils s'intègrent partout et "souillent le sang aryen", sont des fondements de son antisémitisme. Wagner, à la fin de sa vie, au moment de ses *Écrits de régénération* et de *Parsifal*, fit la connaissance de l'idéologue français Joseph Arthur de Gobineau et s'intéressa particulièrement à sa théorie de la régénération du sang.

Faut-il distinguer entre l'œuvre musicale de Wagner et ses écrits antisémites ou les deux sont-ils liés ? Il existe plusieurs thèses sur le sujet.

Fanny Chassain-Pichon : Selon moi, il n'y a pas de distinction possible, bien que l'antisémitisme apparaisse de manière maquillée dans ses drames musicaux, il reste transparent. Les personnages sont le reflet des figures aryennes comme *Parsifal*, Lohengrin ou Siegfried qui combattent les Juifs incarnés bien souvent par des "êtres inférieurs" les nains d'abord, Mime et Alberich ou des personnages haineux comme Klingsor, le magicien, ou Hagen. À noter que ce dernier poignarde Siegfried dans le dos, un coup de poignard dans le dos qui ne put passer inaperçu pour un certain Hitler.

De plus, Wagner tout au long de sa vie, a rédigé des œuvres en prose (il y a plus de 230) et des drames musicaux. Ses pensées sont donc identiques au moment où il compose *Parsifal* et ses *Écrits de régénération*. Dans *Parsifal*, on plonge dans le mythe du sang pur, dans le Juif — Kundry ou Klingsor — qui séduit le bon Aryen Parsifal et qu'il faut donc anéantir. Au même moment, dans les *Écrits de régénération*, on verse dans la même thématique.



« Les deux hommes vécurent l'échec de la Révolution pour l'un et la défaite de 1918 pour l'autre, comme des échecs personnels ... »



Vous dressez les portraits « en miroir » de Wagner et d'Hitler aux mêmes âges. Et déjà, des similitudes apparaissent entre les deux hommes, dès l'enfance...

Fanny Chassain-Pichon : En effet, les deux protagonistes perdent leur père dans leur jeunesse et garderont toute leur vie une incertitude quant à leur géniteur. Wagner ignore si Friedrich Wagner — fort malade avant sa naissance — était bien son père biologique ou s'il s'agissait du bon ami de la famille et futur beau-père, Ludwig Geyer. Hitler n'avait pas de doute sur son père, mais il se demandait pourquoi son père Alois Schicklgruber changea de nom pour Hitler.

Dans leur enfance, très jeune, ils voulaient devenir artistes. Wagner était fasciné par le Freischütz de Carl Maria von Weber et Hitler, dès 12 ans, fut obsédé par Wagner après avoir assisté à une représentation de *Lohengrin*.

Les deux hommes étaient opiniâtres et déterminés dans leur choix de carrière : Wagner joua un spectacle de marionnettes à l'école sous la pluie et le tonnerre alors que camarades et professeurs avaient déserté la cour. Il le joua jusqu'au bout, en larmes, mais resta concentré, volontaire. Hitler tint tête à son père qui s'opposait fermement à ce qu'il devienne artiste. Du point de vue du caractère aussi, ils étaient tous les deux dilettantes et ne travaillaient à l'école que les matières qui les intéressaient. Il en était de même pour l'art : Wagner voulait devenir poète au début, car il est doué, Hitler artiste-peintre, car il avait des facilités, des talents de copiste.

La tentative manquée de la révolution nationale allemande de 1848 pour Wagner et la défaite de 1918 pour Hitler jouent-ils un rôle déterminant dans leur antisémitisme ?

Fanny Chassain-Pichon : C'est même le grand tournant pour les deux hommes dans leur antisémitisme. Wagner, plutôt de gauche au départ et sans réelle conscience politique avant la tentative d'unification de la nation allemande en 1848, bascule dans un antisémitisme assez radical dès l'échec de la Révolution en 1849. C'est à partir de cette époque qu'il ne se contente plus d'être un artiste, mais qu'il devient un artiste — politique, affirmant ses positions, notamment en 1850 dans *Le Judaïsme dans la Musique*.

Chez Hitler, la défaite de 1918 le rend aveugle au sens propre du terme. Il se rend malade et les médecins ont bien du mal à comprendre sa cécité brutale. Soudain, sa vue revient à la normale et il prend conscience de sa mission : sauver l'Allemagne, devenir son chef et guider le peuple. L'ennemi est tout trouvé, "le Juif", ce traître qui a causé le malheur de l'Allemagne.

Les deux hommes vécurent l'échec de la Révolution pour l'un et la défaite de 1918 pour l'autre, comme des échecs personnels.

Adolf Hitler avait manqué deux fois le concours d'entrée à l'académie des Beaux-Arts de Vienne. Et cependant, jamais il ne va cesser de se considérer comme un grand artiste, une aspiration artistique qu'il va exprimer dans plusieurs domaines, et avec la recherche permanente d'un « esthétisme »...

Fanny Chassain-Pichon : Je ne crois pas. Longtemps, Hitler est marqué par cet échec. Il devint politicien pour faire quelque chose de sa vie et parce qu'il s'est aperçu, comme il le rapporte dans *Mein Kampf*, qu'il savait parler.

Il s'entoure en revanche d'artistes : Ernst Hanfstaengl, son ami pianiste qui lui joua du Wagner quand il le souhaitait et



Ci-contre : Adolf Hitler assiste au festival de Bayreuth en 1925. Ici en présence de Joseph Stolz pendant le festival.

Ci-dessus : Hitler accueille Winifred Wagner à son arrivée pour le festival de Bayreuth le 23 juillet 1938.

Page de gauche : Richard Wagner en 1861 photographié par Pierre Petit.

en avait besoin, Albert Speer, son architecte.

Il reprend confiance finalement auprès des héritiers Wagner à Bayreuth, une fois chancelier du Reich en 1933. Je crois que sa réussite politique lui redonne confiance en lui d'un point de vue artistique et personnel. Dès 1933, Hitler commença à se mêler de certaines mises en scène dont *Parsifal* pour laquelle il demande qu'Alfred Roller qu'il admirait en soit le metteur en scène.

Hitler avait une profonde admiration pour Richard Wagner. Comment se manifeste cette « fascination » ?

Fanny Chassain-Pichon : Elle se manifeste partout et nulle part à la fois ! Hitler parla assez peu de Wagner dans ses écrits, car Wagner relève pour lui de l'intime, mais on sait qu'il fut sa seule idole comme il a pu l'écrire. Dans *Mein Kampf*, Wagner est une des rares figures citées par Hitler. Dans *Les Propos de Table* ou dans *Hitler m'a dit* d'Hermann Rauschning, il en est de même.

Pendant la guerre, Hitler s'inspire de Wagner dans son idéologie nazie en donnant des noms wagnériens à la ligne Siegfried par exemple ou en traitant les troupes soviétiques « d'armée d'Alberich ».

Tous les ans, même durant la guerre à ses débuts, Hitler part trois semaines à Bayreuth assister à un cycle d'opéras. C'était « la période la plus heureuse de sa vie » comme il le rapporta.

Tout au long de sa vie et jusqu'à la fin dans le bunker, Wagner accompagna Hitler qui brûla quelques heures avant sa mort les partitions originales du Maître de Bayreuth qu'il avait reçu en cadeau de la part de Winifred Wagner, pour qu'elles périssent avec lui.

Très tôt, dès qu'il commence à percer en

politique, Adolf Hitler va se rapprocher de la famille de Wagner. Quel but poursuit-il ?

Fanny Chassain-Pichon : Dès 1923, Hitler tissa des liens forts avec les héritiers Wagner, en particulier avec la jeune épouse de Siegfried - Winifred. Il leur promet de rendre *Parsifal* à Bayreuth s'il reçoit leur soutien dans le futur putsch de la brasserie de novembre. Il leur avoue que Wagner est sa religion. En échange, il leur promet de soutenir financièrement le Festival de Bayreuth en cas de besoin, ce qu'il fit d'ailleurs. Il ne cherche pas une finalité politique, mais intime : en se rapprochant des héritiers, il se rapproche du Maître de Bayreuth. Que se serait-il passé si Siegfried Wagner n'avait pas dans son testament interdit à sa jeune épouse de se remarier ? Il est possible qu'Hitler ait épousé Winifred, pour devenir en quelque sorte, « un Wagner ».

L'œuvre wagnérienne a influencé Hitler dans sa rédaction de *Mein Kampf*, œuvre tant musicale que littéraire, il s'en inspire...

Fanny Chassain-Pichon : Je vais répondre brièvement, car cette question pour être bien traitée, devrait contenir une grande quantité de pages ! Les racines intellectuelles de *Mein Kampf*, comme j'ai pu l'écrire dans un article publié en mars 2018, dans la *Revue d'Histoire de la Shoah* dirigée par le Professeur Georges Bensoussan, trouvent leur source dans Wagner, mais aussi dans les écrits de Joseph Arthur Gobineau et ceux de Houston Stewart Chamberlain. Ce dernier a largement diffusé, avec l'aide des héritiers Wagner et de sa veuve Cosima, les idées anti-sémites du Maître de Bayreuth longtemps après son décès. De plus, si Hitler n'a jamais connu Wagner (ce dernier est décédé quelques années avant la naissance du futur Führer) il a fréquenté amicalement les héritiers Wagner,





« Pour Hitler, Parsifal est l'incarnation du pur aryen, de ce mythe du sang pur qu'il chercha à conquérir. Il est obsédé par le Graal que des chercheurs avant et pendant la guerre, cherchèrent un peu partout dans le monde. ... »

dont Chamberlain.

Une œuvre de Wagner « Parsifal » va tenir un rôle particulier pour Adolf Hitler...

Fanny Chassain-Pichon : Pour Hitler, Parsifal est l'incarnation du pur aryen, de ce mythe du sang pur qu'il chercha à conquérir. Il est obsédé par le Graal que des chercheurs avant et pendant la guerre, cherchèrent un peu partout dans le monde. Hitler théâtralisa sa politique en s'inspirant de Wagner, souvent de *Parsifal*, cet opéra étant le récit de la purification du sang aryen à travers l'effet du sang de Jésus Christ, et en même temps le récit de la religion rédemptrice. Dans son idée fixe, quasiment obsessionnelle, Hitler était convaincu que *Parsifal* donnait la clé quant à sa solution idéologique personnelle et à son but de purification. Cet opéra synthétisa ses désirs d'extermination. Selon l'historien allemand Joachim Köhler, la religion nationale-socialiste s'inspire directement de la dramaturgie de *Parsifal* de Wagner. Michaël Rissmann, auteur d'*Hitlers Gott*, en français le *Dieu d'Hitler*, écrit quant à lui que le romantisme musical de Wagner était la religion privée d'Hitler.

Comme Hitler le confia à Hermann Rauschning dans les années 1934 – 1935, il avait compris le sens caché de l'opéra : « Il nous faut comprendre *Parsifal* dans un sens bien différent que celui que donne ce pauvre diable de Wolzogen¹. Derrière l'affabulation extérieure, le bric-à-brac de sacristie, la fantasmagorie pseudo-chrétienne du Vendredi saint, il transparaît quelque chose de profond et grand. Ce n'est pas la religion de la pitié qui y est glorifiée, selon l'évangile néo-chrétien de Schopenhauer, c'est le culte du sang noble et précieux, du pur

et rayonnant joyau autour duquel s'est groupée une confrérie de preux et de sages. Le roi souffre d'un mal incurable : la corruption du sang. Parsifal, le héros ignorant, mais pur, doit choisir entre les voluptés du jardin de Klingsor qui symbolise les débauches de la civilisation et l'austère service des chevaliers qui veille sur le sang pur, source mystique de toute vie. C'est notre drame à tous. Nous sommes tous atteints de cette peste du sang, tous souillés de la contamination des races. Quelle est pour nous la voie de la guérison, de l'expiation ? Prenez garde que la pitié par laquelle on arrive à l'initiation n'ait de vertu que pour celui qui est corrompu, qui est souillé par l'impureté du sang. Et n'oubliez pas non plus que cette pitié ne connaît qu'un seul traitement : laisser mourir le malade. La vie éternelle que procure le Graal est réservée aux seuls hommes de sang pur, aux seuls hommes de sang noble »².

Puis, en 1936, Hitler confiera à Hans Frank « qu'il bâtissait sa religion issue de Parsifal ». On voit donc l'importance de cet opéra particulier, « la dernière carte » de Wagner pour Hitler.

Pour son dernier anniversaire, Hitler fait jouer l'ouverture du Crépuscule des dieux. Il se suicide avec sa maîtresse Eva Braun, dans une forme de théâtralité wagnérienne...

Fanny Chassain-Pichon : Dans la psychologie hitlérienne, la noce finale avec Eva Braun devait apparaître comme dans *Le Vaisseau fantôme* avant la mort de Senta. Hitler chercha ici non plus à imiter Wagner, mais un de ces héros, le Hollandais volant et Eva-Senta, en voulant plier la réalité à l'art, voyant

Page de gauche, à gauche : Wini-
fred Wagner avec son fils Wieland
(à droite) et Hitler dans le jardin de
Wahnfried, la maison Wagner à Bay-
reuth en juillet 1938.

Page de gauche à droite : Adolf Hitler
signe un autographe sur le dos de
Wieland Wagner à la villa Wahnfried
à Bayreuth en juillet 1936.

Ci-contre : Hitler salué par le public
lors d'une représentation à Bayreuth.



le monde à travers Wagner.

Tel le Hollandais volant, Hitler se retrouva plongé dans une catastrophe inéluctable par des forces extérieures à lui-même, et à l'Allemagne. Cela fit de lui, dans sa pensée, une victime sacrifiée sur l'autel de la mère Patrie.

Chez Wagner, la mort des amants touche plusieurs couples, du Hollandais et Senta, Siegfried et Brünnhilde, naturellement en passant par Tristan et Iseult. Hitler s'accrocha à la pensée que la mort n'était qu'un passage vers un monde meilleur, un Walhalla, en cherchant jusqu'au bout à coller au mythe wagnérien qui lui est si cher. Il déclara ainsi dans son testament politique : « Je meurs le cœur enjoué, j'ai confiance en la renaissance éclatante du mouvement national-socialiste et ainsi, à la réalisation d'une vraie communauté »³.

Même la topographie de la fin de sa vie ressemblait à celle

d'un héros wagnérien : de la Chancellerie du Reich, où il s'était senti comme un « homme du monde »⁴, son dernier voyage le menait dans les profondeurs d'un bunker qui ressemblait, selon les visiteurs, à une morgue⁵. Ce passage dans le bunker rappelle, par analogie, la descente dans le souterrain décrite dans le *Ring* situé sur les hauteurs du Walhalla, dans l'obscurité du foyer de l'anneau. Tel Wotan dans l'épisode de la chasse sauvage, Hitler continua à sacrifier des troupes pour mener une guerre déjà perdue, et périt en effet, dans un funeste crépuscule. 

1- Hans von Wolzogen, rédacteur des *Bayreuther Blätter* au temps de Wagner.

2- Hermann Rauschning, *Hitler m'a dit*, Paris, 1949, p. 225.

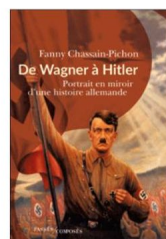
3- Max Domarus, *Hitlers Reden und Proklamationen 1932-1945*, tome II, Würzburg, 1963.

4- Guido Knopp, p.163. Déclaration de 1941 : « Quiconque pénètre dans la Chancellerie a aussitôt le sentiment d'appartenir aux grands hommes du monde ».

5- Uwe Bahnsen/James P. O'Donnell, *Die Katakomben. Das Ende der Reichskanzlei*, Bergisch Gladbach, 1981, p. 22. Citation d'Helmut Neermann, capitaine appartenant au commando accompagnateur du Führer : « On pénétrait dans ce bloc de béton souterrain comme mis en bière vivante dans une morgue ».



Docteure en histoire contemporaine (Paris IV Sorbonne), Fanny Chassain-Pichon a travaillé au Mémorial de la Shoah avant de rejoindre l'association Yahad – In Unum du Père Patrick Desbois en tant que chercheuse, puis l'université Paris Sciences et Lettres. Elle est actuellement responsable éditoriale du programme Game – In Lab de l'Innovation Factory.



DE WAGNER À HITLER

PORTRAIT EN MIROIR
D'UNE HISTOIRE ALLE-
MANDE

De Fanny Chassain-
Pichon

Ed. Passés Composés
304 p. 22 € (voir offre
d'abonnement à Histoire
magazine)



" La France de 2021 ? C'est Byzance en 1453 ! "

*Comme à Byzance, les sophistes ont pris le pouvoir,
alors que la Cité est menacée de submersion.*

Écrivain, essayiste, membre de l'académie Goncourt, Pascal Bruckner s'est fait connaître comme « nouveau philosophe » dès les années 70 puis par une trentaine de titres traitant des problèmes de notre temps, comme « Une brève éternité » (Grasset, 2019) touchant à l'allongement de la durée de la vie. On a surtout en tête le fameux « *Sanglot de l'homme blanc : Tiers-Monde, culpabilité, haine de soi* », paru aux éditions du Seuil dès 1983 et mettant à jour les paradoxes, pour ne pas dire certaines aberrations du discours « dé-colonialiste ». Son plus récent ouvrage « *Un coupable presque parfait, la construction du bouc émissaire blanc* » (Grasset, 2020) rend compte des évolutions de la pensée dominante « à gauche », avec son trip-tique : race, genre, identité. Entretien ...

«Le Blanc est celui qui doit demander pardon d'exister face à tous les autres citoyens. On a réinventé pour lui le péché originel.»

Depuis les années 1980, l'évolution est sensible, on est passé de quelques discours sans grands échos au déboulonnage matériel de statues de Victor Schloecher, de Faidherbe, et — on ne peut que le constater — un climat d'agressivité, revendiquée, affichée, à l'encontre des valeurs qui semblaient, depuis 1945, universelles. Depuis la publication de votre ouvrage « Le sanglot de l'homme blanc. Tiers-monde, culpabilité, haine de soi » en 1983, que s'est-il passé ?

Pascal Bruckner : Les choses se sont clairement aggravées depuis 1990. Au discours tiers-mondiste « classique », qui visait une libération des peuples, un accès à la dignité de chacun, a succédé la réduction de la pensée au biologique. Sur un plan chronologique, historique, la chute du mur de Berlin (1989) a désagrégé les gauches occidentales. Des valeurs qu'on pensait acquises depuis 1945 — progrès, liberté, et surtout universalisme — ont cédé la place à des standards importés des États-Unis : le genre (masculin/féminin), l'identité (culturelle, nationale...) et la race (blanc/noir).

Il est paradoxal, à vous entendre, que cette « seconde américanisation », peu niable depuis la fin des années 1980, provienne des États-Unis, le pays pourtant à l'origine de la Libération de 1945 et terre d'accueil de l'ONU...

Pascal Bruckner : Ce retournement, cette haine de soi trouve son origine dans la lutte pour les droits civiques où les États-Unis échappent de peu à l'apartheid. À partir de là, deux voies s'ouvrent : celle de Martin Luther King qui veut réconcilier les Américains indépendamment de leur couleur de peau et celle des différentalistes qui divisent la société en minorités ethniques, sexuelles, religieuses juste unies par leur opposition aux WASP, les Anglo-saxons protestants et blancs qui ont dominé le pays pendant des siècles. Aujourd'hui, à gauche du moins, cette idéologie triomphe. Le Blanc est celui qui doit demander pardon d'exister face à tous les autres citoyens. On a réinventé pour lui le péché originel.

Mais en quoi ce débat racialisé qui a effectivement animé les Démocrates américains — on se

rappelle certaines « envolées » de Mac Govern dès 1972, comme celles du « métis » Barack Obama (2009-2017) — concerne-t-il la France ?

Pascal Bruckner : Le débat a été clairement importé, au même titre que les premiers Mac Do ou les premiers ordinateurs. N'oubliez pas ces universitaires français qui n'ont eu de cesse de passer de Vincennes à Harvard/Berkeley pour réimporter ensuite les valeurs dominantes. Cette idéologie à l'origine vient des universités françaises, surtout Vincennes et Normale Sup après 68 où de « brillants penseurs », tels Derrida (1930-2004) inventeur du « phallogocentrisme », Deleuze (1925-1995), Guattari (1930-1992) élaborent des concepts qu'ils vont exporter outre-Atlantique et surtout le fameux « phallogocentrisme » de Derrida censé condamner le monde occidental à jamais. Une triade dénonçant les phalocrates blancs possesseurs de richesses, machistes et racistes. Il fallait déconstruire la société... pour édifier une autre pyramide. Car derrière la pensée et l'action militante, demeure l'enjeu de la prise du pouvoir et de l'attribution des richesses. Qui voit aujourd'hui que derrière les discours, demeure la volonté de prise du pouvoir ?

Retravaillés par la culture américaine, les concepts de genre, de race, d'identité nous reviennent quasi méconnaissables sur leur sol d'origine. C'est une opération de conditionnement semblable à celle du pavot transformé en héroïne dans les laboratoires... Nous avons fourni le virus, les Américains nous renvoient la maladie pleinement développée.

Est-ce seulement le Vietnam, ou surtout, la fin de « l'Empire du Mal », l'Union soviétique (1991), qui a constitué le moteur de cette évolution ?

Pascal Bruckner : Le Vietnam avait été un déclencheur, mais la chute du mur de Berlin (1989) et la désagrégation très rapide (1991) de l'Union soviétique ont laissé les gauches européennes face à un désert. Il leur fallait trouver de nouveaux concepts, puisque les anciens étaient non seulement battus, mais décrédibilisés. Tchernobyl (Ukraine, 1985) n'était pas « une centrale de gauche », mais avait, comme d'autres éléments, d'autres acteurs, dissidents polonais ou non, démontré la fissuration du système. Avant qu'il ne s'effondre. Il n'en restait rien. La social-démocratie n'a pas réussi à offrir une alternative crédible.



« la pensée se rétracte, les positions se figent. Une période de rabougrissement où l'on se rabat sur la trinité nord-américaine, la race, le genre et l'identité au lieu de la classe et du pouvoir économique. »

Comment, en France, est-on passé des discours républicains de gauche à ce qu'il faut bien nommer un langage de rapprochement avec une religion minoritaire ? *

(*) On se rappelle, datant de 2016 et des viols commis par des immigrés en Allemagne, la sortie « Entre avril et septembre 1945, deux millions d'Allemandes violées par des soldats. La faute à l'islam ? » de Clémentine Autain, femme politique provenant pourtant de cette gauche républicaine.

Pascal Bruckner : Une bonne part de la gauche a clairement abandonné la laïcité — devenue une idée de droite — pour des raisons électorales. D'autre part, pour les mêmes raisons — la gauche était face à un désert — elle a outrageusement simplifié le débat. Autant les années 1970-1985 ont été des années « d'ouverture » intellectuelle, autant nous vivons depuis 1990 une « fermeture » et il faut le dire, pour la France, un appauvrissement de la pensée. Cet appauvrissement a mené à la situation que nous constatons

et déplorons aujourd'hui : la pensée se rétracte, les positions se figent. Une période de rabougrissement où l'on se rabat sur la trinité nord-américaine, la race, le genre et l'identité au lieu de la classe et du pouvoir économique.

Vous dénoncez ce « retournement du progressisme en obscurantisme ». Le bilan que vous dressez est sombre...

Pascal Bruckner : Regardez l'état de la gauche française un instant. Où sont les idées nouvelles, les hommes providentiels, les forces mobilisatrices ? Depuis 2001 la gauche française, à quelques exceptions près, s'acharne à détruire la laïcité, au nom du respect de l'Islam comme « religion des pauvres », à saboter l'espérance du progrès, au nom de la planète, à transformer le féminisme et l'anti racisme en machines de guerre contre les hommes d'un côté, les « Blancs » de l'autre.

Vous évoquez même une « doriotisation ». Pouvez-vous expliquer ?

« Il n'y a rien qu'un libéral américain aime plus qu'avoir un ami noir pour se prouver et prouver aux autres à quel point il est large d'esprit et combat aux côtés des opprimés. »

Pascal Bruckner : Du nom de Jacques Doriot, ce communiste farouche dans les années 30 qui, dépité de ne pas obtenir le Secrétariat général du parti en 1934, je crois, bascule à l'extrême droite, collabore avec les nazis et termine abattu dans le Wurtemberg près de Sigmaringen par l'aviation alliée après avoir combattu sur le front de l'Est contre l'Armée rouge. Toutes proportions gardées, bien sûr, voyez l'état-major de la France Insoumise, les Verts, Attac, le NPA défendre becs et ongles l'Islam politique et les pires représentants de cette mouvance sur notre sol. Sans oublier la Ligue des droits de l'homme, indigne à tous égards. Tous ces militants intransigeants ont renié leurs convictions pour glaner des voix aux élections ou s'opposer au gouvernement. Ce sont nos nouveaux collabos.

Le mâle blanc et à travers lui l'Occident a-t-il tous les titres pour faire un coupable idéal ?

Pascal Bruckner : Oui le mâle blanc est trois fois coupable en tant que machiste, raciste et colonisateur. Cela fait beaucoup d'autant qu'il est candidat à sa propre accusation et avoue ses fautes avec délectation.

La haine du blanc est d'abord une haine de soi de la part du blanc fortuné...

Pascal Bruckner : J'ai été très frappée par la phrase de Patricia Arquette qui disait il y a quelques mois : « J'ai tellement honte d'être blanche ». Comment ne pas voir dans cette contrition surjouée une des ruses de l'orgueil ? L'orgueil d'être conscient d'un privilège et de le dénoncer sans le perdre pour autant. Les « Blancs » n'existent pas, pas plus que les « Noirs ». Rien de commun entre un russe de Vladivostok, un paysan sicilien, un bourgeois argentin et un agriculteur de Savoie. Entre un noir des Caraïbes, un Sénégalais ou un Congolais. La couleur de peau n'a jamais fait solidarité sauf aux USA, démocratie raciste par excellence fondée sur l'esclavage et la ségrégation des Noirs. Il n'y a rien qu'un libéral américain aime plus qu'avoir un ami noir pour se prouver et prouver aux autres à quel point il est large d'esprit et combat aux côtés des opprimés. Le blanc fortuné, au lieu de promouvoir la justice sociale, dénonce sa couleur de peau et continue à se conduire en nanti. La meilleure preuve de cette attitude réside dans la décision

du *New York Times* à l'automne dernier d'écrire « noir » en majuscule » et « blanc » en minuscule : simple paternalisme typographique dans lequel on peut voir un stratagème de la mauvaise conscience. Je feins de m'humilier devant vous pour conserver mes avantages. Les intellectuels afro-américains les plus éclairés dénoncent dans ces conduites une simple posture qui peut virer à l'imposture. Et le pire c'est que la presse américaine de « gauche » ose nous donner des leçons d'antiracisme !

Ne peut-on pas échapper à ces nouvelles catégories, étymologiquement et historiquement puériles ? L'Histoire ne se réduit pas à la domination « machiste » du « grand mâle blanc », j'allais dire du « grand Mal blanc »...

Pascal Bruckner : Il existe une véritable réduction intellectuelle à l'épiderme comme seule base de la réflexion politique. Il suffit d'écouter un certain nombre de femmes politiques comme Madame Obono pour comprendre que les gens sont ramenés à leur couleur de peau. Le « grand mâle blanc », c'est l'expression que Madame Obono (*) a utilisée à l'issue de la déclaration du discours de politique générale de l'actuel Premier ministre : « Le grand mâle blanc a parlé ». C'est la négation de la République. Et de l'universalisme qui lui est consubstantiel. Le premier des ministres ramené à sa biologie, à son genre, quelle avancée intellectuelle ! Le genre (mâle), la race (blanc), double faute aux yeux de la députée LFI, suffisent à exclure et à disqualifier. C'est oublier que la France est majoritairement blanche par nature comme l'Afrique est majoritairement noire.

(*) Danièle Obono, naturalisée Française en 2011, élue députée (LFI) en 2017, se réclame « altermondialiste, afro-féministe, anti-impérialiste, antiraciste, anti-islamophobe et panafricaniste. » Le mot « française » ne figure pas dans sa liste. Ni celui de « républicaine ».

Cette américanisation est sensible et palpable. Lors de la victoire de l'équipe de France lors de la coupe du monde de football en 2018, contre l'équipe croate, les médias nord-américains ont annoncé une victoire « des Africains ».



L'observateur le plus impartial ne peut manquer d'observer la disparition d'une certaine gauche française, celle organisée autour des ouvriers-employés petits fonctionnaires au bénéfice d'autres militants, d'autres électeurs. Ce phénomène provient-il aussi des États-Unis ?

Pascal Bruckner : C'est l'évidence même ! L'électorat du parti démocrate américain est composé d'une collection de minorités. Les commentateurs, lors de l'élection de Donald Trump (2017), n'ont pas manqué de relever que la candidate démocrate, Hillary Clinton, ne s'adressait qu'à des clientèles. L'idée d'universalisme n'existait plus. La gauche française, Pascal Boniface le disait dès le début des années 2000, a opéré le même calcul. Que le cynisme ne soit pas nouveau en politique n'est pas un scoop. C'est pourquoi, calculant qu'il y avait cinq cent mille Juifs, mais cinq millions de musulmans, une certaine gauche a clairement choisi l'Islam. Voyez Jean Luc Mélenchon attaquant les Tchétchènes en France, - ils ne sont que 20 000- pour se garder l'électorat des Maghrébins.

La France est peuplée de 67 millions d'habitants. Environ quarante-cinq millions sont électeurs. Cinq millions, c'est se cantonner à une minorité... de surcroît assez récente dans l'histoire de France.

Pascal Bruckner : Ce sont les minorités agissantes qui, par leur militantisme, se trouvent en situation d'agglutiner une majorité. Ces gens sont minoritaires, mais actifs et puissants. Ils détiennent une partie des médias de gauche, radio, télévision et journaux dont le *Monde*, l'*Obs*, *Libération*, *Télérama* heureux de se plier à cette nouvelle « idéologie progressiste ». Le service public est clairement influencé par

l'islamogauchisme. Et le monde politique se révèle, derrière les postures sans portée, en réalité atone, impuissant. Vous avez une palette presque infinie : indigénistes, décolonialistes, néo féministes.

Ce qui est frappant, historiquement parlant, c'est la disparition d'un mot, la démocratie. Pour certains d'entre nous, cette notion était acquise. On s'aperçoit que rien n'est jamais acquis...

Pascal Bruckner : Oui, en histoire, rien n'est jamais acquis. Mais surtout, laissez-moi ajouter ceci : certaines minorités sont en situation de tuer la démocratie au nom d'une « justice absolue ». Nous avons été vos esclaves, vous serez coupables pour l'éternité... Elles se moquent de la démocratie.

Parmi les clientèles que vous citez, on ne peut manquer d'être sensible à l'évolution des féministes, dont certaines excluent tout homme, le mâle, désormais, de leur univers. Il est un peu drôle que « Le génie lesbien » (paru en 2020 chez Grasset) soit au masculin (le génie), mais pour autant la détermination de son auteur, Alice Coffin, élue au Conseil de Paris, demeure claire : « Enfant, je m'imaginais en garçon. J'ai depuis réalisé un rêve bien plus grand : je suis lesbienne. » Et, pour résumer, cette femme politique raie de la carte la moitié de l'humanité.

Pascal Bruckner : C'est un exemple parmi d'autres, on périmé toute notion d'altérité, d'hétérosexualité... Ce n'est pas une minorité sans force. Désormais, comme aux États-

« Le spectre de la guerre civile n'appartient plus à je ne sais quels fantasme ou scénario hollywoodien. Cette fois, il est bien français.. »

Unis, ce groupe est doté d'une vraie puissance politique. Il faut éliminer les hommes, du moins en esprit et abolir l'hétérosexualité. Toute relation d'une femme et d'un homme est un viol, même quand elle est consentie. Vaste programme.

Ce puzzle de minorités constitue-t-il une majorité de rechange ?

Pascal Bruckner : Il faut dire clairement les choses. Nous sommes parvenus à un point de non-retour. La référence historique, c'est le mardi 29 mai 1453, la chute de Byzance. Pendant que des sophistes de toutes obédiences se disputent sur le sexe des anges, les troupes à l'origine de la formation de l'Empire ottoman prennent la ville. Et détruisent l'Empire romain d'Orient.

Pendant que les gouvernements de la république peinent à maintenir un semblant d'homogénéité, l'Islam ne perd pas son temps en arguties. Il agit. Ne pas le voir, ne plus le voir relève, non plus de la myopie, mais de la cécité. Quant à ses alliés du moment, il n'en resterait rien en cas de submersion. Qu'eux-mêmes ne le voient pas dit assez le niveau d'affaïssissement de la pensée, voire même de la logique.

Est-ce à dire que l'avenir, tel qu'on peut le construire en pensée, ne peut qu'être vert sombre ?

Pascal Bruckner : Nous vivons une période d'anarchie. Les leviers de commande ne répondent plus, le pouvoir

central tire à hue et à dia, et... le mâle blanc est candidat à sa propre flagellation. Il reconnaît sa dette envers ceux qu'ils auraient réduits en esclavage, en oubliant juste une vérité simple : La France est restée 120-130 ans en Algérie, par exemple, l'Empire ottoman y est demeuré quatre siècles. Et pourtant, à qui demande-t-on des comptes ? À la France ou à la Turquie ? Et pour une raison simple, seule l'Europe a reconnu ses crimes ainsi que l'Église de Rome au concile de Vatican II. On attend que l'Islam fasse de même un jour. Je crains que nous n'attendions très très longtemps...

Le méchant mâle blanc pourrait-il se réveiller ?

Pascal Bruckner : Le spectre de la guerre civile n'appartient plus à je ne sais quels fantasme ou scénario hollywoodien. Cette fois, il est bien français. Mais une guerre elle-même disséminée, sans direction centrale. Une situation de chaos plus qu'un combat entre deux forces distinctes. Les émeutes, les pillages, et le peu de considération porté aux forces de l'ordre par ceux-là mêmes qui en ont la direction sont susceptibles de générer en retour une prise de pouvoir par des forces extrémistes. Le spectre de l'homme ou de la femme providentiels resurgit, mais pour l'instant je ne vois personne se profiler. Quant au président actuel, s'il est brillant et intelligent, il reste tiraillé entre ses convictions et sa volonté de séduire tous les publics sans en fâcher aucun. Le scénario le plus probable pour notre pays est celui d'un long déclinement ponctué de violences intolérables. La France de 2021 : un Titanic au ralenti. 

UN COUPABLE PRESQUE
PARFAIT
LA CONSTRUCTION DU BOUC
ÉMISSAIRE BLANC

Pascal BRUCKNER
Editions Grasset
2020, 352 p. 20.90 €



Opération Overlord



OPERATION OVERLORD

de Bruno Falba (scénario), Davide Fabbri (dessin), Christian dalla Vecchia (dessin)
t. 1 Sainte-Mère-l'Eglise, t. 2 Omaha Beach, t. 3 La batterie de Merville, t. 4 Commando Kieffer, t. 5 La pointe du Hoc, t. 6 Une nuit au Berghof. 13,90 euros chacun. Editions Glénat.

La série Opération Overlord retrace les principaux événements du débarquement de Normandie. Intitulé *Sainte-Mère-Eglise*, dessiné par Davide Fabbri, le tome 1 décrit l'opération Boston, destinée à sécuriser les ponts et les routes vers les plages de Normandie. Le scénariste Michaël Le Galli évoque, malheureusement avec trop de manichéisme, les motivations des GI's ainsi que la préparation, le parachutage, l'infiltration puis la prise de la ville. Le tome 2 s'intitule *Omaha Beach*. Bruno Falba prend la relève du scénario et montre la guerre dans les deux camps. Il oppose les préparatifs américains à la routine allemande. Les dessins de Christian dalla Vecchia parviennent à bien représenter les plages sous le feu ennemi. Dans le tome 3, dessiné par Davide Fabbri, Bruno Falba décrit l'entraînement des soldats d'élite puis la prise de la batterie de Merville. Encore dessiné par Davide Fabbri, le tome 4 est consacré au Commando français qui, débarqué avec les forces britanniques, reçoit la mission de libérer Ouistreham. Dans le tome 5, le scénariste Bruno Falba montre l'état d'esprit des soldats américains et allemands. Les dessins de Christian dalla Vecchia parviennent à bien représenter l'assaut de la pointe du Hoc. Le sixième tome, le plus intéressant, se déroule pour l'essentiel au Berghof, résidence secondaire d'Hitler située dans les Alpes bavaroises. Bruno Falba nous fait découvrir que, la nuit du 6 juin, Hitler regarde *Le Dictateur* de Chaplin. Il reste persuadé que les alliés vont attaquer à Calais ! Le dessin expressif de Davide Fabbri convient bien à cette nuit particulièrement agitée au Berghof. **P.-M. Lesbats**

Dream team



DREAM TEAM

De Jean-Pierre Pécau (scénario), Senad Mavric et Filip Andronik (dessin) Delcourt, 72 pages, 19,99 €

Mai 1944, en Angleterre. Le sous-lieutenant Anderson, de la 3e division blindée US, reçoit une formation sur le Sherman. Peu résistante, la force de ce char résulte de sa rapidité. Le 18 juin, sous une pluie battante, la division débarque en Normandie. À peine arrivé, le Sherman d'Anderson, baptisé « Dream Team », subit des tirs de Panzerfaust. Lors de son premier combat avec un Tigre I, il trouve son salut dans la fuite. Mais apprenant rapidement l'art du combat, cet équipage courageux et plein d'humour parviendra à conduire leur Sherman jusqu'en Allemagne... Le scénariste Jean-Pierre Pécau montre bien que, derrière chaque haie, le danger guette. Les dessins très réalistes du tandem de dessinateurs Senad Mavric — Filip Andronik reconstituent de spectaculaires scènes de combats. **P.-M. Lesbats**

Chez Adolf



CHEZ ADOLF

T. 1, 1933.
De Rodolphe (scénario), Ramon Marcos (dessin) et Dimitri Fogolin (colorisation). Editions Glénat. 56 pages, 14,95 euros.

1933, Hitler devient chancelier du Reich. Dans une petite bourgade, en clin d'œil à son propre prénom, le patron d'une taverne change son enseigne pour devenir « Chez Adolf ». Le discret professeur de littérature Karl Stieg, qui ne s'intéresse guère à la politique, relève que de plus en plus d'enfants viennent à l'école en uniforme paramilitaire. Se laissant influencer par certains collègues, il adhère au

parti national-socialiste et écrit même des articles sur la mythologie nordique dans un journal proche du régime. Mais rapidement, les opposants sont incarcérés... Très bien écrit, le scénario de Rodolphe suit simplement la vie des habitants d'un immeuble. Il dévoile que l'arrivée des nazis au pouvoir a reçu le soutien de la population civile, souvent préoccupée de son seul confort. Dans une ambiance ligne claire délicieusement rétro, le dessin de Ramon Marcos et les couleurs chaudes de Dimitri Fogolin reconstituent une ville allemande au début de l'année 1933. **P.-M. Lesbats**



DARNAND (3 t.)

De Patrice Perna (scénario), Fabien Bedouel (dessin), Sandrine Bonini et Ariane Borra (colorisation). Ed. Rue de Sèvres 56 pages chacun. 15 € chacun

Héros de la Première Guerre mondiale, Joseph Darnand est déclaré « artisan de la victoire ». Vingt ans plus

tard, membre actif d'un mouvement anticommuniste et antisémite, il aspire à renverser la IIIe république. Lorsque la France déclare la guerre à l'Allemagne, il s'engage à nouveau dans les chasseurs alpins. Après la défaite, Darnand prend fait et cause pour la collaboration... Le scénariste Patrice Perna, par un rythme très soutenu, présente Darnand comme un guerrier brutal qui deviendra sous Vichy le chef de la Milice. Il passera ainsi du statut de héros à celui de traître... Le dessinateur Fabien Bedouel, par un trait dynamique et épuré, parvient à restituer les scènes de combat. Les coloristes Sandrine Bonini et Ariane Borra ont privilégié les couleurs ternes pour mieux retranscrire cette période sombre. **P.-M. Lesbats**

MOI TARDI, PRISONNIER DE GUERRE AU STALAG II B

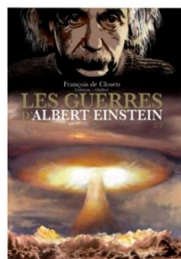
De Tardi

t. 1, 175 pages, t. 2, 123 pages, t. 3, 147 pages. Éditions Casterman, 25 euros.



Surtout connu pour ses œuvres sur la Première Guerre mondiale (*C'était la guerre des tranchées*, *Putain de guerre!*...) ou sur la Commune de Paris (*Le Cri du peuple*), Jacques Tardi s'est également intéressé à la Seconde Guerre mondiale. Après avoir adapté une aventure de Nestor Burma sous l'Occupation (120 rue de la Gare), il a retracé la vie de son père René au cours de la Seconde Guerre mondiale. Au printemps 1940, dans son char Hotchkiss H35, René Tardi attend avec impatience l'arrivée de la Wehrmacht. Il parvient à détruire un panzer. Sans la moindre pitié, il écrase sous les chenilles des soldats allemands. Puis, le long de la Somme, René est fait prisonnier. Il est emmené au Sta-

lag II B, au nord de l'Allemagne. Désabusé, il conspuer autant l'armée allemande que les généraux français. En captivité pendant cinq ans, il souffre de froid, de solitude, de faim, de l'hygiène et de la brutalité des geôliers... Après la fin de la guerre, René raconte tout à son fils Jacques : la découverte des camps d'extermination nazis, mais aussi les viols commis par les Russes en Allemagne et les Américains en France... Dans sa fresque poignante de près de 450 pages, Jacques Tardi montre, quel que soit son drapeau, la noirceur de l'homme. Son dessin si caractéristique s'insère dans des cases uniquement horizontales, alors qu'une voix off raconte les événements. P.-M. Lesbats

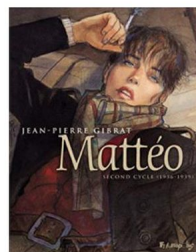


LES GUERRES D'ALBERT EINSTEIN

De François de Closets et Éric Corbeyran (scénario), Éric Chabbert (dessin) et Bérangère Marquebreucq (colorisation)

Hachette Comics, Robinson, t.2, 56 pages, 14,95 €

Ayant fui les obligations militaires de son Allemagne natale, le physicien pacifiste Albert Einstein (1879-1955) vit à Zurich. Il entretient une amitié avec le chimiste allemand Fritz Haber (1868-1934), patriote opportuniste. Alors que la Première Guerre mondiale se profile, Haber propose à l'État-Major allemand de produire des gaz toxiques militaires. Einstein reste horrifié. Pourtant, après la guerre, exilé aux États-Unis face à la menace des nazis, Einstein convaincra le président américain de mettre au point une arme bien plus dangereuse : la bombe atomique... Le journaliste et écrivain François de Closets et le scénariste Éric Corbeyran proposent une réflexion sur les savants qui ont conçu des armes terrifiantes. La narration est concise. Cet album, superbement illustré par Éric Chabbert, bénéficie de la colorisation de Bérangère Marquebreucq. P.-M. Lesbats



MATTEO INTÉGRALE SECOND CYCLE (1936-1939). De Jean-Pierre Gibrat.

Futuropolis 64 pages, 17 euros

Avril 1936. Anarchiste, Matteo part en Espagne pour livrer des armes aux républicains espagnols. À Barcelone, il décide de participer aux combats contre les franquistes. Mais il découvre la lutte entre socialistes, anarchistes et communistes. Avec une bande d'anarchistes maladroits et insuffisamment armés, il parvient à conquérir un village aux mains des troupes franquistes. Matteo demande des renforts, mais ne reçoit que quelques soldats. Les troupes franquistes gagnant du terrain, Matteo voit ses espoirs s'effondrer... Le scénariste Jean-Pierre Gibrat prend le parti du camp républicain, tout en dénonçant le communisme. Son crayonné, comme d'habitude exceptionnel, est magnifiquement mis en couleurs à l'aquarelle. P.-M. Lesbats



HISPANIOLA De Vianello (scénario et dessin). Éditions Mosquito.

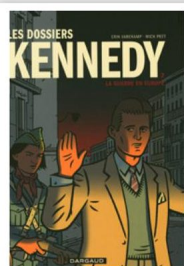
1938, à Alger. Le capitaine Lacombe, de la Légion étrangère, quitte clandestinement l'Algérie pour rentrer à Marseille. Pendant la traversée de la Méditerranée, le bateau de pêche

qui le transporte croise un navire de guerre italien se dirigeant vers l'Espagne pour ravitailler les troupes de Franco. Soupçonné d'espionnage, Lacombe doit se rendre sur le navire italien avant que celui-ci ne coule le bateau de pêche. Incarcéré en Espagne par les troupes franquistes, Lacombe s'évade et intègre une brigade de la FAI (Fédération Anarchiste Ibérique). Mais les communistes russes éliminent ses amis anarchistes. Lacombe décide alors de les venger... Le dessinateur italien Vianello était l'assistant du regretté maître italien Hugo Pratt, jusqu'à la mort de ce dernier, en 1995. Il révèle que les communistes éliminent, sans le moindre procès, leurs propres alliés anarchistes soupçonnés d'hostilité envers Staline. Le dessin de Vianello, en noir et blanc, rappelle celui d'Hugo Pratt. PML



IL ETAIT UNE FOIS EN FRANCE INTÉGRALE « ROMAN GRAPHIQUE ».

De Fabien Nury (scenario),
Sylvain Vallée (dessin)
Editions glénat.
376 pages, 49 euros



LES DOSSIERS KENNEDY (t.2) GUERRE EN EUROPE.

De Mick Peet (scenario)
et Erik Varekamp
(dessin).
96 pages. 16,50 euros.
Editions Dargaud.

Février 1938. Joseph Kennedy (1888-1969), américain d'origine irlandaise, homme

d'affaires millionnaire et père de 9 enfants, est nommé ambassadeur à Londres. Il approuve la politique d'apaisement prônée par le Premier ministre anglais Neville Chamberlain, qui milite en faveur d'un accord avec Hitler. Mais son rêve de devenir Président des États-Unis s'effondre avec l'arrivée au pouvoir de Churchill qui entend bien vaincre Hitler par les armes. Il incite alors ses fils à se lancer en politique... Le scénariste Mick Peet dévoile ainsi la face obscure de Joseph Kennedy (attirance pour le pouvoir et l'argent, tromperies conjugales...). Le trait épuré et épais d'Erik Varekamp, adepte de la ligne claire, est magnifique. **P.-M. Lesbats**



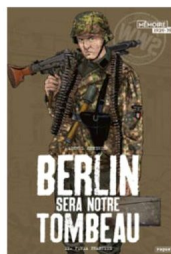
INDOCHINE T1

ADIEU, VIEILLE EUROPE

De Jean-Pierre Pécau (scenario),
Maza (dessin) et Jean-Paul Fernandez
(colorisation) 54 pages,
14,95 euros. Editions Delcourt.

Alsace, 1er janvier 1945. En pleine bataille des Ardennes. Des aviateurs américains cuvent dans une grange, bordant le terrain d'aviation. Mais au petit matin, la Luftwaffe passe à l'offensive. Armand Baverel, aux commandes de son P 51 Mustang, parvient à abattre deux Focke-Wulf Fw 190 Jean-Pierre Pécau signe une nouvelle série en s'inspirant de la vie d'Armand Baverel (1929-2015) excellent pilote, tête brûlée et coureur de jupons. Ce scénario est bien rythmé, quoique prévisible. Le dessinateur bosniaque Maza, grâce à ses cadrages variés, excelle dans les scènes de combats. Mis en valeur par la belle colorisation de Jean-Paul Fernandez, son trait réaliste est magnifique. **PML**

Sous l'Occupation, Joseph Joanovici, malgré ses origines juives, parvient à fournir en métal l'industrie d'armement allemande. Jouant constamment double jeu, il fréquente d'un côté des chefs de la Résistance qu'il livre aux Allemands, de l'autre des membres de la Gestapo qu'il dénoncera à la Libération. Après avoir épuisé toutes ses protections, il est condamné en 1949 à cinq ans de prison et à l'indignité nationale... Construit astucieusement sous forme de flash-back, le scénario de Fabien Nury ne cache rien des turpitudes de « Monsieur Joseph » (1905-1965). Il peut trahir tout le monde, sauf ses enfants. Le dessin semi-réaliste de Sylvain Vallée restitue l'atmosphère pesante de l'Occupation en représentant des personnages souvent patibulaires. L'étude psychologique de Joseph est particulièrement bien menée, nous faisant ainsi ressentir ses tirailllements internes. Cette BD incontournable, primée meilleure série à Angoulême en 2011, est maintenant disponible dans une nouvelle édition type « roman graphique ». **P.-M. Lesbats**



BERLIN SERA NOTRE TOMBEAU T. 2 FURIA FRANCESE

De Michel Koeniguer
(scenario et dessin)
et Fabien Alquier
(colorisation).
48 pages, 14 euros.
Editions Paquet.

Avril 1945. L'armée soviétique entre dans Berlin. Les soldats français de la division Charlemagne, même s'ils savent qu'ils ont perdu la guerre, restent encore motivés pour détruire les blindés russes... Passionné d'histoire militaire, le scénariste Michel Koeniguer raconte l'aventure des survivants de la Division SS Charlemagne dans les ruines de Berlin. Ne

prenant aucun parti-pris politique, il révèle que ces volontaires français ont fait le choix de se battre au sein de l'armée allemande pour des raisons différentes, le plus souvent par anticommunisme. Par un superbe dessin, réaliste et précis, il reproduit à la perfection le matériel de guerre. La colorisation de Fabien Alquier est particulièrement bien adaptée au récit. **P.-M. Lesbats**



U 47 (t.14)

L'ALLIANCE DU MAL

De Mark Jennison
(scenario), Gerardo
Balsa (dessin) et Nico-
las Caniaux (colorisa-
tion)
48 pages, 14,95 euros
Éditions Zéphir

Octobre 1939. Le U-Boot U-47, commandé par le lieutenant Günther Prien, prend la mer. Sa mission ordonnée par l'amiral Balsa (dessin) et Nicolas Caniaux (colorisation) : s'introduire dans la rade écossaise de Scapa Flow et couler des navires de guerre. Donitz entend bien démontrer l'utilité du sous-marin auprès de l'état-major allemand. Cinq jours plus

tard, le U-47 lance quatre torpilles sur le HMS Royal Oak, lequel sombre en quelques minutes... Le scénariste Mark Jennison imagine que parmi les victimes figure un jeune marin. Son père, le commandant Walters, cherche dès lors à le venger aux commandes de son destroyer. Ce scénario haletant, au fil des tomes, s'écarte de la véritable histoire du U-47. Les dessins de Gerardo Balsa très à l'aise pour croquer les navires, sous-marins et avions, et les couleurs informatiques de Nicolas Caniaux restent très classiques. Dans ce 14e tome de la série, le commandant du U-47 se retrouve pris au piège entre des destroyers britanniques et le PU-262, sous-marin SS. Chaque tome de cette série, devenue la plus longue consacrée à la Seconde Guerre mondiale, décrit une nouvelle mission de l'U 47. **P.-M. Lesbats**





LA NUIT DU FEU

NOTRE-DAME DE PARIS

ENTRETIEN

AVEC

STÉPHANE BERN

Propos recueillis par Sylvie Dutot

« Depuis le XII^e siècle, toutes les grandes heures de notre Histoire ont résonné sous les voûtes de Notre-Dame de Paris... »

Le 15 avril 2019, dans la soirée, un incendie se déclare dans la charpente de Notre-Dame de Paris, quelles ont été vos premières pensées face à ce drame qui a sidéré le monde entier ?

Stéphane Bern : Après un moment de sidération, j'ai ressenti une profonde tristesse, sans doute l'expression d'une impuissance devant ce sanctuaire en flammes que des hommes du feu tentaient de sauver, car la cathédrale Notre-Dame de Paris est plus qu'un lieu de culte, c'est un lieu d'histoire et de culture. Elle est le livre d'Histoire de 850 ans d'une formidable aventure humaine et qui fut le témoin de tous les grands événements de notre peuple

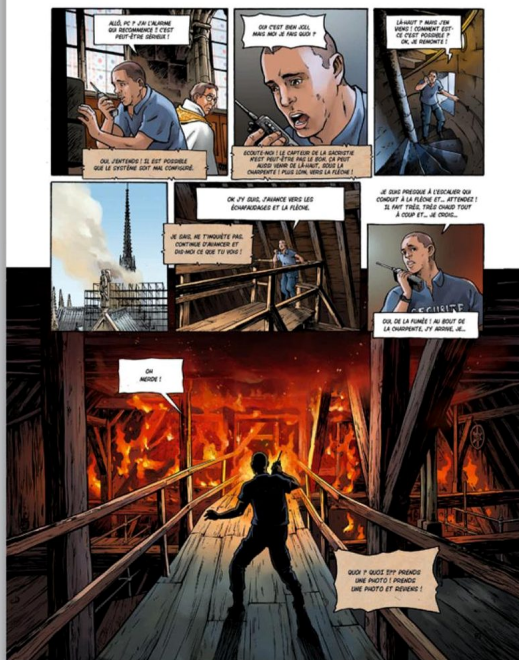
depuis la présentation de la sainte couronne jusqu'à la Libération de Paris ou les obsèques du général de Gaulle... Elle aura résisté à tout, guerres, révolutions, saccages et pillages, mais pas à l'arrogance de notre modernité incapable de la protéger des flammes.

Notre-Dame, l'un des monuments les plus emblématiques de la capitale, est intimement liée à l'Histoire de France...

Stéphane Bern : Depuis le XII^e siècle, toutes les grandes heures de notre Histoire ont résonné sous les voûtes de Notre-Dame de Paris : citons le mariage d'Henri de Bourbon avec la

reine Margot, le sacre de Napoléon I^{er}, la Libération de Paris, les funérailles des maréchaux Foch, Joffre, Leclerc, de Lattre, jusqu'aux cérémonies en hommage aux présidents de Gaulle et François Mitterrand. Notre-Dame de Paris, sur l'île de la Cité, donc au cœur de notre capitale, semblait devoir être le témoin immortel de notre Histoire, défiant les siècles, alors que nous, pauvres mortels, ne faisons que passer.

La bande dessinée que vous venez de publier avec Yvon Bertorello, Arnaud Delalande et Cédric Fernandez « Notre-Dame de Paris » aux édit.



Glénat raconte cette nuit terrible où l'impensable était arrivé. Pourquoi était-ce important pour vous de raconter cet épisode tragique ?

semblait aussi important de participer financièrement, concrètement, à la restauration de Notre-Dame de Paris pour apporter notre contribution à l'effort collectif. C'est cela aussi faire nation.

Plus d'un an après l'incendie, a-t-on de nouvelles pistes sur ce qui aurait pu le causer ?

national, surtout pour éviter que cela ne se reproduise, pour apprendre de nos erreurs ou de nos manques. Une chose est certaine, il y avait des dysfonctionnements dans le système d'alerte et de sécurité incendie du monument auxquels s'ajoute sans doute une défaillance humaine. Quant à l'incendie lui-même, je ne crois pas beaucoup à la thèse du mégot, mais davantage à un court-circuit électrique, peut-être dans le système d'électrification des cloches...



Cet incident tragique n'est-il pas tristement symbolique de la menace qui plane sur le patrimoine architectural français dans son ensemble ?

Stéphane Bern : Si, vous avez parfaitement raison. Avant le drame de l'incendie de Notre-Dame de Paris, je me souviens du traumatisme que furent les incendies du Parlement de Bretagne à Rennes et de l'hôtel de ville de La Rochelle, pourtant en pleine restauration. La vétusté du système électrique est souvent la cause de l'incendie, comme ce fut le cas à La Rochelle. C'est pourquoi je suis heureux que dans le plan de relance du ministère de la Culture, avec quelque 614 millions d'euros dévolus au patrimoine, un vaste plan cathédrales soit destiné à sécuriser ces monuments qui nous relient au Moyen-Âge, l'âge d'or des cathédrales.

Dans votre « combat » pour la sauvegarde du patrimoine, et notamment du patrimoine religieux cet accident a-t-il engendré une prise de conscience des pouvoirs publics sur la fragilité de nos édifices et la nécessité d'agir rapidement ? De nombreuses églises sont en ruines sur tout le territoire français.

Stéphane Bern : Je crois qu'effectivement le drame de l'incendie de Notre-Dame de Paris a frappé les esprits. Le public, qui s'est d'ailleurs généreusement mobilisé, alors qu'on ne parle que des grands donateurs, a pris conscience de la fragilité de notre patrimoine religieux et de l'impérieux devoir de le sauver. Enfin, la cause du patrimoine est revenue au cœur du débat national, même si, une

question essentielle se pose : on trouve certes 900 millions pour restaurer ND de Paris, mais avec quels moyens va-t-on pouvoir sauver ces milliers de petites églises de campagne, souvent huit fois séculaires également, qui ne disposent pas de telles ressources du fait qu'elles se trouvent dans des communes de quelques centaines d'habitants... Pour autant, je ne lâche pas mon combat et essaye, avec le soutien des Français qui se manifeste par l'adhésion populaire au Loto du Patrimoine, de mener à bien ma Mission Patrimoine en faveur du patrimoine en péril, et notamment religieux. D'ailleurs, pour la quatrième année, il faut dès à présent les inscrire sur le site de la mission : www.missionbern.fr.

NOTRE DAME DE PARIS La nuit du feu

D'Arnaud Delalande, Yvon Bertorello (scénario), Cédric Fernandez (dessin), Stéphane Bern (conseiller historique et co-rédacteur d'un dossier pédagogique de 8 pages en fin d'album). Glénat, Histoire tous public, 14,95 €.

(1 € reversé à la fondation Notre Dame pour chaque album vendu)





Portraits de femmes en écriture



La chronique
de
Cécile Berly

FRIDA KAHLO Écrire la douleur en couleurs



Au premier regard, on reconnaît les traits iconiques de son visage : des sourcils noirs, denses et joints ; un épais duvet qui dessine sa lèvre supérieure. Des cheveux noirs tressés de rubans, de laine ou de soie, agrémentés de fleurs colorées, vives. À ses oreilles, de longues boucles, à son cou, de l'or en colliers. Mais ce n'est pas tout : des bracelets, des bagues, des pierreries — jades, saphirs, améthystes et autres pierres volcaniques. En rouge, elle peint ses lèvres, ses joues et ses ongles. Ses robes sont autant de costumes par lesquels elle affirme une personnalité, une identité : celle d'une métisse née en 1907 au Mexique et dont l'enfance est rythmée par les soubresauts d'une révolution qui n'en finit pas (1910-1920). Elle porte, superbe, le costume traditionnel de Tehuana composé du *huipil*, une tunique sans manches sur une longue jupe à volants. La première œuvre de Frida Kahlo n'est-ce pas cette allure autant sophistiquée qu'élégante, revendiquant en toute extravagance sa mexicanité ? Le muraliste Diego Rivera, son grand amour qu'elle épousera deux fois, du moins l'écrivit : « Frida Kahlo est une femme extraordinairement belle, non pas d'une beauté triviale, mais d'une beauté aussi exceptionnelle et caractéristique que ce qu'elle produit. [...] Ses toilettes sont l'incarnation même de la splendeur nationale. »

Cependant, ces toilettes éblouissantes cachent, avant tout, la douleur qui fut la sienne dès l'âge de six ans. D'abord en raison de la poliomyélite, sa jambe droite est à jamais atrophiée. Ses camarades de classe la surnomment « Frida

jambe de bois ». Pour compenser, elle affirme une forte personnalité et ne s'interdit rien. Elle fait de l'exercice physique, assiste son père dans ses activités de photographe et développe de fortes aptitudes intellectuelles. Elle veut étudier ! En 1922, elle intègre l'École nationale préparatoire pour présenter le concours d'entrée à la faculté de médecine. Elle est une étudiante turbulente : elle chahute dans les couloirs et perturbe des cours avec le groupe d'étudiants les « Cachuchas ». L'un d'eux, Alejandro Gomez Arias, est son premier amour. Dès la naissance de cette liaison adolescente, elle lui écrit des lettres enflammées. Des lettres dans lesquelles elle donne libre cours à sa passion : excessive, exclusive et, surtout, très malheureuse. Bien avant la peinture, c'est par l'écriture qu'elle s'exprime. Des lettres où elle exalte les sentiments, ses combats politiques ou ses colères. Des lettres où la douleur physique est en filigrane ou criée. Des lettres qu'elle illustre souvent de dessins au crayon ou en couleurs. Alejandro Gómez Arias écrit : « La personnalité de cette femme était si contradictoire et multiple que l'on pourrait dire qu'il y avait plusieurs Frida. » L'amoureuse, l'intellectuelle, la muse, l'épistolière, la peintre, la diariste — elle écrit un journal intime entre 1944 et 1954 — la militante, l'amante, enfin l'icône.

Elle, qui n'a jamais pu avoir d'enfant, est aussi une *Mater Dolorosa*. Au mois de septembre 1925, alors qu'elle est dans un bus qui entre en collision avec le tramway, elle est très gravement accidentée. Le choc aurait dû être mortel. Elle



Ci-contre : *Autoportrait avec des singes*. 1943
Page de gauche : *La colonne brisée*. 1944

« Dans ses lettres, son journal ou sa peinture, son corps n'est plus que douleur. Larmes, sang, chair lacérée, colonne vertébrale brisée, cicatrices, cheveux coupés. En 1934, elle est amputée des orteils au pied droit. Neuf ans plus tard, on lui coupe la jambe droite à hauteur du genou. »

souffre de multiples fractures : aux troisième et quatrième vertèbres lombaires ; son bassin est, quant à lui, fracturé à trois endroits. À son pied droit, on en compte onze. Mais la blessure la plus profonde est située à l'abdomen et au vagin : ces deux organes ont été transpercés par une barre de fer. Elle doit garder le lit durant des mois. La douleur et l'ennui l'accablent. Pour tenter d'y échapper, sa mère commande à un menuisier un chevalet adaptable à son baldaquin et, au-dessus d'elle, y fait installer un miroir au ciel de lit.

Dans les mois qui suivent, les médecins lui découvrent plusieurs séquelles à la colonne vertébrale. Le diagnostic est sans appel : elle doit être immobilisée neuf mois au moyen d'un corset de plâtre. C'est la première fois que son corps est ainsi enfermé dans un appareillage. Ce n'est que le début d'un long parcours médical, d'une succession d'opérations, d'immobilisations, d'hospitalisations. De corsets en plâtre ou en fer dans lesquels on l'enferme à l'aide de lanières en cuir. La douleur ne la quitte plus et la tue à petit feu.

Pour tenter d'y faire face, elle écrit, elle peint. Écriture et peinture ne font plus qu'une. Elle rédige le portrait de

Diego Rivera pour le catalogue d'une exposition qui lui est consacrée (1949) : « Sa forme : avec sa tête de type asiatique sur laquelle poussent des cheveux sombres si minces et si fins qu'ils semblent flotter dans les airs, Diego est un immense enfant au visage aimable et au regard un peu triste. Ses yeux globuleux, sombres, très intelligents et grands, sont à grand-peine retenus — presque hors de leurs orbites — par des paupières gonflées et protubérantes, comme celles des batraciens ; ils sont très écartés, plus que d'autres yeux, permettant ainsi à son regard d'embrasser un champ visuel plus large, comme s'ils avaient été conçus pour peindre des espaces et des foules. »

Dans ses lettres, son journal ou sa peinture, son corps n'est plus que douleur. Larmes, sang, chair lacérée, colonne vertébrale brisée, cicatrices, cheveux coupés. En 1934, elle est amputée des orteils au pied droit. Neuf ans plus tard, on lui coupe la jambe droite à hauteur du genou. Frida consomme à outrance médicaments et alcool. Entre son écriture et sa peinture, il n'y a qu'un cri : celui de sa douleur en couleurs vives. « Pourquoi voudrais-je des pieds puisque j'ai des ailes pour voler ? »

Historienne, spécialiste reconnue du XVIII^e siècle, Cécile Berly a publié plusieurs ouvrages sur Marie-Antoinette. Elle a également présenté et annoté la *Correspondance de Madame de Pompadour* et est l'auteur des *Femmes de Louis XV*. Elle vient de publier *Trois femmes. Madame du Deffand, Madame Roland, Madame Vigée Le Brun*. Editions Passés Composés. Mars 2020, ainsi que *Marie-Antoinette* au PUF.



ENTRETIEN EXCLUSIF AVEC **JEAN-FRANÇOIS ALLILAIRE**

Propos recueillis par Jean-Philippe de Garate
Photographies de Savy Svay

Le dilemme de la psychiatrie (1820-2020)

Discipline médicale ou art singulier ?

L'Académie nationale de médecine, fondée par Louis XVIII en 1820, vient de célébrer son bicentenaire. Le Professeur Jean-François Allilaire, secrétaire perpétuel de l'Académie, retrace le parcours d'une discipline médicale singulière, la psychiatrie.

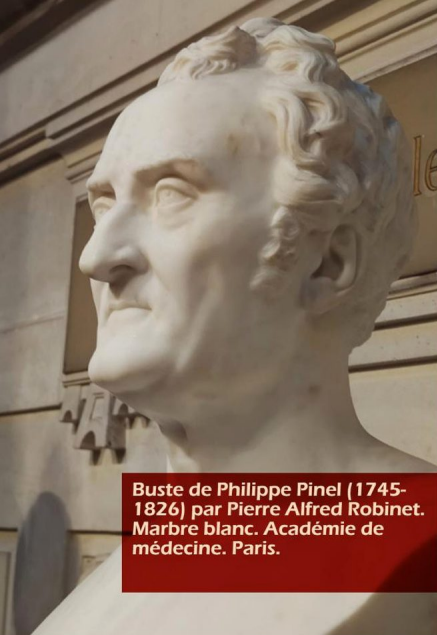
Philippe Pinel (1745-1826), dans la lignée duquel vous vous inscrivez, peut être considéré comme le fondateur de la psychiatrie. Avant lui, comment étaient traités les fous ?

Jean-François Allilaire : Avant Pinel, les « fous » devenus des « aliénés » ressortissaient du domaine religieux et se trouvaient classés dans la catégorie des possédés. Relevons qu'à l'heure actuelle, l'exorcisme est encore pratiqué au sein de l'Église, et ne fait sourire personne. Le fondateur de la neurologie, Charcot (1825-93), anticlérical et positiviste, a écrit lui-même un remarquable ouvrage : « La possession chez les sorcières ». Les épisodes hystéro-épileptiques, les transes, constituent des faits constatables.

Après Pinel, le regard porté sur les « aliénés » change radicalement. Philippe Pinel, médecin philosophe qui prône l'écoute de cet autre qui souffre — procédé participant de la « thérapie morale » —, est un homme de progrès : il considère le patient comme « un citoyen provisoirement privé de raison ». Je suis pour ma part très attaché à cette approche. Et l'empathie qui en découle amène, on le sait, cet aliéniste et précurseur des psychiatres à libérer ces patients des chaînes qui les entravaient comme des prisonniers dangereux.

Pour autant, désentraver les fous dans les années 1820 ne les rend pas à la liberté...

Jean-François Allilaire : Le dilemme commence... La psychiatrie naissante prend son envol en oubliant parfois qu'elle demeure une discipline médicale. Esquirol (1772-1840), successeur de Pinel, déplace en quelque sorte le débat. Depuis Louis XIV, le « grand renfermement » des « aliénés » — dont témoignent les maisons de force de Bicêtre puis de La Salpêtrière — avait pour objet de garantir l'ordre social et clairement, la neutralisation des « bizarres », vagabonds potentiellement délinquants. Esquirol s'intéresse à ces patients pour lesquels il prône notamment les installations champêtres, des traitements de grand air, les bains prolongés, en un mot des procédés qui exilent les patients hors de la vue et loin de leur milieu social. Il concourt ainsi au « containment » des aliénés par la loi de 1838, dans un contexte marqué par d'effroyables affaires criminelles, notamment des parricides. Rappelons-le : sous le règne de Louis-Philippe (1830-48) — lui-même objet de 18 tentatives d'assassinat —, le parricide est assimilé au régicide. La loi constitue en soi un progrès puisque, par sa promulgation, elle met fin à l'arbitraire régnant jusqu'alors et surtout, parce que



Buste de Philippe Pinel (1745-1826) par Pierre Alfred Robinet. Marbre blanc. Académie de médecine. Paris.



"Pinel fait enlever les fers aux aliénés de Bicêtre" par Charles Louis Muller (1815-1892). Académie de médecine. Paris.

« Philippe Pinel, médecin philosophe qui prône l'écoute de cet autre qui souffre — procédé participant de la « thérapie morale » —, est un homme de progrès : il considère le patient comme « un citoyen provisoirement privé de raison. »

la nécessité des soins y est mentionnée. Mais l'organisateur qu'est Esquirol sépare ainsi la médecine mentale de l'hôpital général, ce qui créera les conditions de l'exclusion sociale et de la stigmatisation dont est toujours victime la psychiatrie.

Cette tendance à l'enfermement ne s'est jamais démentie dans l'Histoire, et l'asile dans sa conception — notamment la sortie du patient soumise à l'autorisation de ses gardiens — n'est jamais loin de la prison...

Jean-François Allilaire : Les choses sont claires : le psychiatre est un médecin lié à son patient par le serment d'Hippocrate. Tenter de le guérir, voilà l'impératif ! Et c'est précisément cet impératif qui ramène la psychiatrie vers les lois médicales. Depuis la seconde moitié du dix-neuvième siècle, quantité de découvertes mettent en relief l'incoutournable imperium de la science. Charcot le scientiste en viendra à traiter les aliénistes « d'obscurantistes »... longtemps avant que le concept de neuropsychiatrie puisse éclore.

L'histoire de la psychiatrie est traversée par des pratiques qui — pas seulement dans les régimes totalitaires — interpellent sur la notion de consentement... Qui peut décentement consentir à sa propre lobotomie ?

Jean-François Allilaire : Dans certains cas telles les névroses obsessionnelles sévères, impliquant un niveau de souffrance intolérable, on a pu en France, dans les années 1940 à 1970, encore procéder à ces « coups de lancette » (scalpel), pour déconnecter le lobe frontal du reste du cerveau. J'ai pu rencontrer et examiner plusieurs lobotomisés au début de mon internat, alors que je commençais ma formation en psychiatrie. On y a fort heureusement renoncé depuis des décennies, car cette intervention crée une lésion cérébrale irréversible qui modifie définitivement la personnalité de ces patients.

Dans les années 1960, l'antipsychiatrie de l'Anglais Ronald Laing (1927-89) et du Sud-Africain David Cooper (1931-86) a prôné le divorce entre psychiatrie et médecine... La folie était considérée — pour faire court — comme ➤



■ Histoire de la médecine

Ci-contre : Sir Winston Churchill (1874-1965)
photographié par Yousuf Karsh, en 1941.

« Churchill est l'exemple type du patient atteint d'un trouble bipolaire. Avec sa vie en dents de scie, ses inspirations puissantes et ses longues descentes aux enfers avec pour viatique l'usage abusif du whisky à hautes doses. »

la production de la maladie mentale chez l'individu par une société malade. Cooper a formellement affirmé que la maladie mentale n'existe pas en soi...

Jean-François Allilaire : Cette tentative a fait long feu. En France, des auteurs comme Michel Foucault (1926-84) ont promu ces conceptions erronées sur le plan scientifique. Aujourd'hui, on retient un modèle « biopsychosocial » combinant les trois ordres de causalité et montrant que la maladie mentale n'est ni une possession ni une déviance, mais un dysfonctionnement mental global et un état de souffrance pathologique.

En Histoire, la folie n'a cessé de jouer un rôle. On pense, par-delà Néron ou Charles VI, aux

dictateurs qui ont tant ensanglanté le vingtième siècle : Hitler, Staline, Mao, Pol-Pot... d'autres encore...

Jean-François Allilaire : Les dictateurs ? Pas seulement ! Churchill est l'exemple type du patient atteint d'un trouble bipolaire. Avec sa vie en dents de scie, ses inspirations puissantes et ses longues descentes aux enfers avec pour viatique l'usage abusif du whisky à hautes doses. La psychiatrie demeure une discipline médicale dont les pratiques sont un sujet d'Histoire. On peut ici rappeler qu'il fut encore question, il n'y a pas si longtemps en France, de la rattacher à la tutelle du ministère de l'Intérieur plutôt qu'à celle du ministère de la Santé. Revenir à l'avant-Pinel au XX^e siècle ! 

La belle histoire de France



Une nouvelle émission consacrée à l'histoire a vu le jour en ce début 2021 sur la deuxième chaîne d'information de France, CNEWS. Chaque dimanche à 14 heures, le trio gagnant composé de Christine Kelly, entourée de Marc Menant, journaliste éditorialiste de CNEWS et Histoire Magazine, et de Franck Ferrand (Radio Classique) animent « La belle histoire de France ». Marc Menant et Franck Ferrand qui disposent tous deux d'un indéniable talent de conteur, dans la lignée d'André Castelot ou d'Alain Decaux partagent une véritable passion pour l'histoire et le goût de la transmettre dans la bonne humeur. Ce nouveau rendez-vous de la chaîne CNEWS dont l'audience ne cesse de croître a su trouver rapidement son public. Marc Menant est présent depuis quelques années déjà, de 19 h à 20 h du lundi au jeudi, dans l'émission « Face à l'info » de Christine Kelly, avec l'éditorialiste Éric Zemmour, pour une page d'histoire de France que les téléspectateurs sont de plus en plus nombreux à apprécier.

LA BELLE HISTOIRE DE FRANCE
Christine Kelly, Marc Menant,
Franck Ferrand Tous les dimanches
de 14 h à 15 h et en replay. CNEWS

Historiquement vôtre



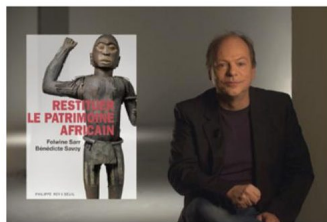
La saison 2020-2021 d'Europe 1 a vu l'arrivée d'une toute nouvelle émission d'histoire, avec, aux commandes Stéphane Bern, qui n'est plus à présenter (voir interview page 132), et Matthieu Noël. Tous les jours, dès 16 heures, Stéphane Bern et Matthieu Noël, entourés de leurs chroniqueurs historiquement drôles et parfaitement informés, s'amusent avec l'Histoire — la grande, la petite, la moyenne... — et retracent les destins extraordinaires

de personnalités qui n'auraient jamais pu se croiser, pour deux heures où le savoir et l'humour avancent main dans la main. À 16 h 43, la chronique « Dans l'intimité de l'histoire » est animée par Clémentine Portier-Kaltenbach (qui officie également à Histoire Magazine, voir la chronique *Ces grands amis de la France*, page 174). Clémentine Portier-Kaltenbach est historienne et auteure de plusieurs best-sellers. Son dernier ouvrage *Un mot, un destin* qui vient de paraître chez Albin Michel connaît déjà un franc succès. Nous aurons dans un prochain numéro l'occasion de revenir plus longuement sur ce livre qui offre un éclairage inattendu sur des femmes exceptionnelles qui ont marqué notre histoire.

HISTORIQUEMENT VÔTRE
Stéphane Bern, Matthieu Noël, Clémentine Portier-Kaltenbach,
David Castello-Lopes, Olivier Poels.

Tous les jours de 16 h à 18 h et en podcasts. Europe 1

Faire l'histoire



Faire l'histoire est le nouveau rendez-vous hebdomadaire d'histoire proposé et présenté par Patrick Boucheron sur Arte à partir du 10 avril. À chaque épisode, un historien présente un objet et son histoire, associant récit et analyse. Cette saison 1 composée de 12 épisodes évoquera tour à tour le stérilet, le Suaire de Turin, la hache polie, le costume cravate, l'uniforme du monde moderne, le passeport, frontière de papier, le manteau de Roger II, les langages du pouvoir, le buste de Néfertiti, etc. Les sujets abordés sont autant d'occasions pour l'historien d'aborder les thèmes qui lui sont chers, mais aus-



si sujets de controverses, tel le buste de Néfertiti, commenté sous l'angle de la vie sociale des objets par Bénédicte Savoy, auteure avec l'économiste sénégalais Felwin Sarr, du rapport commandé par le président Macron, et favorable à la restitution des œuvres d'art à l'Afrique. Passionnants les épisodes consacrés au costume cravate, ou encore au parasol, soulignant combien le rapport au soleil et à ses accessoires est révélateur de phénomènes sociaux complexes.

FAIRE L'HISTOIRE
Patrick Boucheron Tous les samedis
à 18h30 et en replay. Arte

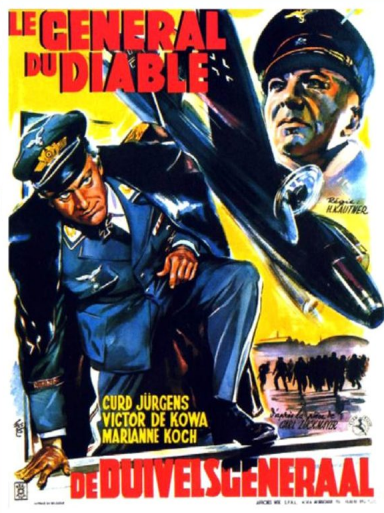


edible attack on Pearl Harbor as told
h the American and Japanese sides.

**TORA!
TORA!
TORA!**



from 20th Century-Fox. The most spectacular film ever made.



LA SECONDE GUERRE MONDIALE

à travers
le cinéma
des pays vaincus

par Pascal-Marie Lesbats, historien du cinéma.



LA SECONDE GUERRE MONDIALE

à travers le cinéma des pays vaincus

par Pascal-Marie Lesbats, historien du cinéma.

À la différence du cinéma d'Hollywood, les films tournés sur la Seconde Guerre mondiale dans les pays vaincus (Italie, Allemagne, Japon) sont méconnus. Pourtant, davantage que la période historique qu'ils décrivent, leur étude fournit des enseignements précieux sur l'époque à laquelle ils ont été tournés. L'étude du cinéma italien, allemand et japonais révèle des constantes. Avant même l'arrivée au pouvoir de ces régimes totalitaires, des films prônant le patriotisme ou le militarisme étaient déjà produits dans ces pays. Pendant la guerre, l'industrie cinématographique a été utilisée, avec plus ou moins d'insistance, comme outil de propagande. Puis, après la défaite, des films ont exalté la résistance (Allemagne et Italie) ou la paix (Japon), invitant le public à faire son examen de conscience. Seul le Japon, depuis peu, exalte la bravoure de l'Armée impériale pendant les combats de la guerre du Pacifique.

L'ITALIE : DE L'ÉLOGE DE LA RÉSISTANCE À LA DÉNONCIATION DU FASCISME.

C'est en Italie qu'est née l'industrie cinématographique, avant les États-Unis ou la France. La première grande production italienne, *La prise de Rome*, en 1905, de Filoteo Alberini, célèbre les événements de 1870 et la naissance de la nation. Les films historiques prônent ainsi l'identité nationale à travers des personnages célèbres (Spartacus, Jules César...) Avant même l'avènement du fascisme, de nombreux films italiens préparent l'idée de créer en Afrique un empire colonial (*Le Cid* de Mario Caserini en 1910, *Le Siège de Burgos* de Giuseppe de Liguoro en 1911...). Encouragé par le succès commercial de *La chute de Troie* en 1911, Giovanni Pastrone réalise *Cabiria* en 1914, avec l'aide du célèbre poète nationaliste Gabriele D'Annunzio. Après la marche sur Rome (28 octobre 1922), comme toutes les dictatures de la première moitié du XXe siècle, le fascisme fait du cinéma une pièce maîtresse de sa propagande¹. Parmi les principaux films de propagande, on peut citer *Camicia nera* (1933) de Giovacchino Forzano, *Vecchia guardia* (1934) d'Alessandro Blasetti, *L'escadron blanc* (1936) d'Augusto Genina, *Condottieri* (1937) de Luis

Trenker et *Luciano Serra pilota* (1938) de Goffredo Alessandrini. À partir de 1940 sont tournés de nombreux films de guerre par de grands réalisateurs italiens². Deux films sortis en 1942 décrivent bien sûr la campagne de Lybie : *Giagarub* de Goffredo Alessandrini et *Bengasi* d'Augusto Genina. D'autres films de guerre italiens réussissent à exalter la guerre sous-marine : *S.O.S. 103* (Francesco De Robertis, 1941) et *Alpha Tau !* (Francesco De Robertis, 1942). Certains font l'éloge des « amis » allemands (*Odessa in Flames*, Carmine Gallone, 1942) et espagnols (*Les Cadets de l'Alcazar*, Augusto Genina, 1940). Brillant réalisateur italien, Roberto Rossellini débute sa carrière pendant la Seconde Guerre mondiale. Ami de Vittorio Mussolini, fils du Duce, il tourne alors une « trilogie fasciste » (*Le navire blanc* en 1941, *Un pilote revient* en 1942, *L'homme à la croix* en 1943).

Après la chute du régime fasciste, il n'y a pas de véritable épuration dans le monde du cinéma. Les cinéastes se mettent alors à défendre l'idéal démocratique. L'Italie produit de nombreux films sur la Seconde Guerre



« Plutôt que de dénoncer le régime fasciste, les premiers films sortis exaltent la résistance italienne contre les nazis, à partir de la chute de Mussolini, en 1943. Les plus connus restent ceux de Roberto Rossellini. »

mondiale, mais très peu de films de guerre. Les rares films de guerre italiens ne sont pas restés dans les annales, comme *La Bataille d'El Alamein* (Giorgio Ferroni, 1969) ou *El Alamein* (Enzo Monteleone, 2002).

Plutôt que de dénoncer le régime fasciste, les premiers films sortis exaltent la résistance italienne contre les nazis, à partir de la chute de Mussolini, en 1943. Les plus connus restent ceux de Roberto Rossellini. À la Libération de

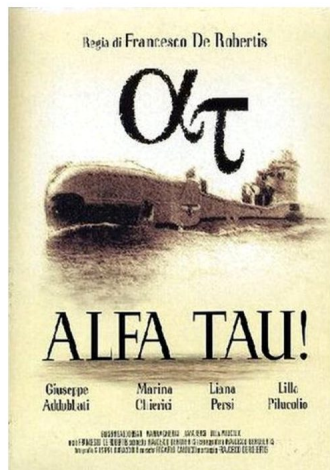
l'Italie, celui-ci réalise une « trilogie antifasciste » (*Rome ville ouverte* en 1945, *Paisa* en 1946, *Allemagne année zéro* en 1948). *Rome ville ouverte* (Roma città aperta) est sans doute le premier film réalisé sur la seconde guerre mondiale par un pays vaincu. Peu de films ont joué un rôle aussi important dans l'histoire du cinéma puisque celui-ci marque les débuts du mouvement du néoréalisme. Son aspect réaliste et quasi documentaire est à l'époque novateur. Tourné peu après les événements qu'il décrit, ce film est également témoin de son époque. Il raconte la résistance d'un groupe d'Italiens qui représentent le peuple : une mère et son fils, un imprimeur, un communiste et un prêtre catholique. Trente ans plus tard, à la fin de sa carrière, Rossellini tourne *Anno Uno* (1974), qui décrit la chute du fascisme et l'avènement de la démocratie chrétienne italienne.

Par la suite, des films dénoncent le régime fasciste, mais d'abord sur un mode burlesque. Dans *La Grande pagaille* (1961), Luigi Comencini traite l'armistice du 8 septembre 1943 sur un mode plutôt comique. L'année suivante, Dino Risi, dans *La Marche sur Rome* (1962), se moque de cet acte fondateur du fas-



cisme. L'objectif de ces films est alors de faire rire le peuple italien par une caricature de certaines pratiques grotesques du régime fasciste.

Puis la critique du régime fasciste devient éminemment politique. Presque tous les grands réalisateurs italiens, qu'ils soutiennent la démocratie chrétienne ou le parti communiste, participent à ce mouvement. En 1960 sort *Kapo* du cinéaste italien marxiste Gillo Pontecorvo, première fiction d'Europe de l'Ouest sur le génocide.





« En réalisant *Vincere* en 2009, le cinéaste italien Marco Bellocchio signe une œuvre magistrale sur l'expansion du fascisme. »

Ce film montre que, dans les camps, des détenus sont devenus complices de leurs bourreaux. En 1969, Luchino Visconti, dans *Les Damnés*, dénonce la perversion du régime national-socialiste allemand. En 1970, Vittorio De Sica dans *Le Jardin des Finzi Contini* montre la répression dont sont victimes les juifs de la ville de Ferrare. Cette même année, Bernardo Bertolucci dans *Le Conformiste* imagine que le personnage principal, pour fuir le souvenir humiliant du viol qu'il a subi, adhère au fascisme et participe au meurtre de son ancien professeur s'opposant au régime. *Amarcord* (1973), seul film politique de Federico Fellini, dans une chronique de l'Italie campagnarde et fasciste, dévoile la brutalité des manifestations du nouveau régime. En 1975, *Salò ou les 120 Journées de Sodome*, tourné par Pier Paolo Pasolini juste avant son assassinat, propose dans le cadre de la République sociale italienne une éprouvante descente dans la perversité sexuelle. En 1976, Bernardo Bertolucci critique de nouveau le fascisme dans sa fresque *1900*. Dans *Une journée particulière* (1977), Ettore

Scola dénonce le système patriarcal et homophobe du régime fasciste. En 1979, dans *Le Christ s'est arrêté à Eboli*, Francesco Rosi raconte l'exil d'un opposant au fascisme dans un village perdu de Lucanie. Dans *La Nuit de San Lorenzo* (1982), Paolo et Vittorio Taviani évoquent le sort de villageois en juillet 1944 : les uns sont massacrés dans l'église par les nazis, les autres se battent aux côtés de la Résistance contre les fascistes. N'oublions pas non plus l'œuvre du cinéaste communiste Carlo Lizzani, qui a consacré nombre de ses films à la dénonciation du fascisme, de *Achtung! Banditi!* (1951) à *Les Derniers Jours de Mussolini* (1974). *La vie est belle* de Roberto Benigni tente en 1997 de retrouver les ressorts de la comédie pour traiter de la barbarie nazie. Il fut reproché à Benigni d'avoir voulu faire rire du génocide. En réalisant *Vincere* en 2009, le cinéaste italien Marco Bellocchio signe une œuvre magistrale sur l'expansion du fascisme. Il commence par présenter l'énergie débordante du jeune Benito Mussolini. C'est l'occasion de rappeler son passé socialiste. Puis on découvre



la terrible condition d'une femme séquestrée par un régime autoritaire.

L'étude du cinéma italien révèle ainsi que l'Italie de l'après-guerre s'est bâtie sur les idéaux de l'antifascisme et de la Résistance. Il s'agit d'un cinéma politique, les films de guerre italiens restent rares.





L'ALLEMAGNE : DE L'ÉLOGE DE LA RÉSISTANCE À LA HONTE DU NAZISME.

C'est au cours des années 1920 que va naître la période cinématographique la plus prolifique de l'Allemagne. L'esthétisme sombre de ce courant expressionniste allemand, dont les chefs de file sont Friedrich Wilhelm Murnau et Fritz Lang, semble illustrer la psychologie d'une nation traumatisée par la défaite de 1918. Au cours des années 1930, les thèmes évoqués dans des films aujourd'hui tombés dans l'oubli sont parfois ceux du nazisme : la gloire militaire (*Kreuzer Emden* de Louis Ralph en 1927, *Tannenberg* de Heinz Paul en 1932) et la notion de sacrifice (*L'Aube* de Gustav Ucicky en 1933).

En 1933, à l'arrivée au pouvoir du national-socialisme, Joseph Goebbels, ministre de l'Information et de la Propagande, s'intéresse au cinéma comme instrument de propagande.

Dès 1934, la projection de chaque film doit être précédée par celle d'un documentaire qui vante les mérites du nouveau régime. En 1934, Leni Riefenstahl filme le congrès de Nuremberg dans *Le Triomphe de la volonté*, puis, en 1936, les Jeux olympiques de Berlin dans *Les Dieux du stade* (*Olympia*). Des fictions distillent un discours de propagande d'esprit militariste : *S. A. Mann Brand* (1933) de Franz Seitz senior et *Le Jeune Hitlérien Quex* (1933) de Hans Steinhoff. Contrairement à une idée répandue, pendant la guerre, les films de propagande ne représentent qu'une infime partie de la production cinématographique du IIIe Reich. Sur les 1350 longs-métrages produits entre 1933 et 1945, il y a 1200 divertissements. Beaucoup sont des films

musicaux contenant des numéros de cabaret. Goebbels sait en effet que le public se désintéresse des films marqués idéologiquement. En réalité, la propagande est le plus souvent limitée aux actualités et aux documentaires. Quelques films de guerre et de propagande exaltent pourtant le nationalisme et la guerre. *Sous-marins, vers l'Ouest !* (*U-Boot westwärts!*) de Günther Rittau vante en 1941 les exploits et le sens du sacrifice des marins allemands. Dans *Stukas* (1941) de Karl Ritter, spécialiste des films d'aviation, un jeune officier de la *Lutwaffe*, blessé, redécouvre le sens du

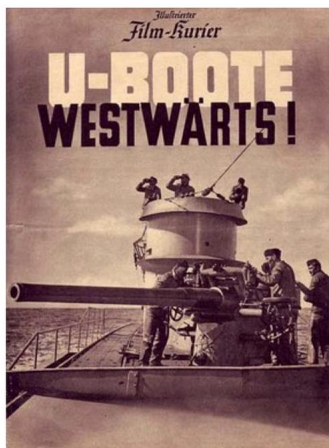
combat en écoutant Wagner à Bayreuth et retourne enthousiaste au front. Tourné en 1942, *GPU* de Karl Ritter critique les manœuvres des services secrets soviétiques à la veille de la guerre.

En 1945, la guerre laisse une Allemagne en ruines. Elle

est divisée en deux secteurs d'occupation militaire, qui deviennent deux États distincts jusqu'en 1990. Que le cinéma allemand soit sous domination soviétique (à l'est) ou américaine (à l'ouest), l'objectif est de dénazifier.

À l'est, le cinéma d'après-guerre dénonce le nazisme. Dans *Les assassins sont parmi nous* (1946), premier film allemand de l'après-guerre, Wolfgang Staudte dans Berlin ravagé par les bombardements traite de la culpabilité individuelle et collective. *Mariage dans l'ombre* (1947) de Kurt Maetzig est le premier film à confronter le peuple allemand à la persécution des juifs.

« Contrairement à une idée répandue, pendant la guerre, les films de propagande ne représentent qu'une infime partie de la production cinématographique du IIIe Reich. »



« À partir des années 1950, sans doute en raison de la guerre froide, de nombreux films tournés en Allemagne de l'Ouest s'attachent ainsi à dédouaner l'armée allemande des crimes nazis. »

À l'ouest, placé sous la responsabilité de l'*Office of War Information*, le cinéma cherche à rééduquer les Allemands dans un idéal démocratique. Tout réalisateur allemand, pour tourner un film, doit répondre à un questionnaire sur ses opinions politiques. Des documentaires sur les camps de concentration sont également diffusés. Mais le cinéma de l'Allemagne de

l'Ouest ne s'interroge pas véritablement sur la responsabilité du peuple allemand, comme si seul Hitler avait décidé de tout.

À partir des années 1950, sans doute en raison de la guerre froide, de nombreux films tournés en Allemagne de l'Ouest s'attachent ainsi à dédouaner l'armée allemande des crimes nazis. Sont ainsi régulièrement mis en avant les résistants au nazisme. *L'Amiral Canaris* (1954) d'Alfred Weidenmann révèle que le responsable de l'Abwehr (service de renseignement de l'armée allemande) s'oppose secrètement à la politique nazie. *C'est arrivé le 20 juillet* réalisé par Georg Wilhelm Pabst en 1955 décrit l'attentat du 20 juillet 1944 perpétré par Claus von Stauffenberg contre Hitler. *Le général du diable*, réalisé en 1955 par Helmut Käutner, dresse le portrait d'un général de la Luftwaffe, qui accomplit son devoir d'officier tout en critiquant le régime hitlérien. Ce film soigné rappelle que toute l'armée allemande n'a pas suivi aveuglément Hitler dans ses rêves de conquête. Dans le *Nouveau jour* (2004), Volker Schlöndorff s'inspire

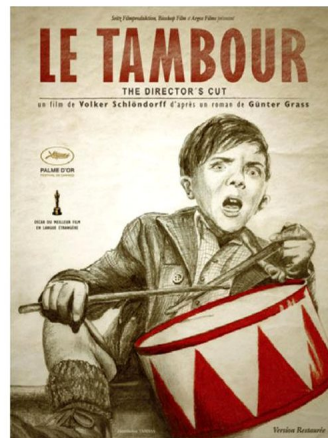
de l'histoire de l'abbé Jean Bernard pour montrer comment la foi chrétienne a permis à certains de résister à l'idéologie nazie. Le mouvement de résistance chrétien la Rose blanche et le parcours de Sophie Scholl ont fait l'objet de plusieurs films : *La Rose blanche* (1982) de Michael Verhoeven et *Sophie Scholl : Les Derniers Jours* (2005) de Marc Rothemann. Ce dernier film retrace la vie de cette célèbre résistante au nazisme. L'enquêteur de la Gestapo et Sophie Scholl confrontent leurs points de vue sur le sens national, le respect du droit et la conscience individuelle. Il en résulte une critique originale du national-socialisme fondée sur le sens chrétien de la compassion. Enfin, le film *John Rabe* (2009) de Florian Gallenberger célèbre, même s'il appartenait au parti nazi, le rôle joué par un homme d'affaires allemand qui protégea les habitants de Nankin lors du massacre de 1937 perpétré par l'Armée impériale japonaise. Il dévoile toutes les exactions commises par l'armée japonaise, notamment un concours de décapitation !



« Dans un autre chef-d'œuvre, *Le bateau* (*Das boot*), le cinéaste Wolfgang Petersen parvient en 1981 à reproduire avec réalisme la camaraderie, le sens du devoir et le courage des sous-mariniers. Ce film traduit bien l'esprit d'indépendance de la kriegsmarine pendant le III^e Reich. »

À l'inverse de l'Italie, plusieurs films de guerre ont été produits par ce pays vaincu. Méconnue en France, la trilogie *08/15* tournée en 1954 par Paul May, avec un scénario d'Ernst von Salomon adaptant le roman de Hans Hellmut Kirst, ancien officier de la Wehrmacht, décrit les vicissitudes de la vie du soldat allemand pendant la Seconde Guerre mondiale. En 1959, *Chiens, à vous de crever !* de Frank Wisbar montre, avec des moyens relativement modestes, qu'au cours de la bataille de Stalingrad les soldats privés de tout prennent conscience de la folie mégalomane du Führer. *Le Pont* (1959) de Bernhard Wicki décrit les derniers jours d'avril 1945, dans une petite ville allemande. Convaincus de défendre la cause de leur peuple, mais sans aucune formation militaire, des collégiens affectés à la défense du pont de leur ville vont affronter les chars américains ! Ils

sont victimes d'un régime moribond qui se sert de leur ferveur insouciante. Dans un autre chef-d'œuvre, *Le bateau* (*Das boot*), le cinéaste Wolfgang Petersen parvient en 1981 à reproduire avec réalisme la camaraderie, le sens du devoir et le courage des sous-mariniers. Ce film traduit bien l'esprit d'indépendance de la kriegsmarine pendant le III^e Reich. Réalisé en 1993 par Joseph Vilsmaier, *Stalingrad* suit le terrible parcours d'une unité de la Wehrmacht dans un enfer d'acier, de feu et de sang. Vilsmaier ne reconstitue pas l'historique de la bataille, mais s'intéresse aux soldats, à leur courage, à leurs craintes, leurs doutes. Dans cette série, *Der Stern von Afrika* (1957) d'Alfred Weidenmann, en faisant l'apologie d'un as de la Luftwaffe, malgré les coupes du ministère de la Défense craignant une propagande nazie, constitue une curiosité.



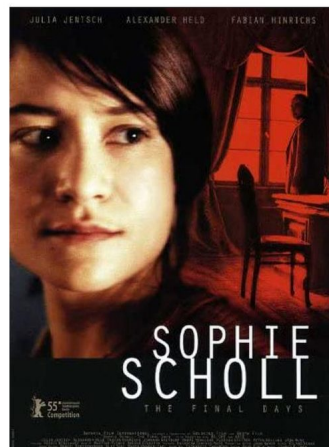
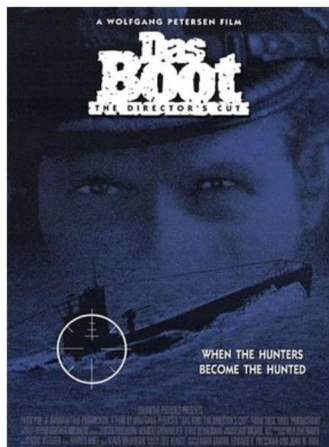
« "La Chute" d'Oliver Hirschbiegel (2004) décrit les derniers jours d'Hitler et du IIIe Reich durant la bataille de Berlin, en avril 1945... Ce chef-d'œuvre a suscité une polémique, certains critiquant une humanisation d'Hitler dans des scènes de la vie quotidienne. »

Les films dénonçant le nazisme sont moins nombreux qu'on pourrait le croire. Dans *Le Mariage de Maria Braun* (1978), Rainer Werner Fassbinder s'interroge sur la culpabilité des générations d'Allemands qui ont soutenu le nazisme et révèle la réalité allemande de l'immédiat après-guerre : on marchande ses bijoux contre un paquet de cigarettes. Dans *Le Tambour*, réalisé par Volker Schlöndorff en 1979, un petit garçon refuse de grandir sous le régime nazi. Ce film obtient la Palme d'Or du Festival de Cannes. Le film *Napola* (2004) de Dennis Gansel, en dévoilant le régime des écoles de l'élite nazie, offre un drame psychologique intense. *Les Faussaires* de Stefan Ruzowitzky (2007) décrit l'opération Bernhard visant à déstabiliser l'économie britannique en l'inondant de fausses livres sterling. On découvre le dilemme des prisonniers, certains travaillant de leur mieux pour tenter de survivre, d'autres ralentissant la production

afin de soulager leur conscience. Mais le film de réflexion le plus intéressant sur le nazisme est sans doute *Hannah Arendt*, réalisé en 2013 par Margarethe von Trotta. Philosophe américaine juive d'origine allemande, Hannah Arendt a fui l'Allemagne nazie en 1933. Elle va couvrir, pour un journal, le procès d'Adolf Eichmann, responsable de la déportation de millions de Juifs vers les camps d'extermination. Sa théorie de *La banalité du mal* déclenche une forte controverse. Elle explique avoir découvert, dans sa cage en verre, un homme dépourvu de pensée qui ne faisait qu'exécuter les ordres. Considérer l'un des organisateurs de la solution finale comme un simple exécutant provoque alors une vive controverse.

Comment le cinéma allemand a-t-il représenté Hitler au cinéma ? Davantage connu que *La Fin d'Hitler* (1955), film austro-allemand de Georg Wilhelm Pabst, *La Chute* d'Oliver Hirschbiegel (2004) décrit les derniers

jours d'Hitler et du IIIe Reich durant la bataille de Berlin, en avril 1945. Le producteur et scénariste Bernd Eichinger le présente comme « un film allemand, réalisé avec des moyens allemands, des techniciens allemands, des acteurs allemands, pour un public allemand ». Ce chef-d'œuvre a suscité une polémique, certains critiquant une humanisation d'Hitler dans des scènes de la vie quotidienne. Peu de temps après naît une nouvelle polémique, à la sortie du film comique *Mon führer* (2007). Le réalisateur suisse Dani Levy imagine qu'en décembre 1944, Goebbels charge un metteur en scène juif de remettre sur pied un führer en pleine déprime, afin de prononcer un grand discours pour galvaniser les masses. En montrant l'intimité d'Hitler, Levy dépeint un dictateur colérique et sensible. Il se justifie en rappelant que « la comédie est plus subversive que la tragédie ».





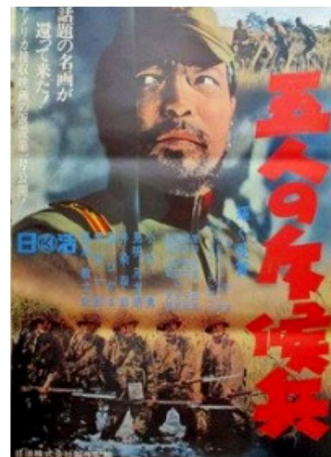
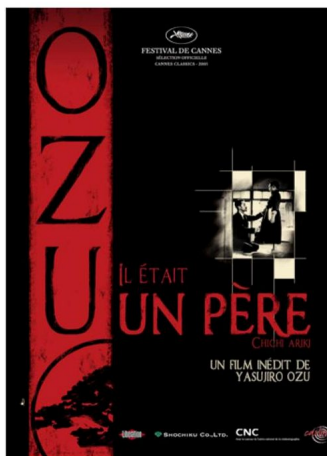
LE JAPON : DU PACIFISME AU RENOUVEAU PATRIOTIQUE.

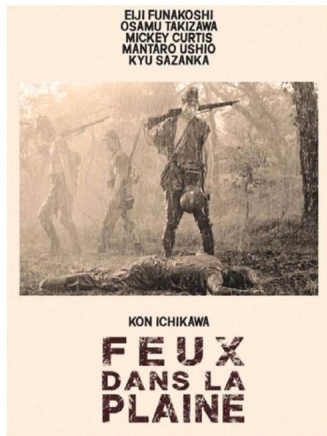
Dès la guerre russo-japonaise (1904-1905), l'industrie cinématographique japonaise envoie des caméras sur les champs de bataille pour stimuler le sentiment national. Dans les années 1920 et 1930, le patriotisme nippon apparaît dans les premiers films de samourais et dans des films de guerre. En 1931, le Japon envahit la Mandchourie. Les films d'esprit militariste se développent. Le Japon attaque la Chine en 1937. Le gouvernement incite alors le cinéma à privilégier l'autorité, la tradition familiale et l'esprit de sacrifice.

Certes, les films de guerre japonais sont pour la plupart réalistes et montrent la souffrance des soldats. Mais dans la culture japonaise de l'époque, la souffrance d'un soldat atteste de son sacrifice envers l'Empereur. Tomotaka Tasaka réalise ses chefs-d'œuvre décrivant avec réalisme les souffrances de la guerre tout en exaltant le militarisme : *Les Cinq éclaireurs* (1938), *Terres et soldats* (1939) ... Avec le bombardement de Pearl Harbor, le 7 décembre 1941, le Japon accentue le contrôle de l'État. Contrairement à l'Allemagne, le cinéma ne se tourne pas en pleine guerre vers l'amusement du peuple. Tous les genres contribuent à la propagande. De grands cinéastes appellent à la poursuite des efforts : Yasujiro Ozu tourne en 1942 *Il était un père*, qui

décrit un père ayant un sens élevé de ses responsabilités. Akira Kurosawa dans *Le Plus beau* (1944) dévoile les efforts des ouvrières japonaises pour produire des armes. Keisuke Kinoshita tourne *L'Armée* (1944), faisant l'éloge de la fidélité à l'Empereur tout en montrant l'inquiétude d'une mère pour son fils. Parmi les plus beaux films de guerre, on trouve, de Kajiro Yamamoto, une trilogie à la gloire de l'aéronavale japonaise : *La Bataille navale à Hawaï et au large de la Malaisie* (1942), *L'escadrille des faucons de Kato* (1944) et *En avant les escadrons de torpilleurs* ! (1944).

Après la défaite du Japon commence une épuration cinématographique. Les autorités d'occupation américaines détruisent la moitié des films de guerre, interdisent la production de sujets d'actualité pendant deux ans et dressent une liste des criminels de guerre du cinéma. Pour éviter que le Japon ne redevienne une menace est ainsi créée la Direction de l'information et de l'Éducation civique, laquelle contrôle l'industrie cinématographique et dresse une liste de sujets interdits : militarisme, nationalisme, idée de revanche, éloge de la loyauté de type féodal... On renonce alors à





« Les années soixante sont pour le Japon une période de contestation de la tradition. Plusieurs réalisateurs dénoncent le bushido dans les films de samourais, ou le militarisme dans des films de guerre. »

tourner des films de samourais.

Ainsi Kurosawa tourne dès 1946 *Je ne regrette rien de ma jeunesse*, film antimilitariste. Kinoshita est forcé pas la censure américaine de montrer la lâcheté des officiers dans *Le Matin de la famille Osoné* (1946). Le cinéma japonais acquiert après la guerre une reconnaissance interna-

tionale. Le film de sabre renaît grâce à Akira Kurosawa (*Rashômon* en 1951 et *Les Sept Samourais* en 1954).

En 1952 cesse l'occupation du Japon par les Américains. Certes, les films antimilitaristes ou humanistes restent nombreux. L'un des plus grands succès de l'après-guerre est *La Tour des Lis* (1953), de Tadashi Imai, qui

évoque le sacrifice, sous un tapis de bombes, d'étudiantes enrôlées à Okinawa comme infirmières au service de l'Armée japonaise. Dans *La harpe de Birmanie* (1954), Kon Ichikawa imagine qu'après la capitulation un soldat errant devient moine bouddhiste. Puis, dans *Feux dans la plaine* (1960), chef-d'œuvre de réalisme, Ichikawa imagine le terrifiant parcours d'un



soldat atteint de la tuberculose. Sont également tournés des films dénonçant les bombardements atomiques : *Les enfants d'Hiroshima* (1953) de Kaneto Shindo, *Hiroshima* de Hideo Sekigawa (1953).... Mais à cette époque sont de nouveau réalisés des films de guerre nostalgiques de l'exaltation militaire tels que *Cuirassé Yamato* de Yutaka Abe (1953), *L'aigle du pacifique* de Ishiro Honda 1953, *Yamashita Tomoyuki, un général tragique* (1954) de Kiyoshi Saeki. Les années soixante sont pour le Japon une période de contestation de la tradition. Plusieurs réalisateurs dénoncent le bushido dans les films de samourais, ou le militarisme dans des films de guerre. Kihachi Okamoto dénonce le sacrifice des kamikazes dans *La bombe humaine* (1968) et l'horreur de la guerre dans *La bataille d'Okinawa* (1971). Dans *Zero pilot* (1976), Seiji Maruyama décrit le parcours d'un pilote japonais en révélant ses critiques envers la politique nipponne. C'est au cours de cette période qu'est tournée la co-production américano-nipponne *Tora ! Tora ! Tora !* (1971), célèbre film sur l'attaque de Pearl Harbor ménageant les susceptibilités des deux camps. Les séquences japonaises initialement confiées à Kurosawa, finalement réalisées par Kinji Fukasaku et Toshio Masuda, sont les plus réussies, à l'image de celle représentant le décollage à l'aube des avions japonais. *Furyo*, réalisé en 1982 par Nagisa Oshima, dénonce le code de l'honneur très strict du bushido dans un camp de prisonniers anglais. Les films dénonçant les bombardements nucléaires ou incendiaires ne cessent pas : *Les enfants de Nagasaki* (1983) de Kinoshita, *Le Tombeau des lucioles* (1988) d'Isao Takahata, *Pluie noire* (1989) de Shôhei Imamura, *Rhapsodie en août* (1991) de Kurusowa...

L'objectif est de montrer l'horreur de l'arme nucléaire.

Au cours des années 2000, le cinéma de guerre patriotique est de retour. Certes, certains films continuent de dénoncer le patriotisme, comme *Le Soldat dieu* (2010) de Kôji Wakamatsu, qui décrit le retour dans sa famille d'un lieutenant, couvert de médailles, mais ayant perdu ses bras et ses jambes au combat. Mais dans *Les hommes du Yamato* (2005), en décrivant les derniers jours du célèbre cuirassé coulé le 7 avril 1945, Jun'ya Sato met l'accent sur le comportement héroïque des marins morts pour défendre leur patrie. Le cinéma japonais récent glorifie également le sacrifice des kamikazes. *Kamikaze assaut dans le pacifique* (2007), insiste sur la psychologie de différents pilotes : celui qui s'en veut d'avoir échoué et d'être revenu vivant, le Coréen qui souhaite mourir pour l'Empereur du Japon... Il glorifie bien sûr celui qui écrase son zéro sur un porte-avions. Le réalisateur Taku Shinjo, qui se défend d'avoir fait œuvre de propagande, a voulu « dépendre de jeunes gens qui se sacrifieront pour défendre leur pays ». Cette reconstruction prône le retour aux valeurs traditionnelles et insiste sur le sens de l'honneur des militaires nippons, du général au simple pilote. Dans la même veine, *Kamikaze, le dernier assaut*, tourné par Takashi Yamazaki en 2013, montre que les kamikazes souhaitent mourir glorieusement pour leur pays. 1945 *End of war* de Hideyuki Hirayama décrit en 2011 la guérilla menée par des soldats nippons, héroïques et désireux de protéger les civils japonais, qui continuent à se battre contre l'armée américaine après la fin de la guerre. 

1-Marie-France Courriol, *Cinéma et expérience totalitaire : le laboratoire du genre du film de guerre dans l'Italie fasciste (1935-1943)*, Thèse Lille 2015

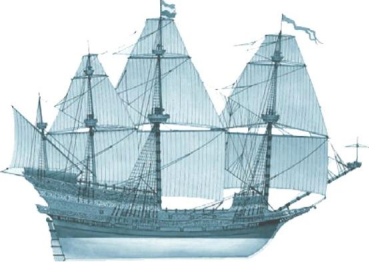
2-Jean Antoine Gili, *L'Italie de Mussolini et son cinéma*, Veyrier/Lib.l'Avenue, 1991

3- Enrique Seknadje-Askénazi, Roberto Rossellini et la Seconde Guerre mondiale : un cinéaste entre propagande et réalisme, L'Harmattan, 2000.

4- Francis Courtade et Pierre Cadars, *Histoire du cinéma nazi*, Ed. Eric Losfeld, 1972.

5- Béatrice Fleury-Vilatte, *L'époque nazie dans le cinéma allemand d'après-guerre : culpabilité et parcours de l'oubli*, Thèse Paris I, 1986





FORTUNES DE MER



La chronique de **Luc Corlouër**

LA PLUS GRANDE TRAGÉDIE MARITIME DE TOUS LES TEMPS

30 janvier 1945. Tapi à une dizaine de mètres de profondeur le S-13 patiente, les moteurs électriques corrigent sa trajectoire avec précaution, le fauve attend sa proie. Le commandant discerne les feux du paquebot à moins de deux miles. Cela fait deux heures que le sous-marin russe a repéré le bateau, lourdement chargé. Le sous-marin a suivi le navire dans ses manœuvres, silencieusement, en réduisant au maximum sa trace, pas de sillage, pas d'ombre sous-marine qui puisse alerter les guetteurs. Marinesko a évalué la route du paquebot, estimant qu'il gagnerait au plus vite la haute mer et se dirigerait ensuite vers bâbord en direction des cotes allemandes. Une heure après, il pouvait constater en remontant légèrement de la justesse de son intuition de chasseur. De temps à autre une remon-

tée périscopique fait immerger le système de vision, la nuit empêche le S-13 de se faire repérer. Grâce à l'appareil de vision, il avait pu entrevoir sur le pont du paquebot un grand nombre de passagers. Ainsi, il s'agirait d'un navire-hôpital ? Mais, le commandant du sous-marin ne fait plus confiance à l'ennemi qui a démontré sa perfidie et Marinesko sait que depuis plusieurs semaines des milliers de militaires allemands et parmi eux des officiers nazis cherchent à quitter la Pologne pour retourner en Allemagne. Il ne se laissera pas attendrir, ce n'est d'ailleurs pas la principale qualité d'Alexander Marinesko. Silencieusement, il fait contourner le lourd navire et se place entre le paquebot et le continent, les marins du *Wilhelm Gustloff* surveillent sans doute plutôt côté tribord, côté haute mer, d'où l'attaque, si elle a lieu, va plutôt se produire.



Le sous-marin soviétique S-13 de classe *Stalnets*, mis en service en juillet 1941 dans la *Flotte de la Baltique*, sous le commandement du capitaine Pavel Malantychenko. En 1942, le sous-marin coule trois navires : le *Hera* et le *Jussi H*, tous deux Finlandais, et un navire allemand, le *Anna W*. Peu de temps après, alors qu'il rechargeait ses batteries en surface, le sous-marin est attaqué par des chasseurs de sous-marins finlandais, il plonge en urgence, mais touche le fond, son gouvernail et son appareillage de direction sont détruits. Des charges de profondeur l'endommagent, malgré cela il parvient à rentrer à Kronstadt, sa base sur la mer Baltique. Les réparations prendront trois années, il reviendra à la mer fin 1945, sous le commandement de Marinesko.

« Le paquebot est accroché, trois torpilles sont armées, Marinesko fixe son objectif, le périscope cible les feux dans le croisement de la vision verticale et horizontale. Il va donner l'ordre de tir... »

Alexander Marinesko



Le commandant du sous-marin, le capitaine de corvette Alexander Marinesko, malgré ses victoires navales, n'a pas été nommé « héros de l'Union soviétique ». Sa personnalité controversée, son caractère ombrageux stimulé par un alcoolisme latent ne convenait pas aux autorités soviétiques. C'est en 1990, plus de vingt-cinq ans après sa mort que cette distinction lui fut attribuée, il ne risquait plus ainsi d'encombrer les salons du pouvoir.

C'est à bâbord, la poupe tournée à la Poméranie que le S-13 fixe la coque du *Wilhelm Gustloff*. Ses deux moteurs électriques de 550 chevaux maintiennent le cap, Marinesko ordonne d'armer les six tubes lance-torpilles trois par trois. Il n'ignore pas que l'équipage a une confiance modérée dans le système de propulsion équipant les torpilles et certains exercices ont démontré que leur fiabilité était parfois mise à rude épreuve lors de l'engagement et du tir en manuel.

Le paquebot est accroché, trois torpilles sont armées, Marinesko fixe son objectif, le périscope cible les feux dans le croisement de la vision verticale et horizontale. Il va donner l'ordre de tir.

La Force par la joie

C'est dans l'Allemagne de 1933 que les nazis prennent le pouvoir. La dictature se met en place, l'organisation allemande prônée par Hitler est basée sur l'enrôlement dès le plus jeune âge des enfants et bien sûr des femmes et hommes adultes.

Le programme K.d.F, *Kraft Durch Freude*, « Force par la joie » doit attirer les enfants et les enrôler dans les jeunesses hitlériennes, en leur inculquant une formation où l'amour de la Patrie, le respect de la hiérarchie et la grandeur de l'Allemagne doivent fédérer plusieurs générations. A-t-on le choix ? Non.

Un homme va représenter tous les aspects de la société allemande de ces années 30, Wilhelm Gustloff. L'homme est un militant acharné et un nazi convaincu qui prône la guerre à outrance. Bien que souffrant de tuberculose, il ne sera pas mobilisé durant la Première Guerre mondiale ; venu en 1917 à Davos pour se soigner, il s'y installera et travaillera dans les services météorologiques. Il adhère au parti nazi en 1929 et devient dirigeant de groupe territorial pour la Suisse. En se rendant à Berlin pour l'anniversaire de l'avènement de Hitler en février 1936, il est assassiné par un étudiant yougoslave.



Le K.d.F appartient au front allemand du travail (*Deutsche Arbeitsfront DAF*). Bien qu'étant un organisme politique, il est dans la pratique le plus important opérateur de tourisme mondial dans les années trente, avec presque 46 millions de voyages et excursions, 7 000 salariés et 135 000 volontaires travailleront pour K.d.F. Il est aussi à l'origine de la « voiture du peuple » ou Volkswagen.



Hitler au pouvoir en Allemagne, Gustloff renforce son implantation en Suisse sur les « bases » comme Berne et Lausanne et met en place des « groupes locaux » notamment à Bâle, Davos et Zürich. Il se livre à une propagande antisémite notoire. Ses activités déplaisent à la Suisse et en 1935, Gustloff est menacé d'expulsion. Les Allemands tentent de lui fournir une immunité diplomatique, il se rend à Berlin début 1936 où il est assassiné.



En 1938, l'un des premiers voyages du *Wilhelm Gustloff* est destiné à transporter des passagers allemands vivants en Angleterre pour fêter l'annexion de l'Autriche au Reich. (*Miroir du Monde*)

Le paquebot Wilhelm-Gustloff

Hitler veut honorer Wilhelm Gustloff, martyr du national-socialisme, il ordonne de baptiser de ce nom un paquebot en cours de finition dans les chantiers navals de Hambourg. Le lancement du *Wilhelm Gustloff* a lieu aux chantiers navals Blohm & Voss de Hambourg le 5 mai 1937 en présence de Hitler et de la veuve de Gustloff.

De mars 1938 à septembre 1939, le *Wilhelm Gustloff* paquebot moderne et élégant multiplie les croisières d'agrément

dans les fjords de Norvège, en mer du Nord et dans l'Adriatique. À l'été 1939, il rapatrie la Légion Condor d'Espagne en Allemagne. Une autre unité de la K.d.F le *Robert-Ley* vient conforter la forte demande de croisières. Le *Wilhelm Gustloff* est long de 200 mètres et peut accueillir 1 460 passagers dans une classe unique, il offre des salles de danse, de concert, des installations sportives, des solariums, une piscine et un cinéma.



Le 15 mars 1938, le MV (Motor Vessel) *Wilhelm Gustloff* est mis en service. Il va pendant deux années transporter des passagers et des dignitaires du parti dans le cadre du « Kraft Durch Freude », « Force par la joie ».



Une des salles à manger du *Wilhelm Gustloff*, 1 500 passagers pouvaient s'y restaurer en plusieurs services.



Le pont-promenade du *Wilhelm Gustloff*, la longueur du paquebot permettait la pratique d'activités sportives encouragées par les autorités.

Cependant, début septembre 1939, le paquebot est réquisitionné par la Kriegsmarine qui le transforme en navire-hôpital sous le nom de *Lazarettschiff D* (navire-hôpital D). Il va naviguer ainsi plusieurs mois transportant des blessés du front de l'est vers l'Allemagne.

Fin 1940, sa période-hôpital se termine,

la teinte blanche de la coque du navire médicalisé est recouverte par peinture grise standard de la Kriegsmarine. Il sert de logement et de bâtiment de formation pour les sous-marinières dans le port polonais de Gdynia rebaptisé *Gotenhafen* par les Allemands. L'aura du paquebot reste toutefois forte auprès du peuple allemand.

Concert musical

Un grand concert sera donné dimanche 17 mai, à 20 heures précises, dans la grande salle des fêtes de l'Hôtel de Ville de Ste-Savine, par l'orchestre de bord du « *Wilhelm Gustloff* » de l'Organisation « La Force par la Joie ». Le « *Wilhelm Gustloff* » est l'un des navires qui, mis à la disposition des travailleurs allemands, fit de magnifiques croisières en Méditerranée.

La population est cordialement invitée à venir écouter cet excellent orchestre. L'entrée est entièrement gratuite.



Ci-contre de haut en bas : même à Sainte-Savine (Aube) en 1942, l'orchestre de bord du *Wilhelm Gustloff* joue pour la population. (Le Petit Troyen)

Embarquement de blessés à Dantzig (Gdansk).

Ci-dessous : Le *Wilhelm Gustloff* transformé en navire-hôpital.

LIBYE

Affluence de touristes allemands en Libye

On remarque actuellement une grande affluence de touristes allemands dans la capitale de la Libye. Ces jours-ci est arrivé à Tripoli le paquebot « *Città di Trieste* » avec un groupe de pharmaciens allemands, qui ont visité la ville et ses environs.

Après avoir visité les plus importants centres archéologiques de la Tripolitaine, un autre groupe d'une cinquantaine d'allemands, arrivé par le même paquebot, partira pour Tunis et Gênes.

Deux mille membres du « *Dopolavoro* » du Reich arriveront prochainement à Tripoli par les paquebots « *Wilhelm Gustloff* », de 25.000 tonnes, et « *Stuttgart* », de 16.000 tonnes, frétés par le Front Allemand du Travail.

Le *Wilhelm Gustloff*, cité dans les *Annales coloniales* du 13 avril 1938.



L'opération Hannibal

Le paquebot se trouve près de Dantzig début 1945. Les alliés tiennent les Ardennes à l'ouest, prise en étau entre ce front et celui de l'est, l'Allemagne est dans une situation désespérée. Les Soviétiques vont dépasser la Vistule, bien décidés à venger Stalingrad.

La population civile allemande fuit devant les troupes de Staline qui ne font pas de quartier, la vengeance anime les soviétiques qui eux-mêmes ont été éprouvés quelques mois plus tôt par les attaques incessantes de la Wehrmacht et les exactions des SS en URSS. L'hiver 45 est terrible, les femmes, enfants, vieillards marchent dans la neige pour rejoindre les ports de la Baltique.

Les réfugiés espèrent une évacuation vers l'Allemagne, à Berlin de nombreux dirigeants nazis se terrent ou s'enfuient. Enfin, le 23 janvier 1945, l'opération *Hannibal* est déclenchée, il est ordonné d'évacuer les civils et les militaires de la partie de la Pologne encore occupée.

Le paquebot *Hansa* arrive au quai de Gotenhafen ainsi que le *Wilhelm Gustloff*. Mais à bord de ce dernier sont déjà installés des officiers SS, un millier d'officiers de marine et

de marins, des auxiliaires féminines et 160 blessés. Plus de 1 600 personnes comprenant l'équipage occupent déjà le bateau à quai.

Les réfugiés se ruent vers les navires, le commandant du *Wilhelm Gustloff* ordonne de ne pas embarquer plus de 6 000 personnes, on s'entasse à bord, il y a 1 000 personnes

« on s'entasse à bord, il y a 1 000 personnes de plus que la capacité des canots de sauvetage... »

de plus que la capacité des canots de sauvetage. Le paquebot *Hansa* rencontre une avarie de machine, le commandant Peterson attend des ordres qui ne viennent pas, il décide de ne pas attendre et le paquebot appareille avec quelques unités de plus petites tailles. Entre temps, plusieurs centaines de personnes ont réussi à franchir les passerelles que l'on retire. Sur les quais, ce sont cris, pleurs et imprécations, le *Wilhelm Gustloff* s'éloigne. Combien de passagers et membres d'équipage se trouvent à bord ? C'est précisément à ce moment que les chiffres ne sont plus certains, le lourd paquebot manœuvre pour sortir du port, des embarcations militaires, des bateaux civils l'accostent, les marins aident les réfugiés, les soldats à monter à bord, on estime le nombre total de personnes embarquées à plus 10 000.



Ci-dessus : le *Wilhelm Gustloff* à quai.

Ci-contre : un paquebot surchargé, la piscine était vide et abritait une compagnie d'infirmières.

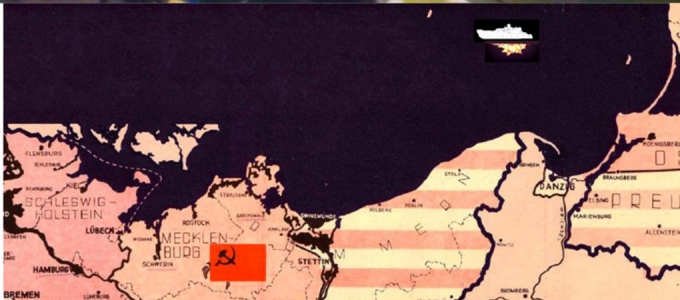




Ci-dessus : Illustration russe de 1976 représentant le sous-marin S-13 torpillant le paquebot allemand.

Timbre russe à la gloire du S-13, le sous-marin a été désarmé en 1954 et ferrailé en 1956.

Ci-contre : Carte de la mer Baltique où l'on peut voir l'endroit où le paquebot a été torpillé et a coulé le 30 janvier 1945. Ironie de l'histoire c'était le jour anniversaire de son lancement, le *Wilhelm Gustloff* ne retournera jamais à Hambourg, mais avec près de 9 000 disparus, la tragédie reste la plus grande catastrophe maritime de l'histoire.



La tragédie

Il est 23 heures. À bord du S-13, Marinesko a donc ordonné l'armement de trois torpilles, à cette distance, si les moteurs électriques ne dysfonctionnent pas, il est sûr qu'elles vont aller droit au but. Il donne l'ordre de tir, un léger mouvement du sous-marin ainsi que le clignotement des témoins des tubes lui indiquent que les trois torpilles sont lâchées. En vision périscopique, il aperçoit les lumières du paquebot, sans doute l'équipage espère-t-il que le *Wilhelm Gustloff* soit encore pris pour le navire-hôpital qu'il fut. Peut-être qu'à bord du paquebot, le sillage des torpilles a-t-il été repéré ? Mais, il est trop tard, le lourd navire surchargé n'est pas manœuvrant et quelques minutes après trois explosions quasi simultanées retentissent, de lourdes

vibrations ballottent le S-13.

Le *Wilhelm Gustloff* est mortellement atteint, les trois torpilles ont touché leur but, à l'avant, au milieu du paquebot et la troisième en plein dans la salle des machines. C'est la panique à bord, le paquebot sombre, il y aura plus de 9 000 morts, 1 252 survivants seulement furent récupérés par d'autres navires.

Trois semaines plus tard, durant la même mission, le S-13 envoie par le fond le paquebot allemand *Steuben*. 3 000 à 4 000 passagers périrent et seuls 630 survécurent.

La tragédie du *Wilhelm Gustloff* reste la plus grande catastrophe maritime de l'histoire. Espérons à jamais...



La chronique de **Nathalie Helal**



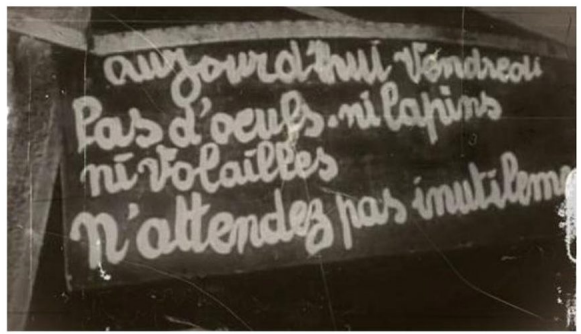
1940-1945 LA GUERRE DES APPETITS

Avec le ravitaillement et les restrictions imposées par le régime de Vichy, les Français traversent l'Occupation, la faim au ventre. D'autres appétits, plus voraces encore, vont faire basculer le pays dans la noirceur des trafics.

Tickets perdants

L'été 1940 voit se profiler le spectre de la famine : la défaite, et surtout l'absence des hommes, montés au front puis faits prisonniers de guerre, provoquent une baisse importante des biens de consommation, que même la reprise des travaux agricoles par les femmes ne parvient pas à enrayer. À ce contexte s'ajoute la raréfaction de nombreux produits en provenance des colonies françaises, la navigation ayant subi un arrêt forcé : le blocus mis en place par la Royal Navy dès le 31 juillet auprès des côtes françaises empêche l'arrivée du vin d'Afrique du Nord, des bananes, des arachides, du cacao, du riz, de l'huile de palme ou encore du sucre. Dès la fin avril 1940, sur décret puis arrêté ministériel, la population a été contrainte à un recensement auprès des mairies, en prévision de la mise en place de cartes de rationnement. L'offensive allemande interrompt cette politique de restrictions, initiée par Paul Reynaud, ministre des finances de l'époque, inquiet de la flambée des prix. Dans son discours du 13 août 1940,

un mois et demi après la signature de l'armistice, Pétain annonce la couleur : pauvres et riches doivent avoir « leur juste part des ressources de la Nation ». S'il cherche officiellement à réguler la pénurie et la spéculation qui s'annoncent, le gouvernement du maréchal passe sous silence une clause particulière prévue dans l'armistice : le ravitaillement de l'armée allemande par le pays vaincu. À l'automne 1940, le système des cartes de rationnement, organisé selon une méthode qui n'a rien à envier à la minutie des fonctionnaires du Reich, entre en vigueur. Tranches d'âges, activité, lieu de résidence : les Français, répartis en huit catégories, reçoivent entre 1200 et 1800 calories par jour et par personne : enfants de moins de trois ans, ceux âgés de 6 à 13 ans, jeunes de 13 à 21 ans, femmes enceintes ou allaitantes, adultes de 21 à 70 ans, travailleurs de force, personnes ayant dépassé les 70 ans, etc. Chacun est identifié par une lettre, A, T, J2 ou encore J3.



« Certains produits, tels le sucre, le riz ou encore le café, font l'objet de rations mensuelles et sont délivrés par les commerçants en échange de coupons... »

Certains produits, tels le sucre, le riz ou encore le café, font l'objet de rations mensuelles et sont délivrés par les commerçants en échange de coupons. D'autres denrées, à ration quotidienne ou hebdomadaire, comme le pain, par exemple, s'obtiennent avec des tickets... sous réserve qu'elles soient « en stock ». Ces tickets, reversés aux services administratifs, permettent en théorie aux vendeurs d'être réapprovisionnés le mois suivant. Véritable « feuille de route » alimentaire, un tableau d'alimentation est distribué chaque mois aux usagers. Des bureaux de

répartition, dépendant de l'administration du Ravitaillement général, se chargent de la collecte et de la répartition des produits, acheminés ensuite dans les départements les moins favorisés en ressources du territoire. Cette bureaucratie, qui prétend imposer un strict contrôle des ressources pour mieux procéder à leur répartition, surévalue souvent la plupart du temps les capacités de production des départements et n'hésite pas à exploiter à son profit les failles des circuits. Aussi dépassée qu'impopulaire, elle va contribuer à un essor inexorable du marché noir.

Les marchés, du noir au rose

Tandis que les Français, affamés, "galèrent" pour leur approvisionnement et salivent au (lointain) souvenir d'un vrai café, de chocolat ou du poulet dominical, les prélèvements allemands s'intensifient : entre 15 et 20 % de la production agricole sont détournés au profit de l'occupant. Les réquisitions et achats de l'ennemi visent à ravitailler non seulement l'armée en place sur le territoire français, mais aussi les civils d'outre-Rhin et, par la suite, les bataillons du front de l'est.

En 1942, la France, viticole et agricole, rongée par les restrictions et privations est devenue à la fois le principal garde-manger et la cave du Reich. Une situation qui nourrit l'esprit de révolte soufflé par la Résistance et ouvre toute grande la porte à la fraude.

Celle-ci a pourtant commencé deux ans auparavant, à l'automne 1940, avec l'organisation des premiers réseaux

de commerce clandestin, dirigés par des trafiquants. Surnommés « mercantis », expression en usage au cours de la 1^{re} Guerre mondiale et synonyme de « profiteurs », ces derniers jettent leur dévolu sur les matières premières, les cartes de rationnement et les produits industriels. De nombreux commerçants s'enrichissent grâce à des trafics louches, aux ficelles déjà éprouvées, comme le « mouillage » du lait avec de l'eau ou un réglage plus complaisant de leur balance. Ces BOF (Beurre-Oeufs-Fromage), avides et collabos, trouveront un écho plus vrai que nature dans le roman de Jean Dutourd, « Au bon beurre », paru en 1952.

À l'instar des caves obscures où s'échangent et se débitent en silence les marchandises, ce marché « souterrain » est aussi la bête... « noire » du régime de Vichy ! Celui-ci se lance dans une répression massive contre ce « trafic hon-



teux», menée par des «individus sans scrupule», qui cristallisent le mécontentement à l'égard de la Révolution nationale du maréchal. Outre un service de Contrôle des prix, une Police économique et un Contrôle mobile du ravitaillement sont institués. Mais dureté et aggravation des restrictions plongent un grand nombre de Français, acheteurs ou vendeurs, dans ce système parallèle, composé de différentes filières : si le marché noir désigne tout particulièrement la recherche du profit, au travers d'une clientèle privilégiée, capable de tout payer au prix fort, une autre combine, aux tarifs plus accessibles, ou faite de troc entre parents ou amis, s'intitule «marché rose». Les Allemands ne sont pas non plus en reste : ils encouragent le «marché brun», orchestré par des trafiquants chevronnés, qui emploient de nombreux intermédiaires pour vendre à l'occupant. Le marché «gris», quant à

lui, permet un contact direct entre consommateur et producteur, aux prix moins gourmands que ceux du marché noir, mais supérieurs à ceux autorisés : les citadins n'hésitent pas à parcourir à vélo les kilomètres qui les séparent des campagnes, chargés de valises vides puis étonnamment pleines au retour de leurs balades. Parfois, faute de bicyclette, une ou deux paires de jambes vaillantes et quelques billets peuvent rendre des services inestimables aux commerçants peu scrupuleux, comme dans l'irrésistible «Traversée de Paris» de Claude Autant-Lara (1956). Mais ces marchandises, arrachées à la vigilance des Allemands ou à celle de la police de Vichy, demeurent finalement assez exceptionnelles. Au quotidien, les «gardiennes du foyer», celles que le régime cantonne à leur rôle d'épouse et de mère, déploient en effet des trésors d'ingéniosité et de courage pour nourrir leur famille.

Ci-dessus : l'affiche du film «La traversée de Paris» de Claude Autant-Lara (1956) avec Bourvil, Louis de Funes, et Jean Gabin. Ci-dessous : affiche de propagande contre le marché noir.



La ménagère au cœur du système D

« Depuis les restrictions, l'aspect d'un marché, parisien par exemple, est devenu — il l'est encore au jour où nous écrivons —, lamentable : on ne voit que des queues et des queues de malheureuses ménagères qui, bravant la fatigue, l'ennui, le froid, la pluie, attendent leur tour pour obtenir — ou parfois hélas ! ne pas obtenir — un quart de beurre, un huitième de fromage, un kilo de pommes de terre, quelques carottes, un œuf, une saucisse, un petit bifteck... il en est qui, fatiguées à l'avance, ne savent même plus pour quoi elles font la queue... »

« Je connais une personne à qui une amie a téléphoné à 5 h du matin qu'on pouvait trouver de l'huile à l'extrémité de Paris opposée à sa maison, dans une épicerie qui devait ouvrir à 8 h. Aussitôt l'amie en question s'est levée, habillée et rendue en métro au point indiqué, où déjà une longue queue stationnait. Elle est restée là jusqu'à 11 h et lorsqu'enfin son tour est arrivé, il n'y avait plus d'huile. Ceci s'est passé à Paris et s'est renouvelé sans doute des centaines de fois, à la mi-septembre 1940 », écrit Mme F. Gay, dans son livre « Comment se nourrir au temps des restrictions », paru en janvier 1940, et réédité de nombreuses fois durant la guerre.



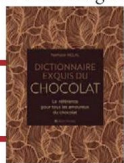
Le filet à provisions, lesté d'une bouteille vide, est l'accessoire indispensable de l'époque : et si on trouvait en chemin un demi-litre de lait écrémé ? En première ligne pour assurer le ravitaillement, les mères de famille apprennent à composer : files d'attente interminables, où les rumeurs et les infos sur l'occupant vont bon train, magasins vides, gestion des tickets, pauvreté des ingrédients, manque de combustible pour les faire cuire, denrées introuvables et, en apparence, impossibles à substituer. En apparence seulement, car les conseils dispensés par la presse féminine, l'enseignement ménager et certains ouvrages leur permettent de recycler sans jamais gaspiller, et de découvrir des ressources insoupçonnées : le beurre, introuvable ou presque, est remplacé par de la margarine ou une graisse animale, de porc, de veau ou de bœuf ; le sucre, par de la saccharine, une molécule au fort pouvoir sucrant, jusque là réservé aux diabétiques et vendue en pharmacie ; le café, par du malt, c'est-à-dire de l'orge ou de l'avoine grillés et torréfiés ; le gruyère, très rare, par du jus ou de la tomate dans les gratins ; et le chocolat, par une poudre, le

racahout des Arabes, sorte de fécule aromatisée au cacao, inventé au siècle précédent, qui fait paraître-il merveille dans les crèmes...

Les rutabagas et les topinambours, ces « légumes oubliés », l'ont été pour de bonnes raisons : combien de femmes, durant l'Occupation, se sont évertuées à trouver une manière de les accommoder sans dégoût ?

Rutabaga sauce piquante, rutabaga farci, rutabaga en tarte, rutabaga aux oignons, rutabaga en ragoût, aux câpres, à la moutarde, en purée...

« Jamais la ménagère n'aura eu autant de peine à faire ses menus. Qu'elle se rappelle bien tout ce qui est nécessaire à l'organisme, et qu'elle veille à le lui donner en suffisance. Si la famille parvient à se maintenir en bonne santé, c'est qu'elle aura réussi : elle aura le droit d'en être fière », clame Mme Gay dans son best-seller. Oui, sans nul doute, le patrimoine culinaire français, source de fierté, se niche aussi dans ces années noires : créatif, envers et contre tout.



Nathalie Helal est journaliste et spécialiste de l'histoire de la gastronomie et de l'alimentation. Son dernier titre paru est le "Dictionnaire exquis du chocolat" (Editions Albin Michel).



LA BATAILLE DES ARDENNES

(15 DÉCEMBRE 1944 - 9 JANVIER 1945)

De l'histoire à la mémoire, 75 ans après



par Emile Kern
Professeur agrégé et docteur en histoire contemporaine
rédacteur en chef de la revue *Revivre l'histoire*.

Courtrai (1302), Malplaquet (1709), Fontenoy (1745), Jemappes (1792), Fleurus (1793), Ligny et Waterloo (1815), Ypres (1914), la Lys (1940), et Bastogne (1944) représentent un échantillon des nombreuses batailles qui se sont déroulées sur le territoire belge depuis le Moyen Âge. Oui, on peut le dire, la Belgique est bien le champ de bataille de l'Europe.

Pour les Belges, les deux guerres mondiales ont beaucoup marqué l'imaginaire collectif, en raison notamment des exactions commises par les Allemands. Alors que les Américains avaient quasiment libéré la Belgique et le Luxembourg durant l'automne 1944, les populations découvraient le matin du 16 décembre le retour des Allemands. C'était le début de la bataille des Ardennes qui devait durer six semaines et marquer profondément cette partie montagnieuse des deux pays.

Les Ardennes furent en effet au cœur du « dernier coup de dé d'Hitler » selon l'expression de Jacques Nobecourt. Cette offensive devait permettre, selon le plan personnel d'Hitler, de foncer sur le port d'Anvers, isolant les troupes britanniques au nord des troupes américaines au sud. Hitler pensait ainsi pouvoir négocier une paix séparée avec les alliés afin de concentrer ensuite toutes ses forces vers le front de l'Est, face aux Soviétiques.

Hitler lance une vaste offensive à l'Ouest

Appelée *Wacht am Rhein* (« Garde au Rhin ») par les Allemands, Battle of the Bulge (La bataille du saillant) par les Anglais ou Bataille des Ardennes par les Belges, cette bataille est la dernière grande offensive des Allemands durant la Deuxième Guerre mondiale.

À la fin de l'automne 1944, les Allemands se sont ressaisis après les défaites provoquées par les débarquements alliés à l'Ouest et l'avancée des Soviétiques à l'Est. En effet, alors que les troupes allemandes se sont repliées derrière l'Oder et le Rhin, Hitler décide de reprendre l'initiative face aux Alliés. Il prépare une offensive menée par trois armées (la 6e, la 5e et la 7e armées) équipées de 1 000 chars et canons, dirigée par le maréchal Model, un fidèle d'Hitler. Outre les 200 000 hommes répartis entre ces trois

armées, cette opération doit être appuyée par le parachutage de nuit, au nord de Malmédy, de l'unité du colonel von der Heyde. Ce dernier doit bloquer les routes venant du nord. Le colonel Skorzeny est quant à lui chargé d'infiltrer les positions américaines avec des troupes allemandes qui ont revêtu l'unique uniforme américain pour semer la peur et la confusion du côté allié. Hitler choisit d'attaquer en décembre au moment où la neige paralyse l'aviation alliée qui ne pourra pas, selon lui, empêcher la progression de ses troupes durant l'offensive.



« Lorsque la 6^e armée de panzers de Sepp Dietrich passe à l'offensive, la plupart des soldats américains dorment encore... »

Le 16 décembre 1944, à 5h30 matin, commence l'offensive des Ardennes...

Comme en 1870, 1914 et en 1940, les Allemands reprennent la vieille route des invasions, les Ardennes. Le « va-tout de Hitler », comme le surnomme l'historien britannique Antony Beevor, repose sur l'effet de surprise. Aussi les officiers allemands ont-ils été avertis à la dernière minute des objectifs principaux.

Lorsque la 6^e armée de panzers de Sepp Dietrich passe à l'offensive, la plupart des soldats américains dorment encore, éparpillés dans des fermes, des cabanes, des granges ou des étables. Mais alors que les Volksgrenadiere essaient d'ouvrir la voie aux panzers (qui selon Hitler ne devaient entrer en action qu'une fois la Meuse franchie), les soldats américains de la 99th Infantry Division ne tardent pas à se ressaisir et bloquent l'offensive dans la partie nord, sur la crête d'Elsenborn, un des hauts lieux de la bataille.

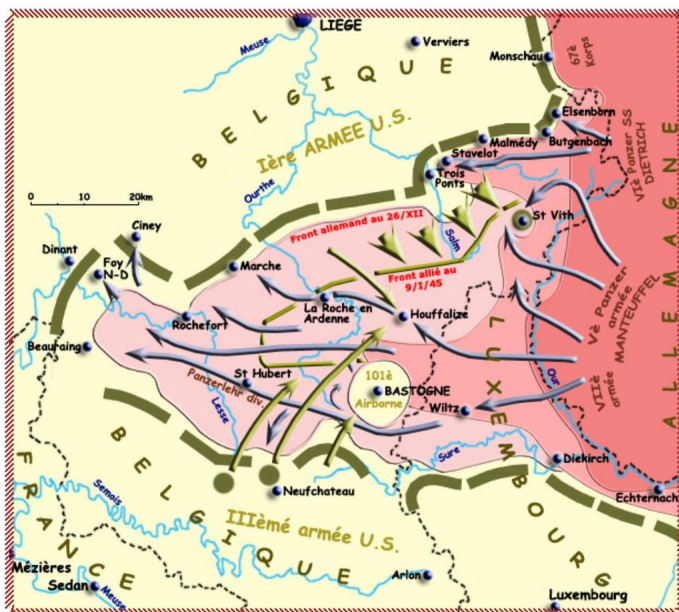
La 6^e Panzerarmee étant bloquée au nord, le général Manteuffel entreprend de percer au centre avec la 5^e armée. Mais ses troupes et ses panzers (Tigre et Panther) sont bloqués ou du moins retardés par les troupes américaines qui combattent à un contre dix. L'état-major allemand a donné trois jours à son armée pour traverser les Ardennes et atteindre le port d'Anvers après avoir franchi la Meuse. Or, trois jours après, le 19 décembre, les Allemands commencent seulement le siège de Bastogne, un autre haut lieu de la bataille, symbole de la résistance américaine. Le général Manteuffel

choisit d'entourer puis de contourner Bastogne. Alors qu'il ordonne à ses Volksgrenadiere de faire le siège de la ville, il se précipite vers la Meuse en direction de Dinan avec deux divisions blindées : la 2^e Panzerdivision et une partie de la Panzer-Lehr.

Le 22 décembre, les Allemands demandent aux assiégés de Bastogne de se rendre, ce à quoi le commandant en chef de la 101st Airborne, le brigadier général MacAuliffe, répond par un mot devenu célèbre : « Nuts » (que

certain peuvent traduire par « des clous » ou le mot de Cambronne).

Plus au nord, le général Peiper, qui commande un kampfgroupe (« petit groupe ») de panzers de la 6^e armée de Sepp Dietrich, fait une percée en prenant d'assaut le village de Stoumont qui marque son avancée ultime. Il est ensuite encerclé par les troupes américaines de la 30th Infantry Division et de la 82th Airborne. Dans son avancée, les troupes Panzergrenadiere SS du général Peiper massacrèrent





Ci-dessus : soldats américains prisonniers des Allemands le 22 décembre 1944. A droite : des prisonniers américains massacrés à Baugnez (Malmédy) le 17 décembre 1944.

Ci-dessous : char américain M36 Jackson. A droite : Le général McAuliffe, qui a opposé en décembre 1944 le célèbre « Nuts » aux Allemands pour répondre à leur demande de reddition

dix-neuf prisonniers américains dans un champ, près de Honsfeld puis quatre-vingt-quatre autres soldats à Baugnez, près de Malmédy, avec plusieurs civils. Ces exécutions, rapportées du côté allié, entraînèrent des représailles sur des prisonniers allemands.

Le 24 décembre, l'offensive allemande marque le pas. Seules les troupes du général Manteuffel atteignent la Meuse puis le ciel s'éclaircit et l'aviation alliée entre en jeu. Bastogne est ravitaillée par les airs et les premiers chars Sherman de la 3^e Armored du général Patton apparaissent et brisent le siège. À partir du 26 décembre, les Américains contre-attaquent et repoussent les panzers. Le « coup de dé »

d'Hitler a échoué, l'offensive des Ardennes est plus qu'une défaite pour la Wermarcht, c'est un véritable désastre. Les Allemands ont utilisé toutes leurs réserves et ont perdu une grande partie de leur matériel motorisé (600 chars et canons d'assaut, dont beaucoup sont tombés en panne mécanique ou en panne d'essence). Le 20 janvier, le front revient à la situation de départ et à la fin du mois, le bulge (le « saillant ») des Ardennes est réduit. La bataille des Ardennes est terminée, la bataille d'Allemagne commence pour s'achever le 8 mai 1945 avec la capitulation du Troisième Reich à Berlin.



« À partir du 26 décembre, les Américains contre-attaquent et repoussent les panzers. Le « coup de dé » d'Hitler a échoué... »

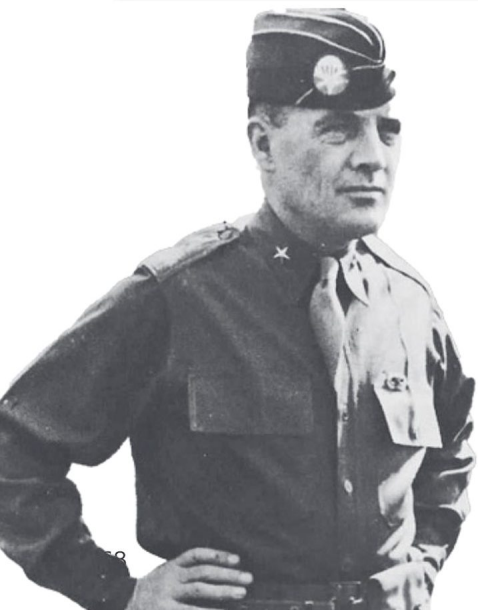


Les principaux acteurs de la Bataille

George PATTON
(1885-1945)



Le général Patton est originaire de Californie. Il s'illustre en France durant la Première Guerre mondiale en dirigeant la 304^e brigade de chars. Durant la Deuxième Guerre mondiale, on le retrouve en Afrique du Nord où il reçoit le commandement du 2^e corps au Maroc puis celui de la 7^e armée en Sicile. Tombé en disgrâce pour avoir giflé un soldat, il participe au débarquement en Normandie à partir du mois de juillet où il reçoit le commandement de la 3^e armée avec laquelle il se rue en Lorraine. C'est à la tête de la 3^e armée qu'il intervient dans les Ardennes pour lever le siège de Bastogne. Décédé en décembre 1945 des suites d'un accident en Allemagne, le général a tenu à être enterré avec ses hommes. Il repose au cimetière militaire de Hamm, au Luxembourg auprès de 5000 soldats américains.



Anthony MACAULIFFE
(1898-1975)

Anthony MacAuliffe quant à lui commande l'artillerie divisionnaire de la 101^e division aéroportée au moment de l'offensive allemande dans les Ardennes. On le trouve également durant la bataille de Normandie et lors de l'opération Market Garden, aux Pays-Bas. Au moment du siège de Bastogne, il montre la détermination des Américains à ne pas céder face aux Allemands.

Walter MODEL (1891-1945)

Walter Model est né en Saxe. Il est lieutenant durant la Première Guerre mondiale où il combat sur le front de l'Ouest. Au début de la Deuxième Guerre, il est chef d'état-major du IV^e corps d'armée en Pologne puis en France avant d'être promu *Generalleutnant* en avril 1940. Il combat en URSS et dirige même le groupe d'armées Nord en 1944. Il est alors nommé maréchal. Malgré le repli, il est considéré par Hitler comme « le sauveur du front de l'Est ». Le 16 août, il quitte le front de l'Est pour prendre le commandement du groupe d'armées B à l'Ouest. Il fait échouer l'opération Market Garden lancée par Montgomery et participe à la conception de la bataille des Ardennes. Même s'il ne croit pas au succès de l'opération, il a conscience que la Wehrmacht ne peut pas rester éternellement sur la défensive. Après l'échec dans les Ardennes, on le retrouve encerclé avec ses troupes en Bavière où il préfère se suicider en avril 1945.



Joseph DIETRICH (1892-1966)

Joseph « Sepp » Dietrich est originaire de Haute-Bavière. Il est sous-officier dans une unité blindée durant la Première Guerre mondiale. Au début des années 1930, il commande la garde personnelle d'Hitler. Il crée la Leibstandarte SS Adolf Hitler, en 1933, avec laquelle il fait la guerre en Pologne, aux Pays-Bas, en Belgique, en France, en Yougoslavie et en URSS. En 1942, il obtient le grade le plus élevé dans la SS. Il combat face aux Britanniques en Normandie. Dans les Ardennes, il doit diriger l'offensive principale avec la 6^e armée de panzers.



Hasso von MANTEUFFEL (1897-1978)

Hasso von Manteuffel est né à Potsdam d'une famille prussienne. Il sert l'armée du kaiser à partir de 1916 comme officier de hussards sur le front de l'Ouest. En 1941, en URSS, il commande la 7^e division de panzers. En 1943 il est envoyé en Afrique. En août, on le retrouve sur le front de l'Est. En septembre 1944, il reçoit le commandement de la 5^e armée de panzers sur le front de l'Ouest. Il devient le fer de lance de l'offensive dans les Ardennes. Il est le seul à s'approcher de la Meuse.



■ Les grandes batailles de l'Histoire



Joachim PEIPER (1915-1976)

Joachim Peiper est lui originaire de Silésie. Il reçoit son premier commandement durant la campagne de France dans la 1re division SS Leibstandarte Adolf Hitler. Pour la bataille des Ardennes, il est choisi par Hitler pour conduire la pointe avancée de la 1re division de panzers SS de la 6e armée de Sepp Dietrich. À Baugnez, ses unités massacrent 84 prisonniers américains. Il s'empare de Stavelot puis poursuit son avancée jusqu'à Stoumont où il est encerclé par les troupes américaines. À court de carburant, il abandonne ses chars et se replie le 24 décembre.

Pourquoi, malgré l'engagement de troupes et de matériels importants, les Allemands ne pouvaient-ils pas gagner dans les Ardennes en 1944 ? Une région qui leur a pourtant si souvent réussi dans le passé...

Le plan d'Hitler était trop ambitieux. Traverser en si peu de temps, sur des petites routes et en plein hiver, une région de montagne pour prendre le port d'Anvers où étaient solidement retranchées les troupes anglo-américaines n'était pas possible. Hitler voulait reprendre la stratégie de mai-juin 1940. Le Führer a également méprisé la capacité de résistance des troupes américaines. Les généraux allemands eux-mêmes ne croyaient pas dans la réussite de l'offensive. Contrairement à Hitler, ses généraux savaient que la guerre était perdue. La disproportion des troupes et du matériel américain par rapport à celui de la Wermacht était telle que l'Allemagne ne pouvait plus gagner la guerre même si l'opération dans les Ardennes avait réussi. Par ailleurs, si la météo jouait contre l'aviation améri-

caine, elle empêchait également les panzers de manœuvrer. Ces derniers ont manqué rapidement de carburant ou sont tombés en panne, bloquant le passage aux autres unités blindées. Si Hitler réussit à rassembler un nombre important de soldats pour son offensive, ces recrues sont pour la plupart inexpérimentées. Du côté des Alliés, la détermination des soldats américains a permis de ralentir puis de stopper l'offensive avant que les renforts envoyés par le général Eisenhower n'arrivent et inversent la situation.

Les massacres perpétrés par les SS accroissent la résistance des troupes américaines. Ces massacres comme la bataille en général ont très vite engendré un devoir de mémoire qui s'est développé en Belgique autour de Bastogne.

Bibliographie

Antony Beevor, *Ardennes 1944*, Paris, Le Livre de Poche, 2017
Jacques Nobecourt, *Le dernier coup de dé d'Hitler*, Paris, J'ai lu, 1968

La mémoire de la Bataille des Ardennes après 1945

Pour évoquer la mémoire de cette bataille, il nous faut revenir sur les commémorations, les reconstitutions historiques, mais aussi sur le rôle des nombreux musées que l'on trouve en Belgique et au Luxembourg de nos jours.

La région qui court entre Elsenbord-Malmédy au nord, en Belgique, et Wilt au sud, au Luxembourg, est parsemée de stèles, de panneaux et de musées qui montrent à quel point les habitants des Ardennes ont été marqués par cette offensive de décembre 1944-janvier 1945. En parcourant la région, on peut visiter le War Museum de Bastogne (dans lequel une salle est consacrée à la 101st Airborne). À Baugnez, le 44 Historical Center rend hommage aux 84 soldats américains exécutés par les SS de Peiper, et à Neupré se trouve un cimetière américain. On peut également visiter le musée de la bataille qui se trouve lui à quelques kilomètres de Bastogne, à La Roche-en-Ardenne. Du côté du Luxembourg, deux musées retiennent l'attention : Grandmenil, où le Manhay History Museum 44 présente un char Panther et Ettelbruck où les vétérans américains peuvent aller se recueillir devant la tombe du général Patton et visiter le General Patton Memorial Museum. Plusieurs de ces musées font partie de l'Association des Musées sur la Bataille des Ardennes (AMBA). Arrêtons-nous sur le musée de la Bataille des Ardennes de La Roche-en-Ardenne qui propose un parcours chronologique et thématique sur l'échec de la contre-offensive allemande de décembre 1944 en présentant un panzer Tigre royal 213. La Roche-en-Ardenne est une ville belge détruite à plus de 90 % par la guerre. Le musée propose sur près de 1 500 m², répartis sur trois niveaux, plus de 120 mannequins de soldats américains, anglais, allemands et même écossais avec leur équipement et leurs armements, ainsi que des uni-

formes offerts par les vétérans ayant participé à la bataille. Une importante collection d'armes lourdes et légères, des documents photographiques, des objets personnels et des équipements trouvés sur le terrain des combats, ainsi qu'une vingtaine de véhicules militaires, sont présentés. Il est important de souligner que ce musée est le seul à accorder une place aux troupes britanniques dans la bataille.

S'agissant des chars que l'on peut observer dans ces musées, arrêtons-nous sur les deux chars emblématiques qui s'opposèrent durant la bataille : le Sherman, côté américain, et le Tigre côté allemand.

Si le Sherman n'est pas le meilleur char de la guerre, il est le plus célèbre de l'armée américaine. À la fin de la guerre, les Américains en produisirent 63 181 exemplaires. Plutôt léger (30 tonnes seulement), il disposait d'un canon de 75 mm pour un blindage de 118 mm. Il nécessitait cinq membres d'équipage. Le Tigre des panzerdivisions était, de tous les chars allemands, celui qui a le plus inspiré la peur. Avec son canon de 88 mm, son épais blindage frontal (120 mm), ses larges chenilles et sa taille, c'était une arme dévastatrice. Il tomba néanmoins souvent en panne durant l'offensive. Cinq hommes étaient également nécessaires pour le faire fonctionner. Son poids (57,9 tonnes) le rendait difficile à manœuvrer sur la neige et le verglas au début de l'offensive. Les premiers modèles sont conçus en 1942 mais en 1944 les Allemands utilisent également le Tigre II.



Ci-dessus : le musée de Bastogne



Char sherman. La Roche en Ardenne.

L'Histoire vivante rejoue la bataille à Hardigny pour ne pas oublier

En 2019, pour commémorer le 75^e anniversaire de la bataille, la commune belge d'Hardigny a réuni trois cents reconstituteurs pour rejouer un épisode de la bataille. Cette commune a été le théâtre de terribles affrontements entre la 9th Armored Division et des éléments de reconnaissance de la 2^e Panzerdivision. L'événement, qui s'est déroulé sur trois jours, a réuni 10 000 visiteurs. Pour simuler la bataille, des explosions factices retentissent. Les Américains, appuyés par des chars Sherman tirent et couvrent les soldats qui avancent en colonnes. La commémoration se déroule à la fois en Belgique et au Luxembourg. Ce week-end réunit d'anciens vétérans américains mais aussi allemands qui viennent raconter l'horreur des combats. Ces commémorations se font en présence de Sophie Wilmès, Premier ministre du gouvernement belge, du ministre américain de la Défense Mark Esper et du président allemand Frank-Walter Steinmeier. Les officiels, accompagnés des vétérans et de quelques reconstituteurs, se rendent au cimetière militaire de Hamm, au Luxembourg, pour un hommage au général George Patton, qui repose là. Ces reconstitutions historiques existent grâce à l'investissement quotidien de passionnés qui appartiennent à des groupes d'Histoire vivante. Des groupes français mais aussi belges comme la **101st Airborne Division Belgian Friendly**. Cette association est créée en 1973 afin de perpétuer le souvenir des soldats alliés ayant libéré la Belgique en 1944. Le **30th Old Hickory Belgium Group** participe aux marches organisées le long des routes près de Vielsam ou de La Gleize et représente la 83th Infantry Division. Ce groupe, est créé en 2012 avec des passionnés originaires de Wallonie mais aussi de quelques Français. Une autre association belge, la **First Infantry Remember**, représente le 16^e régiment de la 1^{ère} division d'infanterie US qui a libéré la région de Mons le 2 septembre

1944.

Côté allemand, l'association belge **Panzer-Brigade 106** reconstitue une division de *Panzergrenadier* de la Wehrmacht. Son cadre d'opération était le front de l'Est mais on la retrouve sur le front de l'Ouest à partir du mois d'août 1944. Principalement installée en Wallonie et à Bruxelles, ils participent aux reconstitutions dans les Ardennes. L'association française **De l'Atlantique à l'Oural (DAAO)** représente de son côté une unité de *Volksgrenadier Division*. Recrée le 17 septembre 1944 sur les débris de la 26. Infanterie-Division, cette unité a pour particularité de compter dans ses rangs un nombre non négligeable de « malgré-nous ». Le groupe DAAO participe chaque année à la reconstitution de la bataille des Ardennes. De toutes les associations historiques qui endossent l'uniforme allemand, **Les Lufteaux**, association française, possèdent le plus grand nombre de membres avec plus de soixante personnes et des véhicules blindés. Ils sont également présents chaque année dans les Ardennes.

Les soldats Américains sont les plus représentés par les groupes d'Histoire vivante. L'**U.S.A.R.G. Yankees Group** est basé dans les Hauts-de-France et représente une compagnie du 2^e bataillon de rangers ainsi que le 507th Parachute Infantry Regiment qui participe aux reconstitutions depuis le débarquement en Normandie jusqu'à la victoire le 8 mai 1945. Il reconstitue l'arrivée des renforts américains dans les Ardennes en janvier 1945.

L'association **Ardennes 1944** est fondée en 1984 et se localise dans l'est de la France. Cette association regroupe à l'origine uniquement des collectionneurs de véhicules d'époque (voitures, camions, blindés) et participe aux manifestations de reconstitutions en France et en Belgique.

Aquitaine Remember Group est créé en 2009. Ses vingt membres sont répar-

tis dans la région de Bordeaux et d'Agen et incarnent à la fois les Américains de la 101st Airborne mais aussi des Fallschirmjäger allemands.



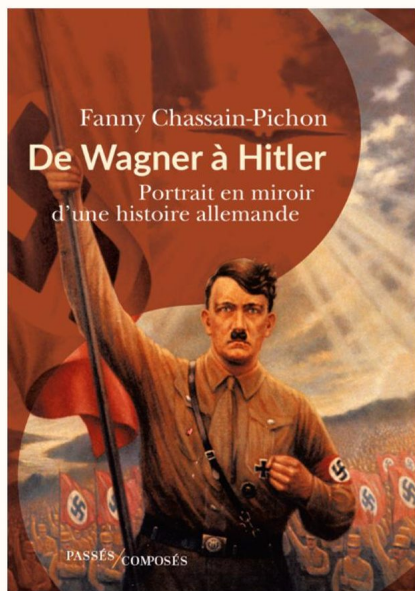
LA BATAILLE DES ARDENNES À L'ÉCRAN

La bataille a été très documentée grâce à la présence, dans le sillage de la 3^e armée de Patton, de grands reporters comme Robert Capa et Walter Cronkite. Le cinéma américain ne tarde pas à s'emparer de l'événement. En 1965, *La Bataille des Ardennes* de Ken Annakin sort sur les écrans avec Henri Fonda dans le rôle d'un lieutenant-colonel américain et Robert Shaw dans celui du colonel allemand Hessler. Le film, qui dure presque trois heures, évoque la bataille de Celles, qui marque le point culminant de l'avance allemande le 26 décembre 1944.

Parmi les nombreux documentaires, il faut évoquer celui du français Serge Tignères en 2016 : *La Bataille des Ardennes*. La particularité de son docu-fiction est qu'il utilise l'Histoire vivante pour reconstituer les principaux moments de la bataille et interroge des témoins ayant survécu sur les lieux des combats.

ABONNEZ-VOUS ...

ET RECEVEZ LE LIVRE EN **CADEAU**



Éditions PASSÉS COMPOSÉS
Broché. 192 pages (22 € prix public)

« De Wagner à Hitler »

Portrait en miroir
d'une histoire allemande

DE
FANNY
CHASSAIN-PICHON

1 AN
D'ABONNEMENT
+ LE LIVRE

« DE WAGNER À HITLER »

35 €
au lieu
de 75.40 €

soit **46.42 % DE RÉDUCTION**

4 N°
+ 2 H.S.



Histoire magazine

BULLETIN D'ABONNEMENT

Utilisez l'encart joint et l'adresser à HISTOIRE MAGAZINE - Abonnements - BP 80306 29393 QUIMPERLÉ cedex

☐ **OUI** je souhaite bénéficier de cette offre spéciale : 1 an d'abonnement à Histoire Magazine (4 numéros + 2 H. S.)
+ le livre "De Wagner à Hitler" aux éditions Passés Composés, au prix de 35 € au lieu de 75.40 €

☐ M. ☐ Mme
Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____ Ville _____
E-mail _____
Téléphone _____

☐ Je joins mon règlement de 35 € par chèque bancaire
☐ Je règle par carte bancaire
N°
Date de validité

Signature obligatoire et date

Offre France métropolitaine réservée aux nouveaux abonnés et valable jusqu'au 31/12/2021 dans la limite des stocks disponibles. Expédition du livre sous 2 semaines après réception de votre règlement. Photos non contractuelles. Vous pouvez acquérir séparément chaque numéro d'Histoire Magazine au prix de 8,90 €. Les informations recueillies dans ce bulletin sont destinées à Histoire Magazine, ses partenaires commerciaux, et ses sous-traitants, pour la gestion de votre abonnement et à vous adresser des offres commerciales pour des produits et services similaires. Vous pouvez obtenir une copie de vos données personnelles et les rectifier en nous adressant un courrier et une copie d'une pièce d'identité à : Histoire Magazine BP 80306 29393 QUIMPERLÉ cedex. Si vous ne souhaitez pas recevoir nos promotions et sollicitations, cochez cette case ☐. Si vous ne souhaitez pas que vos coordonnées soient transmises à nos partenaires commerciaux pour de la prospection postale, cochez cette case ☐. Nos CGV sont consultables sur www.histoiremagine.fr. Histoire Magazine société HMP BP 80306 29393 QUIMPERLÉ cedex.

Vous pouvez aussi vous abonner sur www.histoire-magazine.store et sur histoiremagine.fr



La chronique de **Clémentine Portier-Kaltenbach**

Wilkomen ou Welcome?

Qu'il s'agisse d'occuper un pays étranger ou de le libérer, les armées prennent toujours soin de tapiriser leurs troupes sur la conduite à tenir une fois « sur place ».

Pour les soldats allemands, sous l'Occupation, point d'aus-tère manuel, mais un guide touristique destiné à leur indi-quer comment se distraire et profiter de leur séjour en France. Tout a été prévu : à Paris, le magazine bimensuel « Wohin, in Paris » en gros « que faire à Paris ? » dont la rédaction est installée sur les Champs-Élysées — tant qu'à faire !

— indique à son lectorat « verts de gris » les magasins chics, théâtres, cabarets, cinémas et musées où passer du bon temps. Munis de ce viatique, la soldatesque germa-nique « Glücklich wie Gott in Fran-kei-ch » peut profiter du Gai Paris avant d'être expédiée sur le front russe. " *Les villes sont femmes et ne sont tendres qu'aux vainqueurs* " écrit en août 1944 l'un de ces soldats tout à la nostalgie d'avoir à quitter la capitale française.

Les vainqueurs justement. Les voici qui débarquent en Normandie. Attendus comme le Messie par la population française, les libérateurs doivent faire bonne impression, donner aux autochtones une bonne image de l'armée américaine, comprendre qu'ils ne doivent pas se comporter en conquérants, mais en alliés. Pour faciliter leur séjour, on leur distribue avant le départ « A pocket Guide to France », guide édité à des centaines de milliers d'exemplaires.

Le principe ? Celui de n'importe quel guide touristique : le lecteur doit être capable de dire quelques mots de français, de maîtriser le système décimal et de comprendre les cou-tumes locales... Ça, c'est la base ! Mais comme il s'agit tout de même d'un guide édité en temps de guerre, on rappelle aux GI qu'ils sont là avant tout pour refouler l'ennemi nazi ! Dans cette entreprise, les Français, leur rappelle-t-on, sont leurs amis. Rappelez-vous, soldats, que les Français ont aidé les États-Unis au moment de la guerre d'indépendance. Et ne

croyez pas qu'ils soient si différents de vous. Comme vous, ils sont fiers de leur pays. Ce sont des gens pragmatiques et économes ; n'ont-ils pas réussi à survivre à l'Occupation avec leurs « modestes économies » ? (En gros, nous voilà tout de même décrits comme des fauchés)

Attention ! Les Frenchies sont attachés aux valeurs tradition-nelles : religion, propriété privée et famille, et chez eux il y a très peu de divorces. Ah, au fait, bien sûr, ils sont de mer-veilleux cuisiniers ! En la matière, l'auteur semble

ignorer qu'à l'heure allemande, l'ordinaire local est moins au bœuf miron-ton qu'à la tambouille rutabagas/topinam-bours à la margarine.

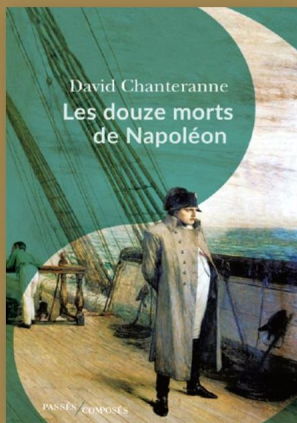
Le guide poursuit : surtout, ne vous mêlez pas de leurs conversations politiques et ne prenez pas position sur l'avenir de la France. À ce stade, si le guide ne leur était pas encore tombé des mains, les trois quarts des GI devaient déjà avoir déniché dans la table des matières LE seul sujet qui les intéressait vrai-ment : les femmes ! En la matière, leur rappelle leur guide, il convient avant tout de se méfier. Les espionnes sont partout ! Ne vous épanchez pas sur

l'oreiller. Il en va du succès de l'opération Overlord. Information dissuasive inventée de toutes pièces : les mala-dies vénériennes sont bien plus fréquentes en France qu'aux États-Unis : « Ce serait un mauvais souvenir de Paris à rame-ner chez vous ». Surtout, sachez que les Françaises ne sont pas du tout celles que vous croyez ». « On a trop souvent décrit la France comme un pays frivole où l'on peut aborder les femmes avec des clins d'œil coquins et des tapes discrètes sur les fesses » n'en croyez rien. « les Françaises sont con-ver-nables et sérieuses ». On dissuade les GI de se montrer trop entreprenants, mais on ajoute à leur paquetage... un lot de préservatifs ! 

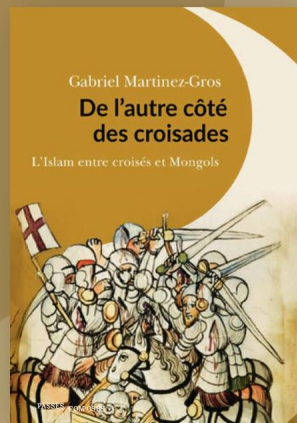
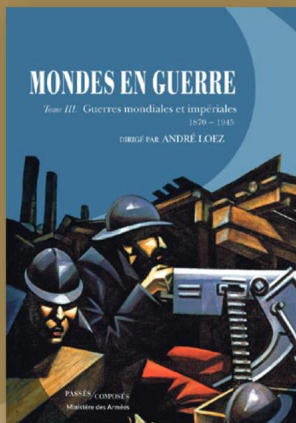


PASSÉS / COMPOSÉS

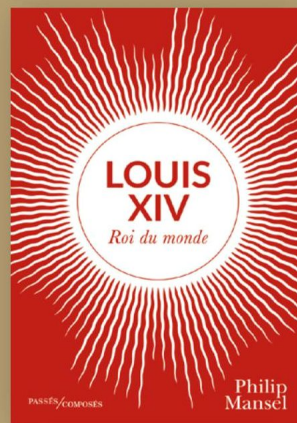
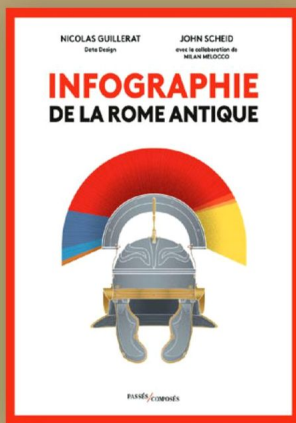
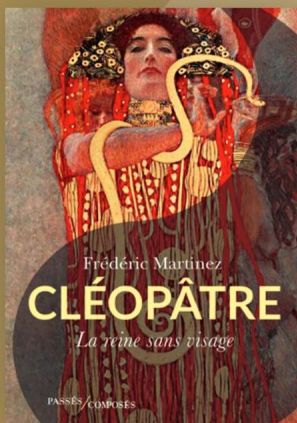
L'atelier de L'HISTOIRE



En librairie / Le 6 janvier



En librairie / Le 20 janvier



passes-composes.com



ABONNEZ-VOUS

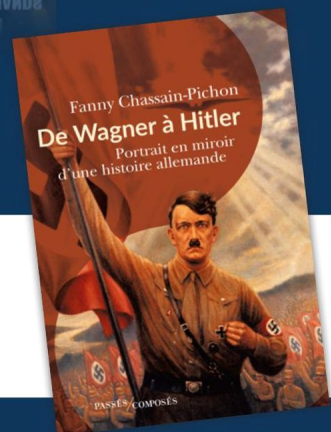


35 €
6 numéros
+
1 livre

LE MAGAZINE QUI DONNE LA PAROLE AUX HISTORIENS
TOUS LES 3 MOIS DANS LES KIOSQUES

Et recevez le livre en
« De Wagner à Hitler » *
de Fanny Chassain-Pichon
Ed. Passés Composés

CADEAU



* dans la limite des stocks disponibles. Voir offre en pages intérieures